

CAHIERS
DES AMÉRIQUES
LATINES 51-52

2006 / 1-2

SOMMAIRE



CHRONIQUE 5

- **L'Institut des Amériques** 7
par Gilles de Robien

DOSSIER

DES SOCIÉTÉS EN RÉSEAUX 15

- **Introduction : pour une mise en questions de l'appellation « réseau »** 17
par Marielle Pepin Lehalleur

- **Les réseaux transnationaux comme forme d'action dans les mouvements noirs d'Amérique latine** 31
par Carlos Agudelo

- **Le CIEPAC à la croisée des réseaux militants globalisés : la réticule comme forme organisationnelle de la globalisation** 49
par Jean Foyer

- **La géographie et les réseaux internationaux de villes et d'urbanistes. Une vision euro-latino-américaine** 63
par Hélène Rivière d'Arc

- **Réseaux légaux et criminels transnationaux** 75
par Jean Rivelois

- **Réseaux clandestins et mouvements armés** 91
par Anne Philippe

- **Des réseaux aux communautés de pratiques. Ethnographie de trois vagues migratoires depuis la côte du Oaxaca (Mexique)** 103
par Marielle Pepin Lehalleur

- **Usages comparés de la notion de réseau. Propositions d'analyse pour l'action collective** 125
par David Dumoulin Kervran

ÉTUDES	147
• La Argentina de los años 1916-1930. Cuatro itinerarios políticos en tiempos de democracia ampliada	149
par Marcela P. Ferrari	
• « Paysages de la vérité » du Chili durant l'Unité populaire (1970-1973). Essai d'analyse épistémologique	171
par Franck Gaudichaud	
• Vers une déconstruction sociologique de l'idéologie progressiste de la théologie de la libération en Amérique latine	185
par Malik Tahar Chaouch	
• Las oportunidades de acceso al mercado académico en Brasil, México y Venezuela. Una mirada desde la perspectiva de género	201
par Rocio Grediaga Kuri	
INFORMATION SCIENTIFIQUE	223
Lectures	225
LES AUTEURS	251

CHRONIQUE

L'Institut des Amériques

Monsieur Gilles de Robien, ministre de l'Éducation nationale, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, a annoncé le lundi 5 mars 2007, à l'Institut de France, la création de l'Institut des Amériques. Il a fait cette annonce devant l'Académie des Sciences morales et politiques en présence des ambassadeurs de tous les pays du continent américain.

Le projet de créer en France un Institut des Amériques, dédié à la recherche, à l'enseignement et à l'information scientifique, a été porté depuis 1998 par Jean-Michel Blanquer, professeur de droit public à l'Université de Paris III – Sorbonne nouvelle. S'appuyant sur cette institution et sur l'Institut des Hautes Études de l'Amérique latine dont il a été le directeur durant sept ans, il a su convaincre la communauté des chercheurs spécialisés d'une vingtaine d'établissements universitaires. Ce projet a mûri et s'est développé avec le soutien des ministres de l'Éducation de plusieurs gouvernements – Claude Allègre, Jack Lang, Luc Ferry et François Fillon – avant que Gilles de Robien ne crée l'institution, lui accordant les moyens de son existence.

L'Institut des Hautes Études de l'Amérique latine et le Centre de Recherche et de Documentation sur l'Amérique latine, porteurs avec d'autres de ce beau projet depuis ses origines, sont heureux de publier dans leur revue le discours prononcé par Monsieur Gilles de Robien à l'Institut de France.

Monsieur le Secrétaire perpétuel,
Mesdames et Messieurs les Académiciens,
Mesdames et Messieurs les Ambassadeurs,
Monsieur le Chancelier,
Mesdames et Messieurs les Présidents d'Université,
Mesdames, Messieurs,

C'est toujours pour moi un plaisir et un honneur de prendre la parole à l'Institut de France, devant une assemblée rassemblant les plus beaux esprits et les savants les plus respectés de notre pays. Je voudrais redire devant vous tout le profond respect qui est le mien pour les cinq Académies qui forment l'Institut de France et aussi toute l'importance que j'accorde à leurs recommandations.

Tout récemment, j'ai reçu l'avis de l'Académie de sciences concernant l'apprentissage du calcul. C'est en me fondant sur cet avis que j'ai élaboré la circulaire que je présenterai après-demain sur ce sujet essentiel pour tous les élèves de France. J'ai aussi souhaité associer étroitement plusieurs académiciens, scientifiques ou littéraires, aux rénovations pédagogiques que j'ai engagées. Je pense notamment à la réécriture des programmes, pour laquelle j'ai sollicité Marc Fumaroli, de l'Académie française, et aussi le professeur Jean-François Bach, Secrétaire perpétuel de l'Académie des sciences. Je pense aussi à la réforme de la grammaire, à laquelle j'ai associé Erik Orsenna. Je suis pour ma part intimement convaincu que les Académies ont plus que jamais un rôle déterminant à jouer dans l'avenir de notre système éducatif. Vous avez d'ailleurs prouvé l'intérêt que vous portiez aux questions éducatives en faisant paraître une importante contribution sur l'avenir de notre jeunesse.

Que les avis des Académies puissent peser sur le débat public, et sur l'orientation des politiques, cela me paraît non seulement justifié, ô combien, par votre science et votre autorité, mais aussi grandement souhaitable. Car à une époque où prolifèrent les demi-vérités, les avis infondés, à une époque où la moindre opinion peut avoir son « quart d'heure de célébrité », il est bon que la voix des Académies puisse se faire entendre.

En venant prendre la parole devant vous, je souhaite poursuivre le dialogue entre mon ministère et les Académies, et vous présenter un grand projet scientifique qui, je crois, doit mobiliser les autorités académiques et intellectuelles de notre pays. Ce projet, c'est l'Institut des Amériques. Je n'ai pas besoin de vous rappeler le rôle éminent que la France a joué dans l'invention des Amériques comme objet d'étude et de réflexion.

Le mot même d'Amérique a été inventé en France, il y a cinq cents ans exactement, à Saint-Dié-des-Vosges. Dès ce moment, l'Amérique est pour l'esprit français



autant une idée qu'un territoire. Et c'est d'ailleurs encore en France, à Paris cette fois, au début du Second Empire, que fut imaginée la notion d'« Amérique latine ». La France a ainsi projeté sur les Amériques ses concepts, ses visions, ses idéaux.

En consacrant en juin 2005 une séance interacadémique exceptionnelle à Alexis de Tocqueville, vous avez rappelé toute l'importance et l'actualité de cet auteur qui est l'un de mes préférés. Nous savons tous ce que ce penseur exceptionnel a apporté à l'analyse de la démocratie américaine, mais aussi, en retour, à l'analyse de la France. Il a apporté l'une des plus belles illustrations des beaux fruits que nous pouvons tirer de la comparaison entre les deux rives de l'Atlantique. Mais il n'y a pas que Tocqueville : il y a tous ces grands savants et intellectuels français, souvent des académiciens d'ailleurs, qui consacrent ou ont consacré leur vie au continent américain. Et quel bel objet d'étude que ce continent ! Car il ne s'agit pas seulement d'un objet physique : c'est en quelque sorte le condensateur de nos rêves et de nos utopies. Rêves des origines, lorsque la découverte des Amériques redonna son lustre au fantasme de l'homme primitif. Et c'est ainsi que les Amériques furent associées aux premiers balbutiements de l'anthropologie.

Comme le disait Rousseau, érigé par Lévi-Strauss en père fondateur des sciences de l'homme : « Quand on veut étudier les hommes, il faut regarder près de soi ; mais pour étudier l'homme, il faut apprendre à porter sa vue au loin. » L'horizon des Amériques fut précisément ce lointain vers lequel se tournèrent les regards de tous ceux qui, comme Montaigne, firent de l'homme l'objet de leurs réflexions. Ce fut aussi l'horizon de ceux qui voulurent inventer une nouvelle façon pour les hommes de vivre ensemble, en réalisant l'idéal de liberté des Lumières.

Dans toutes les Amériques, l'esprit du XVIII^e siècle français a circulé et a donné ses plus belles couleurs. La Révolution américaine et la Révolution française ont dialogué comme deux sœurs nées de la même idée de la primauté du droit naturel. Les indépendances latino-américaines sont nées dans l'évocation permanente de la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen du 26 août 1789, traduite par le grand Antonio Nariño. L'amitié franco-américaine, c'est alors Jefferson s'écriant : « Tout homme a deux patries, la sienne et la France. » C'est Bolivar séjournant en France au temps de Napoléon et puisant à diverses sources les ferments de son génie libérateur. De cette époque est née une entente réciproque et indéfectible entre nos jeunes Républiques, éclairées par un soleil de juillet.

L'esprit de progrès n'a cessé d'inspirer ensuite l'ensemble de nos relations. La fécondation mutuelle des universités a été et reste une grande réalité. Le cas de la naissance de l'Université de São Paulo dans les années 1930, par l'appui de jeunes universitaires appelés à devenir les grands noms des sciences humaines françaises, n'est que le plus emblématique. Aujourd'hui encore, de multiples accords scellent cet esprit de coopération. J'en veux pour preuve l'espace d'enseignement supérieur

Union européenne-Amérique latine-Caraïbes qui vise à créer de véritables ponts entre nos diplômés et dont l'Institut des Amériques devra être un fer de lance.

Dans la guerre, nous avons éprouvé aussi la force de l'amitié. Le sang américain versé pour notre Libération scelle, aussi fortement que notre participation à l'Indépendance, une solidarité essentielle pour la sauvegarde de la liberté. La guerre, ce fut aussi Bernanos au Brésil, Soustelle au Mexique, relayant l'esprit de la Résistance et préparant les forces du renouveau.

Les Amériques cristallisent nos rêves – c'est le fameux « rêve américain » –, mais déterminent aussi nos réalités. Au-delà des souvenirs, des rêves et des constructions théoriques, les Amériques constituent aujourd'hui une formidable réalité physique, politique et culturelle, que caractérise une grande diversité. L'Institut des Amériques a justement vocation à être le lieu où se concentrera la recherche française sur cet objet polymorphe, en perpétuelle mutation.

Car parler des Amériques, c'est d'emblée risquer le jeu de l'unité et de la diversité. Il y a bien sûr la grande distinction entre l'Amérique latine d'une part, les États-Unis et le Canada d'autre part et cette distinction a vocation à structurer un institut comme celui-là. Mais cela ne doit pas faire ignorer le caractère pluriel et mélangé des Amériques. De la Terre de Feu au Rio Bravo et du Rio Bravo à l'Alaska, les histoires nationales, les processus identitaires, les réalités économiques sont multiples. La France elle-même a une histoire très riche sur le continent américain. Du Québec aux Antilles, de la Louisiane à la Guyane, la France a porté sa destinée sur des terres qui sont riches à son cœur. Aujourd'hui, les départements français des Amériques ont un avenir qui passe par leur capacité à jouer un rôle d'interface entre l'Europe et les Amériques.

Les évolutions les plus récentes accentuent les convergences américaines. Amérique latine et Amérique septentrionale s'interpénètrent de plus en plus. Les migrations hispaniques aux États-Unis en sont l'illustration la plus marquante. Cette minorité compte près de quarante millions de personnes, dont plus de sept millions d'électeurs, qui influencent l'évolution de la culture américaine : la langue, l'art... ainsi que l'économie et bien sûr la politique. Principale minorité de la principale puissance du monde, les *Latinos* des États-Unis sont le ferment d'une évolution intérieure et extérieure majeure. Ils ont pesé sur les dernières campagnes présidentielles. Ils influenceront aussi de plus en plus la politique étrangère des États-Unis.

Lorsque l'on travaillera sur la relation transatlantique dans le futur, on parlera de plus en plus de « triangle atlantique » pour tenir compte du poids grandissant de l'Amérique latine dans le monde occidental. Ce sera vrai sur le plan politique mais aussi sur le plan économique. D'ores et déjà, le commerce avec le Mercosur atteint une taille significative. Sait-on que nos investissements au Brésil sont plus



importants encore que nos investissements en Chine ? Ces phénomènes d'intégration et de différenciation sont donc autant de champs d'étude passionnants que l'Institut des Amériques pourra prendre en charge et fédérer.

Je voudrais insister un instant sur ce dernier point, qui contribue à justifier la création de l'Institut des Amériques. Bien sûr, de nombreuses équipes de recherches étudient déjà les Amériques, et dans de nombreuses disciplines : histoire, géographie, ethnologie, anthropologie, relations internationales, économie, science politique, droit, etc. Mais ce qui fait toujours cruellement défaut à la recherche française, c'est un lieu qui puisse concentrer autour de l'objet « Amériques » l'ensemble des recherches qui lui sont consacrées. Aujourd'hui, comme vous le savez, la recherche française accomplit un immense effort pour regrouper ses forces au sein de structures fédératives, comme les Pôles de recherche et d'enseignement supérieur, ou les Réseaux thématiques de recherche avancée. J'en profite pour remercier la commission présidée par Jean Dercourt, de l'Académie des sciences, qui nous a donné la capacité à apprécier les différents projets, et même parfois à les faire évoluer, comme c'est le cas en l'espèce.

Le projet d'Institut des Amériques s'inscrit dans le même effort et le même esprit : faire travailler ensemble les chercheurs qui se consacrent à un même objet d'étude, pour gagner en efficacité, pour créer des synergies, et pour atteindre une visibilité suffisante sur le plan international. Il répond d'autant plus à l'esprit de cette loi qu'il provient de la communauté des chercheurs concernés qui ont développé cette idée depuis de nombreuses années sous l'œil bienveillant de mes prédécesseurs, depuis Claude Allègre jusqu'à François Fillon, en passant par Jack Lang et Luc Ferry.

Je suis heureux aujourd'hui de pouvoir donner l'impulsion décisive, celle qui permet de créer l'institution et de lui donner les moyens de son existence. J'ai souhaité le faire parce que je suis intimement persuadé que la France a besoin d'institutions de ce type, ayant la masse critique nécessaire et la visibilité internationale nous permettant de compter scientifiquement dans le monde d'aujourd'hui. Les chercheurs proposent de se regrouper en un Groupement d'intérêt scientifique « Institut des Amériques » à partir de l'élargissement de l'actuel « GIS Amérique latine ». C'est une formule pragmatique et concrète qui doit permettre d'évoluer en quelques mois vers une fondation.

Aujourd'hui, la recherche sur les Amériques est dispersée sur toute la France. Le but n'est pas, bien entendu, de tout rassembler en un seul lieu. Il s'agit plutôt de mettre en réseau tous les laboratoires de recherche, autour d'une tête de réseau implantée à Paris. Il y aura donc trois « étages » : une grande bibliothèque-médiathèque ; des projets de recherche communs ; des enseignements établis conjointement entre les universités partenaires.

J'ai souhaité l'inscription dans le contrat de plan État-Région, à hauteur de 9 millions d'euros, des dépenses d'investissement nécessaires pour la réalisation d'un tel lieu. Je remercie la région Île-de-France pour sa participation qui traduit sa volonté de rayonnement international vers les Amériques mais aussi sa politique en matière de bibliothèque universitaire. Le recteur-chancelier de Paris a veillé personnellement à l'aboutissement de ce dossier, ce dont je le remercie aussi vivement, de même qu'à l'identification du lieu qui sera dans la grande aire universitaire Jussieu-Tolbiac en pleine évolution.

Alors que, aujourd'hui, il n'y a pas un lieu en France de concentration des ressources documentaires sur les États-Unis et le Canada ; alors que la superbe bibliothèque de l'Institut des hautes études de l'Amérique latine ne peut plus se développer faute de place, la bibliothèque de l'Institut des Amériques permettra aux chercheurs et aux étudiants de disposer d'un instrument de travail efficace et rayonnant. L'abonnement aux banques de données sera un aspect décisif des premières réalisations et j'ai demandé que le site web de l'Institut des Amériques puisse rapidement offrir les services attendus à tous ses membres.

Il s'agira donc de créer un vrai maillage international de lieux de recherche, associant, autour d'un centre parisien, des implantations dans les régions françaises, et aussi des pôles installés sur le continent américain. Ce sont près de vingt établissements, l'Université de la Sorbonne Nouvelle ayant joué un rôle moteur ce dont je félicite son président, qui sont associés à ce projet et qui pourront ainsi voir épanouir leurs actions en direction du continent américain. L'Institut des Amériques pourra d'ailleurs être un instrument pour l'ensemble des établissements français dans leurs relations transatlantiques.

Car, ne nous y trompons pas, c'est une conception de la place et du rôle de l'Université dans la société que je souhaite promouvoir au travers d'un tel projet. L'Université n'est pas une citadelle. Elle est ouverte sur le monde. Lors de la crise internationale liée à la guerre en Irak, nous avons manqué d'un lieu tel que celui-ci pour que, au-delà des clichés et des incompréhensions, de vrais échanges intellectuels permettent d'éclairer le débat public.

Dans un grand pays comme le nôtre, l'Université doit jouer un rôle dans les grandes options internationales que prend l'État, mais aussi dans les stratégies des entreprises, des associations humanitaires. C'est en jouant ce rôle d'influence, lié à la qualité de sa recherche, que l'Université peut bien préparer ses étudiants à la vie professionnelle. La qualité de la formation dépend de la qualité scientifique, qui elle-même suppose une ouverture au monde. Il faudra un comité des amis de l'Institut des Amériques pour associer les États et les acteurs de la société civile à son développement. Mesdames et Messieurs les Ambassadeurs, vos pays pourront donc être des acteurs de la vie de l'institution.



L'Institut des Amériques devra aussi travailler avec la Commission européenne et avec de grandes institutions internationales comme la Banque interaméricaine de développement. Pour l'étude des questions internationales, le projet d'Institut des Amériques préfigure sans doute d'autres regroupements à venir dans le paysage universitaire français. Il existe un projet d'École de relations internationales qui pourra certainement s'articuler avec l'Institut des Amériques. Sur l'Europe, l'Afrique ou l'Asie, de nouvelles synergies sont aussi à attendre.

Mesdames et Messieurs, l'acte que nous vivons aujourd'hui est un acte de science et d'amitié. Je l'ai voulu solennel car il doit marquer une grande ambition scientifique pour l'Université et pour la vie intellectuelle française en général. Je l'ai voulu collectif car j'ai voulu marquer l'amitié qui doit unir nos pays. Je suis un homme de paix et je suis le ministre d'un État qui œuvre pour la paix. En voyant tous les ambassadeurs des Amériques que je réunissais il y a peu de temps pour échanger sur ce projet, je mesurais l'importance de l'enjeu et la chance que nous avons de pouvoir nous entendre pour aller vers un but commun.

Le continent américain est souvent appelé le Nouveau Monde. Depuis sa découverte, il est le moteur, mental et matériel, de ce que l'on nomme aujourd'hui la mondialisation. Le grand défi de notre temps est de réussir cette mondialisation. C'est par le dialogue, l'équilibre, la compréhension mutuelle que l'on y parviendra. Permettez-moi de penser que le beau projet que je vous ai présenté aujourd'hui y contribuera.

Je vous remercie.

DOSSIER

Des sociétés en réseaux

Marielle Pepin Lehalleur*

Introduction : pour une mise en questions de l'appellation « réseau »

Ce dossier publié dans les *Cahiers des Amériques latines* est un produit d'étape. Au-delà des contributions signées des sept auteurs, c'est aussi le résultat d'un travail collectif échelonné sur trois ans auquel ont participé plusieurs autres membres du CREDAL¹. L'équipe qui s'est formée autour du projet « Réseaux sociaux, identité et pouvoir, du local au transnational », au fil de nombreuses discussions, s'est donné pour objectifs de comprendre ce que recouvre la notion de réseau, de vérifier en quoi elle peut être utile dans nos recherches et en quoi réside son indéniable – mais peut-être discutable – pouvoir d'attraction.

On ne peut pas imputer à cette catégorie une quelconque inscription géographique. Notons toutefois qu'en Amérique latine, on attribue assez communément aux articulations en réseaux un caractère émergent et des potentialités d'innovation, soit qu'il s'agisse de phénomènes sociaux en forte expansion, tels les mouvements migratoires réputés s'y couler quasi « naturellement » en parallèle avec l'accélération et la globalisation des échanges, soit que les formes d'action associative qui se multiplient aujourd'hui dans la vie publique acquièrent un nouveau relief dans un contexte historiquement marqué par la domination de la forme étatique, ou encore que les entreprises les plus dynamiques aient une liberté nouvelle de s'y déployer. Les espaces que traversent ces réseaux se trouvent soudainement mis en

* CNRS – Centre de Recherche et de Documentation sur l'Amérique latine (CREDAL), UMR 7169.

1. En particulier Olivier Compagnon, Élisabeth Cunin, Lisa Bassarsky, Sylvia Booth, mais aussi Carole Bruguière, Maria Eugenia Cosio-Zavala, Elsa Garcin, Anne Gincel, Christian Gros, Guillaume Lanly, Isabelle Lausent-Herrera, Odile Hoffmann, Marion Magnan, Marie-France Prévôt-Schapira, Sandrine Revet et Polymnia Zagefka.

connexion par des médiations inédites, les anciennes divisions et cohérences politiques, économiques ou territoriales affaiblies. Des modes de vie, des intérêts et des appartenances peuvent ainsi se trouver rapprochés ou partagés, créant de nouveaux ensembles significatifs où il devient problématique de distinguer ce qui relève d'un « local » à opposer au « global ».

Cette représentation de la société contemporaine, et en particulier latino-américaine, va évidemment bien au-delà de ce qui peut être strictement décrit et analysé. C'est une image du réseau qui imprègne les références communes, depuis celles qui se projettent sur « la société » tout entière jusqu'à des formes d'organisation plus ou moins fonctionnelles et aux relations privées qui se voient attribuer l'appellation générale de réseau lorsque l'on veut souligner cette façon souple et peu contraignante de nouer des liens et d'agir socialement. La forme réticulaire s'en trouve socialement valorisée et on lui associe volontiers des capacités accrues d'autonomie et de libre choix, sans trop prêter d'attention au fait que les conditions de l'action publique et de l'action privée diffèrent grandement, ni aux aspects contradictoires qu'une telle amplitude d'application suppose. Quoi qu'il en soit, cette omniprésence de l'articulation en réseau, virtuelle ou postulée, d'un niveau à l'autre des comportements sociaux, tend à l'imposer comme un trait caractéristique de notre époque : avec ce cumul d'attributs descriptifs, opératoires, historiques et idéologiques se portant sur une « idée » capable d'endosser tant de formes, n'a-t-on pas déjà tout dit de la nouveauté des collectifs constitués sur un mode associatif, de celle des liens qui perdurent au sein de la mobilité ou des sociabilités fondées sur une activation occasionnelle des relations ?

Pour une approche pragmatique et comparatiste de la notion de réseau

Si beaucoup est dit, effectivement, cette surcharge même porte à confusion et exige une mise à plat de la notion. Pour faire le tri entre les différentes dimensions accolées aux réseaux tout en valorisant leur richesse, nous avons choisi de partir des descriptions les plus factuelles et précises des relations, organisations ou formes d'action rencontrées lors de nos recherches, auxquelles le sens commun attribue le caractère de réseau et que nous-mêmes désignons de la sorte à titre provisoire. Pour lever cette hypothèque, il convient de détailler de façon critique les significations que les acteurs et les observateurs (nous-mêmes), les uns et les autres soigneusement situés dans le contexte, donnent à chaque trait. En croisant ces opérations au sein de l'équipe, c'est-à-dire en contrastant ou rapprochant les diverses qualifications obtenues selon un processus similaire autour de chacun de nos objets, nous nous proposons de construire des catégorisations comparables et de les confronter à des propositions interprétatives de différents niveaux. Cette démarche d'ensemble, fondée sur l'attention au contexte et la comparaison, ne doit pas empêcher chacun des membres de



l'équipe d'inscrire son observation et son raisonnement dans les procédures propres à sa discipline. On pourrait dire, au contraire, que les exigences de chacune n'en seront que plus explicites.

Beaucoup des informations ont été collectées sur chacun de nos terrains respectifs avant d'entreprendre cette réflexion collective – même si certains ont pu réaliser de nouvelles observations. Pour tous, les nouvelles questions posées conduisent à transformer l'approche et par là, à reformuler les données. L'entreprise se situe donc à un niveau d'abstraction moyen, qui se préoccupe en priorité de construire des catégories utiles en respectant les aspérités et les aspects contradictoires des différentes observations, en précisant les domaines de la vie sociale où les actions réputées « en réseau » se manifestent et en caractérisant au plus près les acteurs qui entrent ainsi en relation. Il est hors de notre propos de construire une théorie interprétative où le réseau trouverait une place. Mais en dégagant les dimensions et champs d'application de la notion, nous avons la prétention de contribuer à l'éclaircissement de ses implications. Pour rationaliser notre quête, nous avons choisi de viser quatre aspects particulièrement controversés du « réseau » en nous focalisant sur la genèse (et éventuellement la disparition) du phénomène que nous observons sous cette appellation provisoire, sur son mode de fonctionnement et les traits distinctifs qui lui sont attribués, sur la participation et le statut des individus et sur la capacité du réseau lui-même d'être acteur. C'est principalement l'effort comparatif de la caractérisation des cas observés, largement débattu verbalement en réunion même s'il est encore peu développé dans les textes, qui devrait, au terme du programme en cours, nous permettre de tirer de l'ambiguïté du réseau tout son parti de richesse.

Notre démarche comparative s'inspire de la lecture des tenants français de la micro-histoire qui suggèrent de s'intéresser d'abord aux processus de formation et d'être particulièrement attentifs aux actions qui y contribuent afin de donner tout leur poids aux interactions créatrices de discontinuité [Revel, 1996, p. 23-24 ; Détiéne, 2003, p. 15-30]. En recourant à la comparaison systématique des commencements, il s'agit d'éviter les découpages catégoriels préalables qui constituent dès le départ une réalité prévisible et de mettre en évidence les traits contrastants, les dissonances cognitives et jusqu'aux voies possibles qui n'ont pas abouti, mais qui révèlent la complexité dont elles étaient porteuses. [Détiéne, 2003, p. 29]. Cette proposition d'historiens à laquelle les anthropologues se sentent particulièrement sensibles est concrètement illustrée, par exemple, par l'ouvrage de Hugues Neveux sur les révoltes paysannes en Europe du XIV^e au XVII^e siècle [1997], où c'est de l'expression propre de chaque rébellion, avec sa multiplicité et ses contradictions, que l'analyse pourra conclure qu'il s'agit ou non d'un « soulèvement », s'il est « populaire », « paysan », etc. Dans le domaine latino-américaniste, des historiens se sont intéressés de façon semblable aux premiers mouvements de rébellion à l'orée de la révolution

mexicaine, dont Gilbert Joseph et Daniel Nugent, par exemple, éditent une compilation comparative avec d'intéressantes indications méthodologiques [2002]. Et l'on pourrait citer aussi les propositions de Juan Pedro Viqueira autour d'une théorie des déphasages qui guide sa construction de catégories [2002].

Dans une autre perspective disciplinaire, l'Observatoire du Changement social a conduit d'importantes recherches parallèles et croisées sur 60 localités en France de 1977 à 1981 et publié, en plus de nombreux rapports, un ouvrage collectif intitulé *L'esprit des lieux. Localités et changement social en France*, qui pousse la comparaison très loin entre dynamiques locales, construites à partir de plusieurs visions thématiques et disciplinaires, et propositions plus théoriques transversales – dont une interprétation « en langage des réseaux » signée par Alain Degenne [1986]. Ce travail comparatif collectif où sociologues et géographes ont apporté la plus grande part continue d'offrir stimulation et méthodes concrètes pour tendre des ponts entre des éléments de construction analytique accumulés, emboîtés et critiqués par une diversité de chercheurs, repris et synthétisés dans chaque chapitre par une seule plume.

Quant aux réseaux des géographes, pour lesquels la notion comporte une forte dimension spatiale – même lorsqu'il s'agit de réseaux sociaux et non pas techniques – et forme paire de mutuelle implication et contradiction avec celle de territoire, un groupe pluridisciplinaire en suggère la référence pour combiner et opposer réseau et institution [Offner et Pumain, 1996]. On trouve une proposition assez proche, mais non spatialisée, dans un recueil de morceaux choisis des principaux travaux de Larissa Adler Lomnitz sur diverses occurrences de la forme de réseau dans les sociétés latino-américaines [2001]. Menées selon des méthodes ethnographiques, ces études soulignent la richesse des échanges conclus sous le couvert de cette notion très polyvalente et proposent d'analyser les situations sociales à travers l'entrecroisement dynamique des articulations (métaphoriquement) verticales et horizontales qui se tissent aux différents niveaux de l'organisation sociale.

Enfin, une dernière référence anthropologique se trouve dans le livre déjà cité et dirigé par Jacques Revel. En dialogue avec la micro-histoire, Alban Bensa y approfondit la leçon générale répétée par l'ethnographie sur la nécessité de porter une attention pointilleuse au contexte dans lequel se réalise la collecte des faits, en montrant que les contextes peuvent être multiples et ne doivent pas être entendus comme des cadres rigides dont dépendraient une fois pour toutes les significations. De nombreux contextes, au contraire, se superposent dont il faut pouvoir comprendre l'agencement et interpréter la place relative. Ils doivent être appréhendés comme des processus afin de restaurer la variation des significations dans le temps, de même qu'en référence aux divers niveaux d'organisation sociale [1996].

De telles indications engagent à développer les observations les plus attentives et à veiller tout autant à la mise en contexte de notre objet qu'à celle de notre propre



situation, en tant qu'observateurs et analystes. En effet, notre questionnement est tout à la fois rétrospectif et toujours d'actualité si le réseau, comme il est supposé, ne repose pas sur son institutionnalité, mais est au contraire en constante recreation. Enquêter sur son existence auprès de ceux qui le constituent se rapproche du travail ethnographique et de ses exigences de prise de conscience des situations respectives des locuteurs et de l'observateur. Nos questions portent principalement sur des interactions et l'éventuelle constitution de collectifs tels que perçus par ceux et celles qui s'en disent les acteurs. Il est impératif de préciser les conditions d'énonciation des discours qui tendent à affirmer une identité collective, ce qui répond toujours à des enjeux, à ce que certains escomptent et que d'autres peuvent redouter.

D'ailleurs il est bien possible que la genèse du réseau soit justement un de ces enjeux et que la mémoire des « commencements » soit un bien important dans les échanges internes : des conditions dont il importe de tenir compte lorsque l'on examine comment et à partir de quand le « réseau » s'est formé, dans quel contexte, en se distinguant de quelle situation, sous l'impulsion de quelles initiatives et avec quels objectifs. L'ensemble social que constitue un réseau est généralement diversifié et variable dans le temps. Il peut s'enrichir au cours de son développement d'autres types de relations, voire s'institutionnaliser et se convertir en l'antithèse du mode de fonctionnement qu'il illustrait au départ. Son ancrage spécifique, le type d'interactions qui lui donne sa force ou sa précarité sont des composantes de sa construction et les matériaux d'une comparaison des différents cas. La comparaison de cette problématique spécifique des commencements et de leur actualisation sera à notre programme pour une étape suivante du travail collectif.

Une autre tâche commune destinée à construire la comparaison a consisté à examiner les caractéristiques et le fonctionnement des réseaux à travers trois traits censés les caractériser : l'horizontalité des relations (la réciprocité et l'absence de hiérarchie), leur flexibilité (sensible aux circonstances) et leur informalité (la primauté des liens interindividuels).

L'horizontalité désigne métaphoriquement la réciprocité, un terme dont l'épaisseur interdit de le limiter à l'échange égalitaire et qui engage à scruter profondément les relations, au-delà des premières apparences². Dans la gestion des relations, mettre en question le postulat de l'horizontalité conduit à des points stratégiques : le réseau dispose-t-il de ressources monopolisables ? Comment se distribue le pouvoir au sein du réseau ? Sur quoi et comment s'exerce-t-il ? L'entrée ou la sortie de membres du réseau peuvent-ils faire l'objet d'un acte de pouvoir ? L'horizontalité étant une des « valeurs » revendiquées du réseau, il est important de comprendre à

2. La réciprocité et la générosité, sans être nécessairement antagonistes, se distinguent fortement au plan sémantique. Elles sont cependant volontiers confondues dès que l'on évoque les liens associatifs, malgré la grande quantité d'ouvrages qui en font l'analyse. Citons seulement ici M. Barthélémy [2000], la *Revue du MAUSS* [1998] et, pour une analyse toute en finesse, Godbout [2000].

quoi elle tient et ce qu'elle dissimule, c'est-à-dire d'examiner la prise de décision autant que le discours qui la présente.

La flexibilité s'applique au fonctionnement du réseau dans l'action. Est-il doté de normes explicites ? Y observe-t-on des formes de ritualisation ? Comment le réseau évolue-t-il, dans ses objectifs, dans ses formes d'organisation ? Peut-on le délimiter clairement, dans le temps, dans l'espace social (qui y appartient et qui non), par une intensité requise de participation ? Peut-on clairement définir ses cibles et distinguer celles-ci de l'appartenance même au réseau ? Le réseau a-t-il une existence éphémère, intermittente, durable ? Qu'apporte l'hypothèse de « la force des liens faibles » pour expliquer l'une ou l'autre des situations ? Quels sont les rapports spécifiques entre communication et organisation d'autres activités du réseau ? Dépend-il de l'interface direct pour durer, ou les communications à distance jouent-elles un grand rôle, ainsi qu'il est postulé par les théories de la société cybernétique ? Quels sont les effets spécifiques d'un mode et d'un autre de rapport ?

Une autre caractéristique soulignée de la constitution des réseaux s'attache à la participation individuelle et volontaire et à l'autonomie de leurs membres. On se demandera donc, dans les cas qui nous occupent, si ce sont des individus qui participent au réseau ou dans quelle mesure leurs appartenances ou d'autres forces contextuelles les y ont poussés. En inversant la question, on peut aussi se demander comment un individu entre dans un réseau et comment il y reste. Y a-t-il une intensité requise de participation ? On sait que le réseau est, sur nombre de traits, opposé à la communauté, en particulier autour du binôme obligation/autonomie si l'on postule que la participation au réseau se fait à titre « individuel » en engageant un seul pan de la personne. On se demandera donc si la participation aux réseaux observés est capable de générer un sentiment d'appartenance à une « communauté imaginée » dont les membres font part. S'agit-il alors d'une forme collective et ritualisée, ou d'une expression personnelle qui pourrait être encouragée ou mal venue ?

Finalement, il importe de savoir si les réseaux peuvent être des acteurs et d'en connaître les effets sur la transformation des situations où ils agissent, au niveau local, national et/ou transnational. La première question porte sur la relation entre la capacité d'action du réseau et son niveau de formalisation, voire sa juridisation. Cette formalisation est-elle gage – ou du moins condition – d'efficacité et la forme de réseau est-elle incompatible avec certaines formes d'action ? L'institutionnalisation éventuelle du réseau nous conduit à réfléchir sur ce qui le distingue des autres formes d'action dans la sphère publique, par exemple, s'il se différencie de la clientèle dans sa façon d'opérer et dans le risque d'être instrumentalisé, voire totalement détourné de ses objectifs initiaux. Ces questions renvoient directement à une préoccupation qui a motivé pour une bonne part notre recherche commune et qui s'adresse aux effets spécifiques du développement des formes de participation et d'action en réseau dans les



sociétés latino-américaines. Une façon de parvenir, à terme, à contribuer à cette analyse en essayant d'échapper à l'idéologique sera d'apporter des réponses documentées au plus proche.

Cette comparaison expérimentale sur des processus concrets d'action en réseau n'a pas pour but d'établir ou de souligner des différences entre les cas mais de mieux discerner la nature des tensions, des doutes et des contradictions au sein de chacun d'eux. Nous n'avons fait que commencer, en élaborant nos questions et les posant à des acteurs concrets. Maintenant que les textes sont écrits et que la lecture de David Dumoulin en offre une première proposition de mise en perspective comparative, il s'agit d'approfondir cette réflexion sur l'ambiguïté du réseau et ses conséquences.

Présentation des articles

Il reste à justifier l'ordonnement des textes proposé, qui a bien sûr sa part d'arbitraire et aussi de nécessaire soumission à la linéarité. Pour souligner la dimension d'action ou plus précisément d'*agency* que la notion de réseau met en avant, il a paru logique de classer les cas concrets selon les objectifs communs que se donnent les participants, puisque c'est là que se construit leur « point de liaison » (terme emprunté à Jean Foyer). Ce choix privilégie une approche instrumentale des réseaux où leur forme est tenue pour gage de leur efficacité. Il justifie de regrouper en premier lieu les trois articles qui décrivent des militants, des experts et des militants-experts voués à diverses causes et qui analysent la façon dont leurs liaisons et actions communes empruntent ce qui est convenu d'appeler la forme réticulaire avec ses traits caractéristiques de flexibilité, informalité (en contrepoint d'institutionnalité) et horizontalité.

On peut également soutenir que le réseau n'est d'abord pas tant une forme d'action qu'un mode de relation qui repose fondamentalement sur les « liens faibles », lesquels n'apparaissent pas comme des supports structurels de la société, mais se logent dans les interstices, et qu'en cela le réseau lie entre eux des individus par des pans de leur subjectivité, au titre desquels certaines actions communes sont entreprises : voilà la liaison dans son autre sens, ou plutôt emphatisée d'un autre point de vue, qui débouche également sur l'action en accusant plus fortement le besoin de rendre compte de la construction du sens³. Une plus grande attention est accordée à cette dimension dans les deux derniers articles.

Enfin, un rapport particulier, bien que différent, au pouvoir légitime rapproche les réseaux criminels et les réseaux militants clandestins qui se définissent nécessairement face à lui. Il est pris en compte dans les deux textes qui se trouvent au milieu du dossier. La situation en marge qui définit ces différents réseaux, pour des raisons

3. Dans le sens que développent, par exemple, les textes de l'ouvrage *Ce qui nous relie*, coordonné par André Micoud et Michel Peroni [2000]. La Tour d'Aigues, Éditions de l'aube.

et dans des visées stratégiques opposées, qualifie également celle des migrants face à la normalité sociale et culturelle : un argument pour regrouper ces trois articles que leur usage de la notion de réseau, par ailleurs différencie.

La présentation des cas concrets analysés s'ouvre par la rétrospective qu'offre Carlos Agudelo de la structuration des mouvements de revendication afro-latino-américains au travers de l'action croisée des mobilisations locales et des réunions périodiques de *leaders*, tantôt dans des cadres nationaux, tantôt au niveau international d'où proviennent de fortes injonctions institutionnelles et financières et des recadrages quant aux appellations qui ne sont pas sans effet sur les contenus identitaires des revendications locales. La forme réticulaire que prend l'enchevêtrement des organisations militantes et des diverses institutions « tutélaires » lui permet de mettre en valeur le rôle de ces *leaders*, qui assurent aussi bien l'autonomie relative des mouvements locaux et leur articulation au gré des circonstances et des objectifs, qu'une communication fluide au long de certains segments, et sa rétention entre leurs mains, à fin de contrôle. Carlos Agudelo montre la dynamique d'alliance et d'accumulation de force que la modulation de ces caractéristiques de flexibilité et de hiérarchisation segmentaire favorise entre les divers mouvements noirs, au détriment d'une plus grande démocratie au sein des groupes locaux. Les réseaux se limitent à un instrument efficace et adapté à la nouvelle scène globalisée où les interconnexions se nouent à tous les niveaux, sans être pour autant porteurs en soi d'un quelconque sens identitaire. Notons toutefois que, de par leur mise en place, un espace idéologique et politique commun tend à se dessiner qui unirait l'Amérique latine aux Caraïbes et aux États-Unis.

Hélène Rivière d'Arc souligne l'importance des idéologies politiques qui guident, à chaque époque, la vision dominante sur le développement urbain et rappelle comment l'approche des villes de l'Amérique latine et du Tiers Monde, qui se focalisait il y a quelques décennies sur les marques de l'inégalité et la dépendance, se penche maintenant sur les effets et les formes de la concurrence que se font les métropoles cherchant à s'approcher du modèle de la ville globale. Rivière d'Arc montre dans ces contextes changeants le rôle des réseaux, réseaux de villes et réseaux d'experts et de responsables politiques, qui tissent entre eux de subtils rapports et interagissent. Ces réseaux véhiculent des idées, qui sont dans ce cas des instruments de pouvoir puisqu'il s'agit toujours de conceptions du développement urbain qui ont vocation à se traduire par des programmes d'aménagement, des (dé)régulations et des politiques en tout genre, lesquels justifient à leur tour des flux financiers. Une préoccupation fondamentale des géographes pour les formes que prend le développement urbain est ici éclairée par l'analyse du jeu complexe dans lequel ces idées sont produites, transmises, monnayées, où elles répondent aussi à des stratégies de groupes et de personnes à la recherche d'influence qui construisent chemin faisant leur propre carrière professionnelle ou politique. Alors que les



réseaux de villes et de professionnels de l'urbanisme sont analysés principalement dans le brassage au niveau international des conceptions, propositions ou injonctions dirigées vers les pouvoirs urbains, la mise en parallèle de leurs retombées au niveau local, d'un côté sur les politiques finalement mises en place et, de l'autre, sur les renommées personnelles des concepteurs, met en lumière de façon originale un mode de reproduction des idées par ce double biais qui reste généralement implicite.

Pour Jean Foyer, c'est la connectivité des réseaux qui représente leur caractéristique principale, laquelle s'oppose à la séparation institutionnelle des tâches et à la hiérarchisation du pouvoir. Les réseaux militants et experts de la lutte alter-mondialiste anti-libérale et de protection de l'environnement, des droits de l'homme, des luttes féministes, ethniques, etc., dont il analyse l'évolution sont profondément engagés dans cette intégration progressive des secteurs d'action et des formes d'organisation. Le fonctionnement réticulaire, inscrit par la nature même de leurs enjeux dans un contexte d'interactions globalisé, y trouve des conditions en tout point favorables qui renforcent en un cercle vertueux la dynamique intégrative. Une telle adéquation des réseaux à leurs objectifs, étroitement co-extensive de leur insertion fonctionnelle dans la globalisation, conduit Jean Foyer à y voir une forme paradigmatique concurrente de l'organisation bureaucratique segmentée et hiérarchisée. Tout en signalant le risque de se laisser entraîner dans une vision idéalisée de la cohérence qui dissimulerait les rapports de pouvoir. Cette analyse pourrait être menée à l'échelle de l'organisation militante plus particulièrement référencée, qui combine activités scientifiques et politiques et où les prises de décision et la délicate articulation entre les deux orientations de ses actions posent nécessairement question. Seuls les modes de communication que pratique l'organisation dans diverses arènes sont considérés à ce propos, ainsi que l'éventualité de tensions dues à la concurrence avec d'autres groupes proches. Et il est alors suggéré que le pouvoir s'exerce plutôt sous forme de *leadership*, dont il conviendra de se demander s'il s'agit d'une forme plus élégante que d'autres, ou réellement spécifique à ce type de contexte organisationnel, d'exercer le pouvoir.

Dans l'action des organisations ici analysées, les enjeux nationaux ne semblent pas avoir de prégnance majeure, comme s'ils prenaient place entre le local et le transnational par une simple différence de niveau d'agrégation, ce qui rejoint l'impression laissée par l'examen des mouvements noirs et des orientations urbaines. On peut certainement y voir un effet des politiques de décentralisation partout entreprises mais il reste à toute l'équipe à s'interroger sur la faible importance reconnue à cet aspect dans ses analyses, où l'effet de rupture et la pertinence de la médiation spécifiquement nationale, impliquant un jeu d'échelles dans la relation du local au transnational, n'ont pas encore été réellement discutés.

La réflexion de Jean Riveleois sur les stratégies des réseaux criminels aborde de façon implicite cette question, puisque c'est précisément leur capacité d'interconnecter des acteurs hétérogènes et de se déployer à différents niveaux de structuration des pouvoirs et d'organisation de la société qui leur vaut ce qualificatif. Les réseaux sont pour lui des compléments, des interactions intra et internationales et s'infiltrent dans toutes les relations, la production de valeur et les rapports de pouvoir qui s'y déroulent. Cet envahissement par les réseaux criminels de toute forme instituée de pouvoir légitime conduit à la fois à brouiller, dans l'analyse, ce que pourrait être la spécificité du pouvoir et de son rapport au criminel à chaque niveau, et à formuler la proposition intéressante de « marge » qui distingue conceptuellement le légal de l'illégal. La marge apparaît en même temps comme le lieu où se rencontrent et, en quelque sorte, fusionnent les actions et les acteurs légaux et illégaux. Reste à indiquer quelles peuvent être les façons de scruter et d'évaluer cette relation parasitaire. Peut-être la distinction initiale, entre les scénarios de collusions et de connivences nouées par les acteurs légaux et illégaux, pourrait-elle être développée en termes opératoires et servir à établir des stratégies de recherche sur les contextes, les voies et les moyens différents de nouer de tel rapports. Incidemment, l'hypothèse selon laquelle c'est surtout l'établissement d'un lien légitimateur avec la population et le territoire qui est visé par les réseaux criminels pourrait ainsi être testée.

C'est une tout autre méthodologie que met en œuvre l'article d'Anne Philippe, fondée sur des entretiens avec des membres de réseaux militants armés d'Amérique centrale qui furent ou demeurent clandestins. L'auteur adopte le point de vue « interne » de la constitution et de la reconstitution des groupes quand elle s'interroge sur les relations qui ont permis que se forge l'interdépendance qui unit les militants dans le secret, puis elle élargit l'analyse pour situer les permanences ou les changements de stratégies en rapport avec les conjonctures nationales et internationales. Dans la genèse des réseaux sur laquelle se focalise une bonne partie de l'article, ce sont les relations « informelles » qui, dans le contexte d'un régime extrêmement autoritaire, fourniront la base du recrutement, la grille organisationnelle et les thèmes même de la solidarité. Approchées et approfondies avec précaution, les relations familiales, une même origine ethnique ou les connaissances nouées au travail ou à l'université permettent de constituer des réseaux qui reposent déjà sur la confiance et le secret avant de verser réellement dans la clandestinité. Ces réseaux « informels » se construisent progressivement et passent, semble-t-il sans rupture, des actions civiles aux actions armées et des cadres familiaux ou communautaires dont ils reproduisent la structure d'autorité, aux réseaux clandestins. Les *leaders* jouent un rôle stratégique dans l'élargissement des réseaux clandestins, dont ils connectent les segments issus de divers milieux sociaux, et dans la structuration de petites unités compartimentées pour l'action en milieu urbain. Les relations individuelles fourniront également les ponts vers les alliances dans l'espace transnatio-



nal, que ce soit à l'époque des mobilisations anti-impérialistes appuyées sur l'un des trois pôles (Pékin, Cuba, Moscou) ou, par la suite, dans l'établissement de nouveaux liens entre les réseaux qui ont subsisté ou qui se sont reconstitués : solidarité entre ceux qui continuent de partager une même cause, relations d'affaires pour ceux qui négocient leur savoir-faire. La disparition des réseaux ou leur transformation profonde, que cet article est le seul à documenter, posent à nouveau la relation du réseau à son contexte comme la question essentielle.

Le rapport au contexte devient, de façon plus intime encore, partie prenante de la description du réseau migratoire que propose Marielle Pepin Lehalleur, puisque tout le projet migratoire acquiert sens et consistance à travers les relations qu'entretiennent les migrants aux « acteurs non mobiles de la migration », les familiers restés au village comme les « déjà-là », citadins ou installés de longue date. Dans les trois vagues d'émigration parties du même village, les relations nouées et rompues par les acteurs au départ s'articulent à de nouvelles interactions dans les contextes du voyage ou des arrivées et des installations. Les solidarités entre « pays » et les rapports complexes, de dépendance et de clientèle ou de simple interface, de voisinage et de nouveaux intérêts partagés ou opposés avec ceux au milieu desquels les migrants s'installent, organisent à court et à long terme les processus d'insertion dans le nouveau lieu d'ancrage et la teneur des relations avec ceux qui sont restés au village. La catégorie de réseau, orientée vers l'action commune de ceux qui se trouvent partager des besoins et des affinités, si elle rend compte de l'impulsion à nouer de nouveaux liens, sera ici resituée dans le concept plus large de communautés de pratiques, mieux à même d'embrasser la construction sociale des significations.

Finalement, en soulevant le problème de la « marge » où opèrent les réseaux criminels, Jean Riveolo signale la question plus large du rapport entre acteurs (et domaines et normes sociales) hétérogènes que l'action en réseau, momentanément, unit : où se trouve la limite du réseau ? Le domaine d'action des réseaux est-il toujours, par définition, ambigu ? Un trait d'hétérogénéité s'impose, en effet, dans tous les cas que nous avons analysés, plus évident lorsque l'action du réseau est contraire à la loi, mais très présent aussi lorsqu'un groupe immigré se trouve immergé au quotidien dans des formes sociales et culturelles différentes, et rendu manifeste à divers titres par l'identité ethnique revendiquée, le choix militant et l'expertise. L'hétérogénéité marque au départ ceux qui vont se retrouver en réseau, soit pour combattre ce qu'elle peut comporter, pour eux, d'exclusion, soit pour y affirmer encore plus cette différence. Mais leur action même a-t-elle pour effet, comme dans la marge criminelle, de brouiller les contraires, comme se fusionnent le légal et l'illégal ?

Par rapport à la structure sociale établie, aux rapports et aux pratiques centraux, il est vrai que toute action menée dans ou par le « réseau » pour s'y insérer et agir a nécessairement un caractère marginal, d'entre-deux, de porte-à-faux,

indépendamment du but spécifique de cette action (insertion, adhésion à la normalité, détournement, subversion, etc.). Comment poser la question des limites du réseau alors qu'il est, dès le départ, passage à travers des limites, et que le sens profond de son action réside dans la pénétration du central ou du dominant avec, à terme, la perspective de l'abolition de la différence qui le motive ?⁴

C'est là qu'aborder le réseau et sa pratique depuis l'intérieur apporte un point de vue unique, puisqu'il faut rendre compte de la participation active des acteurs à la fois à ce qu'ils perçoivent eux-mêmes, depuis l'intérieur, comme une communauté (« lieu » d'appartenance) et, par rapport à leur but, comme un instrument.

Encore une question qui reste posée à notre réflexion commune et qui nous conduit à en poser une autre, sur le destin du réseau quand son objectif est atteint (insertion sociale réussie, victoire politique) ou abandonné, c'est-à-dire quand la « limite » qui le constituait au départ se trouve, pour une raison ou pour une autre, abolie et qu'elle a perdu sa pertinence. Le réseau démontre ainsi sa forte dimension temporelle et contextuelle : les raisons qui obligent à analyser les conditions de sa genèse montrent qu'il est tout aussi nécessaire de s'interroger sur ce qui conduit à sa fin. Ce qu'il est fréquent d'appeler la « réactivation » du réseau (après l'hésitation de sa « désactivation ») traduit sans doute la complexité de l'évaluation sociale qu'ont à réaliser les membres du réseau pour marquer à nouveau leur différence et leur volonté d'un changement face à l'option d'accepter une évolution, de leur part ou dans le contexte, qui aurait abouti à une mise en conformité. On proposera ainsi de tester un mode d'analyse organisé autour de l'ambiguïté du double point de vue des acteurs sur leur propre appartenance et leur propre action.

Une autre réflexion reprendrait l'ensemble d'un point de vue plus distant qui interroge la distinction posée entre réseau et structure (ou institution), en mettant en doute, comme une construction théorique et au fond idéologique, la conception (durkheimienne) de société sur laquelle l'idée de structure sociale repose. Pour Bruno Latour, par exemple, toute la société est en réseau, tout acteur est réseau [Latour, 2006]. L'article comparatif et propositionnel de David Dumoulin qui clôt le dossier ouvre cette autre étape de réflexions croisées au sein d'une équipe qui veut prendre acte du changement d'échelle et d'intégration des différents apports obtenus par ce travail d'écriture et qui prétend dorénavant pratiquer amplement la connectivité tant prisée des réseaux, en invitant d'autres chercheurs à débattre de façon critique autour de cette catégorie et d'autres, connexes.

4. C'est donc peut-être la nature même du *corpus* fini, intrinsèque à la conception du réseau tel qu'analysé selon l'approche et les mesures de la méthode structurale du même nom [Lazega, 1998] qui pose le plus fondamentalement problème quand on cherche à situer l'action d'un réseau dans une dynamique sociale, comme se le proposent les articles qui composent ce dossier. Le contexte externe au corpus est méthodologiquement aboli.



BIBLIOGRAPHIE

- « Une seule solution, l'association ? Socio-économie du fait associatif », *La revue du MAUSS*, n° 11, Paris, La Découverte / MAUSS, 1998.
- ADLER LOMNITZ Larissa, *Redes sociales, cultura y poder. Ensayos de antropología latinoamericana*, Mexico, Flacso-Miguel Angel Porrúa, 2001.
- BARTHÉLEMY Martine, *Associations : un nouvel âge de la participation ?*, Paris, Presses de Sciences Po, 2000.
- BENSALBAN, « Vers une anthropologie critique », in Jacques REVEL (éd.), *Jeux d'échelles. La micro-analyse à l'expérience*, Paris, EHESS – Gallimard – Seuil, 1996, p. 37-70.
- DÉGENNE Alain, « Un langage pour l'étude des réseaux sociaux », in *L'esprit des lieux, localités et changement social en France*, Paris, Éditions du CNRS, 1986.
- DÉTIENNE Marcel, *Comparer l'incomparable*, Paris, Seuil, 2000.
- DÉTIENNE Marcel (dir.), *Qui veut prendre la parole ?*, Paris, Seuil, 2003.
- GLAZER Barney G., STRAUSS Anselm L., « La production de la théorie à partir des données », *Enquête*, 1-1995, p. 183-195.
- GODBOUT Jacques, 2000, *Le don, la dette et l'identité. Homo donator vs homo oeconomicus*, Paris, La Découverte / MAUSS, 2000.
- JOSEPH Gilbert M., NUGENT Daniel (comp.), *Aspectos cotidianos de la formación del estado*, Mexico, Era, 2002.
- LATOUR Bruno, *Changer de société. Refaire de la sociologie*, Paris, La Découverte, 2006.
- LAZEGA Emmanuel, *Réseaux sociaux et structures relationnelles*, Paris, PUF, coll. « Que sais-je ? », 1998.
- LEPETIT Bernard (dir.), *Les formes de l'expérience. Une autre histoire sociale*, Paris, Albin Michel, 1995.
- MICOUD André, PERONI Michel (coord.), *Ce qui nous relie*, La Tour d'Aigues, Éditions de l'aube, 2000.
- NEVEUX Hugues, *Les révoltes paysannes en Europe, XIV^e-XVII^e siècle*, Paris, Pluriel-Hachette, 1997.
- OFFNER Jean-Marc, PUMAIN Denise (dir.), *Réseaux et territoires. Significations croisées*, Paris, Éditions de l'Aube, 1996.
- REVEL Jacques (dir.), *Jeux d'échelles. La micro-analyse à l'expérience*, Paris, EHESS – Gallimard – Seuil, 1996.
- VIQUEIRA Juan Pedro, *Encrucijadas chiapanecas. Economía, religión e identidades*, Mexico, El Colegio de México-Tusquets Editores, 2002.

RÉSUMÉ/RESUMEN/ABSTRACT

Cet article introductif au dossier proposé par l'équipe interdisciplinaire de recherche sur les réseaux sociaux du CREDAL situe le travail commun face à des questions partagées sur une plus grande emprise des formes d'action en réseau en Amérique latine. Après une esquisse de diverses démarches comparatives offertes récemment dans les disciplines sociales, une série de questionnements sur les trois traits principaux d'horizontalité, de flexibilité et d'informalité imputés aux réseaux est l'occasion d'introduire au programme de recherche qui a inspiré les articles présentés.

Este artículo introduce la carpeta temática propuesta por el equipo interdisciplinario del CREDAL dedicado al estudio de las redes sociales. Sitúa el trabajo colectivo frente a preguntas compartidas respecto del desarrollo de formas de acción en red en América latina. Después de esbozar algunas

propuestas comparativas recientes de diferentes disciplinas sociales, una serie de preguntas sobre los tres rasgos principales de horizontalidad, flexibilidad e informalidad que se imputan a la red dan materia para introducir el programa de investigación que inspira los textos presentados a continuación.

As an introduction for the file offered by the interdisciplinary team dedicated to the study of social networks in CREDAL, the paper sets their collective work in front of shared interrogations about the increasing action-in-network presence in Latin America. After sketching some recent comparative proposals from different disciplines, it asks a serie of questions about the three features of horizontality, flexibility and informality mainly granted to network, as an opportunity to introduce the research program that inspires the following papers.

MOTS-CLÉS

- Réseau
- Horizontalité
- Flexibilité
- Informalité
- Comparaison

PALABRAS CLAVES

- Red
- Horizontalidad
- Flexibilidad
- Informalidad
- Comparación

KEYWORDS

- Network
- Horizontality
- Flexibility
- Informality
- Comparison

Carlos Agudelo*

Les réseaux transnationaux comme forme d'action dans les mouvements noirs d'Amérique latine

Les populations d'origine africaine en Amérique latine, appelées également populations noires, afro-descendantes ou afro-américaines, représentent une proportion importante de la totalité des habitants du continent¹. Elles ont été un élément central, aux côtés des peuples indigènes et en plus des migrations européennes, dans la construction socioculturelle de ces sociétés. Cependant, la reconnaissance de leur rôle a souffert de nombre d'ambiguïtés. Les Afro-descendants ont été en général cantonnés à un héritage d'ancienne main-d'œuvre esclave, à une revendication folklorisée de leurs apports culturels (musiques et danses devenues des symboles nationaux), ou bien à un déterminisme biologique qui les doterait de capacités favorables à la réalisation de prouesses sportives. Bien qu'immergés dans la masse de citoyens des républiques nées durant le XIX^e siècle, ils ont toujours été l'objet de stéréotypes racistes et de formes soit subtiles, soit explicites de discrimination et de ségrégation exercées par la société. Par contraste avec l'importance des

* CEMCA/CNRS – Centre de Recherche et de Documentation sur l'Amérique latine (CREDAL), UMR 7169/IRD.

1. Malgré la difficulté d'établir des statistiques démographiques raciales et ethniques en Amérique latine, quelques estimations oscillent entre 120 et 150 millions d'afro-descendants, sur un total de 600 millions d'habitants pour cette région du globe [Bello, Rangel, 2002].

luttons politiques des mouvements noirs aux États-Unis, avec leur visibilité à l'échelle mondiale, les expressions de mobilisation et d'organisation de ces populations en Amérique latine, bien que présentes, ont été plutôt marginales².

Pourtant, depuis environ deux décennies, on assiste à la construction d'un « espace discursif symbolique et revendicatif transnational » des peuples noirs d'Amérique latine. Là, des processus locaux et nationaux s'entrecroisent avec d'autres, générés à une échelle qui transcende les frontières de chaque pays. Cet espace se constitue en champ « d'accumulation de forces » et peut devenir, par moments, le lieu de développement privilégié pour les mouvements qui s'y trouvent engagés. L'une des formes d'action et de relation que prennent quelques-uns des mouvements noirs en Amérique latine au sein de cet espace est communément dénommée « réseaux ». Cette appellation, d'usage généralisé, a été assumée de forme spontanée et « naturelle » comme désignant le mécanisme le plus efficace d'action, sinon le seul possible, dans le contexte actuel de globalisation³. Le concept de « réseaux » est en usage dans les sciences sociales depuis les années 1950, et s'est disséminé depuis lors de manière irrégulière dans ou en dehors des marges de ses diverses branches [Mercklé, 2004].

À partir des années 1980 et 1990, on perçoit une quasi-généralisation de son usage pour définir des formes d'interaction entre divers types d'acteurs sociaux, avec certaines caractéristiques de fluidité qui les différencient des formes d'association, davantage structurées, conventionnelles et rigides. L'un des facteurs déterminants dans cette multiplication du terme appliqué à certaines relations sociales est le symbole du « grand réseau qui unit le monde » (Internet). Le pouvoir technologique et la multiplication des formes de circulation, le contrôle de l'information et de son incidence sur les mécanismes de régulation des procès économiques, culturels, sociaux et politiques, tout ceci fait voir à certains analystes les *réseaux* comme un nouveau paradigme social planétaire⁴.

Notre recherche sur ce qu'on a appelé les « réseaux transnationaux des mouvements noirs en Amérique latine » est en cours d'élaboration. Le propos de ce texte est avant tout d'explorer les aspects constituant les antécédents de la construction des dits réseaux. Nous jetterons également un regard panoramique

2. Les différences entre l'histoire, l'évolution et l'état actuel des populations noires et de leurs expressions politiques aux États-Unis et en Amérique latine, est un sujet qui dépasse les objectifs de ce texte. Voir une analyse intéressante chez Andrés Serbin [1991, p. 148-157].

3. Lorsque nous parlons de globalisation ou de mondialisation nous les donnons comme synonymes à partir d'une conceptualisation amplifiée du phénomène qui va bien au-delà du domaine économique (son acception initiale) et qui se situe sur le terrain culturel, social et politique. On peut dire que la globalisation est un « fait social total » (Mauss) qui touche à l'ensemble des dynamiques de la société actuelle. À partir d'un nouveau contexte mondial, les relations entre les individus, les institutions et les États sont modifiées de manière significative. C'est une intensification des rapports à l'échelle planétaire [Giddens, 1991].

4. Voir le travail encyclopédique de Manuel Castels, *The Rise of the Network Society*, 1996.



sur la genèse, sur les caractéristiques et sur les différents acteurs du processus de construction et de transformation de ces formes d'action et d'organisation. Enfin, nous nous poserons la question de la pertinence de cette forme de représentation pour notre étude de cas.

Quelques-unes des informations qui servent de point de départ pour ce travail proviennent d'une analyse du mouvement social et politique noir en Colombie⁵. Les informations qui concernent d'autres pays d'Amérique latine et d'autres espaces importants dans les dynamiques internationales qui nous intéressent proviennent de sources diverses et sont encore à l'état de collecte et d'analyse⁶.

Quelques antécédents

Pour comprendre la naissance des « réseaux transnationaux des mouvements noirs en Amérique latine », il est nécessaire de revenir aux éléments de contexte qui caractérisent la période dans laquelle les dites dynamiques politiques font leur apparition sur la scène transnationale.

C'est autour des années 1990 qu'apparaissent, comme produits de la confluence de facteurs d'ordre national et international, des changements significatifs dans la situation « d'invisibilité » politique des mouvements noirs. Des processus organisationnels commencent alors à se dynamiser, et les revendications de ces mouvements intègrent les agendas politiques nationaux. Plusieurs pays adoptent des réformes constitutionnelles incluant des droits spécifiques pour les populations noires (le Nicaragua, le Brésil, la Colombie, l'Équateur). Dans d'autres pays des lois sont votées ou des instances officielles créées, destinées aux populations d'origine africaine (le Honduras, le Pérou, le Panama, l'Uruguay). Ces réformes ont lieu dans le cadre de la reconnaissance de la multiculturalité et de la diversité des sociétés nationales. Jusqu'alors, ces pays étaient régis par un discours universaliste et par la revendication du caractère de *républiques métisses* [Wade, 1997(a) ; Wade, 1997 (b) ; Wade, 1999, p. 3-16 ; Gros, 1997], l'espace très réduit de reconnaissance de l'altérité étant occupé presque exclusivement par les peuples indiens.

Dans le contexte de la globalisation et comme aboutissement d'intérêts divers, prend alors racine la reconnaissance des droits des peuples autochtones ainsi que

5. En particulier ma thèse de doctorat « Populations noires et participation politique dans le Pacifique colombien : les paradoxes d'une inclusion ambiguë », sous la direction de Christian Gros, IHEAL, Paris, 2002.

6. Outre les sources bibliographiques et quelques autres courtes expériences de terrain, les résultats ici présentés sont aussi le fruit de réflexions menées dans le cadre de l'Unité de recherche de l'IRD « Constructions identitaires et mondialisation » avec Élisabeth Cunin et Odile Hoffman, chercheuses de l'IRD, également associées au CREDAL. Dans nos échanges a aussi participé la doctorante de l'IHEAL-CREDAL Sandrine Revet.

son articulation aux stratégies de lutte contre l'exclusion, la pauvreté, la protection de l'environnement et de la biodiversité. Les discours qui circulent dans l'espace international à propos de la « gouvernance démocratique », la réduction de l'emprise de l'État et la décentralisation sont associés au besoin de donner de la représentativité à de nouveaux interlocuteurs sociaux ; parmi eux, les peuples autochtones auront une place privilégiée. À ceci s'ajoutent les discours sur le développement durable, la protection de la biodiversité et de l'environnement. Ce sont des aspects dans lesquels les groupes ethniques devront également prendre un rôle central.

C'est ainsi que des acteurs de premier ordre dans les transformations politiques publiques opérées dans les pays latino-américains introduisent dans leurs discours et dans leurs programmes des problématiques concernant les populations noires. Parmi ceux-ci nous pouvons mentionner la Banque mondiale (BM), la Banque interaméricaine de Développement (BID), l'Organisation des Nations unies (ONU), le Programme des Nations unies pour le Développement (PNUD), l'UNESCO, quelques grandes fondations et des ONG de coopération et de développement.

Regardons quelques exemples tirés de textes d'organismes tels que la Banque mondiale et la Banque interaméricaine de Développement : « le représentant de la Banque interaméricaine de Développement a recommandé d'évaluer, dans le cadre des recensements et des enquêtes auprès des ménages, la situation des peuples autochtones et des Afro-Latino-Américains, en se fondant sur des indicateurs économiques et sociaux. Ces indicateurs permettraient de se faire une meilleure idée de la pauvreté de ces groupes. Il a également suggéré de mieux intégrer la société civile, notamment les organisations non gouvernementales, dans les projets, d'investir davantage dans l'éducation des femmes autochtones et d'origine africaine, étant donné le nombre élevé d'analphabètes parmi elles, et d'entreprendre des programmes de lutte contre la violence et la persécution dont sont victimes les peuples autochtones et les Afro-Latino-Américains ». [Extraits du Rapport « Conférence Mondiale contre le racisme, la discrimination raciale, la xénophobie et l'intolérance qui y est associée », Comité préparatoire. Deuxième session, Genève, 21 mai – 1^{er} juin 2001].

En juillet 2002, l'Institut interaméricain pour le Développement social du BID réalise à Washington un cours de « gestion sociale » pour 20 *leaders* noirs latino-américains. Les objectifs de la formation organisée par le BID étaient d'apprendre à exécuter des projets et à rédiger des rapports, établir des stratégies, négocier, écouter, résoudre des conflits, rédiger un budget et comprendre le processus de prise de décisions. D'après le BID, « pour sortir du cercle vicieux de l'exclusion (...), il est besoin de *leaders* afro-descendants avec les connaissances et



la préparation nécessaires pour s'incorporer à des programmes de développement et qui soient capables d'influencer les processus politiques locaux et nationaux ». Le BID soutient sa politique face aux populations noires dans sa déclaration de mission « Sur l'exclusion sociale » (www.iadb.org).

Pour ce qui est de la Banque mondiale (BM), son intérêt pour les populations noires se présente comme le produit de l'important processus de visibilité qui s'opère dans les années 80-90 (des statistiques sont publiées au Brésil ainsi que des études sociodémographiques (Colombie, Pérou, Équateur), et la définition du « facteur race » comme mécanisme d'exclusion sociale est adoptée). La BM était déjà engagée dans la « lutte contre la pauvreté » et travaillait sur les populations indiennes – la directive de la BM pour les peuples indiens prend vigueur en 1991. En juin 2002, la BM, avec des institutions comme la BID (Banque interaméricaine de Développement), la Fondation interaméricaine et Dialogue interaméricain, travaillent au montage de la « Consultation interinstitutionnelle sur les Afro-Latino-Américains ». D'après la présentation faite dans le rapport de cet événement, ladite consultation doit devenir un organisme permanent avec la participation d'autres institutions comme la OPS (Organisation panaméricaine de la Santé), le PNUD (Programme des Nations unies pour le Développement), la Fondation Ford, la Fondation Rockefeller, etc., dans le but « d'augmenter la conscience chez les communautés internationales responsables des politiques de développement au sujet des problèmes rencontrés par les peuples d'ascendance africaine dans l'Amérique latine et les Caraïbes » [Banque mondiale, 2000]. La BM reconnaît « le long abandon des affaires en relation avec la race en Amérique latine de la part des gouvernements et des institutions internationales » et la relation qui existe « entre la race, la pauvreté généralisée et l'exclusion sociale, d'une part, et la disparité des revenus, de l'autre ».

Dans l'évaluation des facteurs qui entrent en jeu dans la titularisation collective des terres en faveur des communautés indiennes et afro-colombiennes du Pacifique, et des Comités régionaux du PMRN (Plan d'aménagement des ressources naturelles), en août 1994, la BM amplifie sa notion de peuple indigène afin d'inclure les communautés noires définies par la loi 70 de 1993 (sur la titularisation collective des terres pour les communautés noires). Le cas du PMNR est paradigmatique de la politique de la BM vis-à-vis des groupes ethniques et de l'environnement. La Banque définit tout d'abord le PMRN et ensuite, pour garantir la pérennité de celui-ci, investit dans les groupes humains se trouvant déjà sur place. À partir de cette expérience, la prise en compte des populations noires non rurales passe par le biais des politiques contre la pauvreté.

La BM « est convaincue du fait que la seule manière possible de réduire réellement la pauvreté et l'exclusion sociale dans nos pays prestataires est d'offrir aux pauvres les conditions et les instruments appropriés afin qu'ils se fassent entendre

dans la prise de décisions sur le développement et, ainsi, puissent sortir eux-mêmes de la pauvreté » (www.bm.org).

Dans le cadre de la reconnaissance de la diversité ethnique en Amérique latine, les protagonistes centraux continuent d'être les peuples autochtones et, comme on a pu le voir dans le cas des politiques de la BM et du BID, ce sont ces groupements de population à qui, en premier lieu, profitent les plans et les projets. Depuis les années 1970 le mouvement indien se consolide graduellement. Quelques mouvements noirs s'inspirent de l'exemple de l'importante mobilisation indienne pour activer leurs droits⁷. L'impulsion que prend cette dynamique de visibilité s'inscrit également dans la nouvelle dimension que prennent les luttes des mouvements noirs aux États-Unis, la défaite de l'Apartheid, le mélange d'images de *leaders* politiques, artistes ou sportifs, tels Malcom X, Martin Luther King, Nelson Mandela, Bob Marley et Michael Jordan. Des expressions culturelles comme le reggae, le rap et le hip hop s'ajoutent à une relance de l'Afrique comme imaginaire identitaire d'origine pour les peuples noirs du monde [Sansone, 1998, p. 227-237 ; 2000, p. 87-120].

Dans ce contexte, des processus locaux de résistance historique à l'esclavage – le marronnage, ses espaces de résistance (*palenques, rochelas, cumbes* et *quimlombos*), ainsi que leurs *leaders* – prennent une nouvelle dimension. Le cas le plus visible est celui de Zumbi et celui du Quilombo de Palmares au Brésil ; mais d'autres cas similaires deviennent des symboles actuels de mobilisation⁸. Des événements comme le projet « La Route de l'Esclave » promu par l'UNESCO à partir de 1994 et la « Conférence mondiale contre le racisme, la discrimination raciale, la xénophobie et l'intolérance qui y est associée », organisée par l'ONU à Durban (Afrique du Sud) en 2001, se constituent comme des espaces transnationaux depuis lesquels s'accroît la visibilité du processus de production discursif, des revendications, de la mobilisation et des *leaderships* intellectuels et politiques des mouvements noirs, sans précédent en Amérique latine.

Dans le domaine des sciences sociales, les analyses sur les processus de construction identitaire historique et sociale de ces populations se renouvellent. Dépasant les approximations culturalistes et historicistes, prennent alors racine des concepts comme ceux de *diaspora*, et d'*identités hybrides, contextuelles, multiples*, pour rendre compte de la complexité de la problématique qui concerne ces populations et les sociétés dans lesquelles elles se trouvent immergées⁹.

7. Sur ce point, la bibliographie est riche et diverse. Sur la mobilisation indienne dans le contexte de la mondialisation, voir Irène Bellier et Dominique Legros [2001].

8. Pour ce qui est de la Colombie, nous avons le Palenque de San Basilio, sur la côte caraïbe, près de la ville de Cartagena, à Benkos Bioho.

9. Le concept de diaspora est développé par Hall et Gilroy [1993] et par Hall [1994]. Cette catégorie est reprise de manière critique par Christine Chivallon [2004]. On trouvera un bilan bibliographique des tendances récentes dans les études sur l'ethnicité chez Carlos Agudelo [2005(a)].



Un autre élément contribuant à la construction de visibilité et à la création des formes transnationales d'action politique des mouvements noirs en Amérique latine est l'opposition générale qui se forge face à la globalisation. C'est surtout le cas en ce qui concerne les aspects économiques de la mondialisation (la toute-puissance du marché et le néolibéralisme). Cet activisme contestataire qui s'est d'abord fait connaître comme mouvement d'antimondialisation, prône plutôt aujourd'hui « l'altermondialisation », dans la mesure où il se reconnaît comme expression du contexte global des échanges et des relations à échelle planétaire. Il revendique en ce sens les possibilités d'une *mondialisation alternative*. Les secteurs les plus visibles sont constitués par les diverses branches du mouvement écologiste de type Greenpeace, des organisations sous forme de *réseaux* comme ATTAC (Association pour la taxe des transactions financières et l'action citoyenne), AGP (Action globale des peuples), « *Vía campesina* », ainsi que des mouvements culturels et ethniques. Des événements comme le sommet de Porto Alegre ou la réalisation de grands meetings et de réunions planétaires qui se confrontent à la mondialisation économique (mondialisation soutenue par les entités financières transnationales et par d'autres instances internationales) montrent leur grande capacité de mobilisation, les effets médiatiques de celle-ci et sa capacité de multiplication. Quelques mouvements noirs en Amérique latine sont liés à ces processus et revendiquent leur participation aux dits *réseaux* comme partie intégrante de leur plate-forme de lutte.

Les mouvements noirs dans le Pacifique colombien : entre l'exemple indien et l'instrumentalisation de la législation internationale

Dans le département du Choco (sur la côte Pacifique de la Colombie), la construction d'un important mouvement noir avait déjà pris son essor depuis le milieu des années 1980. La dynamique politique produite par la proposition de la formation d'une Assemblée nationale constituante (ANC), avait créé des conditions favorables permettant au mouvement d'atteindre une dimension régionale et nationale. La période précédant les sessions de l'ANC fut pour le mouvement un moment clef de ce processus. Regardons les traits initiaux les plus généraux du mouvement.

Il s'agissait d'organisations de paysans noirs dont la revendication fondamentale était la demande de reconnaissance de la propriété du territoire qu'ils habitaient et où ils développaient leurs activités productives. Ces pratiques étaient revendiquées comme écologiquement appropriées et en phase avec une tradition culturelle propre en tant que groupe d'ascendance africaine. Le droit à la propriété de la terre s'articule donc avec une autodéfinition comme groupe ethnique et avec un caractère de « gardiens de la nature ». Mais la cristallisation de ce dis-

cours, intégrant des droits paysans, l'identification ethnique et la préservation de la nature, s'est produite de manière graduelle.

Les avancées de l'exploitation forestière intensive de la part de certaines entreprises présentes dans la région commencent alors à être perçues comme un problème majeur pour la survie et pour l'occupation de l'espace d'habitat des paysans noirs (particulièrement dans la zone qui correspond à la partie médiane du fleuve Atrato). Le discours du droit à la propriété de la terre s'inspire de la revendication paysanne classique, mais ici articulée avec la revendication d'une spécificité culturelle, s'inspirant cette fois-ci de la dynamique d'organisation que les Indiens développaient déjà, de leur côté, dans ce même département. L'un des secteurs du mouvement paysan noir du Choco développe une stratégie conjointe de « défense du territoire bi-ethnique indien et noir ». La légitimité et la reconnaissance de la cause indienne jouent à la faveur des revendications des populations noires. Pour la première fois en Colombie, les mouvements noirs revendiquent leur droit à être considérés comme des sujets de la Convention de l'OIT pour les populations autochtones, mettant en avant leur origine tribale africaine et leurs spécificités culturelles, et s'appuyant pour ce faire sur une loi nationale qui approuve le dit accord international¹⁰.

C'est à cette même époque qu'un projet de coopération technique internationale¹¹, le DIAR (Développement intégral agricole rural), établi dans la région, diagnostiquait que ces populations avaient développé un système de production assurant la préservation de la forêt, tandis qu'il questionnait les méthodes des entreprises d'exploitation. Il faut préciser qu'à ses débuts, la mobilisation des membres de l'ACIA (Association paysanne intégrale de l'Atrato) était axée sur le droit à la propriété de la terre, revendiquant son caractère paysan et mettant en cause le rôle de « garde forestier » que l'État colombien leur assignait de manière implicite, tout en méconnaissant leurs droits sur le territoire. Mais le processus même de consolidation de leurs revendications fut influencé par la position du DIAR et par la force que prenait la cause écologiste au niveau global. Ils ont su articuler leurs doléances territoriales et culturelles en s'appuyant sur la figure de « protecteurs de la nature ». Le rôle joué par ces facteurs d'ordre international (le DIAR, la légitimité du discours écologiste et la reconnaissance des droits pour les groupes ethniques par le biais de traités comme l'OIT) est central pour comprendre la force que ce mouvement prend sur le plan national.

10. L'Accord international du Travail, relatif à la protection et à l'intégration des populations indigènes et tribales dans les pays indépendants, issu de la Conférence internationale du Travail OIT (Genève, 1957). La loi colombienne approuvant le dit Accord est la loi 31 de 1967.

11. La présence de ces organismes internationaux prend place dans des politiques de développement qui commencent à s'accroître dans le Pacifique, avec la coopération de la Communauté économique européenne et du gouvernement hollandais. Le but fondamental de ces groupes était de stimuler des formes associatives, de leur transmettre des connaissances technologiques, afin de bonifier la production agricole et ainsi d'améliorer les conditions de vie des populations.



Le « Procès des Communautés noires – PCN » de Colombie. Projet national, discours global

En 1993, prend corps la proposition de création d'un mouvement politique national qui réunit initialement, à l'exception des organisations du département du Choco (Pacifique nord), tous les autres participants du processus de coordination actif dans le procès aboutissant à la loi 70 de 1993 – loi de titularisation collective des terres pour les communautés noires. Ce projet prend le nom de « Procès des Communautés noires – PCN ». D'après les dirigeants du PCN, leur discours pragmatique s'est construit au fur et à mesure que se systématisait l'expérience de contact avec les populations des fleuves du Pacifique, ajoutant ainsi de nouveaux éléments à l'expérience déjà acquise par l'ACIA.

Sur la scène internationale, le PCN se présente comme l'interlocuteur des communautés noires colombiennes bénéficiant du meilleur niveau de reconnaissance de la part d'organisations non gouvernementales. Il fait partie des réseaux transnationaux de la lutte anti-globalisation. Des dirigeants du PCN ont réalisé plusieurs tournées et visites à l'étranger. Il s'est parfois agi de réunions et de rencontres de coordination de tâches avec des mouvements noirs au niveau des pays andins et de l'Amérique latine. Ils ont également réalisé plusieurs visites en Amérique du Nord (États-Unis et Canada) et en Europe afin de dénoncer la violation des droits de l'Homme à l'encontre des populations noires en Colombie, ainsi que pour présenter quelques projets de coopération. Ils s'affirment également comme partie prenante des campagnes contre la mondialisation développées par le fort courant des organisations qui se sont constituées dans ce but durant ces dernières années.

Écllosion des réseaux transnationaux

Parmi les éléments que l'on vient de présenter comme antécédents de l'apparition des réseaux transnationaux, il faut compter les contacts et les échanges entre *leaders* et représentants de mouvements noirs de différents pays de l'Amérique latine : ceux-ci créent, dans ce contexte, de nouvelles initiatives de coordination et d'actions politiques, plus concentrées et revendiquées explicitement comme des « réseaux ». Pour chacune de ces expériences, certains *leaders* jouent un rôle fédérateur, devenant alors leur axe de coordination. Chaque formation de réseau est précédée de rencontres et de contacts dans le cadre de séminaires, de forums ou de colloques transnationaux, à propos de la problématique raciale, environnementale, des droits de l'Homme ou altermondialiste. Ces événements sont proposés par quelques mouvements nationaux ou par les groupes dont les *leaders* vont prendre en charge la proposition de réseau ; ils sont aussi à l'initiative d'organismes et d'institutions internationales de coopération et de développement que nous avons déjà mentionnés.

La première expérience à propos de laquelle nous avons des renseignements se manifeste en 1992. Il s'agit du « Réseau de femmes afro-latino-américaines et caribéennes » fondé en 1992 dans le cadre de la « Première rencontre de femmes noires » réalisée en République dominicaine. Cette organisation apparaît, à son tour, comme une expression du mouvement féministe latino-américain et caribéen, à l'articulation des revendications de genre et de race. Ce réseau est conçu comme un espace de coordination d'initiatives aptes à améliorer la visibilité des problèmes des femmes noires en matière d'identité, de discrimination, de santé, de travail et d'intégration ; il a également pour but de constituer une dynamique horizontale, démocratique, de réflexion politique et d'élaboration de propositions. Dans le réseau participent des représentants de l'ensemble des pays de l'Amérique centrale et de quelques pays des Caraïbes. La dirigeante la plus reconnue dans ce processus est l'Afro-Costaricienne Epsy Campbell, *leader* politique féministe et communautaire.

Deux ans plus tard, en 1994, apparaît, par l'initiative du mouvement noir de l'Uruguay « Mundoafro », le « Réseau Continental des organisations afro-américaines », créé à l'occasion de leur premier « Séminaire contre le racisme et la xénophobie » à Montevideo. Ayant comme objectif stratégique le combat contre le racisme et la discrimination à travers des actions coordonnées sur l'ensemble du continent, il nous semble intéressant de souligner ici l'explication donnée par ses concepteurs des principes du fonctionnement de ce réseau :

- « 1 – Rapport démocratique entre les membres.
- 2 – Sens de l'horizontalité dans les rapports.
- 3 – Préservation de l'autonomie et de l'autodétermination des organisations membres.
- 4 – Dynamisme dans les actions conjointes.
- 5 – Ouverture à la participation, aux discussions et aux propositions. »

À cette initiative participent des organisations du Honduras, du Costa Rica, du Pérou, de la Colombie, de l'Uruguay, de l'Argentine, du Paraguay, du Brésil, de l'Équateur et des États-Unis. Romero Rodriguez est le dirigeant afro-uruguayen le plus remarqué dans ce processus.

En 1995 est créée l'Organisation noire centraméricaine – ONECA, conformationnée par des représentants du Honduras, du Panama, du Nicaragua et du Belize. Ce mouvement revendique les mêmes principes de fonctionnement, sous forme de réseau, que le « Réseau continental » dont il affirme faire partie, mais avec une attention particulière accordée à la situation de l'Amérique centrale¹². La personne la plus remarquée à cet égard est l'Afro-Hondurien-Garifuna Celeo Alvarez.

12. L'une de ces particularités est la présence en Amérique centrale de la population *garifuna*. Ce groupe a pour origine le métissage entre des peuples indiens des Caraïbes et des Afro-descendants.



Le réseau « Afro-Amérique XXI » apparaîtra l'année suivante, en 1996. Le contexte de sa création est l'élaboration d'un travail de collecte d'informations sur la situation des populations noires dans plusieurs pays d'Amérique latine, ainsi que le contact avec des *leaders* noirs. Cet inventaire avait pour but de stimuler l'affirmation des organisations déjà existantes ainsi que la formation d'autres, nouvelles, là où le besoin se ferait sentir. En novembre 1996, le projet Afro-Amérique XXI est lancé dans le cadre d'un « Forum sur la pauvreté et les minorités en Amérique latine et dans les Caraïbes ». Avec la participation de 15 pays, les objectifs de cette initiative sont similaires à ceux que présente le « Réseau continental ». C'est l'Afro-Jamaïcain/États-Unien Michael Franklin qui jouera un rôle central dans la formation d'Afro-Amérique XXI. Avec un appui important de la part du BID et d'autres institutions aux États-Unis, cette organisation aura à ses débuts une plus grande capacité de coordination et réussit ainsi à regrouper la plupart des mouvements noirs de l'Amérique latine.

En 2000, durant l'une des réunions continentales de préparation de la « Conférence mondiale contre le racisme, la discrimination, la xénophobie et l'intolérance qui y est associée » se crée à San José de Costa Rica « l'Alliance stratégique afro-latino-américaine et caribéenne » qui se donne comme objectifs : de rendre visible la présence des communautés afro-américaines et caribéennes comme de leurs organisations ; d'assurer l'équité et l'accès de ces communautés à toutes les instances et aux ressources économiques, sociales, politiques et culturelles ; d'adopter des perspectives de genre et ethno-raciales ; d'œuvrer à la fortification et à la pleine participation des communautés afro-latino-américaines et caribéennes.

« L'Alliance » est l'expression de contradictions au sein du mouvement noir continental, qui s'aiguisent dans le processus de préparation préalable à la conférence de Durban. Dans cette dynamique, Michael Franklin sera isolé par rapport à la majorité des mouvements de la région. Afro-Amérique XXI est alors très fragilisée. Les *leaders* à l'initiative de « l'Alliance » sont Romero Rodríguez d'Uruguay, Celeo Álvarez du Honduras, Epsy Campbell du Costa Rica, Edna Roland du Brésil, Jesús Chucho García du Venezuela et Carlos Rosero de Colombie.

Finalement, depuis 2003, des réunions de parlementaires noirs des Amériques commencent à avoir lieu, dans le but de construire des mécanismes de coordination de certains efforts, tels l'appui et la participation active à tous les processus de revendication des droits des populations d'origine africaine sur le continent. La première réunion a lieu à Brasilia, la deuxième à Bogota en 2004, et en 2005, c'est San José y Limón au Costa Rica qui accueille l'événement. Ces réunions ont trouvé l'appui d'organismes internationaux comme le BID et le PNUD, et de quelques

organisations nationales de populations noires. Enfin, de manière ponctuelle, on a constaté la participation de parlementaires de différents pays. Au Costa Rica, avec la participation de parlementaires de 22 pays du continent (incluant le Canada et les États-Unis), on décide de la création du « Parlement noir des Amériques ». L'un des aspects dénoncés par les parlementaires qui, jusqu'à aujourd'hui, s'intègrent à ce processus, est la sous-représentation politique des populations d'origine africaine dans la région¹³. L'organisation en réseau est posée comme la forme d'action la plus efficace pour coordonner les travaux de ce groupe. « Nous appelons à établir des alliances avec des organismes internationaux, ainsi qu'avec nos gouvernements nationaux, régionaux et locaux. De la sorte, la force de l'expérience dans le travail des autres réseaux sera accumulée, au lieu qu'on s'y substitue » (Déclaration finale sur la rencontre parlementaire du Costa Rica). La *leader* Epsy Campbell, parlementaire pour le Costa Rica, aux côtés d'autres parlementaires de ce pays, de la Colombie, du Brésil et du Canada, composent l'instance directive provisionnelle.

Le fonctionnement des réseaux. Entre possibilités et limites

Une fois les réseaux constitués, on retrouve des formes de fonctionnement similaires. La communication entre l'ensemble des membres s'effectue par Internet : des pages web permettent l'accès à des documents, à des informations et parfois à des outils interactifs (forums, courriers d'opinion, débats, etc.). Mais il faut préciser qu'au sein de chaque organisation, la majorité des militants, faute de moyens de communication appropriés, ne peut prendre part activement à la vie du réseau. Le contact direct est encore plus restreint avec les *leaders*, qui ont une représentativité dans l'espace international et qui assument le rôle de porte-parole de leurs organisations. Parfois, ce sont les institutions qui promeuvent des rencontres où un accord parmi les membres détermine qui peut ou non y assister selon un système d'invitations personnelles. Les rencontres internationales se produisent très rarement dans le seul objectif de développer les activités du réseau. En général, ce sont des réunions où l'on débat de thèmes en rapport avec les problématiques des populations noires, qui sont le point de départ pour des rencontres parallèles parmi les membres du réseau en présence. Parfois c'est justement dans ce type d'événement que les réseaux se créent. Une étude concernant 35 réunions internationales entre 1990 et 2005 montre bien ce phénomène. Bien souvent les mouvements noirs ont des ressources insuffisantes pour financer de manière autonome des rencontres transnationales. Les différentes institutions internationales

13. On n'a pas accès à des statistiques sur le nombre de parlementaires noirs en Amérique latine, mais dans les pays où la mobilisation politique de ces groupes est plus visible (par exemple au Brésil, en Colombie, au Costa Rica), la dénonciation d'une absence de mécanismes démocratiques appropriés de participation et de représentation pour les populations noires est incessante [Agudelo, 2005(b)].



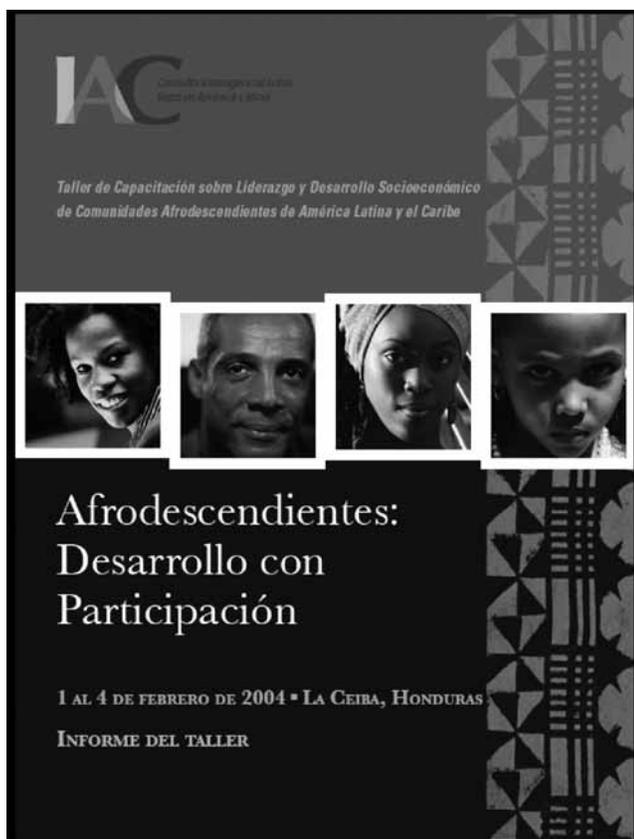
TABLEAU N° 1 : FRÉQUENCE DE PRÉSENCE DES *LEADERS*
DANS DES RENCONTRES INTERNATIONALES

NOM	PAYS	ORGANISATIONS	% DE PARTICIPATION
Romero Rodríguez	Uruguay	Mundo Afro Coordinateur « Alianza estratégica »	56 %
Epsy Campbell	Costa Rica	Partido de Acción ciudadana ONECA - Organización negra centroamericana « Alianza estratégica »	42 %
Carlos Rosero	Colombie	PCN – Proceso de comunidades negras « Alianza estratégica »	39 %
Chucho García	Venezuela	« Fundación Afroamerica » « Alianza estratégica »	39 %
Celeo Alvarez	Honduras	ODECO - Organización de desarrollo étnico comunitario ONECA « Alianza estratégica »	33 %
Edna Roland	Brésil	Fala Preta Geledés « Alianza estratégica »	21 %
Michael Franklin	États-Unis	OAA – Organization of Africans in the Americas « Afro-america XXI »	12 %

Source : à partir de l'étude de 35 rencontres ayant eu lieu entre 1992 et 2005.

en interaction avec les mouvements se trouvent alors, en ce sens, en position clef. Les principales institutions ont également adopté la forme de réseau comme mécanisme d'association pour agir sur la problématique raciale en Amérique latine. Au cours de l'année 2000 apparaît l'IAC (Consultation Inter-agences sur la race en Amérique latine). Les principales institutions participantes sont la Banque mondiale, la Banque interaméricaine de Développement, le Département de développement international du Gouvernement d'Angleterre, l'Organisation panaméricaine de la Santé, la Fondation Ford, la Fondation interaméricaine, la Commission des Droits de l'Homme de l'Organisation des États américains et Dialogue Interaméricain (organisme du BID), qui sert de secrétariat de l'IAC.

Pour l'ensemble des réunions mentionnées plus haut, le taux de soutien des organisations de l'IAC a été de 62 %, alors que d'autres organismes comme l'ONU ou l'UNESCO ont participé dans 23 % des cas. D'après cette même étude, on observe aussi la présence régulière des *leaders* des organisations les plus visibles dans l'espace transnational.



Couverture du rapport d'un atelier organisé en 2004 par l'IAC à La Ceiba (Honduras)

Ces *leaders* sont l'axe fondamental de fonctionnement des réseaux ; mais entre ceux-ci, il existe une certaine forme de hiérarchie. Ce sont les concepteurs des réseaux qui détiennent la plus grande partie de l'autorité et de la visibilité, ou bien ceux qui ont de meilleures relations et une plus grande capacité d'interlocution avec les institutions de soutien ; il en va de même pour ceux qui ont des facilités de déplacement vers les centres de décision concernant l'organisation d'événements, ou bien ceux qui captent les aides financières. En général, les représentants occupant le devant de la scène internationale sont non seulement des *leaders* reconnus par leurs propres mouvements mais aussi des personnes possédant un capital culturel qui facilite leur rôle d'interlocuteur dans ce milieu. Dans les cas étudiés, il s'agit d'intellectuels professionnels, avec une expérience du travail de type expertise au sein d'organismes nationaux ou internationaux, autour de thèmes connexes à leurs revendications.



On peut aussi observer une certaine localisation hiérarchique des espaces d'action des réseaux. En ce sens, des villes comme Washington, siège de l'IAC ? (et de ses principaux membres) et Genève, siège de la Commission des droits de l'Homme des Nations unies (où se réunit le « Groupe de travail sur les populations afro-descendantes », créé à l'occasion de la « Conférence de Durban »), sont des pôles de concentration de l'activité. Très souvent les réseaux prennent la forme d'un rapport bilatéral entre d'un côté les *leaders* qui représentent leurs mouvements et des intérêts locaux ou nationaux spécifiques, et de l'autre côté un organisme international avec lequel on gère un projet, tandis que la relation avec les autres membres du réseau passe au deuxième plan.

Un aspect qui rend évident la flexibilité de la participation dans le réseau est l'autonomie des organisations membres. Chaque groupe décide de son degré de participation à une initiative déterminée en fonction de sa priorité locale. Un membre peut, par périodes, « disparaître » du réseau pour ensuite s'y réintégrer en fonction de ses propres disponibilités.

Pour les mouvements noirs, il est très important de tenir le discours sur l'appartenance à une communauté dans un sens transnational (la diaspora noire, l'histoire collective, l'Afro-descendance, le fait d'être victimes du racisme et de la discrimination, etc.). Ceci est un facteur de légitimation et un renforcement des revendications des mouvements dans leurs espaces locaux et nationaux. On peut cependant souligner que l'action à l'intérieur des réseaux transnationaux est aussi fonction d'intérêts établis de « l'intérieur ». La participation aux réseaux est prioritaire dans la mesure où ils contribuent aux projets politiques de chaque groupe sur la scène nationale à un moment donné. De toutes manières, il ne faut pas oublier les imbrications de plus en plus fréquentes entre les scènes nationales et transnationales, de sorte que les revendications les plus locales (territoriales, en faveur de droits économiques, sociaux ou politiques, par exemple) peuvent nourrir les domaines de lutte transnationale de par la légitimité donnée aux mouvements en tant que porte-parole et représentants de « causes » tangibles.

Conclusions

À l'issue de ce regard panoramique sur les formes d'organisation que prennent les mouvements noirs à l'échelle transnationale, et qu'ils revendiquent en tant que réseaux, on peut conclure que, en effet, il s'agit là de formes d'action et d'organisation possédant un faible degré de formalisation. Elles regroupent ces mouvements avec une intensité changeante, selon des facteurs qui déterminent le degré de priorité ou d'investissement dans l'action. Cette définition rejoint la synthèse proposée par Colonomos [1995] dans son travail, ainsi que la référence classique à Granovetter [1973, p. 1360-1380] à propos de l'efficacité des « liens faibles ». S'il est vrai que nous ne nous trouvons pas face à une structure clairement hiérar-

chisée et verticale, le caractère d'horizontalité dans les relations sociales normalement attribué aux réseaux n'est pourtant pas majoritaire dans les cas que nous avons observés. Il existe une corrélation de forces à l'intérieur des réseaux. Il y a des espaces de pouvoir localisés, à partir desquels le réseau prend sens, mais qui créent aussi un certain déséquilibre dans l'accès aux ressources symboliques et au capital social, déterminant qui est le mieux placé dans l'échelle de relations établies à l'intérieur des réseaux.

Le fait que ces interactions aient lieu dans l'espace transnational, et qu'elles y acquièrent un rôle déterminant comme forme efficace d'action, donne un indice fort pour la compréhension de la prédominance que la globalisation prend à présent en tant que scène d'interconnexion fluide des échelles locales, nationales et internationales. Nous avons vu combien, au niveau du discours, s'articulent les symboles d'appartenance à une communauté qui dépasse largement les frontières nationales. Cette communauté de sens et d'histoire devient l'élément central des discours du mouvement noir, et il est instrumentalisé dans les luttes locales comme facteur de légitimité.

Les réseaux sont d'après notre niveau d'observation non pas une fin en soi, mais une forme d'interaction utilisée par les mouvements adhérents en fonction de leurs priorités d'accumulation de forces. Ces réseaux peuvent « apparaître » et « disparaître » selon les conditions spécifiques du contexte de leur action et selon les acteurs qui y prennent part. Ils ne sont pas des acteurs en eux-mêmes et ne sont pas non plus des véhicules d'identité par le seul fait de mettre en branle une forme de mise en rapport spécifique. Ils jouent ce rôle seulement dans la mesure où ces interconnexions véhiculent à leur tour des discours, des représentations et des actions.

Pour les mouvements noirs latino-américains, les formes d'action appelées « réseaux » ont correspondu de manière satisfaisante à leurs besoins d'interaction, dans un monde où la visibilité s'est construite au travers de l'articulation dynamique des logiques locales, nationales et transnationales.



BIBLIOGRAPHIE

- AGUDELO Carlos, Populations noires et participation politique dans le Pacifique colombien : Les paradoxes d'une inclusion ambiguë », thèse de doctorat en sociologie (dir. Christian Gros), Paris, IHEAL 2002.
- AGUDELO Carlos, *Retos del multiculturalismo en Colombia. Política y poblaciones negras*, Medellín, Éd. IEPRI/IRD/ICANH/ La Carreta, 2005(a).
- AGUDELO Carlos, « Le comportement électoral des populations noires en Amérique latine. Un regard à partir du cas colombien », in BLANQUER Jean-Michel et alii, *Voter dans les Amériques*, Paris, Éd. de l'Institut des Amériques, 2005(b).
- Banque mondiale, Document de travail, n° 9, « Sur le développement durable : la race et la pauvreté », 2000.
- BELLIER Irène, LEGROS Dominique, « Mondialisation et redéploiement des pratiques politiques amérindiennes. Esquisses théoriques », *Recherches amérindiennes au Québec*, vol. XXXI, n° 3, 2001.
- BELLO Álvaro, RANGEL Mónica, « La equidad y la exclusión de los pueblos indígenas y afrodescendientes en América latina y el Caribe », *Revista de la CEPAL*, U.S. Bureau of the Census, Internacional (www.census.gov), 2002.
- CASTELS Manuel, *The Rise of the Network Society*, Oxford, Blackwell Publishers, 1996.
- CHIVALLON Christine, *La diaspora noire des Amériques. Expériences et théories à partir de la Caraïbe*, Paris, CNRS Éd., 2004.
- COLONOMOS Ariel, *Sociologie des réseaux transnationaux. Communautés, entreprises et individus : lien social et système international*, Paris, L'Harmattan, 1995.
- GIDDENS Anthony, *Les conséquences de la modernité*, Paris, L'Harmattan, 1994.
- GRANOVETTER Mark, « The strength of weak ties », *American Journal of Sociology*, vol. 78, n° 6, 1973.
- GROS Christian, *Pour une sociologie des populations indiennes et paysannes de l'Amérique latine*, Paris, L'Harmattan, 1997.
- HALL Stuart, « Cultural identity and Diaspora », in WILLIAMS Patrick, CHRISMAN Laura, *Colonial Discourse and Post-Colonial Theory, A Reader*, Londres, Harvester-Wheatsheaf, 1994.
- HALL Stuart, GILROY Paul, *The black Atlantic: modernity and double consciousness*, Londres, Verso, 1993.
- MERCKLÉ Pierre, *Sociologie des réseaux sociaux*, Paris, La Découverte, 2004.
- SANSONE Livio, « Negritudes et racismos globais ? Uma tentativa de relativizar alguns dos novos paradigmas "universais" nos estudos da etnicidade a partir da realidade brasileira », *Horizontes antropológicos*, n° 8, 1998.
- SANSONE Livio, « Os objetos da identidade negra : consumo, mercantilização, globalização e criação de culturas negras no Brasil », *Mana*, vol. 6, n° 1, 2000.
- SERBIN Andrés, « ¿Por qué no existe el Poder Negro en América latina ? », *Nueva Sociedad*, 111, 1991.
- WADE Peter, *Gente negra. Nación mestiza. Dinámicas de las identidades raciales en Colombia*, Bogotá, Ed. Universidad de Antioquia, ICAN, Siglo del Hombre, ed. Uniandes, 1997(a).
- WADE Peter, *Race and ethnicity in Latin America*, Londres, Pluto Press, 1997(b).
- WADE Peter, « La population noire en Amérique latine : multiculturalisme, législation et situation territoriale », *Problèmes d'Amérique latine*, n° 32, 1999.

RÉSUMÉ/RESUMEN/ABSTRACT

Depuis environ deux décennies, on assiste à la construction d'un « espace discursif symbolique et revendicatif transnational » des peuples noirs d'Amérique latine. Certaines formes d'action et de relation qu'adoptent quelques-uns des mouvements qui les représentent dans l'espace transnational sont communément dénommées « réseaux ». Cette appellation, d'usage généralisé, a été assumée de forme spontanée et « naturelle » comme désignant le mécanisme le plus efficace d'action, sinon le seul possible, dans le contexte actuel de globalisation. Le propos de ce texte est avant tout d'explorer les contextes dans lesquels se sont construits les dits réseaux. Nous jetterons également un regard panoramique sur la genèse, les caractéristiques et les différents acteurs du processus de construction et de fonctionnement de ces modes d'action et d'organisation. Enfin, nous nous poserons la question de la pertinence de cette forme de représentation pour notre étude de cas.

Desde hace unas dos décadas asistimos a la construcción de un « espacio discursivo simbólico y reivindicativo transnacional » de los pueblos negros de América latina. Ciertas formas de acción y relación que adoptan algunos de los movimientos que los representan en el espacio transnacional son comúnmente designadas como « redes ». Esta denominación de uso generalizado se ha asumido de forma espontánea y

« natural » como el mecanismo más eficaz de acción, si no el único posible, en el actual mundo globalizado. El propósito de este texto es sobre todo explorar los aspectos que constituyen los antecedentes de la construcción de dichas redes. Igualmente daremos una mirada panorámica a la génesis, las características, los diferentes actores que participan en el proceso de construcción y de funcionamiento de estas modalidades de acción y organización. Finalmente nos interrogaremos sobre la pertinencia de tal forma de representación para nuestro estudio de caso.

For about twenty years now, we have been watching how a « transnational symbolic and reivindicative discursive space » is under construction among Latino-American Negro peoples. The particular way some of the movements that represent them in the transnational space act and relate is usually called « networks ». This common label has been assumed in a spontaneous and « natural » mood as the most effective, if not only, mechanism within our present globalised world. The prospect of the paper is first to explore the contexts where these so-called networks have been tended. We also give a panoramic view of the genesis, characteristic features and different actors who participate in the building and working of theses modes of action and organization. In the end, we will discuss the relevance of this kind of representation for our case study.

MOTS-CLÉS

- Identités
- Afro-latino-américains
- Politiques ethniques
- Réseaux transnationaux

PALABRAS CLAVES

- Identidades
- Afro-latinoamericanos
- Políticas étnicas
- Redes transnacionales

KEYWORDS

- Identities
- Afro-Latino Americans
- Ethnic politics
- Transnational networks

Jean Foyer*

Le CIEPAC¹ à la croisée des réseaux militants globalisés : la réticule comme forme organisationnelle de la globalisation

Le secteur du militantisme politique a connu de profondes transformations ces trente dernières années avec la crise qui a secoué les structures classiques des syndicats et partis se réclamant de la lutte des classes, puis l'émergence de nouveaux mouvements sociaux (féminisme, environnementalisme, luttes culturelles) et, plus récemment, l'apparition de ce que l'on pourrait appeler rapidement la nébuleuse altermondialiste. Ces bouleversements sont tout autant d'ordre formel (organisationnel) que qualitatif et on serait ainsi passé d'un modèle d'organisations militantes fortement institutionnalisé et sectorisé à un modèle plus intégré, organisé en réseau, autour d'espaces et d'enjeux multiples. Dans l'optique de décrire ces nouvelles modalités d'organisations militantes apparues à la fin des années 1990, le CIEPAC semble représenter un cas paradigmatique d'organisation participant à ce que l'on pourrait appeler les « réseaux de militants globalisés ».

* Université Paris III – Sorbonne nouvelle, Institut des Hautes Études de l'Amérique latine / Centre de Recherche et de Documentation sur l'Amérique latine (CREDAL), UMR 7169.

1. Centro de Investigación Económico y Político y Acción Comunitaria.

Le caractère particulier ou l'identité de ces réseaux, par rapport à des réseaux criminels ou d'entreprises, par exemple, réside dans leur vecteur d'intégration, leur point de liaison. Ainsi, ce qui unit ces différentes organisations militantes repose sur un principe partagé qui se fonde sur la volonté commune de résistance politique, notamment face au courant dominant de globalisation libérale sécuritaire. Si ces organisations restent essentiellement dans une perspective critique et défensive, elles se revendiquent aussi de valeur constructive commune, en particulier celle de la solidarité.

Au-delà de ces principes communs, ces réseaux d'organisations sont globalisés, tant du point de vue territorial que sectoriel. La résistance est globale au sens où elle présente une nouvelle logique territoriale, qui vise l'intégration du niveau local au niveau mondial. Elle est aussi globale, parce que transsectorielle ou trans-thématique², c'est-à-dire qu'elle vise à intégrer et à articuler des revendications pensées jusqu'alors séparément. Selon cette approche, la globalisation serait un métaprocessus d'intégration plus large que la seule mondialisation, qui n'en serait que le versant spatial. Ces réseaux militants sont donc globalisés au sens où ils sont à la fois mondialisés et où ils traversent désormais des secteurs de mobilisations jusqu'alors relativement hermétiques. Dans un sens comme dans l'autre du mot globalisé, le CIEPAC se retrouve enchâssé dans une multitude de réseaux transnationaux couvrant différentes thématiques.

Le réseau apparaît alors comme la forme organisationnelle privilégiée de cette résistance globalisée grâce à sa connectivité souple qui facilite largement l'intégration transnationale et transsectorielle de ces organisations militantes de « résistance ». Au-delà de ces organisations militantes, on peut même se demander si l'organisation réticulaire ne serait pas plus largement la forme organisationnelle paradigmatique de la globalisation, entendue comme métaprocessus d'intégration. Cette forme « intégrative » tendrait ainsi à remplacer, ou au moins à concurrencer, la forme institutionnelle et bureaucratique fondée sur la séparation institutionnelle des tâches et sur la hiérarchisation des rapports de pouvoir.

Quoi qu'il en soit de cette hypothèse, ce sont les liens étroits entre résistance militante, globalisation, et organisation réticulaire que l'on veut explorer à travers l'expression de « réseaux de résistance globalisée ». On va tenter de décrire et d'analyser ces liens plus en profondeur à travers l'exemple particulièrement significatif du CIEPAC. Méthodologiquement, on s'est appuyé sur plusieurs travaux

2. Les termes de « sectoriel » et de « thématique » renvoient ici à la compartimentation du social et des organisations sociales en différents grands champs. Ces catégories segmentent ainsi la réalité sociale en plusieurs grands « secteurs » ou « thèmes » : l'économique, le politique, le social (au sens restreint), l'environnemental, le culturel, le genre, le juridique... Si le secteur renvoie plus à la forme institutionnalisée de cette division sociale et le thème à son approche théorique, il est difficile d'établir une distinction claire et on utilisera ces termes de manière relativement indifférenciée.



de terrain au Chiapas et plus largement au Mexique, qui visent à reconstruire analytiquement ces nouvelles formes réticulaires d'organisations militantes. Ces travaux de terrain, au niveau local et national, ont permis de réaliser de nombreux entretiens formels avec des membres et dirigeants de ces différentes organisations et de comprendre plus subtilement, parfois jusqu'au niveau personnel, les liens entre tous ces acteurs. Nous en resterons dans cet article à l'analyse des liens au niveau des organisations et non des personnes. Dans le cas particulier du CIEPAC, on a aussi largement exploré son site Internet (www.ciepac.org) qui permet de reconstruire son insertion dans un ensemble de sous-réseaux thématiques et territoriaux. Cette méthodologie basée sur la lecture du réseau informatique permet sans doute de mieux comprendre le rôle de l'Internet dans les bouleversements organisationnels en cours et d'insister sur l'importance de ces liens immatériels, avant tout d'ordre communicationnel ; mais elle présente le risque de tomber dans une certaine « idéologie du réseau » et de l'Internet qui voudrait que le virtuel prédomine sur le matériel, que la forme organisationnelle et les instruments correspondent strictement aux objectifs d'intégration globale et que les rapports de forces soient noyés dans des rapports parfaitement horizontaux. C'est avec le souci constant d'éviter ces possibles écueils que l'on présentera le CIEPAC comme une ONG d'experts militants (1), insérée dans des logiques globales (2), aussi bien transnationales que transsectorielles, où la forme organisationnelle réticulaire prédomine largement (3).

Le CIEPAC, une ONG d'experts-militants antilibérale

Le Centre de Recherche Économique et Politique d'Action Communautaire se définit lui-même comme un centre de recherche indépendant, c'est-à-dire qui ne dépend d'aucune structure étatique ni d'aucun parti politique (il est essentiellement financé par des fondations privées, notamment européennes). Créé en 1998 et basé à San Cristobal de las Casas, l'une des villes principales du Chiapas, il est composé de chercheurs-militants ayant le plus souvent une solide formation en sciences sociales (sociologie, communication, psychologie, économie...). L'une de ses caractéristiques principales est donc de combiner un important capital culturel avec un engagement politique marqué. Il se trouve ainsi à mi-chemin entre des logiques d'expertises (ONG, milieux universitaires) et des logiques militantes, entre l'analyse et l'action politiques.

Sa fonction première est la collecte et la diffusion d'informations à caractère politique, économique, culturel et social. Le CIEPAC se définit lui-même avant tout comme un centre de recherche, et l'activité centrale de ses membres est la production de données et d'analyses sur la situation au Chiapas et au-delà. Ces données et analyses, le plus souvent produites par les membres de l'organisation, sont ensuite largement diffusées, en partie à travers le site Internet où l'on trouve

des articles, des cartes détaillées³, des photographies, des statistiques, des chronologies et des données juridiques. Le travail de communication se fait aussi à travers des bulletins de diffusion électronique, des publications écrites (bulletins, ouvrages...), la production de documents vidéos, la diffusion de tee-shirts ou bien des interventions orales lors d'événements. Dans une seconde logique dite « d'action communautaire », le CIEPAC réalise aussi un important travail de diffusion au niveau des communautés indigènes de base, notamment à travers l'organisation d'ateliers de sensibilisation sur des questions d'ordre environnemental ou social. L'importance consacrée à une analyse experte, relativement spécialisée et détaillée, est une des particularités de ces nouvelles formes d'activisme, alors que le militantisme classique favorisait l'action politique sur une analyse socio-politique qui lui était fournie par les intellectuels organiques ou bien les cadres militants. En cela, on peut dire que le CIEPAC est une organisation hybride entre recherche et activité politique. Ce n'est donc pas une ONG de développement comme il en existe beaucoup au Chiapas et au Sud en général, son travail se situe plus en amont, au niveau politique (campagnes, lobbying, dénonciations...) plutôt que matériel, à travers la mise en place de programmes humanitaires ou de développement.

Nous préférons donc ici parler d'experts-militants pour les distinguer des différentes ONG peu ou pas politisées d'un côté et des organisations militantes plus classiques, qui ne produisent aucun type d'expertise.

On pourrait aussi situer le CIEPAC dans le courant de l'altermondialisme de la fin des années 1990, mais l'utilisation de ce terme, en plus de recouvrir une réalité floue, est surtout peu courante au Mexique et pourrait prêter à confusion. En effet, les organisations mexicaines qui pourraient répondre à cette appellation générale se définissent encore plus souvent comme « *globalofóbicos* », donc anti-globalisation, alors même que l'on veut souligner ici leur caractère globalisé. En effet, nous pensons que ces organisations sont en fait plus antilibérales que véritablement anti-globalisation et que cet antilibéralisme est même probablement l'un des principes d'intégration de l'ensemble des réseaux. Le point nodal, l'axe de convergence des réseaux de militants globalisés semble en effet résider dans leur opposition au néolibéralisme. Ce qui fait l'unité de ces réseaux et de ces organisations militantes, c'est leur engagement politique contre un « adversaire » commun, le néolibéralisme. Cette critique du néolibéralisme permet de donner une cohérence à cet ensemble hétéroclite de réseaux et de revendications féministes, de droits humains, environnementalistes ou encore identitaires. Il constitue un corpus théorique solide, de plus en plus affiné, mais la référence constante au concept de néolibéralisme peut à la longue et dans certains cas se transformer en une faci-

3. Le CIEPAC, dans la production de son expertise, entretient des liens étroits avec des chercheurs qui se situent politiquement très à gauche, et son réseau s'étend donc au sein du monde universitaire. Une bonne partie des cartes que l'on trouve sur le site sont celles de la thèse de doctorat du professeur d'économie de l'UNAM, Andrés Barreda Marín.



lité discursive un peu stéréotypée, qui empêche d'approfondir l'analyse et, surtout, qui peut figer ces organisations dans une perspective plus critique que réellement constructive. Si toutes ces organisations veulent conserver leur créativité et leur dynamisme, elles doivent en effet se méfier de ne pas retomber dans le réductionnisme économique, au nom de la lutte contre le néolibéralisme. Quoi qu'il en soit de la portée de cette critique antilibérale, cette dernière est omniprésente dans les prises de position du CIEPAC et il existe donc un rapport dialogique entre l'expertise et les prises de positions politiques qui se nourrissent mutuellement. L'expertise donne une crédibilité « scientifique » au discours politique et l'engagement politique répond à une éthique de l'action de la production « scientifique ». Il existe une intégration entre discours spécialisé et prise de position politique. De la même manière que le marché libéral tend à internaliser une partie de la recherche, le secteur militant tendrait à internaliser des activités de contre-expertise, dans la tradition d'engagement des universitaires latino-américains. Le CIEPAC serait ainsi une ONG d'un nouveau type, qui institutionnalise ces liens, jusqu'alors puissants mais plutôt personnels, entre la recherche en sciences sociales et l'action politique. Cette intégration entre recherche et militantisme s'accompagne d'une globalisation des perspectives, à la fois territoriale et sectorielle.

Le CIEPAC dans la globalisation, entre réseaux transnationaux et réseaux transsectoriels

Le CIEPAC est très représentatif des nouvelles formes d'organisation en réseau qui dépassent le cadre de l'État-Nation, et qui tendent à une vision intégrale de l'espace, où s'emboîtent et se croisent des niveaux territoriaux, qui s'étendent du local au mondial.

Si l'on prend comme point de comparaison historique le mouvement ouvrier au cours des XIX^e et XX^e siècles, on peut noter qu'il existait déjà des organisations sociales ou politiques plus ou moins organisées en réseau et qui partageaient des objectifs communs. Cependant, des organisations comme les internationales socialistes, même si elles appelaient à l'union des classes prolétaires par-delà les frontières, se distinguaient par bien des aspects des organisations en réseau actuelles⁴. Tout d'abord, leur structure était beaucoup plus verticale et pyramidale, des comités locaux aux comités nationaux jusqu'aux comités internationaux, le plus souvent sous la tutelle de Moscou. La structure organisationnelle répondait au modèle hiérarchique, fortement institutionnalisé et bureaucratisé. Ensuite, les représentations de

4. Il est important de préciser ici que notre analyse se démarque de la méthode d'analyse de la théorie des acteurs-réseaux [Latour, 2005 ; Callon, 1999] et de son effort de modélisation de tout type de relation sociale à travers le concept de réseau. Si l'on reprend ici quelques concepts de base de cette méthode, on préfère réserver le terme de réseau à un type bien particulier de relation sociale, et garder celui de système ou de champ pour décrire les relations plus larges entre acteurs liés par des thématiques, des intérêts et des enjeux partagés et/ou disputés.

ces acteurs restaient très marquées par la référence aux cadres des États-Nations, il existait ainsi le Parti communiste français, le Parti communiste espagnol, le Parti communiste mexicain..., chacun avec sa propre histoire et ses propres références. La structure même des réseaux internationalistes était calquée sur cette référence constante au cadre national et était beaucoup plus pyramidale que réticulaire.

Les ONG et les groupes militants de la résistance globalisée ont une vision tout autre du territoire. Ces réseaux s'organisent de manière concentrique, du niveau local au niveau mondial et la référence au cadre national, si elle existe encore bel et bien, ne marque pas forcément un point d'ancrage central⁵. Ainsi le CIEPAC participe à des initiatives et appartient à la fois à des réseaux locaux (chiapanèques), régionaux (sud du Mexique, Méso-Amérique...), nationaux (Mexique), continentaux (Amérique latine) et mondiaux.

Au niveau local, le CIEPAC collabore avec de nombreuses communautés de base, mais aussi avec d'autres organisations plus ou moins militantes comme le COMPITCH (*Consejo de Médicos y Parteras Tradicionales de Chiapas*), Enlace Civil, CAPISE (*Centro de Análisis Político e Investigaciones Sociales y Económicas*), le *Centro de Derechos Humanos Fray Bartolomé de las Casas* ou encore *Maderas del Pueblo del Sureste*. Au niveau régional, le CIEPAC participe avec d'autres organisations à des initiatives ou à des campagnes, par exemple contre le Plan Puebla Panama ou contre les barrages dans la région mésoaméricaine. Au niveau national, le CIEPAC appartient au Réseau mexicain d'action face au libre commerce (RMALC) qui réunit quelque seize organisations sociales et syndicales, ainsi que d'autres centres de recherche indépendants. Au niveau continental, on le retrouve dans des réseaux comme *Diversidad Biológica*, *Diversidad Cultural*, le COMPA (*Convergencia de Movimientos de los Pueblos de América*). Enfin au niveau mondial, il participe à des campagnes, contre la Banque mondiale ou l'OMC, par exemple, et collabore avec de grandes organisations de résistance globalisée comme *Global Exchange*, ETC, GRAIN (*Genetic Resources, Action International*), *Third World Network*⁶.

On comprend donc que l'espace mondialisé n'est plus uniquement représenté à travers le cadre international, c'est-à-dire selon le découpage strict des États-Nations, mais selon un découpage du local au mondial, de manière concentrique. Si ce nouveau découpage se superpose à l'ancien plus qu'il ne le remplace vraiment,

5. On ne doit pas oublier ici le rôle central qu'a joué le zapatisme dans la construction de ces nouvelles formes de militantisme. Pour une analyse détaillée du réseau zapatiste, voir Leyva Solano [2000].

6. GRAIN (*Genetic Resources, Action International*) est basé à Barcelone, RAFI (*Rural Advancement Foundation International*) au Canada s'appelle désormais ETC (*Action Group on Erosion, Technology and Concentration*, www.etcgroup.org), *Third World Network* est de Malaisie. Bien que toutes ces ONG ne se trouvent pas directement en Amérique latine, elles travaillent activement sur des problématiques que l'on trouve en Amérique latine et collabore dans des réseaux avec des ONG locales comme *Acción Ecológica* (Équateur), *Oilwatch* (Équateur) ou *Grupo Semillas* (Colombie). ETC a même une antenne au Mexique.



la mondialisation entretenant des rapports ambigus avec l'État-Nation⁷, il n'en demeure pas moins que le découpage territorial en cercles concentriques semble établir des frontières moins strictes que celles imposées par les États-Nations. Les délimitations entre les différents niveaux sont beaucoup moins formelles et institutionnelles qu'en ce qui concerne les frontières nationales, et la circulation du local au mondial, en passant par le régional, le national ou le continental, se fait d'autant plus facilement que la dimension concentrique offre une géométrie territoriale variable et souple. Les frontières entre les différents niveaux sont relatives et indéfinies, ce qui permet une certaine souplesse dans leur utilisation conceptuelle. Ces cercles concentriques de la mondialisation sont mobiles et fluctuants, ils peuvent se croiser et marquent plus une logique d'intégration entre les espaces qu'une stricte logique de séparation. Si la référence à l'espace national mexicain reste présente, elle s'estompe devant une tension entre le local ? ici, le chiapanèque ? et le mondial. Le mouvement de mondialisation/transnationalisation⁸ des réseaux de militants est un phénomène original qui les transforme de manière importante. Pour bien mesurer tous les enjeux de la globalisation de ces réseaux, on doit lier ce phénomène à celui de l'intégration des différents secteurs de mobilisation.

En effet, l'approche globale des problèmes auxquels s'intéresse le CIEPAC n'est pas seulement territoriale, elle est aussi thématique, et c'est cela, peut-être plus que l'organisation transnationale, qui constitue la nouveauté des organisations de militants globalisés. Ceci constitue une remise en cause fondamentale du réductionnisme sectoriel qui prévalait auparavant dans les milieux militants. En effet, après le réductionnisme économique du militantisme marxiste qui ramenait toute problématique à l'appropriation des moyens de production et des richesses, les années 1970 et 1980 avaient vu le militantisme se fragmenter en plusieurs branches relativement cloisonnées⁹, avec les luttes sociales, les luttes écologistes, les luttes féministes, les luttes identitaires, les luttes pour les droits humains... Le dialogue et l'échange entre ces différents « nouveaux mouvements sociaux » res-

7. Comme les acteurs étatiques jouent un rôle important dans la globalisation libérale, les organisations nationales peuvent aussi jouer un rôle central dans cette alter-globalisation. Ainsi, S. Tarrow [2005] parle de *rooted cosmopolitans* pour évoquer ces « agents sociaux ancrés dans des réseaux sociaux et des cadres culturels nationaux, mais qui s'engagent dans des activités politiques au sein de réseaux transnationaux d'échange et de conflits » [Fillieule et al., 2005]. Dans le cas d'un grand pays comme le Mexique, cet ancrage national primordial est à relativiser tant les acteurs de la société civile peinent à s'organiser, et donc à se définir, de manière nationale. Si ces organisations sont ancrées, c'est bien tout d'abord au niveau local.

8. Le couple mondialisation / transnationalisation est largement complémentaire puisque le mouvement qui consiste à penser le territoire en différents niveaux intégrés, du local au mondial, s'accommode assez logiquement de celui de transnationalisation, qui consisterait à penser les relations en court-circuitant la référence à l'État-Nation. On assisterait avec ce mouvement à un certain dépassement de l'internationalisation qui privilégiait le découpage territorial en État-Nation, l'approche des relations entre acteurs se référant à ce cadre spatial.

9. Cette analyse rapide mériterait elle aussi d'être nuancée, notamment en ce qui concerne la succession des différentes étapes et les différents contextes. Ces affirmations valent peut-être surtout pour le contexte européen et américain.

taient relativement marginaux et aucune organisation ne tentait d'articuler toutes les différentes problématiques ensemble. Pourtant, en Amérique latine notamment, certains mouvements essayaient de combiner deux ou plus de ces catégories de revendication. On peut citer parmi eux certains mouvements indigènes qui tentaient d'articuler leurs revendications sociales avec des demandes culturelles [Le Bot, 1994] ou environnementales. Ainsi, les mouvements indigènes ont clairement contribué à la convergence de revendications culturelles, sociales et environnementales. Ceci représente un exemple significatif du rapprochement entre ces nouvelles problématiques sectorielles¹⁰. L'apparition du réseau Internet a, là encore, probablement été un facteur déterminant dans ce mouvement général de rapprochement.

Ainsi, il semble que l'altermondialisme et la résistance globalisée marquent un tournant avec l'ouverture d'espaces de dialogue entre secteurs militants qui avaient jusqu'alors tendance à s'ignorer, voire à s'opposer [Roma Pepa, 2001]. On assisterait ainsi à un certain mouvement de remembrement des réseaux militants.

Ces espaces d'intégration du militantisme peuvent être aussi bien ponctuels (forums, séminaires, assemblées, congrès...) que permanents (collaborations sur des programmes, échanges d'informations, actions simultanées...). Comme on l'a dit, le CIEPAC a participé entre le 6 et le 9 mai 2003 à San Cristóbal à la Première Rencontre hémisphérique face à la militarisation. Cette rencontre a réuni quelque huit cents participants venus de trente-cinq pays d'Amérique latine et du monde entier¹¹. Si la question centrale tournait autour des droits humains, plusieurs secteurs militants y étaient représentés et l'approche de la militarisation se voulait plurielle. D'ailleurs, le lien entre les thématiques du néolibéralisme économique, de la militarisation et des droits de l'homme a été constant lors du forum. On retrouve cette amplitude de vue dans les trois grands axes autour desquels le forum était organisé : « ressources naturelles stratégiques, modèle économique et leur relation avec les forces armées », « Organismes multilatéraux de défense, Union européenne et hégémonie des États-Unis »,

10. Le Mexique est sans doute une exception pour ce qui est de l'articulation entre luttes indigènes et environnementales. Pour des raisons contextuelles, il semblerait que cette articulation se soit faite avec moins de force et plus tard que dans d'autres pays latino-américains où la défense de l'environnement et du territoire a pu représenter un capital symbolique très fort [Dumoulin, 2003]. Cependant, selon certains analystes [Toledo, 2000], le rapprochement entre revendications indigènes et environnementales au Mexique serait actuellement bien avancé.

11. Elle avait été convoquée par plusieurs grandes organisations et plates-formes des droits de l'homme comme le *Jubileo Sur Américas* (créé lors du Forum mondial de Porto Alegre), le Réseau international de la non-violence, *Gritos de los Excluidos*, et *Convergencia de Movimientos de los Pueblos de las Américas*. Cette campagne a aussi été organisée dans la continuité du *Primer Encuentro Chiapaneco Frente al Neoliberalismo*. À propos de ce forum, on peut consulter le site <http://www.laneta.apc.org/scle/desmilitarizacion/>, et, à propos des organisations, <http://www.jubileesouth.org/>, <http://www.members.tripod.com/nviusa/index2.htm> et <http://www.movimientos.org/grito/>, <http://www.sitiocompa.org>



« Occupation militaire et droits de l'homme ». On se rend bien compte que le réseau global des droits de l'homme n'est pas un réseau isolé, focalisé sur sa seule thématique. Il fait lui aussi partie d'un plus vaste réseau où l'approche est multi-thématique (écologie, économie, droits de l'homme, géopolitique...), ce qui tend là encore à montrer aussi bien la convergence des multiples secteurs militants que l'ouverture de l'analyse sectorielle.

Une organisation comme le CIEPAC constitue un exemple de ce nouveau militantisme qui est tout à la fois axé sur les luttes sociales, identitaires, environnementales ou encore en faveur des droits de l'homme. Le CIEPAC peut donc être considéré comme une organisation multisectorielle ou multithématique¹². Son approche des problématiques est globale au sens où elle tente de défragmenter ou décroiser les différents secteurs militants. Tenter de rétablir les ponts entre les différentes lectures permet d'avoir une appréhension la plus intégrée possible des problèmes. Ce changement de perspective permet d'avoir une vision beaucoup plus ample, mais aussi peut-être moins dogmatique du militantisme. Il permet de rétablir un peu de complexité dans la lecture des faits sociaux, là où la simplification prévalait largement pour plus d'efficacité politique. Il ne s'agit pas cependant de dire ici que les discours de ces nouvelles formes de militantisme sont exempts de toutes tentations simplificatrices ou réductionnistes, loin de là, mais bien de souligner une évolution qualitative dans la capacité à articuler un discours général, encore en gestation, potentiellement capable de se poser en contre-modèle social. Comme l'intégration territoriale reste soumise à la survivance des cadres de l'État-Nation, l'intégration sectorielle du militantisme reste soumise à la survivance des anciennes pratiques du militantisme, ceci encore plus depuis les crispations post-11 septembre. Il n'en demeure pas moins que les espaces de collaboration ponctuels ou plus ou moins permanents ont inauguré un certain remembrement du champ militant, à travers une critique commune du libéralisme, mais aussi à travers des valeurs plus positives, comme celles de la diversité et de la solidarité.

En termes de réseau, ce remembrement du champ militant se traduit par la connexion entre réseaux spécialisés dans différents domaines pour donner finalement un réseau de réseaux couvrant l'ensemble des différentes thématiques.

Ainsi, le CIEPAC se trouve inséré dans des réseaux écologiques, des réseaux antilibéraux, des réseaux des droits de l'homme ou encore dans des réseaux de lutte culturelle. Comme son travail est centré sur le Chiapas, il est aussi évidemment présent dans l'un des réseaux militants transnationaux les plus anciens : le réseau zapatiste. Pour donner encore quelques exemples on peut renvoyer aux réseaux évoqués plus haut à propos de l'intégration spatiale, on y trouvera représentés à peu près tous

12. Pour aborder ce phénomène de la diversité des secteurs représentés chez les militants globalisés, certains auteurs préfèrent parler de champs multi-positions ou multiorganisationnels [Fillieule, *op. cit.*].

les secteurs militants. Il existe même désormais des réseaux multithématiques par nature, comme par exemple le réseau *Diversidad Cultural, Diversidad Biológica*.

Il est clair que la convergence des réseaux militants et la volonté d'articuler des thématiques jusqu'alors pensées séparément constituent, au même titre que le changement de perspective territoriale, l'une des mutations les plus importantes des réseaux militants aujourd'hui. Le mouvement de globalisation permettrait un dépassement par le « trans » (national et sectoriel) de la logique segmentaire de l'« inter » (national et sectoriel). Ces mutations de fond vers une intégration toujours plus poussée ont pour corollaire formel la prégnance de la forme organisationnelle réticulaire.

Réticule militante : connectivité, flexibilité, horizontalité

Il s'agit de compléter ici nos remarques sur certaines mutations structurelles dans le militantisme par une analyse sur le réseau en tant que forme organisationnelle, sur ses avantages et ses limites par rapport aux besoins du militantisme, mais aussi par rapport aux formes bureaucratiques et hiérarchiques d'organisation. En effet, en ce qui concerne la forme réticulaire de cet ensemble de groupes politiques, on peut penser que, de la même manière que la disposition spatiale des atomes dans la molécule change les propriétés de cette dernière, la forme selon laquelle s'organisent ces groupes change certaines de leurs caractéristiques et de leurs modalités d'action. On peut tenter d'analyser ces nouveaux caractères autour de trois axes : connectivité, flexibilité et redéfinition des rapports de pouvoir.

L'organisation réticulaire, par rapport à l'organisation bureaucratique segmentée, présente l'avantage d'améliorer la connectivité, notamment à travers ce que certains nomment « la force du lien faible » [Colonomos, 1998 ; Della Porta, 2004]. L'autonomie relative des parties et l'informalité des liens que celles-ci maintiennent entre elles permet aux différents réseaux de pouvoir se faire et se défaire au gré des nécessités. Ce dernier point est très important en ce qui concerne les visions des acteurs. À ce sujet, José Ignacio Porra [2004] explique que « l'une des principales forces de ce type d'organisation est son caractère *adhocratique*. C'est-à-dire la possibilité qu'elle offre pour la mise en œuvre d'un objectif global déterminé. L'absence d'une stricte division du travail (à la différence des structures bureaucratiques où prévaut la spécialisation fonctionnelle) [...] facilite la possibilité de coordonner les différentes composantes de l'organisation afin de réaliser les objectifs proposés ». Si la spécialisation fonctionnelle permet une meilleure efficacité pour ce qui est des objectifs bien déterminés et standardisés, l'interconnexion d'unités relativement autonomes permet clairement une meilleure adaptation aux changements de contexte et une approche plus globale des problèmes. Une organisation militante hiérarchisée, comme un syndicat ou un parti classique, aura besoin de tout un protocole pour passer des accords avec d'autres organisations, sur la base de points



d'articulation strictement définis. Au contraire, les liens faibles des réseaux rendent beaucoup moins formels et beaucoup plus souples des relations qui peuvent être désactivées aussi vite qu'elles sont activées. Cette intense connectivité permet tout autant une intégration rapide et souple qu'elle présente des problèmes de fragilité pour la structure car le maintien des liens nécessite un travail constant de coordination pour éviter la fragmentation.

Le deuxième axe souvent mis en avant dans l'analyse de l'organisation réticulaire est celui qui insiste sur les notions de flexibilité, de souplesse, de fluidité ou de rapidité. Si on compare ces types de relations réticulaires et transnationales aux relations hiérarchiques et internationales classiques (du type bilatéral ou multilatéral comme l'ONU), on doit opposer la légèreté des structures aux lourdes machines internationales, la répartition horizontale du pouvoir et des processus de prises de décision aux lenteurs procédurales, le dépassement des identités nationales et un certain esprit de communautés d'intérêts aux concurrences et rivalités entre les États. Si cette opposition un peu schématique mériterait d'être nuancée, il n'en demeure pas moins que les relations réticulaires se traduisent généralement pour les acteurs par une plus grande souplesse, plus de rapidité et une meilleure réactivité (ceci semble valable, selon des modalités diverses, pour les acteurs économiques comme pour les acteurs militants).

La rapidité de la circulation de l'information au sein des réseaux transnationaux favorise le partage d'expériences entre ces différents groupes militants. Ainsi, les « menaces » sont vite repérées et des campagnes de mobilisation peuvent être très rapidement montées, en s'inspirant des campagnes déjà menées par des partenaires et des données déjà existantes sur le sujet. Par-delà les particularismes locaux, on retrouve donc les mêmes problématiques qui circulent à travers ces réseaux. Les mobilisations contre la bioprospection/biopiraterie [Dumoulin et Foyer, 2004] auxquelles ont participé le CIEPAC illustrent bien cette réalité, puisqu'on peut voir une même stratégie transnationale de résistance militante aux mêmes initiatives des groupes biotechnologiques transnationaux¹³. Il existe sur ces problématiques différents niveaux d'analyse qui s'articulent pour donner un cadre analytique cohérent. Il est d'ailleurs logique qu'à la transnationalisation de l'économie capitaliste ait répondu une transnationalisation de sa contestation. Si le partage des données et l'esprit de collaboration constituent une certaine force pour ces nouveaux réseaux militants, ceux-ci doivent éviter de tomber dans un certain mimétisme et dans l'autoréférence s'ils veulent échapper à la redite et au dogmatisme.

13. On peut presque parler d'exportation des campagnes entre les pays où ont eu lieu des projets de bioprospection, avec le rôle particulièrement important d'organisations transnationales comme ETC/RAFI qui savent diffuser rapidement l'information à des « relais » locaux qui se chargent à leur tour de la circulation de l'information.

Enfin pour cette analyse, nous devons nous interroger sur l'image véhiculée par la forme réticulaire en termes de pouvoir. Chez les groupes militants tels que le CIE-PAC, les réseaux sont érigés en véritable valeur tant ils sont chargés d'une vision du politique comme non soumis à des relations de pouvoir. La notion de réseau tend à opposer l'horizontalité d'un pouvoir polycéphale à la verticalité d'un pouvoir centralisé. Les organisations militantes globalisées auraient donc d'autant plus volontiers adopté la mise en réseau que celle-ci correspondait à leur idéal de démocratie participative. La structure en réseau rendrait les relations beaucoup plus souples et les relations de pouvoir et de subordination beaucoup moins évidentes, au moins d'un point de vue formel. C'est probablement sur ce point de la répartition du pouvoir qu'une certaine « idéologie du réseau » se fait la plus évidente. Si l'affaiblissement du caractère hiérarchique et de l'institutionnalisation des rapports de pouvoir est évident, il n'en faut pas conclure à la disparition de ce même pouvoir. La répartition du pouvoir n'est évidemment jamais parfaitement horizontale, il existe au sein de ces réseaux des nœuds de centralité où se concentre le pouvoir, ou plutôt, l'influence. Les relations de pouvoir réticulaires se manifestent par l'expression de *leadership* beaucoup plus que par des relations de subordination institutionnelle, caractéristiques des organisations hiérarchisées, mais elles n'en sont pas moins intenses. Ainsi, au niveau local, entre des acteurs comme le CIEPAC, la Compitch ou *Maderas del Pueblo Maya*, les rapports sont tout autant de collaboration que de concurrence.

Conclusion : les réseaux comme forme organisationnelle privilégiée de la globalisation

Au sein des réseaux militants, il semblerait que l'on soit en train d'assister à un changement de paradigme sur deux niveaux que l'on peut articuler à travers le concept de globalisation. L'analyse, le discours et les actions des acteurs de la résistance globalisée deviennent à la fois multi-niveaux (du local au mondial) et multithématiques (social, culturel, environnemental, de genre, droits humains), comme si le nouvel enjeu était l'ubiquité (être présent partout et sur tous les fronts de la lutte). Cette évolution peut être vue à la fois comme la cause et la conséquence de l'organisation de plus en plus horizontale, en réseaux à la fois concentriques et croisés, des différentes organisations militantes. Cause, car ce changement de perspective vers une vision toujours plus intégrée pousse ces organisations à toujours se rapprocher dans les réseaux ; conséquence, car le rapprochement dans les réseaux renforce à son tour la globalisation des perspectives. Il y a ainsi rapport dialogique ou renforcement mutuel entre ces deux phénomènes : plus les organisations militantes ont une vision globale, plus elles se rapprochent, plus elles se rapprochent, plus elles ont une perspective globale. On voit donc se former un réseau de réseaux militants qui ressemble à une « nébuleuse » sans limites ni structures bien définies, mais chaque fois plus intégrée.



Dans le secteur militant, il semble donc que les réseaux se nourrissent de la globalisation autant que la globalisation se nourrit des réseaux, et l'on pourrait même étendre cette remarque au-delà du seul secteur militant, notamment en ce qui concerne la globalisation dite libérale. En effet, cette dernière peut aussi être vue comme un processus d'intégration à la fois territoriale (libéralisme comme norme économique mondiale) et sectorielle (intégration par internationalisation ? des champs culturels, politiques, ou encore scientifiques, par le marché). Si on voit la globalisation, qu'elle soit militante ou libérale, comme un vaste processus d'intégration, alors les réseaux représenteraient la forme organisationnelle privilégiée de ce processus, notamment par sa capacité intégrative et sa propension à créer du lien souple, contre la rigidité sectorielle du modèle bureaucratique.

BIBLIOGRAPHIE

- COLONOMOS Ariel, « L'acteur en réseau à l'épreuve de l'international » in SMOUTS Marie-Claude, *Les nouvelles relations internationales : pratiques et théories*, Paris, Presses de Sciences Po, 1998.
- DELLA PORTA Donatella, « Démocratie en mouvement, les manifestations du Forum social européen, des liens aux réseaux », *Politix*, n° 68, vol. 17, numéro spécial « Militants de l'altermondialisation », 2004, p. 49-77.
- DUMOULIN David, *Les politiques de la nature confrontées aux politiques du renouveau indien : une étude transnationale depuis le Mexique*, thèse de doctorat de l'Institut d'Études Politiques de Paris, 2003.
- DUMOULIN David, FOYER Jean, « ONG transnationales et experts dans le débat démocratique : bioprospection et savoir indigène au Mexique », *Problèmes d'Amérique latine*, n° 54, automne 2004, p. 95-122.
- FILLIEULE Olivier et al., « L'altermondialisme en réseau », *Politix*, n° 68, vol. 17, numéro spécial « Militants de l'altermondialisation », 2004, p. 13-48.
- GOBILLE Boris, « Les altermondialistes, des activistes transnationaux ? », *Critiques Internationales*, n° 27, 2005.
- LATOUR Bruno, *Reassembling the social: An introduction to actor network theory*, Oxford University Press, 2005, 316 p.
- LEYVA SOLANO Xóchitl, « De las cañadas a Europa : niveles, actores y discursos del Nuevo Movimiento Zapatista (Nmz) (1994-1997) », *Thule*, n° 8-9, avril-octobre 2000.
- LE BOT Yvon, *Violence de la modernité en Amérique latine : indianité, société et pouvoir*, Paris, Karthala, 1994, 291 p.
- PORRA J. I., « Individualidad, Racionalidad y Redes. Las nuevas lentes para comprender "lo político" en la Sociedad de la Información », www.revista-redes.rediris.es/webredes/textos/Individualidad.htm.
- ROMA Pepa, *Jaque a la Globalización, Cómo crean su red los nuevos movimientos sociales y alternativos*, Mexico, Grijalbo, 2001.
- TARROW Sidney, *The New Transnational Activism*, New York, Cambridge University Press, 2005, 276 p.
- TOLEDO Víctor M., *La paz en Chiapas. Ecología, luchas indígenas y modernidad alternativa*, Mexico, Quinto Sol, 2000, 253 p.

RÉSUMÉ/RESUMEN/ABSTRACT

À partir de l'exemple d'une organisation locale, le CIEPAC, on essaie de mettre en avant les principales mutations au sein des organisations militantes, notamment celles qui se définissent contre le libéralisme économique. On observe ces mutations aussi bien dans la nature du militantisme, résolument tourné vers l'expertise, que dans son horizon territorial et sectoriel de mobilisation. Le militantisme tendrait ainsi à se globaliser doublement, au sens où son action s'inscrit de plus en plus entre le local et le mondial, par-delà les cadres de l'État-Nation, et où les thématiques de mobilisation s'entrecroisent toujours plus. Dans ce contexte de globalisation, entendue comme métaprocessus d'intégration, le réseau deviendrait, grâce à ses vertus intégratives de connectivité, flexibilité et informalité, la forme organisationnelle privilégiée, par opposition aux structures bureaucratiques et institutionnelles.

Tomando como ejemplo la asociación civil local CIEPAC, se trata de poner de relieve las principales mutaciones por las que atraviesan las organizaciones militantes, en particular las que se definen contra el liberalismo económico. Se observan estos cambios en la naturaleza misma del militantismo, cada vez más volcado hacia el trabajo de expertos, y en su horizonte territorial y sectorial de movilización. Parecería que el militantismo tiende a volverse global, en doble sentido, pues su acción se inscribe cada vez más entre lo

local y lo mundial y trasciende los marcos del Estado-Nación, mientras los temas de la movilización se van entrecruzando de manera más estrecha. En este contexto de globalización entendido como meta-proceso de integración, se puede formular la hipótesis que la red, debido a sus virtudes integradoras (conectividad, flexibilidad, informalidad...) se convierta en la forma organizacional privilegiada, en contraste con las estructuras burocráticas e institucionales que tienden más a la segmentación.

From the case of a local organisation, CIEPAC, we try to show the main transformations of the militant organisations, in particular of those who pronounce themselves against economical liberalism. Mutations are observed both in the nature of militants who now tend to act as experts and in their formerly territorial and sector-based logic of mobilisation. Militancy seems to globalise in two ways: first, its activities tend to take place between the local and the global levels, over the frameworks of Nation-States; second, the matters of mobilisation are intertwining more and more. In this context of globalisation, understood as a meta-process of integration, it may be that the network, precisely because of its integrative virtues (connectivity, flexibility, informality...), becomes the main and favourite form of organisation, contrary to bureaucratic and institutional structures.

MOTS-CLÉS

- Réseau
- Globalisation
- Experts-militants
- Altermondialisme
- Transnational

PALABRAS CLAVES

- Red
- Globalización
- Expertos-militantes
- Altermundialismo
- Transnacional

KEYWORDS

- Network
- Globalisation
- Experts-militants
- « Altermondialism »
- Transnational

Hélène Rivière d'Arc*

La géographie et les réseaux internationaux de villes et d'urbanistes. Une vision euro-latino-américaine

En principe, le géographe part de l'idée que le pouvoir a besoin d'un territoire pour s'exprimer. Le territoire-réseau relève d'une combinaison entre le territoire physique et le territoire social sur lequel s'exerce la gouvernance. On suppose qu'un réseau d'acteurs prend en charge et régule le territoire-réseau. L'ensemble de ces relations participerait de l'aménagement. Cette idée n'est pas nouvelle. Dès les années 1960, on parlait de « réseaux urbains », une notion qui rendait compte des fonctions tertiaires hiérarchisées des villes dans un espace donné¹. Ce type de configuration, très technique bien que dépendant de la hiérarchie des pouvoirs locaux, était dessiné à partir du repérage de flux matériels, de flux immatériels et de la mobilité des personnes. Le perfectionnement de l'approche supposait la mesure de ces flux et de leur fréquence dans un temps donné.

* Centre de Recherche et de Documentation sur l'Amérique latine (CREDAL), UMR 7169.

1. Dans la géographie française, un des théoriciens des réseaux urbains est Michel Rochefort qui travailla aussi bien en France (Université Paris I) qu'à l'USP de São Paulo entre 1960 et 1990. Il fut sans doute un des pionniers du concept de réseau urbain, mais aussi un des passeurs de son usage et de sa fortune au Brésil.

La cohérence hiérarchique dans la distribution des fonctions tertiaires était supposée révéler le degré de développement d'un territoire. Lorsque le réseau était tronqué, on pouvait considérer le territoire comme sous-développé. C'est ce qui fut dit fréquemment à propos des réseaux urbains brésiliens dans les années 1970-1985. La relation entre les villes (ou les sites, ou les régions) devenait alors politique, parfois idéologique, dans le sens où elle devenait révélatrice du sous-développement ; la hiérarchie tronquée exprimait en effet l'inégalité entre les territoires, mais aussi des phénomènes de dépendance.

Le principe de planification, et l'objectif que son application visait qui rendait compte de tout cela, s'étant éloigné, on parle aujourd'hui de réseaux de villes – et non plus « urbains » – dont les inter-relations (entre elles) sont formatées par la mondialisation. En effet, l'expression « réseau de villes » renvoie à l'horizontalité sur l'étendue d'un territoire, fut-il celui de la planète, et à l'absence de hiérarchie entre les sites, sauf si cette dernière recouvre une situation de concurrence (sur le plan économique ou sur le plan symbolique/prestigieux).

À quoi servent alors ces nouveaux réseaux (étant entendu qu'un réseau de villes est en général composé d'institutions localisées) à l'heure de la mobilité et de la circulation des modèles et des idées ? Il y a sans doute là une nouveauté par rapport au passé. Autrement dit, comment une nébuleuse de sites mise en réseau par l'action des politiques, des opérationnels ou des experts, supposés influencer simultanément les pouvoirs et/ou les acteurs locaux, parvient-elle à imposer la crédibilité de l'enjeu qui fonde l'existence du réseau² ?

Il est intéressant d'observer la circulation des idées émises par les professionnels et les experts des questions urbaines en Amérique latine ou dont l'Amérique latine constitue le substrat, car c'est le continent qui s'est le plus rapidement « urbanisé » au sens de « concentration de population » (*urban settlement*), au cours des cinquante dernières années. Le phénomène prenait d'ailleurs une telle ampleur dans les années 1960-1970 que les démographes, affolés, allaient se tromper sur son avenir. En même temps, de très nombreux experts se penchaient alors sur lui, confrontant leurs inquiétudes entre eux, parfois aussi avec les chercheurs et les opérationnels, organisés à leur tour en réseaux internationaux d'institutions et/ou d'individus.

Une métaphore, proposée par les économistes, celle du *main stream*, exprime de façon très pertinente la hiérarchie entre réseaux et non plus entre sites, le courant le plus fort parvenant souvent par un phénomène de captation à subordonner les autres, à changer leur orientation ou à entraîner leur disparition, dans sa conquête du territoire. On pourrait sûrement appliquer la métaphore à la question de l'urbanisme et aux questions d'aménagement urbain.

2. C'est à ces questions appliquées à un monde d'acteurs beaucoup plus large que ceux des opérationnels de l'urbain que Manuel Castells consacre sa trilogie *La société en réseaux* [1991].



Les années 1990 consacrent la multiplication et l'affirmation des réseaux comme gage de légitimité institutionnelle (ils se font interlocuteurs) et de crédibilité politique et/ou scientifique. Des informations sur la création de réseaux institutionnels ou scientifiques apparaissent chaque jour sur les écrans. Dans une première étape, c'est l'intuition qui conduit à croire en la pérennité de l'un tandis que l'on juge l'autre voué à un destin éphémère. En même temps qu'ils se rendent visibles et semblent ainsi se légitimer, l'utilisation du Net, comme support de réseau dans la plupart des cas, brouille les cartes de la légitimité de ce dernier. C'est sa visibilité qui rend le réseau crédible plus que légitime. Alors que son acception traditionnelle faisait du réseau une forme plutôt opaque ou clandestine, il est aujourd'hui revendiqué comme instrument de connaissance et de circulation et sa visibilité est un atout. Faire partie d'un réseau familier de certains concepts réinventés pour l'usage international est un signe fort de distinction. Un des exemples les plus emblématiques de ce propos est l'approche qui a été consacrée au club des *global cities* lorsque toutes les autres villes – même celles qui sont gérées par des programmes de gauche plus « endogénistes » – ont manifesté presque simultanément leur « préoccupation » d'appartenir au réseau ou de s'en sentir écartées³. Or, pour construire les images de ces villes et les faire circuler, les regards d'expert ou de chercheur doivent combiner le paysage de chacune d'elles avec les « recettes » de politiques urbaines. Ces images, associées à la vision d'un expert (individu ou collectif), s'imposent ensuite dans les réseaux et grâce à eux.

Quand le savoir – sur la ville –, dont un réseau donné est porteur, concerne de telles concentrations d'habitants dans l'Amérique latine d'aujourd'hui, il devient évident que l'on a recours à ce savoir pour comprendre la transformation des formes urbaines. Mais le paysage urbain (sédimentation/matérialisation de multiples durées) n'est-il pas aussi une force de résistance à l'offensive de l'immatériel, c'est-à-dire le réseau, même si l'existence de ce dernier est une garantie de la postmodernité ou plus encore de maîtrise de la mondialisation et, ce qui est encore plus important, de l'anticipation ?

Les réseaux de villes

Alors que, dans les années 1960, les géographes parlaient de réseaux urbains et les sociologues de réseaux intra-urbains⁴, supposant à une échelle régionale/historique et/ou nationale la présence d'une métropole d'équilibre et de villes intermédiaires, les années 1990 consacraient la mise en relation des villes entre elles à l'échelle internationale. Pourtant, cet effet de la mondialisation n'est

3. Pour Saskia Sassen, seules trois villes au monde sont des *global cities*, même si beaucoup d'autres réunissent de nombreux traits de la *global city*. Ces trois villes ont-elles entre elles des relations d'une intensité telle qu'elles forment un réseau ? Il semble que oui. Cependant, plusieurs auteurs, comme Marie-France Prévôt-Schapira, préfèrent parler de « club » [2001].

4. Par exemple les sociologues héritiers de l'École de Chicago.

pas nouveau lui non plus : des pans entiers du territoire latino-américain en témoignent et Serge Gruzinski nous signale qu'au XVIII^e siècle, « dans la vision enthousiaste de Balbuena, Mexico apparaît au cœur des réseaux marchands qui cernent la planète » ; plus loin, « Mexico, Naples, Lisbonne ou Goa sont des jalons sur la carte des liaisons planétaires [...] sur les interactions en tous genres qu'elles déclenchent » [Gruzinski, 2004].

Si l'on accepte l'idée qu'économiquement le fonctionnement en réseau se substitue à la planification et aide les municipalités à affronter la concurrence entre elles, excluant partiellement de cette dynamique l'environnement des villes ou, selon l'expression la plus employée en Amérique latine, la périphérie ; si l'on accepte aussi que les réseaux sociaux et socio-professionnels se substituent aux organisations corporatistes en renforçant par là même les instances clientélistes et lobbyistes, on comprendra l'enchevêtrement des fonctions des réseaux, tant de villes perçues métaphoriquement comme des acteurs (ou comme des corps avec cœur et organes) que de professionnels de la ville et aussi d'usagers de la ville.

En Amérique latine, où la décentralisation et l'ouverture économique ont créé dans les années 1980-2000 des situations et des responsabilités locales nouvelles, les villes, tiraillées entre l'idée de se donner un destin de villes globales rattachées à l'espace-monde et les responsabilités sociales, sont devenues partie prenante de réseaux locaux, régionaux et internationaux. Ce sont les gouvernements, les collectivités locales ou les communautés urbaines, selon les statuts administratifs et juridiques de chacune d'elles, qui les représentent dans ces instances.

Chacun de ces réseaux comprend un argument fondateur, des modalités d'expression, un champ de compétences. Ils sont liés le plus souvent à des familles politiques assez proches qui leur tiennent lieu de substrat culturel ou d'identifiant. On en déduira d'ores et déjà que l'adhésion d'une instance locale peut n'être que provisoire. Ainsi peut-on observer que certaines similitudes dans l'éventail des partis entre les pays d'Europe du Sud et les pays d'Amérique latine suggèrent la naissance de réseaux préoccupés de « social », à partir d'un milieu souvent analysé comme clientéliste. Le réseau mondial appelé « Villes de périphérie et démocratie participative », créé en 2002, en est une illustration. La justification de sa création est celle-ci :

« Nos traditions, nos expériences, sont distantes de nombreux kilomètres ; elles sont diverses dans leurs langues et leurs réalités urbaines, mais elles partagent une réalité commune : être aujourd'hui des collectivités locales "populaires" situées en "périphérie" de métropoles urbaines vastes caractérisées par un "centre" auquel elles sont liées.

On ne sera pas étonné de compter comme membre de ce réseau des collectivités territoriales comme Badalone, Bobigny, Nanterre, mais aussi une dizaine de municipalités brésiliennes gouvernées par le PT, comme Santo André, Guarulhos ou encore trois petits municipes des environs de Porto Alegre.



Échanges de « recettes », forums sur la place des espaces urbanisés périphériques dans le contexte de la mondialisation, conduisent parfois à l'énoncé de questions particulièrement intéressantes comme celle-ci, posée à Lille en 1999 dans un Forum des Cités-Unies, qui réunit des collectivités territoriales et des ONG dans une perspective plus Nord-Sud que la précédente, héritière de la pensée tiers-mondiste : pourquoi les villes du Premier Monde produisent-elles de l'exclusion et les villes du Troisième Monde de la pauvreté ?

L'existence de ces deux réseaux traduit certaines affinités entre les personnels politiques locaux et celui des professionnels porteurs de certaines compétences. Ces derniers peuvent se couvrir de plusieurs casquettes et appartenir en même temps ou offrir leurs services à des réseaux promus par les instances internationales. La question devient alors : peut-on appartenir en même temps à un réseau d'ONG et à un réseau soutenu par la Banque mondiale souvent vilipendée ?

C'est ainsi que les organisations internationales soutiennent leurs propres réseaux de villes et d'experts (sous contrat ou *free-lance*) dans la perspective de faire circuler un corpus d'idées et de propositions qui devront estomper leur potentiel conflictuel. Par ces réseaux, les propositions sur un nouveau partenariat public/privé et sur les critères de la bonne gouvernance ont émergé et se sont imposés lors de la Conférence d'Istanbul (1996) organisée par la CNUEH, même si la tendance à la reconnaissance des villes comme acteurs sur la scène internationale au même titre que les États y fut contestée. La Conférence de Johannesburg sur le développement durable en 2002 a, pour sa part, donné l'occasion à des réseaux de villes de se renforcer pour apporter des contributions communes. En Amérique latine, à l'initiative de la mairie de São Paulo, alors gouvernée par le PT, plusieurs municipalités se disant de gauche (Montevideo, Rosario, Porto Alegre, Buenos Aires...) qui revendiquaient une fibre sociale forte en un moment de « crise urbaine », ont présenté ensemble un document rappelant que le développement social conditionnait le développement durable, en particulier dans les villes des pays qui, pour la circonstance, redevenaient des pays du Tiers Monde.

Pour sa part, l'Union européenne a constitué une sorte de nébuleuse de relations entre les villes d'Europe et les villes d'Amérique latine. La nébuleuse comprend treize réseaux qui se sont tissés après que plusieurs thèmes fondateurs ont été avancés parmi lesquels : financement local et budget participatif, démocratie dans la ville, lutte contre la pauvreté, sécurité citoyenne, réseau drogue/ville. On retrouve là sans aucun doute les grands thèmes dont le traitement et la connaissance forment la base de la bonne gouvernance au sens des Nations unies et de la Banque mondiale ; ils servent à identifier les objectifs et les obstacles à cette bonne gouvernance. Le réseau donne l'impression que les expériences peuvent s'échanger et que

les priorités peuvent s'exprimer sans hiérarchie dans des va-et-vient qui excluent l'ancienne relation de domination contenue dans la relation Tiers Monde /Premier Monde. L'exemple le plus significatif à ce propos étant le rôle joué et largement répercuté dans les réseaux par les villes brésiliennes – surtout celles que gouverne le PT – qui ont mis en avant à tout va la nécessité de participation [Allegretti, 2005]. L'adhésion à l'un ou l'autre ou à plusieurs réseaux permet de soumettre des dossiers de demande de financement pour la réalisation d'un projet. L'interlocuteur local dans chaque réseau est en général la municipalité ou une institution publique comme une collectivité locale, mais si cette dernière inclut une ONG comme partenaire au plan local, celle-ci se trouve indirectement incluse dans l'organigramme du réseau. Les experts, évaluateurs des projets à la recherche de financement, sont parfois membres d'ONG, ou en ont été militants. Ils ont la possibilité et parfois la capacité de conviction suffisante pour transmettre les préoccupations que leur inspirent leur sensibilité ou leur fibre sociale que l'on retrouve parfois dans l'énoncé des projets élaborés dans ce contexte.

Des réseaux régionaux – Mercocidades par exemple, qui regroupe des villes du sud du Brésil, du Mercosur en général et Santiago du Chili – se sont formés autour de préoccupations communes, où la « formation des personnels municipaux » prend toujours une place importante⁵, mais aussi autour de la multiplication d'échanges culturels (circulation de troupes de théâtre, de spectacles musicaux, etc.) et la confrontation d'expériences comme les opérations de réhabilitation urbaine.

Professionnels, experts, chercheurs

Des réseaux de villes associant les collectivités locales ou certaines de leurs institutions, aux forums ou réunions desquelles se négocient les montages financiers et technologiques à moyen et long terme, où les experts ont leurs places ainsi que certaines ONG, parfois considérées comme des interlocuteurs plus souples que les institutions publiques, on passera aux réseaux de professionnels et de chercheurs.

S'appuyant sur des statuts juridiques nationaux (association, fondation, etc.), soit sur le statut qui leur est le plus favorable par rapport à leur raison d'exister, ces réseaux forment des « communautés virtuelles », selon l'expression de Manuel Castells [1991]. Nous citerons un peu plus avant quelques-unes des conditions qui nous paraissent alors essentielles pour « faire communauté ».

Professionnels et experts forment des réseaux fonctionnels, nationaux et/ou transnationaux, indépendants des pouvoirs publics. Ils peuvent aussi créer des micro-réseaux personnels qui projettent leurs intérêts dans les macro-réseaux

5. La formation des personnels locaux est une des grandes recommandations des organisations internationales. Ces dernières s'associent d'ailleurs généralement à ces cycles de formation.



fonctionnels. Leur réputation est liée à l'appartenance au réseau, ou à plusieurs réseaux ; les honoraires de consultation auxquels ils peuvent prétendre en dépendent également.

Les centres de recherche ou d'études appartenant aux Universités publiques ou privées sont, en Amérique latine, beaucoup plus impliqués dans les réseaux de consulting, et même beaucoup plus à l'origine de certaines créations de réseaux qu'en Europe. Les professeurs/chercheurs voient donc leurs activités alterner entre des périodes d'enseignement et d'expertise/consulting.

C'est ainsi qu'un professeur auquel on fait appel pendant un temps, grâce à l'existence d'un réseau, interlocuteur majeur d'un réseau international, retourne éventuellement dans son université en diffuseur écouté d'idées ou en expert de l'opposition à ces idées. L'appartenance au réseau créé par le Lincoln Institute⁶, dont le siège est à Washington, a été un des grands promoteurs à travers nombre de grandes villes en Amérique latine de l'idée de « redensification », partout présente lorsqu'on parle de réforme urbaine et qui sous-tend l'une des conditions supposées essentielles de la bonne gouvernance : la « régularisation » ou entrée dans un statut légal du foncier urbain.

D'autres réseaux sont plus militants : le réseau *Observatorio das Metrópoles*, qui réunit des institutions publiques mais aussi des ONG, est né d'un questionnement sur le caractère discriminant que le système mondial néo-libéral fait peser sur l'évolution des villes, brésiliennes en l'occurrence : la ville des années 2000 serait productrice d'inégalités. Le réseau par adhésion à cette question de ses membres fondateurs pose donc la question suivante et travaille à sa résolution : quelle méthode expérimentale appliquée à une quinzaine de villes est-elle capable de prouver cette hypothèse ? Le réseau explore des pistes. Il se fait même international car il cherche des fonds hors des frontières du Brésil (en Allemagne, en Hollande, dans des fondations...). Il apporte un support intellectuel fort aux institutions locales dont l'adhésion se multiplie, faisant perdre quelques plumes à la rigueur de sa problématique originelle mais pas à sa réputation. Enfin, la concession qu'il fait aux institutions internationales est d'adopter un dispositif assez proche de leur outil de travail d'aujourd'hui partout mis en avant, les observatoires. Ceux-ci étant eux-mêmes organisés en GUO Net (*Global Urban Observatory Net*) qui, à l'initiative du Programme habitat des Nations unies, né en 1997, doit à la fois améliorer « la connaissance sur le développement urbain » et aider les gouvernements locaux et les organisations de la société civile à produire des « statistiques fiables » [Lopez Moreno, 2005].

Mais la production de statistiques urbaines n'est pas neutre. C'est est un outil politique utilisable de différentes façons. Ainsi, le fait d'avoir créé un observatoire

6. Il s'agit d'une fondation.

dans l'État de Mexico, qui est un État priiste (où le Parti Révolutionnaire Institutionnel est majoritaire) a soulevé l'hostilité de la mairie du District Fédéral, appartenant au Parti de la Révolution Démocratique, à l'égard de ce genre d'instance, promue par le Programme habitat des Nations unies. S'est développée à la mairie de Mexico une attitude méfiante associée à un propos très nationaliste et « endogéniste » (allant jusqu'à refuser toutes « externalités » et d'éventuels prêts internationaux) pour manifester son autonomie vis-à-vis de la mondialisation⁷. La fabrication et la circulation d'un certain type d'informations statistiques gênent les intérêts qui s'appuient avant tout sur l'ancrage territorial.

Entre les réseaux institutionnels et les réseaux militants – ces derniers composés d'individus plus que de collectifs – des passerelles existent ; c'est souvent dans le vivier des réseaux de professionnels et de militants ou de professionnels-militants animés par une sensibilité Nord-Sud-Développement durable que les instances internationales recherchent leurs experts-consultants provisoires. Même les réseaux de résistants locaux à certaines politiques ont recours à eux pour étendre leurs mobilisations. On pense ici à la rapidité de mobilisation internationale de collectifs de Sem-Têto sur le Net (appartenant au Mouvement des Sem-Têto du Brésil) par exemple, qui, risquant d'être expulsés de leurs 460 squatts du centre de São Paulo en février 2006, parviennent à récolter des milliers de signatures internationales et finalement à repousser les échéances qui pèsent sur eux.

Le pouvoir des réseaux

Le pouvoir d'un savoir à la fois lointain et accessible qui se veut garant de compétence puisqu'il a été adoubé par le réseau circule-t-il d'un pays à l'autre et/ou d'une ville à l'autre à travers cet entrecroisement de réseaux ? Oui, dans une certaine mesure, car il détient un atout incontournable : un savoir linguistique commun. Il existe des codes langagiers pour entrer dans un réseau, qu'il soit composé de collectifs ou d'individus. L'une des conditions implicites est la connaissance d'un anglais international qui a consacré l'usage et le sens de certains mots qui permettent à tous de se comprendre lorsqu'il s'agit de réflexions sur l'urbanisme, l'explosion urbaine, la gestion et les recettes (ou projets) afférentes. Tout le monde comprendra que nous faisons allusion ici à des mots qui, érigés en concepts aux États-Unis ou en Angleterre, ont déferlé sur la planète, surtout dans le monde occidental depuis deux décennies, soit *urban and human settlement, good governance, sustainable urban development*, sans oublier *gate communities* ; tout un

7. Alors que la BID était en négociation avec certaines instances impliquées dans la réhabilitation du centre de Mexico pour intervenir dans un type de programme auquel elle s'intéresse partout en Amérique latine, le gouvernement municipal d'Andrés Manuel Lopez Obrador a rompu avec la Banque au nom de l'autonomie et s'est associé au milliardaire Carlos Slim pour développer les projets de requalification.



corpus que l'on peut déconstruire à l'aide de quelques composants comme *accountability*, *amenities*, *bankability* ou encore *empowerment*. On n'oubliera pas les « actions stratégiques » ou « plans stratégiques » qui ne relèvent pas des mêmes points de départ mais plutôt du renforcement de liens entre une Espagne décentralisée et soucieuse d'aménagement du territoire et différents pays et villes d'Amérique latine⁸. Dans ce cas, l'unité de langue a facilité l'extension, l'existence et l'agilité de fonctionnement du réseau mais lui a donné une ampleur euro-latino-américaine beaucoup plus circonscrite. À l'usage d'antennes locales, ces mots anglais peuvent d'ailleurs être traduits, en particulier en espagnol et en portugais, dans une tentative délicate de conserver leur sens à la fois décalé et opérationnel.

Au-delà de ces normes et de ces savoirs partagés, il faut parfois aussi faire allégeance à l'un ou l'autre s'ils sont plusieurs, des grands fondateurs du réseau ; et cela, même si la hiérarchie est en principe bannie et même contraire, d'après les chartes d'objectifs ou un simple code (dans le cas de réseau informel), au bon fonctionnement du réseau. Ce n'est d'ailleurs pas la faiblesse du lien qui exclut, c'est le silence prolongé, la mort de la relation avec les autres, la non-manifestation, la disparition par l'oubli de la part du noyau le plus actif.

Savoir-faire, verni de savoir, carnet d'adresse, complicité/confiance, capacité de faire passer un message technique, scientifique ou même politique et militant, à une échelle locale, celle d'une institution, d'une ville ou d'une région, parce que sa validité a été reconnue par un circuit international, sont les atouts du réseau. En même temps, l'appartenance à un réseau, à une même « communauté virtuelle », pour employer le vocabulaire consacré, aide à affronter la concurrence et la rivalité avec un autre. Cette appartenance commune signifie que vous êtes autant reconnu que lui, en dehors du système hiérarchique traditionnel auquel vous soumet votre lieu de travail ou votre bureau de consultant.

Ainsi, la figure socio-technocratique nouvelle du réseau serait-elle en train de se substituer aux corporatismes et aux structures interterritoriales chargées traditionnellement eux aussi de moderniser les territoires nationaux ou les lieux⁹ ? Dans une certaine mesure, oui ; modèles urbains, diagnostic des crises urbaines

8. La notion de plan stratégique vient de l'expérience de Barcelone. Est-ce que Barcelone (à travers une diversité d'institutions et de personnes) a réussi à s'ériger en tête d'un réseau implicite Catalogne-Amérique latine (comprenant des antennes dans de si nombreuses villes qu'on ne les citera pas toutes ici), porteur et diffuseur d'un modèle qui a connu un grand succès dans les années 1990, ou s'agit-il seulement du résultat du dynamisme d'un bureau d'études créé par Jordi Borja, ancien conseiller du maire de Barcelone pendant la période de décentralisation ?

9. Dans *La fin des territoires*, Bertrand Badie [1990] montrait l'affaiblissement des pouvoirs nationaux sur leurs territoires au profit des flux et des réseaux, comme une tendance contradictoire inéluctable. Les géographes ont tendance à reprendre cette idée mais avec plus de réserves car l'expérimentation a montré que la tension spatiale/réticulaire ne s'auto-détruisait pas mais était en changement constant.

circulent dans les réseaux internationaux. On trouve les mêmes batteries de remèdes un peu partout. Les techniciens locaux ainsi que les collectivités locales sont à la fois attirés par ces savoirs et ces injonctions que les réseaux sélectionnent et vulgarisent, et inquiets de perdre leur autonomie, leur clientèle et leur prestige.

Conclusion

L'intérêt d'une analyse des réseaux de villes et des réseaux de professionnels de l'urbain ou encore des différents « acteurs » de la ville est qu'il s'agit d'une relation immatérielle qui unit des personnes ou des collectifs dont l'ambition est de conserver ou de changer l'aspect matériel des lieux signifiants. Ils échangent des savoirs, des recettes, des idées qui reposent pourtant sur des synthèses qui masquent ces signes. C'est bien là l'interrogation d'aujourd'hui. Il y a plus de quarante ans, Melvin Webber envisageait une disparition de l'urbain au sens historique que l'on donne à ce terme [1996]¹⁰. Disparition de l'urbain, retour à l'urbain, les réseaux rassurent parce qu'ils posent tous les mêmes questions et qu'ils ne laisseront pas tout seul dans les nouveaux *no man's land*. Ainsi l'appartenance aux réseaux et aux sous-réseaux de réseau semble appelée à devenir vitale ou existentielle, tant du point de vue professionnel qu'identitaire. Nous noterons pour terminer qu'en Amérique latine, les réseaux du type de ceux que nous avons décrits se multiplient et s'enchevêtrent à toutes les échelles et bien entendu leur création à l'une ou l'autre de ces échelles fait sens ; l'une des confrontations/rencontres de réseaux les plus intéressantes est celle qui a suscité le débat sur les plans stratégiques où s'opposent, d'un bout à l'autre de l'Amérique latine, les tenants et les opposants au modèle paradigmatique « Barcelone »¹¹. L'autre inquiétude est que les savoirs, les recettes et les idées véhiculées, créatrices de nouveaux signifiants et véhiculées par des réseaux et des flux difficilement contrôlables, risquent de se substituer aux instances à travers lesquelles s'exercent les pouvoirs locaux traditionnels comme les assemblées municipales (ou les *cámaras de vereadores*). Mais seuls les historiens peuvent dire dans quelle mesure tout cela est nouveau.

10. Mais Jordi Borja et Manuel Castells [1997] font encore allusion à l'éventualité de la disparition des villes dans *Local y global, la gestión de las ciudades en la era de la información*.

11. Sur une mise en cause assez polémique des « modèles » européens, voir Arantes, Vainer et Maricato [2002].



BIBLIOGRAPHIE

- ALLEGRETTI Giovanni, « The return of the caravels. Participatory budgets from South America to Europe », in NAERUS, *Urban governance, diversity and social action in cities of the South*, Venise, IUAV, 2005.
- ARANTES Otilia, VAINER Carlos, MARICATO Erminia, *A cidade do pensamento único, desmanchando consensos*, 3^e édition, Petrópolis, Editora Vozes, 2002.
- BADIE Bertrand, *La fin des territoires*, Paris, Éditions de l'École des Sciences politiques, 1990.
- BORJA Jordi, CASTELLS Manuel, *Local y global, la gestión de las ciudades en la era de la información*, Madrid, Grupo Santillana de Ediciones, 1997.
- CASTELLS Manuel, *La société en réseaux*, Paris, Fayard, 1991.
- GRUZINSKI Serge, *Les quatre parties du monde*, Paris, Éditions de La Martinière, 2004.
- LÓPEZ MORENO Eduardo, « Urbanización y observatorios locales », *Ciudades*, n° 68, oct.-déc. 2005.
- PRÉVÔT-SCHAPIRA Marie-France, « Villes et territoires en Amérique latine, changements de perspective ? », in PRÉVÔT-SCHAPIRA Marie-France, RIVIÈRE D'ARC Hélène (dir.), *Les territoires de l'État-nation en Amérique latine*, Paris, Éditions de l'IHEAL, 2001.
- SASSEN Saskia, *The global city*, Boston, Princeton, 1991.
- WEBER Melvin M., *L'urbain sans lieu ni bornes*, préface et annotations de Françoise CHOAY, traduction française de l'édition de 1964, La Tour d'Aigues, Éditions de l'Aube, 1996.

RÉSUMÉ/RESUMEN/ABSTRACT

Un réseau urbain national ou local incomplet représentait autrefois pour les géographes un trait du sous-développement. Aujourd'hui, alors que les notions d'aménagement et de planification ont perdu de leur contenu pratique, on parle plutôt de réseaux internationaux et/ou nationaux de villes et d'urbanistes qui s'associent volontairement et en principe sans hiérarchie. Les villes d'Amérique latine, par le biais de leurs collectivités locales, et les urbanistes latino-américains – opérationnels et chercheurs – adhèrent à des réseaux créés par des fondations ou par les organisations internationales. Le réseau est devenu ainsi une notion politique et un interlocuteur incontournable des pouvoirs municipaux.

En el pasado, una red urbana nacional o local incompleta representaba para los geógrafos un rasgo del subdesarrollo. Hoy en día, con la pérdida de contenido práctico de las nociones de ordenamiento y de planificación, se habla más bien de redes internacionales y/o nacionales de ciudades y de urbanistas que se asocian de manera voluntaria y sin jerarquía. Las

ciudades de América latina, a través de sus autoridades locales, y los urbanistas latino-americanos, tanto técnicos como investigadores, integran redes creadas por fundaciones u organismos internacionales. La red se ha convertido así en una noción política y un interlocutor obligado de los poderes locales.

In the past, an incomplete national or local urban network used to be considered by geographers as an underdevelopment feature. Today, since the category of town and country planning and improvements have lost their practical meaning, we rather speak of international and/or national networks of cities and of town planners who, freely and, theoretically, without hierarchy, join in partnership. The latino-american cities, through their local communities, and the latino-american town planners – both operators and researchers – join the networks created by foundations or international organisations. The network has so turned into a political category and the privileged partner of the local powers.

MOTS-CLÉS

- Réseau urbain
- Réseau de villes
- Urbanistes
- « Communautés virtuelles »

PALABRAS CLAVES

- Red urbana
- Red de ciudades
- Urbanistas
- “Comunidades virtuales”

KEYWORDS

- Urban network
- Network of cities
- Town planners
- “Virtual communities”

Jean Riveolois*

Réseaux légaux et criminels transnationaux

Aujourd'hui, la plupart des solidarités transnationales fonctionnent de plus en plus sous la forme de réseaux ; les réseaux apparaissent même comme étant un complément des interactions (collusions et connivences) intra-internationales¹. Telle est la raison pour laquelle les spécialistes des relations internationales ont posé la question de l'impact de ces dynamiques transnationales que constituent les réseaux sur la puissance stratégique des nations. De leur côté, sociologues et géographes s'interrogent sur les changements des modes de domination aux niveaux local et régional impulsés par les réseaux ainsi que sur le fait de savoir si les acteurs-réseaux contribuent à l'objectif libéral de retrait de l'État ou suscitent de nouvelles dynamiques de régulation qui vont permettre à l'institution-État de se renouveler en redistribuant ses forces, déléguant par exemple aux réseaux l'action sociale de terrain

* Institut de Recherche pour le Développement, UR 029 / Centre de Recherche et de Documentation sur l'Amérique latine (CREDAL), UMR 7169.

1. Le niveau intranational inclut les niveaux national, régional (étatique, dans le cas de régimes fédéraux) et local qui seront distingués par la suite. Par ailleurs, ce qui différencie les collusions des connivences est que les premières associent des acteurs légaux entre eux avec l'objectif de commettre des actes soit légaux (montages économiques et financiers, participations croisées au capital des groupes industriels), soit illégaux (corruption, ententes illicites, favoritisme, constitution de cartels), tandis que les secondes associent des acteurs légaux avec des acteurs illégaux avec l'objectif de commettre des actes forcément illégaux (corruption, extorsion, chantage, trafic, blanchiment...). Les collusions peuvent être soit publiques (les réseaux économiques et politiques, les groupes de pression), soit secrètes (les pactes de corruption), alors que les connivences sont nécessairement secrètes (les pactes mafieux, les réseaux criminels).

(exemple des réseaux d'associations qui contribuent à l'intégration des populations immigrées) ou la promotion de modèles d'organisation collective (exemple des réseaux de villes ou de régions). Par ailleurs, la sociologie des organisations et l'anthropologie cherchent à comprendre l'effet des organisations réticulaires sur les dynamiques d'affirmation ou de repli des groupes et des individus qui appartiennent à ces réseaux. Enfin, certains économistes [Norel, 2004] étudient la formation de réseaux commerciaux transnationaux sur le temps long pour expliquer les caractéristiques de la globalisation économique contemporaine (adoption de stratégies transnationales par les grandes entreprises, internationalisation de la vie financière qui s'appuie sur l'accélération des mouvements de capitaux et l'affaiblissement des structures nationales de régulation). C'est ainsi que se trouve mis en avant le rôle crucial du commerce de longue distance (importance économique, au Moyen Âge, de cités marchandes comme Venise, flux commerciaux liés aux découvertes de « nouveaux mondes » par les Espagnols et les Portugais) dans la formation des États à partir du XVI^e siècle et dans l'avènement du capitalisme à partir du XIX^e siècle.

Enfin, d'autres analystes [Latrive, 2005 ; Aigrain, 2005] insistent sur le fait que les réseaux peuvent aussi apparaître comme des organisations sociales de contre-pouvoir face aux institutions étatiques ou aux grands groupes industriels. C'est ainsi que l'évolution la plus déterminante ne serait pas celle qui oppose institutions (étatiques ou économiques) et réseaux puisque les institutions utilisent elles-mêmes les réseaux pour se développer, mais celle qui oppose le capitalisme mondial réticulaire qui se joue des États (exemple du *dumping* fiscal), des législations étatiques (exemple du recours aux paradis fiscaux) et des frontières nationales (exemple des délocalisations industrielles) et un contre-pouvoir social qui se fonde également sur l'organisation en réseaux pour contester l'hégémonie du capitalisme mondial. De ce point de vue, le réseau ne serait qu'un instrument pour affirmer un pouvoir ou un contre-pouvoir.

C'est pourquoi il semble également pertinent de s'interroger sur le fait de savoir si des groupes criminels organisés en réseaux ou infiltrés au sein de réseaux légaux préexistants sont en mesure d'agir contre la puissance stratégique des nations et de déborder ou défier l'État et ses institutions dans les processus de domination locale ou régionale, ou s'ils utilisent les réseaux avec les mêmes méthodes et le même objectif que les grands groupes industriels légaux. Bref, en s'appuyant sur des réseaux préexistants ou en créant leurs propres réseaux transnationaux, les groupes criminels s'opposent-ils aux États et aux frontières étatiques ou instrumentalisent-ils ceux-ci pour développer leurs activités illégales par delà ces mêmes frontières étatiques ? Et leur mode d'organisation fondé sur la corruption des représentants institutionnels (police, justice, douanes, représentants politiques...) les fait-il apparaître comme des acteurs de pouvoir ou de contre-pouvoir ? Bref, le réseau peut-il être considéré comme un sujet ?



Afin de différencier les cas où les réseaux criminels ne font que croiser les réseaux légaux de ceux où les réseaux criminels instrumentalisent les réseaux légaux et de ceux où ce sont les réseaux légaux qui instrumentalisent les réseaux criminels, nous nous sommes fondés sur diverses études de cas que nous avons réalisées² et, notamment, l'affaire dite « Mario Villanueva-Madrid », du nom de l'ex-gouverneur du Quintana-Roo (durant la période 1993-1999) au Mexique, arrêté en mai 2001 pour avoir facilité le transit de drogues dans le territoire sous sa juridiction pour le compte du cartel de Juarez. À l'occasion de cette dernière recherche (toujours en cours), nous sommes amenés à analyser le contexte régional (la ville de Cancun comme plaque tournante régionale du blanchiment), le contexte politique (les hiérarchies politiques, les parrains politiques), les conditions de la fuite, de la traque et de l'arrestation de l'ex-gouverneur ainsi que les protections politiques dont il a pu bénéficier.

Réseaux et gouvernance

La valorisation actuelle des réseaux est contemporaine de la mise en place des politiques de gouvernance. De la même manière que les institutions sont l'émanation des gouvernements et des États, les réseaux peuvent apparaître comme l'instrument privilégié d'application de la gouvernance³. À travers les politiques de « bonne gouvernance » appliquées depuis les années 1990, il s'agissait de mobiliser la société civile pour diminuer les blocages étatiques au développement et, pour cela, de renforcer la démocratie politique et de réformer les institutions publiques (justice, douane, police). En fait, la gouvernance procède d'un discours universaliste normatif qui part du constat que l'État est trop grand pour résoudre les petits problèmes et trop petit pour affronter les grands problèmes. En théorie, la mise en œuvre des politiques de gouvernance implique d'articuler les diverses forces sociales à travers une coopération entre pouvoirs (gouvernement, administration) et contre-pouvoirs (associations de la société civile ou parlements d'opposition) afin d'empêcher la domination d'une composante par l'autre. Dans la pratique, à travers l'adoption de stratégies de partenariat basées sur la transmission de l'information aux différents acteurs impliqués et sur l'utilisation de méthodes visant à résoudre les conflits d'intérêts, il s'agit surtout de favoriser les investissements du secteur privé (firmes multinationales, groupes d'entreprises locaux), le principal acteur à mobiliser. Ces stratégies de partenariat seront fondées sur les moyens suivants : la mobilisation de la société civile (ONG, associations patronales et professionnelles, mouvements religieux...); l'imposition des critères de management aux administrations publiques afin de professionnaliser les fonctionnaires en soumettant leur promotion au critère du mérite, opposé aux règles du corporatisme syndical et du clientélisme ; la mise en place d'un cadre légal fort et d'un système judiciaire indépendant afin d'augmenter les risques de sanction contre les agents corrompus.

2. Les textes personnels de référence utilisés sont : [Rivelois, 1999 (a), 1999 (b), 2003, 2004 (a), 2004 (b), 2004 (c)].

3. Pour une analyse des politiques de gouvernance : [Cartier-Bresson, 1997].

À travers les stratégies de partenariat, fondées sur la coopération/mise en concurrence entre réseaux d'acteurs (le lobbying), les politiques de gouvernance aboutissent à morceler les structures de pouvoir politique et visent à imposer un modèle hétérarchique, basé sur la coordination entre acteurs appartenant à des ordres différents (politique, économique, juridique, social), au détriment du modèle hiérarchique vertical traditionnel (soumission aux acteurs appartenant à un ordre supérieur). C'est ainsi que l'État devient le coordinateur des différents ordres. Cependant, les politiques de gouvernance, en favorisant l'action de réseaux qui gèrent les échanges entre sphère publique et privée avec l'objectif d'influencer l'action publique, peuvent également constituer un appel à la corruption de la sphère politique par les acteurs économiques ainsi qu'une opportunité pour ces réseaux de se transformer en réseaux occultes ou infiltrés par des acteurs criminels.

Finalement, dans une économie libérale, les politiques de gouvernance combinées à la formation de réseaux d'entreprises transnationaux vont avoir tendance à favoriser les réseaux dominants, c'est-à-dire ceux qui sont contrôlés par les grands groupes industriels et financiers, même si certains réseaux de contre-pouvoir de type associatif ou ONG sont associés à leurs stratégies d'expansion. Les interactions entre réseaux d'entreprises dominants et bureaucraties d'État désireuses de capter les ressources liées à l'installation de firmes étrangères sur leur sol vont ainsi aboutir progressivement à privilégier une logique d'abandon des réglementations, à tolérer le dumping social et fiscal et les dérogations aux règles de sécurité et d'hygiène, à restreindre les contrôles du respect de la législation du travail, à autoriser certaines formes de flexibilité du marché du travail, etc. Il en résulte que la gouvernance sert d'instrument d'application d'une idéologie libérale consistant à valoriser des réseaux transnationaux afin que ces derniers deviennent des acteurs dominants face aux bureaucraties d'État. Il faudra donc s'interroger sur le fait de savoir si les réseaux transnationaux criminels sont en mesure de profiter de cette domination progressive des réseaux entrepreneuriaux transnationaux, en se greffant sur ces derniers ou en développant des stratégies similaires. Mais avant de saisir d'éventuelles correspondances entre différents types de réseaux, il semble nécessaire de caractériser globalement les réseaux transnationaux.

Caractéristiques pratiques des réseaux transnationaux

On distinguera tout d'abord les réseaux transnationaux des traditionnels réseaux verticaux nationaux liés au clientélisme politique, fondés sur la loyauté et enracinés sur un territoire local (rural ou urbain) ou régional⁴, pour savoir si les

4. Ainsi que le signalent Eisenstadt et Roniger [1984, p. 48-49], « les relations patron/client sont généralement particularistes et diffuses. Elles se fondent sur des interactions caractérisées par l'échange simultané de différents types de ressources, essentiellement des ressources instrumentales, économiques et politiques (soutien, loyauté, vote, protection), mais aussi des promesses de réciprocité, de solidarité et de loyauté. Ces ressources sont habituellement envisagées globalement ; elles



réseaux transnationaux sont susceptibles ou non de reproduire des structures clientélistes. À ce sujet, on peut déjà remarquer que, si les réseaux politico-économiques, qu'ils soient nationaux-locaux ou transnationaux, sont indissociables du clientélisme et donc de la corruption⁵, le clientélisme est aussi capable de survivre à la modernisation politique (démocratisation, application des règles de gouvernance, structures politiques fondées sur le critère wébérien de bureaucratie rationnelle) à la double condition que certains groupes sociaux soient en mesure de s'approprier les institutions apparues à la faveur de cette modernisation⁶ et qu'il y ait encore suffisamment de ressources matérielles et symboliques à distribuer, notamment à travers la corruption⁷. Il en résulte que les réseaux clientélistes parallèles, fondés sur la corruption, pour être efficaces, doivent impérativement se greffer sur les réseaux légaux d'influence politique au sein desquels redistribution sociale et domination politique sont inséparables⁸. Dans la pratique, cela signifie qu'il est nécessaire d'effectuer un calcul du rapport des forces politiques localement et nationalement pour comprendre d'abord comment le clientélisme débouche sur du clanisme politique et, ensuite, par l'intermédiaire de quels relais les réseaux transnationaux pourront se greffer sur des réseaux clientélistes locaux et nationaux. Ce n'est qu'à partir de ce travail préalable qu'il sera possible de comprendre comment des acteurs extérieurs au système (par exemple, des multinationales ou des trafiquants de drogue) qui cherchent à bâtir des réseaux transnationaux, parviendront ou non à intégrer des réseaux clientélistes nationaux existant à leurs nouveaux réseaux transnationaux et à rendre ces derniers opérationnels.

(Suite note 4) ne peuvent être échangées séparément. Ces relations s'établissent sur la base d'accords informels, ce qui ne les empêche pas d'être fortement consolidées. Ce type de relations unit des individus ou des réseaux d'individus dans des rapports verticaux, plus que des groupes horizontaux organisés dont elles semblent au contraire nuire à la formation [...] Enfin, ces relations se fondent sur une très forte inégalité et de très importantes différences de pouvoir entre les patrons et les clients ».

5. Ainsi que le remarque Mény pour qui le clientélisme, contrairement à l'esprit de l'État de droit et au principe d'égalité des citoyens, pénètre tous les systèmes politiques lorsque « l'échange se substitue aux règles impersonnelles d'allocation de droits et de ressources qui organisent la vie bureaucratique et démocratique des sociétés occidentales ». [Mény, 1997, p. 9].
6. Comme le notent Briquet et Sawicki [1998, p. 36].
7. Ainsi que le notent Salama et Valier [1994, p. 107-108] dans leur définition du clientélisme : « Le clientélisme permet un enrichissement rapide par des voies corruptrices grâce à la mise en place de réseaux parallèles, réseaux permettant de réduire, à son bénéfice exclusif, l'imperfection de l'information et d'obscurcir cette information pour les autres. Mais le clientélisme n'est possible que si on peut soit distribuer de l'argent ou des prébendes, soit fournir du travail à partir de filières contrôlées par des réseaux d'influence. Enfin, le clientélisme assure une base de reproduction grâce à la légitimité que procure la redistribution d'une partie de l'enrichissement. Enrichissement et clientélisme sont donc étroitement dépendants : il n'y a pas d'enrichissement durable sans capacité d'alimenter un réseau clientéliste. »
8. Della Porta et Mény avaient analysé ce phénomène en remarquant que « le réseau de relations et l'argent récolté sur le marché de la corruption sont réinvestis sur le terrain politique, permettant ainsi à l'homme politique corrompu de gagner dans la compétition avec ses concurrents à l'intérieur et en dehors du parti. Les pots-de-vin amassés ne finissent pas toujours sur des comptes personnels en Suisse : ils sont réinvestis dans la machine politique, en particulier pour obtenir du parti la reconfirmation de la charge occupée » [Della Porta et Mény, 1995, p. 45].

Parmi les principales caractéristiques des réseaux transnationaux, notons d'abord leur complexité. Lorsqu'ils sont constitués par des acteurs légaux, ils se fondent sur des collusions qui peuvent être de nature soit endogamique (réunissant des agents appartenant à un même secteur d'activité mais situés dans des lieux différents), soit exogamique (réunissant des agents appartenant à différents secteurs d'activité sur un même lieu ou dans des lieux différents). Dans le premier cas, on peut citer comme exemple les réseaux de pression conçus à partir d'associations professionnelles ; dans le second cas, on trouve par exemple les réseaux de corruption (qui relient un mandant, politique, administratif, à un ou plusieurs mandataires entrepreneur, banque...), mais également les réseaux entrepreneuriaux (multinationales), religieux (islamiques), ceux qui sont liés aux nouveaux mouvements religieux (Églises pentecôtistes), aux ONG (humanitaires ou écologiques) ou aux mouvements sociaux (ATTAC) ; chacun de ces réseaux, à sa manière, déssectorialise son action en transférant ses ressources et ses valeurs de l'économique au culturel, du social au politique, de l'économique au social, du social à l'économique, toutes les combinaisons étant possibles et s'avérant, finalement, une condition du succès de ces réseaux. La complexité des réseaux provient de la superposition ou de l'interpénétration de réseaux endogamiques et de réseaux exogamiques (exemple des réseaux d'évasion fiscale qui réunissent entrepreneurs, cabinets d'audit, banques d'affaires, réseaux de filiales installées dans des paradis fiscaux, réseaux de soutien aux partis politiques, réseaux familiaux, confessionnels ou ethniques), aboutissant à la création de réseaux de réseaux.

Par ailleurs, le mode d'organisation des réseaux est plutôt de type horizontal et dispersé, annulant la distinction entre centre et périphérie – chaque nœud de réseaux devient lui-même un centre, si bien que le centre est partout et nulle part – contrairement aux grandes organisations bureaucratiques ou monopolistiques verticales et centralisées ; mais, d'un autre côté, si l'horizontalité des liens favorise la diffusion et la dissémination, le réseau permet également de regrouper ses membres dispersés ou atomisés. Telle est la raison pour laquelle il existe une forte compatibilité entre les logiques communautaires et les principes libéraux de libre-concurrence et d'associationnisme (gouvernance), ainsi que le montre l'exemple des réseaux communautaires confessionnels. En effet, alors que l'Église catholique, de la même manière que l'institution-État, apparaît comme une religion institutionnalisée, centralisée et verticale, les sectes protestantes, le judaïsme et l'islam fonctionnent davantage en réseaux, n'étant assujettis à aucune autorité transnationale unique et reposant sur des réseaux transnationaux croisant des réseaux diasporiques (judaïsme), associatifs et d'entraide (protestantisme et islam) ou ethno-politiques et d'immigration (islam).

Les réseaux sont également l'instrument privilégié de la domination politique de type clientéliste, les partis s'en servant de relais pour atteindre leur objectif de conser-



vation ou de conquête du pouvoir. Dans les systèmes politiques de type représentatif, la mobilisation des réseaux économiques et sociaux (associations diverses, syndicats, organisations patronales, groupements religieux, communautaires ou philosophiques, médias...) par les acteurs politiques à des fins partisans peut servir autant à capter les clientèles de ces réseaux qu'au financement des partis politiques par ces mêmes réseaux ou à la manipulation de l'opinion. Il en résulte que, plus les partis politiques parviendront à mobiliser des réseaux puissants et influents, plus ils auront de chances de séduire l'opinion ; mais, inversement, plus les réseaux socio-économiques parviendront à se faire reconnaître ou à noyauter les partis de gouvernement, plus ils auront tendance à exiger des faveurs ou des privilèges des partis qu'ils auront soutenus, une fois ces derniers parvenus au pouvoir. Donc, si les acteurs politiques ont tendance à instrumentaliser les réseaux, cette instrumentalisation s'effectue dans le cadre d'une réciprocité, c'est-à-dire d'un marchandage, le problème résidant, pour les partis politiques parvenus au pouvoir, à concilier les attentes quelquefois contradictoires des multiples réseaux qui les ont soutenus. Le dévoiement des réseaux s'effectue lorsque des institutions étatiques structurantes sont tentées de récupérer des réseaux flottants, ou d'en fabriquer elles-mêmes pour se légitimer ; mais des réseaux transnationaux peuvent aussi se mettre au service des États ou s'institutionnaliser jusqu'à devenir des acteurs incontournables et instrumentalisés par des acteurs institutionnels (cf. les cas des réseaux fraternels francs-maçons utilisés pour la cooptation économique-politique ou pour mettre en place des pactes corruptifs, ou des réseaux idéologico-religieux déployés par la droite américaine pour soutenir l'action d'un gouvernement qui engage une guerre au Moyen-Orient). Dans d'autres cas, les réseaux peuvent être utilisés pour infléchir le fonctionnement des institutions ainsi que du cadre légal de ces dernières, lorsqu'ils sont activés dans un but de contournement ou de transgression de la loi ; on parlera dans ce cas de corruption en réseaux⁹. Comme illustration, on peut citer les pactes clandestins et frauduleux de corruption, basés sur la confiance, qui transforment la corruption en système se superposant au système légal (exemple des agents politiques de différents partis qui s'associent pour imposer aux entrepreneurs le versement de commissions comme condition de l'obtention, par ces derniers, de marchés publics). Les réseaux reflètent donc les rapports dominants de pouvoir et de domination ; ils peuvent ainsi apparaître simplement comme un moyen nouveau d'accéder au pouvoir ou de le conserver, ou d'exercer une domination.

En fin de compte, les réseaux sont l'outil le mieux approprié pour servir de support organisationnel aux différentes interactions (collusions et connivences), c'est-

9. Selon Mény [1992, p. 293], la corruption en réseaux possède quatre caractéristiques : la présence obligée d'hommes politiques dans le réseau, la destination finale des fonds, le caractère extensif du procédé et le chantage explicite ou implicite que font peser les acteurs politiques ; c'est ainsi que « la corruption en réseaux plus ou moins étoffés, à la charnière du public et du privé, du politique et de l'administratif, débouche sur la mise en place d'un système de racket, généralement au profit d'un parti ou d'une faction de parti ».

à-dire qu'il n'existe pas d'interactions organisées sans réseaux à travers lesquels elles se déploient. Mais, parce qu'il existe toujours des interactions entre les réseaux transnationaux et leur environnement international, c'est-à-dire les différentes sociétés, communautés et États constitués en système, on ne peut caractériser les réseaux comme un invariant. Cela signifie que les réseaux peuvent être définis comme des organisations fluctuantes, éphémères, conjoncturelles et opportunistes, mettant en relation, un temps donné et sur un espace étendu (une agglomération lorsqu'il s'agit de réseaux fonctionnels d'infrastructure, ou l'espace-monde des relations transnationales pour les réseaux informatiques ou diasporiques, par exemple), des agents qui appartiennent à des sphères d'activité différentes ou résident sur des territoires distincts et qui ne se connaissaient pas auparavant, mais qui se lient par contrat afin de réaliser une action particulière commune, légale ou illégale, sur la base d'affinités idéologiques, communautaires ou d'intérêt partagé (d'ordre économique, politique, scientifique, sexuel, fonctionnel, ludique...).

C'est sur certaines de ces bases qu'aujourd'hui, répliquant les réseaux commerciaux et se greffant sur les réseaux politiques clientélistes, certains acteurs criminels, transnationaux, se sont organisés en réseaux, parce qu'ils ne peuvent développer isolément et seulement localement leurs activités ; on pourrait même dire qu'ils ont été des pionniers dans la formation des réseaux transnationaux contemporains et que l'élargissement de la sphère criminelle apparaît maintenant comme la face cachée de la mondialisation libérale. En effet, on voit bien comment l'organisation réseau peut être utilisée comme support de relations clandestines et frauduleuses non seulement dans le cadre de collusions entre acteurs légaux, mais également pour activer des opérations illégales basées sur des connivences entre acteurs légaux et criminels. Ce faisant, les réseaux seraient un instrument de l'intégration des acteurs criminels au système, et la capacité, pour ces acteurs criminels, de participer à ces réseaux fondés sur des connivences serait la condition de leur intégration au système. Il va donc s'agir de découvrir quelles sont les passerelles qui permettent de passer de la formation de réseaux d'influence et de corruption à l'établissement de réseaux criminels, étant entendu que, de la même manière que tous les groupes criminels ne sont pas des mafias, ce serait encore une fois céder au culte du complot international que de concevoir toutes les activités criminelles comme fonctionnant en réseaux ou tous les réseaux comme infiltrés par des organisations criminelles.

Définition empirique des réseaux criminels

D'emblée, par delà la similitude sémantique entre interactivité informatique et interactions sociales, on peut remarquer que des interactions socio-politico-institutionnelles de type réticulaire sont à la base de la formation de nombreux réseaux criminels ; simplement, aux réseaux impliquant des agents légaux se joindront des agents criminels entretenant des connivences avec les premiers. Plus précisément,



nous considérerons ici comme constituant les réseaux criminels, à la fois les routes transnationales des trafics, et également les organisations d'agents qui président à la formation des activités illégales ; les premières seront définies comme des réseaux territoriaux de circulation des marchandises, tandis que les secondes apparaissent comme des réseaux sociaux d'agents associés pour produire et faire circuler ces marchandises. De plus, comme pour les réseaux légaux, les activités criminelles peuvent être insérées au sein de deux principaux types de réseaux sociaux : ceux entre acteurs centraux et marginaux (connivences exogamiques intranationales) et ceux entre différents acteurs criminels situés sur les mêmes routes des trafics (alliances endogamiques transrégionales ou transnationales). L'objectif en est le partage de la rente illégale sur la base d'un marchandage de territoires pour faire circuler les produits illégaux (drogue, en l'occurrence). Les relations criminelles transnationales fonctionnent donc en réseaux afin de déboucher sur la construction des routes des trafics ; c'est ainsi que, comme pour la délinquance financière, la grande criminalité fait se superposer les réseaux sociaux aux réseaux territoriaux, les deux formes de délinquance utilisant souvent les mêmes nœuds réticulaires de blanchiment constitués par les paradis fiscaux.

Mais il est bien évident que la reconnaissance des routes n'implique pas la connaissance des itinéraires ; en effet, autant le tracé des routes est global (régional, national et transnational), autant celui des itinéraires est particulier, changeant et local, produit au coup par coup en fonction des contraintes imposées par les forces de répression ; la connaissance des itinéraires relève du travail des forces de répression (police, armée, justice).

Principales caractéristiques des réseaux criminels

Différentes caractéristiques peuvent être reconnues aux réseaux criminels. Tout d'abord, la plupart d'entre eux sont à la fois endogamiques et exogamiques, c'est-à-dire mettant en relation/association des agents situés sur des territoires différents, tout en étant fondés sur des interactions entre agents dont certains appartiennent à d'autres sphères d'activité (politique, économique ou institutionnelle, légales ou illégales, transnationales ou locales) que la sphère criminelle ; ces interactions peuvent être soit de connivence, soit d'opposition avec les agents politiques, institutionnels ou économiques qui cherchent à réguler, par la légalité, les activités transnationales classiques (commerce, transferts de capitaux, circulation des hommes).

Comme les réseaux légaux, les réseaux criminels, parce qu'ils mettent en relation/association des agents appartenant à des sphères d'activité différentes, ont une fonction de médiation, c'est-à-dire de prévention des conflits. De ce point de vue, les réseaux criminels peuvent participer à l'objectif global de pacification des rapports de pouvoir, mais également des rapports sociaux car ils contribuent à un minimum de redistribution sociale de leurs profits illicites.

Étant donné les réseaux criminels fonctionnent en dehors de la légalité, même si leur existence demeure nécessaire pour la circulation des marchandises illicites, leur composition sera éphémère, c'est-à-dire non pérenne, car devant s'adapter aux aléas des forces de répression qui imposent de modifier le cours des routes et de changer les agents-relais qui sont chargés d'assurer le passage des marchandises. Cependant, ils diffèrent des autres types de réseaux dans la mesure où ils demeurent hiérarchisés, contrôlés par des « têtes de réseaux » qui apparaissent comme les agents dominants sélectionnant les agents intermédiaires dominés. Parmi ces agents intermédiaires dominés, on trouvera autant des groupes criminels locaux que des agents institutionnels locaux ou régionaux (membres corrompus des forces de police, par exemple). Enfin, parce qu'ils sont développés en marge de la légalité, les réseaux criminels partageront avec les réseaux de corruption la caractéristique d'être fermés, leurs membres étant sélectionnés en fonction du critère indispensable de la loyauté et devant accepter le risque d'une sanction extrême en cas de trahison ; c'est ainsi que les réseaux criminels ou de corruption apparaissent comme la version illégale des réseaux de type communautariste (diasporiques ou ethno-religieux, notamment)¹⁰.

La morphologie des réseaux semble bien adaptée à la gestion complexe des routes transnationales et des interactions, permettant une grande flexibilité qui, dans le cas des réseaux illégaux, favorisera le contournement ou la transgression des lois et des acteurs répressifs ; de ce point de vue, les réseaux criminels fonctionnent de la même manière que ceux initiés par la délinquance économico-financière qui bâtit des réseaux de filiales installées dans des paradis fiscaux pour blanchir de l'argent gris ou noir et échapper à la justice anti-corruption ou au fisc.

Les réseaux criminels paraissent indissociables des réseaux clientélistes de corruption. Telle est du moins la thèse de l'approche structuraliste néo-marxiste qui soutient que les processus de rationalisation de la gestion publique mis en place à travers les programmes de lutte contre la corruption se heurtent au fait que les systèmes de pouvoir et de corruption sont interdépendants, ce qui aboutit à rendre difficiles les possibilités de rupture. En effet, les réformes contribuent elles-mêmes au renouveau des systèmes de corruption. C'est ainsi que Chambliss [1971]¹¹, à l'issue de son enquête sur le crime organisé à Seattle, peut soutenir que « les syndicats italo-américains du crime » sont un mythe car la corruption repose sur de vastes réseaux où s'interpénètrent les activités de délinquants, d'élus, de fonctionnaires et d'hommes d'affaires ; pour lui, les corruptions politique et

10. Ceci explique également la potentielle porosité entre organisations communautaires religieuses et réseaux terroristes, ces derniers pouvant chercher à noyauter ou parasiter les premières pour se dissimuler des autorités légales ou pour recruter de nouveaux membres ; ces deux types d'organisation ont en commun une sphère d'action transnationale et des liens de fidélité forts qui unissent leurs adeptes.

11. Cité par Lascoumes [1999].



bureaucratique se situent dans un rapport de symbiose avec le crime organisé et les relations entre ces acteurs ne dérivent pas de simples rapports fonctionnels, mais se fondent sur des lois constantes. Il y aurait donc une interpénétration structurelle des comportements politiques conformes et transgressifs mis au service d'une domination sociale locale, si bien que les commissions d'enquête ne pourront déboucher que sur la sanction symbolique de boucs émissaires car elles ne peuvent supprimer les structures de pouvoir existantes.

Les valeurs et les solidarités qui soudent les réseaux criminels

Les associations réticulaires sont constituées à partir de fondements communs aux différents acteurs qu'elles regroupent. En effet, ces acteurs et agents ne s'associent pas par hasard ; ils ont en commun des pratiques (corruption, violence, mode de vie), des valeurs (liées à l'appât du gain, au consumérisme, à une représentation du monde, au clientélisme social et politique dominant qui repose sur la confiance et impose la fidélité à travers un assujettissement de type patriarcal basé sur la dette au père, au chef de clan, au parrain, au patron) et des solidarités (familiales, ethniques, religieuses, politiques ou liées à une culture politique) qu'ils partagent et qui sont à la base non seulement des alliances constituées, mais également d'une identité réticulaire fondée sur une sorte de communautarisme de réseau qui tend à transformer le réseau d'acteurs en un nouvel acteur.

Telle est la raison pour laquelle certains auteurs [Colonomos, 1998, p. 212-217] rapprochent les logiques des réseaux transnationaux de l'analyse webérienne du modèle de l'entreprise (la firme économique multinationale), organisation dont les intérêts stratégiques, liés à la règle de maximisation du profit et à la pratique de régionalisation du processus de décision, sont aussi importants que les valeurs (mode communautaire de gestion des affects, confidentialité, esprit de corps, prestige de l'international) ; ce sont ces mêmes valeurs que l'on retrouvera dans certaines grandes organisations criminelles, le culte du secret et l'honneur se substituant à l'identité à la règle de confidentialité et à l'esprit de corps. Mais il est également possible de rapprocher les logiques de réseaux des analyses de la corruption en termes d'échange politique, et, notamment, celles de type culturaliste qui privilégient la valeur devoir de loyauté (loyauté de l'obligé envers son maître de clientèle en échange de la protection effective de celui-ci) [Heidenheimer, Johnston, Levine, 1990] ; cette approche culturaliste a cependant une faiblesse dans la mesure où elle ne prend pas en compte le fait que loyauté et trahison vont souvent de pair dans un système politique de marchandage des rapports de pouvoir et de domination et d'alliances tournantes entre clans. C'est pourquoi, même en reconnaissant que les organisations criminelles s'apparentent aux systèmes familial et clientéliste traditionnels, il semble plus intéressant d'avoir recours à une analyse en termes d'interactions qui privilégie des cultures politiques transnationales et des

systèmes politiques clientélistes portés par des acteurs dont on reconnaîtra que les stratégies sont soumises à des processus réticulaires d'interaction (complémentarité entre collusions et connivences, entre public et privé, légal et illégal, centre et marges, Nord et Sud ; interpénétration et mixité des différentes cultures clientélistes particulières ou régionales) ; une telle analyse permet en outre d'éviter l'écueil des thèses culturalistes qui relient corruption et crime au sous-développement et tendent à stigmatiser la corruption et le crime dans les pays du Sud.

À travers la valeur essentielle de la loyauté, le communautarisme de réseaux s'applique donc aussi aux réseaux criminels constitués pour l'acheminement illégal de marchandises ; il implique que ces entreprises criminelles ne peuvent pas se définir simplement comme des réseaux fonctionnels éphémères s'apparentant à des groupes de pression traditionnels, mais bien comme des acteurs structurels du commerce international. Telle est la raison pour laquelle les réseaux criminels, comme les réseaux qui structurent les ONG, ont tendance à s'institutionnaliser et à produire de la norme (respect des liens familiaux, intégration productrice d'exclusion, code de l'honneur, fidélité, confiance...). Mais, le communautarisme de réseaux est lui-même remis en question par la superposition de réseaux, caractéristique du monde globalisé, que subissent les réseaux criminels et dont ils vont essayer de tirer profit. En effet, comme les ONG, les réseaux criminels ne sont jamais indépendants et ils se greffent sur d'autres réseaux constitués (acteurs institutionnels et économiques ou réseaux marchands et de contrebande, réseaux informels d'immigration, réseaux diasporiques) pour les corrompre, se les approprier ou les parasiter.

Réseaux criminels et territoires

Dans un monde globalisé où les enjeux sont désormais transnationalisés, le territoire perd de plus en plus ses fonctions de support politique de la construction de la cité par une autorité exclusive et d'instrument de contrôle discriminant des populations¹². Dès lors, l'opposition traditionnelle entre le « dedans » et le « dehors » tend à s'estomper, remettant en cause les souverainetés liées à l'État-nation. Les acteurs criminels transnationaux appartiennent à la catégorie des acteurs sociaux qui sapent non seulement l'autorité des États, mais également le caractère exclusif de cette autorité parce qu'ils font reposer leurs stratégies de transnationalisation sur des interactions avec les représentants politiques ou institutionnels des États.

Les réseaux territoriaux apparaissent compatibles avec un modèle libéral qui valorise les liens communautaires (ethniques, confessionnels, contre l'intégration par la citoyenneté) et les territoires régionaux (contre les États-nations). Et parce qu'ils transcendent les nations et contournent les réglementations étatiques, les réseaux transnationaux peuvent représenter une force, et donc une menace lorsqu'ils sont contrôlés par des groupes terroristes ou criminels de contre-pouvoir au pouvoir des

12. Pour une définition des éléments constitutifs du territoire [Sack, 1986].



États. En effet, ces réseaux terroristes ou criminels auront eux-mêmes tendance à se communautariser et à se régionaliser, jusqu'à constituer une « nébuleuse ». Ainsi en est-il du mouvement Al-Qaïda, qui est considéré par l'administration américaine comme un groupe terroriste centralisé alors que de nombreux experts et stratèges européens ne voient dans cette organisation qu'une nébuleuse de mouvements locaux « affiliés » et de cellules dormantes installées dans de nombreux pays, tous ces mouvements étant plus ou moins autonomes. On assisterait donc à une régionalisation des mouvements terroristes islamistes, reproduisant la même différence qui sépare les mafias (centralisées, verticales) et les clans criminels (autonomes, régionaux, horizontaux). C'est ce qui explique que les nébuleuses, terroristes comme criminelles, sont beaucoup plus dangereuses pour la sécurité publique que les organisations hiérarchisées et centralisées car, du fait de leur forte communautarisation, elles résistent aux infiltrations extérieures et peuvent se recomposer facilement sur d'autres territoires, profitant ainsi d'une superposition entre réseaux territoriaux et réseaux sociaux. On remarque, pour ce qui concerne par exemple le terrorisme islamiste, que les zones de conflit (les Balkans, le Caucase, l'Asie centrale, l'Afghanistan, l'Irak), en tant que lieux d'entraînement, sont propices à un prosélytisme radical transnational (engagement en faveur du djihad), fondé sur des solidarités religieuses ou territoriales (mouvements irrédentistes, réseaux de contrebande). Un affrontement local sert donc de terreau à l'embrigadement transnational, les nouveaux candidats à la guerre sainte étant orientés par leurs aînés qui ont servi sur d'autres fronts. Des filières sont donc constituées autour des vétérans, et des réseaux peuvent être créés sur tous les continents avec l'objectif d'envoyer des volontaires pour la guerre sainte, ces derniers ne servant pas seulement de chair à canon mais apprenant à se fondre dans la population ainsi qu'à manier des explosifs et des armes, savoir-faire qu'ils pourront éventuellement utiliser pour commettre des attentats lorsqu'ils retourneront dans leurs pays d'origine. Ces réseaux socio-territoriaux temporaires sont donc basés sur une infiltration du local.

De la même manière, les stratégies criminelles de transnationalisation n'évacuent pas pour autant l'enjeu que constitue le contrôle du pouvoir local, ce dernier pouvant même être considéré comme une « niche » pour des acteurs illégaux en quête constante de sécurité face aux représentants de la loi. En effet, parce que les agents criminels disposent des moyens financiers nécessaires pour redistribuer une partie des richesses qu'ils accumulent non seulement vers les acteurs politiques établis (par la corruption), mais également vers certains groupes sociaux (au profit des paysans producteurs de la drogue, des « fourmis » qui transportent cette drogue, ou des *dealers*-consommateurs qui la revendent dans les villes), ils peuvent acquérir eux-mêmes non seulement un poids économique, mais aussi une légitimité sociale ou politique si bien que la constitution de réseaux apparaît intrinsèquement dépendante de l'enracinement dans un territoire donné. Compte tenu de cet enracinement local, on

pourrait même faire l'hypothèse que la maîtrise de réseaux transnationaux constitue un simple instrument pour atteindre un objectif de conquête et d'extension de territoires locaux, de contrôle des populations et d'accès à un pouvoir, politique ou économique, local ou régional.

Conclusion

Les interactions réticulaires illégales montrent bien que l'opposition entre la société, qui est censée recourir au réseau comme forme de libération, et l'État ainsi que ses institutions, qui subiraient les réseaux, est floue et artificielle ; en effet, dans la réalité, des acteurs étatiques et institutionnels peuvent participer à l'organisation réticulaire contre les États ou les institutions qu'ils représentent. Quant au critère d'exclusion, on peut dire que, comme pour Internet qui divise la planète en « connectés » (au Nord) et « non connectés » (majoritairement au Sud), les réseaux criminels ont tendance à maintenir la domination des grands groupes criminels sur les plus petits qui ont besoin des premiers pour écouler leurs marchandises illicites. En outre, le communautarisme de réseaux qui fonde la plupart des associations réticulaires s'applique particulièrement aux membres des réseaux criminels qui décident de s'associer pour un objectif commun, mais surtout sur la base d'une identité commune, excluante car devant être fondée sur la confiance qui est le seul lien permettant d'éviter les trahisons et de déjouer la répression.

Enfin, à travers la mise en réseaux des rapports sociaux liée aux politiques de gouvernance, il semble évident que s'imposent non seulement de nouveaux rapports de domination antihierarchiques et décentralisés (régionalisme et inégalités territoriales, communautarisme religieux, ces deux tendances productrices d'exclusion étant revendiquées au nom du respect des différences), mais également une nouvelle puissance, de type idéologique et commercial, qui consiste à favoriser les acteurs économiques pour contester le politique (représenté par les États et leurs législations nationales) et permettre ainsi de voiler le véritable enjeu de la mise en place des réseaux : la domination du monde par les seuls acteurs économiques, à savoir les grands groupes financiers et industriels multinationaux et transnationalisés du Nord, particulièrement des États-Unis, et l'imposition d'un État de droit avec un minimum de redistribution.

Dans les pays et les régions « qui perdent », où la redistribution sociale étatique est en diminution, on peut donc prévoir à la fois que les acteurs de la marge pratiqueront de plus en plus un développement de substitution par les activités illégales, et que les acteurs du centre continueront à s'associer avec les premiers pour blanchir leurs profits illicites et compenser ainsi la diminution de leurs revenus illégaux qui provenaient naguère du détournement des finances publiques. Là, la formation d'un réseau politique et social incluant des acteurs criminels est et demeurera la condition de l'existence de réseaux criminels territoriaux transnationaux (les routes de la drogue). Et



pour ce qui concerne les régions « qui gagnent », nul doute que les réseaux d'influence légaux, fondés sur des collusions entre acteurs politiques et économiques, continueront à fonctionner, produisant dans de nombreux cas des versements illégaux de commissions à partir d'abus de biens sociaux. L'avenir des réseaux clientélistes illégaux ou légaux, mais générant tous deux de l'illégalité, semble donc assuré.

BIBLIOGRAPHIE

- AIGRAIN Philippe, *Cause commune ; l'information entre bien commun et propriété*, Paris, Fayard, 2005.
- BRIQUET Jean-Louis, SAWICKI Frédéric, *Le clientélisme politique dans les sociétés contemporaines*, Paris, PUF, 1998.
- CARTIER-BRESSON Jean, « Quelques propositions pour une analyse comparative de la corruption en Europe de l'Ouest », in « La corruption (une approche comparative internationale) », *Revue internationale de politique comparée*, Bruxelles, Éd. De Boeck Université, vol. 4, n° 2, 1977.
- COLONNOS Ariel, « L'acteur en réseau à l'épreuve de l'international », in SMOUTS Marie-Claude (dir.), *Les nouvelles relations internationales*, Paris, Presses de Sciences Po, 1998.
- DELLA PORTA Donatella, MÉNY Yves, *Démocratie et corruption en Europe*, Paris, La Découverte, 1995.
- EISENSTADT Samuel, RONIGER Luis, *Patrons, clients and friends. Interpersonal relations and the structure of trust in society*, Cambridge, New York-Cambridge University Press, 1984.
- HEIDENHEIMER Arnold J., JOHNSTON Michael, LEVINE Victor, *Political Corruption. A Handbook*, New Brunswick, Transaction Publishers, 1990.
- LASCUMES Pierre, *Corruptions*, Paris, Presses de Sciences Po, 1999.
- LATRIVE Florent, *Du bon usage de la piraterie ; culture libre, science ouverte*, Paris, Éd. Exils, 2005.
- MÉNY Yves, *La corruption de la République*, Paris, Fayard, 1992.
- MÉNY Yves, « La corruption dans la vie publique », *Problèmes politiques et sociaux*, n° 779, janvier 1997.
- NOREL Philippe, *L'invention du marché ; une histoire économique de la mondialisation*, Paris, Le Seuil, 2004.
- RIVELOIS Jean, « Drogue, corruption et métamorphoses politiques (application à une comparaison Mexique-Brésil) », *Tiers Monde*, n° 158, avril-juin 1999(a), p. 271-296.
- RIVELOIS Jean, *Drogue et pouvoirs (du Mexique aux paradis)*, Paris, L'Harmattan, 1999(b), 412 p.
- RIVELOIS Jean, « De la regionalización liberal a la formación de regiones mafiosas », in PRECIADO Jaime, RIVIÈRE D'ARC Hélène, RAMÍREZ Luis A., PEPIN LEHALLEUR Marielle, *Territorios, actores y poder: Regionalismos emergentes en México*, Guadalajara, Presses de l'Université de Guadalajara, 2003.
- RIVELOIS Jean, « Effets criminels et corruptifs des systèmes politiques brésilien et mexicain », in (coll.) *Brésil, Mexique : deux trajectoires dans la mondialisation*, Paris, Karthala, 2004(a), 33 p.
- RIVELOIS Jean, « Systèmes politiques et solidarités criminelles issues d'une même culture politique », in RIVELOIS Jean, PRECIADO Jaime, MOLOEZNİK Marcos P. (coord.), *Criminalización de los poderes: corrupción y tráfico de drogas*, Guadalajara, Presses de l'Université de Guadalajara, 2004(b).
- RIVELOIS Jean, « Droga, corrupción y metamorfosis políticas. Una comparación entre México y Brazil », in *Democracia y globalización en México y Brazil*, Mexico, El Colegio de México, 2004(c).
- SACK Robert, *Human Territoriality*, Cambridge, Cambridge University Press, 1986.
- SALAMA Pierre, VALIER Jacques, *Pauvretés et inégalités dans le tiers monde*, Paris, La Découverte, 1994.

RÉSUMÉ/RESUMEN/ABSTRACT

Aujourd'hui, la plupart des solidarités transnationales fonctionnent de plus en plus sous forme de réseaux ; les réseaux apparaissent même comme étant un instrument servant à relier les relations nationales aux relations internationales. Sont-ils également un instrument servant à relier les niveaux légaux et illégaux avec l'objectif d'édifier des routes de trafics ? Cette question montre la pertinence de s'interroger sur le fait de savoir si des groupes criminels organisés en réseaux ou infiltrés au sein de réseaux légaux préexistants sont en mesure d'agir contre la puissance stratégique des nations et de déborder ou défier l'État et ses institutions. Pour répondre à cette interrogation, il s'avère nécessaire de différencier les cas où les réseaux criminels ne font que croiser les réseaux légaux, de ceux où les réseaux criminels instrumentalisent les réseaux légaux et de ceux où ce sont les réseaux légaux qui instrumentalisent les réseaux criminels. Il s'agira également de comprendre comment les réseaux sociaux se superposent aux réseaux territoriaux.

Hoy, la mayoría de las solidaridades transnacionales funcionan cada vez más bajo la forma de redes ; las redes aparecen incluso como un instrumento que permite estrechar las relaciones nacionales con las relaciones internacionales. ¿Serán también un instrumento que sirva para unir los niveles legales e ilegales con el fin de crear rutas de tráfico? Esta pregunta muestra la pertinencia de indagar sobre si grupos criminales organizados en

redes o infiltrados en el seno de las redes legales preexistentes están en condiciones de actuar contra el poder estratégico de las naciones y de sobrepasar o desafiar al Estado y a sus instituciones. Para responder a esta interrogante, se hace necesario diferenciar los casos en que las redes criminales no hacen más que entrecruzar las redes legales de aquellos en que las redes criminales instrumentalizan las redes legales y de esos otros en que las redes legales son las que instrumentalizan las redes criminales. Se intentará igualmente comprender cómo las redes sociales se superponen a las redes territoriales.

Most of the transnational solidarities are shaped today as networks that contribute to link the national with international relationships. Are they also tools to link the legal and illegal levels in order to create traffic roads? This question shows the need to ask if the organized networks of criminal groups infiltrated into the existing networks are able to act against the strategic power of the nations and overpass or challenge the State and its institutions. To answer that question it is necessary to make the difference between cases in which criminal networks only go through the legal networks, cases in which criminal networks use legal networks, and those where legal networks are the one that use criminal networks. The understanding of how social networks overlap territorial networks will also be focused in this study.

MOTS-CLÉS

- Réseaux criminels
- Connivences
- Collusions

PALABRAS CLAVES

- Redes criminales
- Connivencia
- Colusión

KEYWORDS

- Criminal networks
- Connivance
- Collusion

Anne Philippe*

Réseaux clandestins et mouvements armés

Définir aujourd'hui les réseaux clandestins formés par des mouvements armés illégaux, dont l'objectif est de remettre en cause le pouvoir en place, s'inscrit dans une nouvelle approche des relations internationales, caractérisées depuis les années 1990 par l'apparition de nouvelles solidarités [Philippe, 2003] et de nouveaux flux transnationaux [Smouts, 1998]. Dans un contexte de crise de l'État qui peine à organiser la vie sociale, d'une part, et de crise de territorialité d'autre part, les individus ont recours à des stratégies et allégeances diversifiées.

Pour prendre toute sa signification, une étude sur les réseaux clandestins des mouvements armés est à mener d'un point de vue diachronique. Autrement dit, il faut d'abord resituer ces derniers dans un contexte dominé par la bipolarisation afin de comprendre comment s'est opérée leur transformation, à partir des années 1990, avec la chute du monde communiste. La notion de réseau recouvre deux aspects essentiels, deux dimensions qui permettent d'appréhender l'organisation du réseau et les stratégies des acteurs : l'apport de connexions hétérogènes et multiples qui favorisent l'efficacité des actions et celui de chaque nouveau lien qui contribue à accroître les ressources des acteurs.

* Centre de Recherche et de Documentation sur l'Amérique latine (CREDAL), UMR 7169.

Notre terrain de recherche se situe en Amérique latine et notre objet d'étude porte sur les guérillas et l'évolution de leurs réseaux après la fin du communisme : le mouvement armé est associé depuis la Seconde Guerre mondiale à l'image de réseaux communiquant entre eux et permettant une circulation des informations et des hommes dans la clandestinité. La guérilla est une organisation en réseaux au sens où elle est un entrelacs de groupes, de mouvements ou d'individus défendant les mêmes intérêts et grâce auxquels elle va étendre son champ d'action. Le réseau est lié à la survie du groupe : il lui faut inventer un ensemble de structures relationnelles afin d'agir dans des situations de répression et d'échec politique. Le réseau apparaît ainsi inhérent à la clandestinité : exclu des structures politiques et étatiques, le mouvement armé peut-il survivre sans réseau ?

D'un point de vue méthodologique, l'entretien individuel, notamment avec les fondateurs des mouvements armés, s'avère très fructueux : il permet de retracer la trajectoire du groupe armé et de définir son espace d'action. Notre enquête s'appuie en particulier sur des entretiens individuels avec d'anciens guérilleros d'Amérique centrale (FMLN¹ au Salvador ; URNG² au Guatemala)³. Si l'on considère que les réseaux clandestins des mouvements armés jouent sur l'invisibilité pour exister, on est alors confronté à deux problèmes épistémologiques. Le premier est la véracité (ou non) des témoignages, ce qui conduit le chercheur à s'interroger sur les « stratégies narratives » [Pollak, 1990, p. 22] mises en place par les acteurs armés au travers de « la mise en intrigue » de leur histoire personnelle ou collective, qui s'inscrit dans un discours dominé par le choix d'événements significatifs et symboliques liés à la lutte contre le pouvoir en place. De même, toute recherche sur ce thème sera sensible à l'idéologisation du discours et la mythification de certaines périodes historiques vécues comme fondatrices. Quant au second problème, il s'agit de la thèse du complot qui domine [Colonos, 1995] dès lors que l'on travaille sur le réseau : celui-ci, s'il est construit sociologiquement, s'éloigne d'une interprétation de l'opinion commune qui le lie à la peur et à la menace.

L'étude de la genèse des réseaux clandestins des mouvements armés est une première approche pour définir cet objet de recherche. Aux niveaux local et transnational, elle prend en compte la spécificité des liens sociaux tissés dans la clandestinité, mais également les facteurs locaux et internationaux qui vont rendre propice leur développement. S'interroger sur ce qui caractérise les réseaux clandestins amène donc à replacer la formation des réseaux clandestins armés dans un espace circonscrit (l'Amérique latine) et à les insérer dans un temps spécifique (les années 1960 à 1980) pour comprendre leur évolution de la fin de la bipolarité à aujourd'hui.

1. Frente Farabundo Martí de Liberación Nacional.

2. Unidad Revolucionaria Nacional Guatemalteca.

3. Entretiens réalisés au Salvador en 1998 et au Guatemala en 2005.



Genèse et structuration des réseaux clandestins dans la continuité des réseaux informels

La genèse des réseaux clandestins s'inscrit d'abord dans des structures d'opportunités politiques au sens où Sydney Tarrow [1998] les définit, comme « une série de dimensions cohérentes de l'environnement politique qui peut encourager ou décourager les individus d'avoir recours à l'action collective ». Les conditions rendant nécessaire la création de réseaux clandestins diffèrent de celles qui rendent possible cette émergence. Les premières traduisent la canalisation des attentes politiques et sociales des individus : dans un régime politique d'exclusion, le réseau informel ou clandestin contourne cette impasse et contribue alors à forger un « capital social » [Bourdieu, 1980, p. 2-3], c'est-à-dire des « éléments de l'organisation sociale qui contribuent à accroître l'efficacité de la société par la facilitation d'actions coordonnées ». En second lieu, la formation des premiers réseaux clandestins locaux et transnationaux s'inscrit dans un environnement favorable : il s'agit soit d'une période de frustration politique qui sert de base au recrutement, soit d'ouverture politique permettant de tisser ou de réactiver des liens, soit d'effervescence sociale et politique locale ou internationale, moment fort pour le développement d'un maillage autour d'une cause commune.

Dans les régimes politiques autoritaires comme ceux qui ont prévalu en Amérique latine, l'informalité préexiste à la clandestinité. Les réseaux informels, sans être illégaux, se caractérisent par un maillage de liens familiaux et sociaux qui apportent soutien et solidarité entre les membres du groupe. Dans son étude sur les formes de résistance au sein des sociétés musulmanes, Olivier Filleule [2003] souligne que ces réseaux articulent et défendent les demandes de leurs membres : le terme « informel » attire l'attention sur la nature extrêmement sensible et politisée de la vie associative égyptienne dans un contexte où l'État supervise minutieusement toute forme d'association formelle, légale, publique. Ainsi, les activités informelles de nature politique ou économique sont celles qui échappent à l'autorisation et à la régulation. La mise en exergue de l'existence de réseaux informels sous-jacents aux réseaux clandestins contribue à mesurer les liens noués dans le risque : les individus ou groupes formant un réseau informel auront plus de facilité à se positionner dans la clandestinité, non seulement du fait de leur statut d'opposants vis-à-vis du régime politique, mais aussi des comportements d'évitement ou d'isolement déjà mis en œuvre. Le cas du Guatemala est heuristique : la contre-révolution de 1954 met en place un régime autoritaire sous lequel se forment des réseaux composés de sympathisants du colonel Arbenz (ancien président de la révolution démocratique), des communistes, des fonctionnaires de l'ancien régime et des syndicats. Les réseaux informels sont de nature politique : il s'agit de connexions entre acteurs politiques exclus de la représentation, en dissidence avec leur mouvement d'origine ou en désaccord

avec les autorités en place. Ces liens d'ordre politique traduisent des intérêts communs « au sein d'un ordre donné qui vise essentiellement à leur exclusion ».

Les réseaux informels construisent ainsi une grille organisationnelle qui rend possible le soutien aux activités clandestines futures. La solidarité autour d'intérêts communs, les liens de proximité et de confiance, sont des éléments essentiels dans la formation d'un réseau clandestin. Les individus, passés de l'informalité à la clandestinité, utilisent leurs réseaux informels pour recruter et pour accroître leurs ressources.

« On commence à faire des réunions, des rencontres entre Indiens ; il y a des accords, puis on élargit notre cercle d'amitiés à toute l'Université avec des groupes de jeunes catholiques, mes relations se sont agrandies en 1976 dans le cadre du tremblement de terre et de la solidarité apportée aux victimes. Personnellement, j'avais beaucoup de membres de ma famille déjà introduits dans la guérilla ou le syndicat ; quand je me suis "clandestinisé", j'ai d'abord "sous-clandestinisé" ma participation ; j'ai réalisé des réunions avec des paysans et je participais à des actions clandestines. » (EGP⁴, leader d'un mouvement indigène)

« J'étudiais quand un ami m'a parlé d'une organisation révolutionnaire, la JPT⁵, la jeunesse communiste. Nous étions deux à entrer à la JPT. Mes parents l'ont su plus tard quand ils ont découvert des bombes et des tracts appartenant à mes frères. Chez moi, des guérilleros venaient se reposer après un séjour en montagne ; quand Turcios venait en ville, il descendait chez moi ; quand j'entre à la JPT, c'est comme ça que je le rencontre. La nuit, je devais mettre des tracts, des bombes, peindre les murs avec un groupe de jeunes ; je n'étais pas encore clandestin. » (EGP, ancien guérillero de la section militaire urbaine)

« J'avais 15 ans et j'étais couturier avec un compagnon plus âgé du PGT⁶ ; nous avons sympathisé et il a considéré que je pouvais être recruté. Nous nous réunissions à l'atelier de couture ; nous étions trois ou quatre et nous nous concertions contre le gouvernement. Nous allions aux manifestations, dans les rues, lancer des pierres, participer à des réunions à l'intérieur de l'organisation clandestine, constituer des cercles philosophiques, les jeunes insistaient sur le passage à la lutte armée. Moi j'étais au niveau de la base ; quand j'ai été incorporé la JPT, ce fut dans une section appelée section de quartier. Je participais à une cellule où il y avait des compagnons de l'Université de post-primaire ; il y avait des compagnons du quartier ; je faisais partie des FAR⁷ sans le savoir, la JPT était une cellule des FAR. »

Le réseau informel préexiste au réseau clandestin au sens où il en a déjà les composants : une forte solidarité entre les membres et une structure dans laquelle il est déjà possible et même favorisé d'agir clandestinement. Il existe ainsi une continuité dans l'action (actions violentes et armées) et au niveau de la structure (existence d'une cellule ou section...). En outre, la semi-clandestinité (vie sociale légale et actions clandestines) des acteurs permet un passage sans rupture vers le réseau clandestin.

4. Ejército Guerrillero de los Pobres (Guatemala).

5. Juventud Patriótica del Trabajo (Guatemala).

6. Partido Guatemalteco de los Trabajadores.

7. Fuerzas Armadas Revolucionarias (Guatemala).



« J'ai été instituteur pendant 13 ans ; jusqu'en 1965, j'étais syndicaliste puis cette année-là, j'ai décidé d'intégrer la Démocratie chrétienne car la lutte politique était possible à ce moment-là. Le travail politique m'a permis d'être en relation avec la population paysanne marginalisée. En 1970, j'ai intégré les FPL⁸ sans toutefois quitter la vie légale : j'étais à la fois dirigeant syndical des maîtres d'école et guérillero dans les commandos urbains. Cette vie semi-clandestine s'est terminée en 1978, année de mon passage définitif dans la clandestinité. » (Salvador Sanchez, FMLN)

Le réseau clandestin : une structure fermée

Cette continuité entre réseau informel et réseau clandestin contribue à la construction d'une structure fermée caractérisée par un recrutement endogène, le maniement du secret et la compartimentation. La fermeture est nécessaire à la structuration du réseau clandestin. Le recrutement de nouveaux membres se situe ainsi à cette jonction entre informalité, semi-clandestinité et clandestinité. Comme le souligne Francis Constantin [1996, p. 311-345], l'extrême prudence dans le recrutement des partenaires expliquerait l'importance conservée par les relations de parenté dans l'architecture de bon nombre de réseaux, comme en témoignent les nombreuses fratries dans le groupe de base. Le réseau familial est la cellule de base [Sommier, 1998], il permet un recrutement par cooptation avec un minimum de risques et le soutien nécessaire dans les périodes de difficultés.

« J'ai commencé la lutte armée à 12 ans en intégrant une commission nationale de sécurité dans le Chalcatenango. Mes frères étaient étudiants et allaient à des réunions politiques organisées dans le département où l'on discutait des problèmes du pays. J'y suis allée par curiosité et mes frères m'y emmenaient : il y avait une conscientisation des masses organisée par mon oncle. Il m'a appelée pour faire partie des milices populaires nationales de libération. On m'a recrutée parce que je connaissais les personnes du groupe. » (Myriam, FMLN)

L'exemple de l'ELN⁹ en Colombie traduit également cette nécessité : les frères Vásquez sont à l'origine de la fondation du groupe et les réseaux de l'ELN sont surtout tissés par eux : Fabio Vásquez était au MRL¹⁰, les deux autres sont en contact avec les milieux libéraux dans les exploitations de pétrole et avec d'anciens guérilleros des autodéfenses libérales de la période de la Violencia. Manuel Pérez raconte que les frères Vásquez s'aidaient mutuellement grâce à une confiance réciproque, mais au détriment des autres membres du groupe.

Le réseau familial est un moyen de coopter des amis ou des connaissances constituant le réseau social : les réseaux sociaux se caractérisent par une hétérogénéité des connexions. Marc Sageman [2004] parle de « clique » et définit ce terme comme un ensemble très dense de nœuds connectés à d'autres nœuds. Chaque nœud appartenant à la clique va mettre le groupe selon ses besoins en réseau avec d'autres groupes

8. Fuerzas Populares de Liberación (Salvador).

9. Ejército de Liberación Nacional.

10. Movimiento Revolucionario Liberal.

sociaux : les FPL, au Salvador, se composent à l'origine de la tendance communiste radicale de Cayetano Carpio le *leader*, de celle du dirigeant du syndicat ouvrier, de celle de Mendoza syndicaliste étudiant, mais également de Facundo Guardado, issu du milieu paysan ; on peut comprendre l'ensemble de ces acteurs comme formant différents ponts qui mettent le groupe en relation avec des milieux sociaux d'origines diverses. Ana Guadalupe Martinez, qui fut commandante de l'ERP¹¹, a intégré un groupe armé par l'entremise de ses amis étudiants de la faculté de médecine.

« À l'époque, c'est-à-dire au début des années 1970, il y avait beaucoup de réunions politiques à l'Université où les débats portaient sur la guerre du Vietnam et la situation du pays ; j'y allais souvent avec des amis et l'un d'eux m'a proposé de participer à un groupe pour changer la situation du pays : c'est ainsi que j'ai intégré la future ERP. »

À la différence des liens familiaux fondés sur la confiance, les liens amicaux se développent dans l'expérience commune (exil, emprisonnement, action politique ou syndicale) qui soude le groupe. Le réseau s'inscrit ainsi dans un espace fermé marqué par une forte ritualisation de l'action et socialisation des membres. La définition des liens entre les membres s'inscrit dans le risque et le secret : l'exemple des communautés indigènes impliquées dans les guérillas marxistes souligne la fermeture du réseau liée à celle de la communauté. « Dans les communautés indigènes, il y a des secrets communautaires ; cela donne une condition indigène très forte. C'est une décision de la communauté : elle décide si tu dis oui ou non ; j'avais des oncles et des neveux qui maniaient le secret et étaient dans la guérilla. » (EGP)

Dans de nombreux groupes armés, la compartimentation traduit une particularité de la clandestinité en milieu urbain : elle permet de limiter les risques de démantèlement du réseau à travers le morcellement de la structure en espaces fermés (cellules) : composée de trois à quatre membres qui ne se connaissent pas, la cellule dispose d'un chef d'unité qui connaît chaque membre qu'il a recruté personnellement et leur donne une tâche à accomplir ; les *leaders* de ces cellules se connaissent entre eux. C'est une organisation basée sur la sécurité : si l'un des chefs d'unité est assassiné, la cellule est désactivée. Si l'un des membres est arrêté, la cellule reste protégée.

« J'ai organisé des actions dans les centres urbains : c'étaient des actions clandestines d'une faction militaire urbaine en petites unités, « la résistance » comme la Résistance française en petits groupes de trois ou quatre ; la compartimentation c'est ne pas connaître la maison du compagnon, sa famille, son nom, sa vie. » (EGP)

« Pendant ma formation, je ne connaissais pas mes compagnons : tous avaient un pseudonyme qui n'était pas le pseudonyme permanent ; on avait un pseudonyme spécial que l'on utilisait seulement dans ce cours : on faisait attention à l'aspect de la sécurité par la compartimentation ; de cela dépendait la vie des personnes et de l'organisation. »

« À l'intérieur de la guérilla il y a la compartimentation : il n'est pas nécessaire de connaître tout ; il faut seulement connaître ta tâche à accomplir : si tu as une relation

11. Ejército Revolucionario del Pueblo (Salvador).



avec quelqu'un, tu n'as pas à le dire ; l'information finit par arriver ; si je ne donne pas d'informations, ça n'arrive pas ; ce sont des critères de fonctionnement clandestin. »

La stratégie du quadrillage géographique

Le développement du mouvement armé s'inscrit dans l'expansion de son réseau local et transnational que l'on peut comprendre comme une stratégie de quadrillage géographique.

« En 1974, Rafael Acevedo, l'un des dirigeants étudiants du mouvement catholique du pays et qui fut l'un des fondateurs de l'ERP, était également un ami de ces prêtres dans l'Est du pays. Rafael m'a conduit un jour à Tolola parce que, en cette fin de semaine, le père Ventura organisait une fête spirituelle avec 20 jeunes de la communauté. Le prêtre connaissait ces jeunes : il savait comment ils pensaient, qui était leur famille, ce qui les préoccupait le plus. Durant ces deux jours, nous avons connu ces jeunes, nous connaissions les leaders, ce qui les intéressait, quelle famille ils avaient. On choisissait ensuite deux ou trois de ces jeunes et on sympathisait et alors on construisait des réseaux. Cela s'est fait lors d'une cinquantaine de réunions. Nous avons ainsi quadrillé le secteur rural de la région. » (Ana Guadalupe Martínez, FMLN)

Les groupes armés peuvent dès leur formation ou au cours de leur développement intégrer des réseaux transnationaux : ayant besoin d'appuis extérieurs pour accroître leurs ressources et pour trouver refuge, ils développent une aisance à se mouvoir dans l'espace transnational. Il existerait ainsi une relation étroite entre clandestinité et transnationalité : d'une part, les groupes armés des années 1960 à 1980 s'inscrivent dans cet espace solidaire transnational s'appuyant sur la défense d'une cause commune ; d'autre part, les besoins matériels croissants des groupes armés les inciteraient à s'inscrire dans cet espace. La genèse des réseaux transnationaux prend en compte la capacité des individus à se mobiliser en se définissant par rapport à un espace politique élargi [Nye et Keohane, 1972]. Il s'agit par conséquent de questionner les liens individuels tissés par l'un des membres du groupe armé et qui sera le pont vers l'espace transnational. Le pont entre les groupes et la stratégie globale cubaine s'inscrit dans l'existence de liens individuels : pour l'ELN, il s'agit de Fabio Vásquez qui forme à Cuba même le premier groupuscule. Au Venezuela, Douglas Bravo, fondateur du FLN¹², est un ancien compagnon de Guevara. Pour leur part, les FAR du Guatemala bénéficient de la relation avec Arbenz qui, installé à Cuba, permet l'entrevue des fondateurs des FAR avec Guevara.

« Et alors ils nous ont envoyés à Cuba ; pour opérer clandestinement au Mexique. Là, nous avons créé des réseaux logistiques pour faire entrer des armes au Guatemala ; nous sommes allés à Cuba par groupe de trois ou quatre. »

« Nous avons été expulsés des FAR ; nous sommes sortis de La Havane et sommes arrivés en Europe ; nous avons des appuis en Italie (des jeunes du parti communiste révolutionnaire) nous sommes allés dans différents pays et enfin à Mexico : moi je suis allé en Italie, en Tchécoslovaquie, et de Rome à Mexico. »

12. Frente de Liberación Nacional.

Les réseaux clandestins transnationaux des mouvements armés : typologie

Le réseau de la guérilla s'inscrit dans un espace transnational : l'importance des liens montre une capacité des acteurs à se mobiliser en se définissant par rapport à un espace politique élargi qui transcende les barrières de l'État-nation où ils projettent d'exercer leur action et de recueillir des ressources. La chute du bloc communiste s'est traduite par une rupture d'allégeance des guérillas avec les pays socialistes. Ce phénomène nécessite de reconsidérer la typologie des réseaux clandestins transnationaux.

La catégorisation des réseaux clandestins armés dans l'espace transnational prend appui sur la nature du projet qui permet la construction du lien social : soit le projet est en relation avec la défense et la victoire d'une cause morale et politique fédératrice (réseaux de solidarité), soit il s'agit d'un projet à court terme appartenant au domaine économique qu'il y a lieu de définir ici en termes de contrat (réseaux d'affaires).

Les réseaux de solidarité ont connu une évolution sensible depuis la fin de la bipolarité : fondés auparavant sur l'appartenance à une cause commune (défense du marxisme, lutte contre l'impérialisme), les réseaux clandestins armés transnationaux sont dispersés ou rompus dès les années 1990. Les réseaux de solidarité doivent cependant être détachés de la thèse du complot lié au réseau de la terreur dirigé par Moscou : dans de nombreuses circonstances, l'attitude de Moscou vis-à-vis d'organisations pratiquant la lutte armée a été changeante ou ambivalente et déterminée, non pas tant par des positions idéologiques que par des préoccupations géopolitiques dans lesquelles la notion de terrorisme en tant que telle ne constituait pas une variable déterminante [Wieviorka, 1996]. Joseph Nye et Robert Keohane [1972] analysent les trois centres idéologiques de solidarité des groupes armés : Pékin, Cuba et Moscou qui mettent en place des systèmes d'allégeance, d'entraide et de formation idéologique et militaire ; parallèlement, les mouvements armés se solidarisent à travers l'intégration d'idées transnationales liées à la défense des masses, des paysans, des travailleurs, opprimés et méprisés. Il s'agit d'un projet liant certains groupes armés entre eux : dans les années 1960, les armées de libération nationale échangent leur pratique sur la stratégie de guérilla et se rencontrent à Cuba lors de sommets comme celui de l'OLAS en 1967¹³. Dans les années 1970, les guérillas salvadoriennes, les FPL notamment, tissent des liens avec l'OLP¹⁴ et des groupes terroristes européens (ETA au Pays basque, IRA en Irlande du Nord) dans une perspective de lutte contre l'impérialisme et de défense du marxisme. Si les réseaux de solidarité sont fondés sur ce projet, les liens individuels tissés avant ou pendant la formation du réseau sont essentiels et

13. Organización Latinoamericana de Solidaridad.

14. Organisation de Libération de la Palestine.



surtout efficaces dans la diversification des ressources des groupes armés, lors d'une réunion internationale (un leader guérillero tisse des liens avec un leader vietnamien qui l'invite et le forme aux méthodes déployées pendant la guerre menée contre les Français).

La fin de la bipolarité conduit à reconsidérer ces réseaux et à questionner le projet qui peut lier les groupes armés entre eux aujourd'hui. Elle signifie la rupture ou la désactivation des réseaux. Trois raisons y contribuent : la perte pour les groupes armés de sanctuaires et de zones refuges (Nicaragua), lieux d'échanges et de formation de liens entre les groupes ; le processus de démocratisation accompagné de la réinsertion politique des guérillas et entraînant la rupture de réseaux ; enfin la chute du monde communiste qui a remis en cause une solidarité fondée sur la défense d'une cause commune.

Il s'agit de questionner le processus de désactivation ou de réactivation des réseaux clandestins : le premier phénomène traduit soit l'extinction ou la réinsertion de mouvements armés, soit la disparition de zone-refuge (Nicaragua) ou de l'aide logistique (Cuba, bloc socialiste) ; le second rend compte de possibilités et d'opportunités dans le nouveau contexte international : la création d'espaces politiques de négociation permettant aux mouvements armés d'accroître leurs ressources et de les utiliser comme zones d'entraînement ; le développement d'un important trafic d'armes non restituées à la suite des accords de paix ; la désanctuarisation de la lutte armée avec l'absence d'un ennemi commun. Dans ce contexte se sont développés deux types de réseaux : les réseaux de solidarité basés sur l'appartenance à une idéologie ancienne (Cuba et l'ELN) auxquels on peut rattacher les réseaux de fraternité d'armes ; les réseaux de solidarité basés sur l'appartenance à une idéologie nouvelle (la lutte contre le néolibéralisme).

Parallèlement, les mouvements armés forment des réseaux transnationaux s'appuyant sur des liens contractuels et des échanges de type économique. Ce type de réseaux s'est développé avec la fin d'un espace de solidarité transnationale fondée sur la défense d'une cause commune et avec la mondialisation permettant l'accroissement des échanges informels. On distingue deux types de réseaux d'affaires : les réseaux de prestation de service et les réseaux criminels.

Les réseaux de prestation de service sont de courte durée et reposent sur la circulation ponctuelle de savoir-faire, de techniques, d'armes, fondée sur des besoins éphémères. Il peut s'agir d'un transfert discret de marchandises ou du déplacement de quelques individus susceptibles d'apporter leur savoir-faire. Le pont entre les mouvements armés capable de générer ce type de réseau est un spécialiste [Bigo et Hermant, 1986], qui connaît tel ou tel type d'armes, tel ou tel explosif, tel marchand d'armes : c'est non seulement un pont entre les mouvements armés mais aussi un pont vers d'autres réseaux. Il fait profiter de ses

connaissances contre rémunération ou contre un autre type de ressources (entraînement, formation...); il n'existe pas de convergence idéologique entre les groupes armés. Les services sont créateurs de réseaux éphémères reposant sur un contrat et permettant l'accroissement des ressources du groupe armé.

Les réseaux criminels sont également fondés sur l'idée de contrat entre deux entreprises dont le but est l'accroissement de leurs ressources économiques. Un mouvement armé peut contractualiser avec des trafiquants de drogue : depuis les années 1990, les FARC¹⁵ ont développé une nouvelle stratégie de territorialisation permettant de monopoliser les terres de production de cocaïne et s'insérant dans une logique d'échanges avec les trafiquants de drogue.

L'approche diachronique des réseaux clandestins par le biais de la rupture que traduit la chute du monde communiste, ainsi que l'étude de leur genèse et de leur développement constitue l'axe privilégié pour comprendre l'espace-temps local et mondial des réseaux clandestins. Aujourd'hui, ces réseaux s'inscrivent dans un espace mondial élargi sous l'effet du développement des nouveaux moyens de communication et de l'affaiblissement des liens idéologiques, allant de pair avec un laps de temps raccourci qui favorise l'uniformisation de l'action armée.

15. Fuerzas Armadas Revolucionarias de Colombia.



BIBLIOGRAPHIE

- **BIGO Daniel, HERMANT Daniel**, « La relation terroriste », *Études polémologiques*, n° 30, 1986.
- **BOURDIEU Pierre**, « Le capital social. Notes provisoires », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n° 31, Paris, 1980.
- **COLONOMOS Ariel (dir.)**, *Sociologie des réseaux transnationaux*, Paris, L'Harmattan, 1995.
- **CONSTANTIN Francis**, « L'informel internationalisé ou la subversion de la territorialité », *Cultures & Conflits*, n° 21-22, 1996.
- **FILLEULE Olivier**, *Résistances et protestations dans les sociétés musulmanes*, Paris, Presses de Sciences Po, 2003.
- **KEOHANE Robert O., NYE Joseph S.**, *Transnational relations and world politics*, Cambridge, Harvard University Press, 1972.
- **PHILIPPE Anne**, « Solidarité transnationale et groupes armés : évolution et perspectives », *Colloque SEI, « Les solidarités transnationales »*, Paris, 21-22 octobre 2003.
- **POLLAK Michael**, *L'expérience concentrationnaire. Essai sur le maintien de l'identité sociale*, Paris, Métailié, 1990.
- **SAGEMAN Marc**, *Understanding terror networks*, New York, University of Pennsylvania Press, 2004.
- **SMOUTS Marie-Claude (dir.)**, *Les nouvelles relations internationales. Pratiques et théories*, Paris, Presses de Sciences Po, 1998.
- **SOMMIER Isabelle**, *Les mafias*, Paris, Montchrestien, 1998.
- **TARROW Sydney**, *Power in movement. Social Movements and Contentious Politics*, Cambridge, Cambridge University Press, 1998.
- **WIEWORKA Michel**, « Le réseau de la terreur. Une hypothèse à revisiter », *Cultures & conflits*, n° 4, 1991.

RÉSUMÉ/RESUMEN/ABSTRACT

Cet article propose une approche des réseaux clandestins formés par les guérillas d'Amérique latine, interrogeant d'une part leur genèse, d'autre part leur transformation d'un point de vue local et transnational. La genèse des réseaux clandestins s'inscrit dans l'informalité des liens qui est la base du soutien et de la solidarité entre les membres ainsi qu'une condition nécessaire à la structuration des réseaux. Dans un même temps, l'espace transnational offre aux guérillas la possibilité de développer de nouvelles ressources. Les réseaux transnationaux clandestins s'inscrivent dans un nouvel espace/temps marqué par la rupture des allégeances au monde communiste.

Este artículo propone un estudio de las redes clandestinas formadas por las guerrillas de América Latina y se pregunta sobre su génesis y su transformación desde un punto de vista local y transnacional. La génesis de las redes clandestinas se inscribe en la informalidad ; ésta actúa como base del sostén y de la solidaridad entre los

miembros y es también condición necesaria de la estructuración de estas redes. Al mismo tiempo, el espacio transnacional ofrece a las guerrillas la posibilidad de desarrollar nuevos recursos. Las redes transnacionales clandestinas se inscriben en un nuevo espacio/tiempo marcado por la ruptura de las lealtades con el mundo comunista.

This article proposes an approach of the secret networks formed by the guerrillas warfare of Latin America, by inquiring on the one hand into their genesis, and on the other, into their transformation from a local and transnational point of view. Genesis of the secret networks fits within the informality of the relationships that ground the support and the solidarity between the members but informality is also a necessary condition for these networks. At the same time, the transnational space offers to the guerrilla warfare the possibility to develop new resources. The secret transnational networks get into a new space/time marked by the break of the allegiances to the communist world.

MOTS-CLÉS

- Réseaux
- Clandestinité
- Transnational

PALABRAS CLAVES

- Redes
- Clandestinidad
- Transnacional

KEYWORDS

- Networks
- Secret
- Transnational

Marielle Pepin Lehalleur*

Des réseaux aux communautés de pratiques.

Ethnographie de trois vagues migratoires depuis la côte du Oaxaca (Mexique)

Dans les perceptions courantes de la migration, la mobilité n'est pas seulement la caractéristique la plus vivement soulignée ; elle sert pratiquement à définir le phénomène. Et le terme de réseau semble avoir été inventé pour parler de la migration sous le signe de la fluidité. Mais son usage est extensif et l'on s'y réfère tout autant à propos de migration individuelle ou massive que de déplacement en quête d'asile, de formes multiples de tourisme, ou d'échange de courrier, de marchandises, d'argent, etc. Donner la mobilité pour acquise, et affirmer que tous ces processus imbriqués les uns dans les autres, qui organisent de plus en plus notre vie, adoptent la voie « naturelle » du réseau permettra-t-il de distinguer et de comprendre les enjeux et les contextes, la diversité des acteurs, les motivations, les intérêts qui les poussent, et les résultats produits ?

En y regardant de plus près, le terme de réseaux migratoires évoque plusieurs images, proches et pourtant différentes : deux d'entre elles, particulièrement significatives, seront ici retenues. Voyons d'abord ces formes multiples d'entraide que pratiquent les immigrés entre eux et auprès des candidats au départ afin

* Centre de Recherche et de Documentation sur l'Amérique latine (CREDAL), UMR 7169.

d'appriivoiser les espaces nouveaux qu'ils abordent ; puis les associations que les migrants créent pour affirmer collectivement et à distance, depuis l'endroit lointain où ils se trouvent, leur présence auprès de leur lieu d'origine.

La première figure présente plusieurs variantes. Elle peut illustrer la solidarité, au sein de liens primaires réellement ou symboliquement familiaux sur lesquels on compte absolument et auxquels il est peu concevable de se soustraire, ou bien celle que nouent, à l'occasion, deux personnes qui partagent la même condition d'extériorité et le même répertoire restreint de lieux, de connaissances et d'activités et qui se font bénéficier l'une l'autre de cet élargissement. Mais l'accès aux biens ou aux services vers lesquels tendent ces réseaux peut se trouver fermé par l'affluence de demandes identiques auprès de ressources restreintes, la solidarité se transformer alors en compétition, les réseaux en carcans auxquels on aimerait trouver des alternatives. Quoi qu'il en soit, dans tous les cas, un troisième personnage manque à la réunion des deux premiers, celui du « natif » ou du « déjà-là », qui incarne l'insertion sociale et la jouissance des ressources dont les nouveaux venus sont dépourvus, la menace ou l'aide que peut signifier l'avantage qu'il détient, le plaisir ou le profit qu'il est susceptible de tirer de leur arrivée, tous aspects spécifiques de la condition des nouveaux arrivants qui se concrétise dans le regard et parfois l'action de celui qui les voit venir¹. Les relations d'identité, de réciprocité ou de compétition entre eux ne surgissent que dans l'hétérogénéité et l'inégalité qui les réunit face à l'Autre. C'est alors que la configuration migratoire se manifeste, à travers l'effet de groupe produit par les migrants, en leur faveur ou à leur désavantage.

La figure associative qui correspond au deuxième exemple s'accompagne d'une différenciation au sein du groupe d'appartenance où l'individuation, l'obligation et la liberté de choix pèsent différemment sur chacun. Dès lors qu'un projet est énoncé, se pose aussi l'option de participer ou de s'écarter. Et le geste est significatif puisque la volonté d'affirmer « l'existence simultanée de la communauté imaginée » [Anderson, 1996] représente l'expressivité maximale du réseau migratoire comme acteur collectif. C'est en observant sa capacité de transformation de situations sociales que des auteurs ont postulé la réalité de « communautés transnationales » [Basch, Glick Schiller, Szanton Blanc, 1994 ; Kearney, 1996 ; Velasco, 2002]. Outre les migrants eux-mêmes, leurs compatriotes lointains et leurs interlocuteurs « autres » sont partie prenante de cette configuration. Eux aussi ont quelque chose à dire que nous devons écouter.

Les phénomènes migratoires convoquent donc de nombreux acteurs qu'on ne peut négliger au bénéfice des seuls migrants. Cette multiplicité correspond à la

1. Les interlocuteurs à l'arrivée restent, en général, pour les analystes, des entités abstraites, et ceux qui ne partent pas, des laissés pour compte ou de simples récepteurs de remises. Quelques études leur reconnaissent une place plus importante, au Mexique par exemple : Arizpe [1976], Lopez Castro [1986], Havet [1988], Wilson [1990], Quesnel et del Rey [2004], ou en France : Gailland [2005].



variété des positions sociales qui contribuent à qualifier les situations migratoires, en écho au fait que la mobilité de quelques-uns suffit à transformer l'environnement d'un grand nombre – peu ou prou, celui de tous leurs voisins anciens et nouveaux – tandis que le regard de chacun d'eux sur les premiers contribue à donner sens à ce mouvement. De fait, chaque situation migratoire est à lire à la fois au travers du prisme du projet de départ et des attentes que le migrant et son entourage (les *quedados*, ceux qui restent) ont conçues, dans la relation d'extériorité que lui impose la société nouvelle (sous le regard du « déjà-là ») et dans sa propre volonté de rapprochement (face ou avec le « déjà-là »). Peut s'y ajouter la mobilisation collective à laquelle il convoque à son tour les gens restés au pays.

Plus que d'autres configurations sociales, de façon particulièrement intense et explicite, les situations migratoires se constituent en relation avec des distinctions soulignées, marquées dans le langage commun comme des « frontières », et avec des transitions – qui ont parfois valeur de transgressions – entre un lieu et un autre, campagne et ville ou pays différents, et également entre ceux qui quittent leur lieu d'origine et ceux qui y restent, entre les immigrés et leurs nouveaux voisins, entre les relations que l'on distend et celles que l'on noue. Comme toutes les frontières, celles-ci ne font pas que séparer ; elles imposent de nouvelles proximités et de nouveaux liens, tandis que la distance donne aux rapports que l'on maintient une réalité autre et sans doute de nouveaux sens. La frontière du migrant est multiple, devant et derrière lui, simultanément. Elle suscite des désirs mêlés, celui d'abolir la distance, de renouer avec ce qui s'éloigne et/ou de se construire une nouvelle place.

L'idée de réseau migratoire n'est pas étrangère à cette pulsion entre distanciation et rapprochement et elle évoque la construction de ponts entre différences autant que le rassemblement de semblables. Pour s'y référer, les sociologues emploient respectivement les termes de *bridging* et de *binding*, [Lazega, 1998]. Il faudrait y ajouter *shifting* pour indiquer la discrimination et le clivage produits par la frontière, qui sont corrélatifs du pont jeté au-dessus, puisque « il n'y a pas de rive avant qu'il y ait un pont » [Urry, 2000, citant Heidegger, 1993]. On retrouve là un type de relations qui se prête aisément, dans une première approche, aux catégories descriptives définies et systématisées dans les études de réseaux sociaux, ces objets observables constitués par des ensembles ouverts de relations interindividuelles, toujours en instance d'élargissement ou de rétrécissement et relativement peu contraignants dans la mesure où il n'y a pas de sanction collective à leur abandon. Pourtant ces ouvertures sont loin de caractériser toutes les relations qu'entretiennent les migrants, de la même façon qu'elles ne sont pas absentes des sociétés dont ils proviennent.

Nul doute que la vie sociale est faite en tout lieu du croisement et de la superposition de multiples liens. Une vision essentialiste caricature volontiers la posi-

tion dominante des liens communautaires dans l'idéologie locale et présente les différences comme des altérités fondamentales alors que les interactions sont très diverses et obéissent souvent à de stricts calculs d'intérêt personnel immédiat et monnayable. D'autres fois elles répondent à la disposition réciproque de poursuivre une relation interpersonnelle, ou à des conventions qui incluent les interlocuteurs dans des cadres sociaux compromettant d'autres personnes et que l'on se doit de respecter. Ces trois types de relations situent ainsi les actions dans des logiques de contrat, de charte [Guérin, 2000] et de dette communautaire [Mauss, 1950 ; Godbout, 2000]. L'observation précise du contexte où elles se déroulent, des positions depuis lesquelles on les énonce et on leur répond, des effets produits sur les acteurs et sur ceux qui les entourent, et leur comparaison avec d'autres échanges et d'autres acteurs depuis d'autres positions, accumulent les indices pour comprendre comment se conforment ces « communautés de pratiques » [Lindon, 1999 ; Wenger, 2001] qui fournissent des références partagées. Pourtant il est bien peu plausible que règne l'unanimité. Non seulement chacun participe d'autant de communautés de pratiques que de positions et de scènes où il se situe. Plus important encore, l'interprétation « juste » est un champ de bataille où les perceptions que l'on croit naturelles et les points de vue intéressés cherchent à se faire valoir. Et c'est là que s'ancrent les relations de pouvoir les plus subtiles [Kanoussi, 2001], comme la domination de classe et les rapports de genre le manifestent au quotidien.

L'analyse des situations migratoires offre donc un magnifique défi pour observer cette multiplicité de relations. Elle exige d'interroger l'imbrication des communautés, de pratiques et de sens, qui fait se croiser, dans un vaste champ, distendu, polémique, les regards et les messages que s'adressent tous les acteurs de la migration d'un même ensemble social, les acteurs mobiles (ceux qui se déplacent) comme ceux qui, depuis des positions variées, les voient partir, passer ou arriver. Reprenant l'injonction méthodologique de Sayad [1991] – qui lui vient d'une expérience douloureuse – de « regarder l'émigration et l'immigration comme les deux côtés d'une même feuille de papier », ainsi que les observations de Noiriel [2001] et de Sassen [1988] sur le contexte foncièrement contradictoire dans lequel se déroule la migration du fait de l'inégalité, voire de la sujétion, dans laquelle la partie réceptrice tient celle qui expulse dès avant le départ, je me propose de suivre et de situer divers ensembles de trajectoires familiales et individuelles. Migrants et migrantes qui ont laissé leur village et qui, depuis les lieux de leur séjour ou bien de retour au pays, acceptent aujourd'hui de faire part de leur histoire, des relations nouées ou rompues et de la façon dont ils et elles les évaluent, confrontés aux regards des autres et à l'examen de leurs propres attentes.

J'ai séjourné à San Pedro Jicayán, sur la Côte du Oaxaca, au Mexique, un peu plus d'un an entre 1971 et 1972 et, depuis 1995, y passe chaque année plusieurs semaines.



Depuis San Pedro Jicayán : premiers départs

Ce gros village qui a su préserver une partie substantielle de ses terres depuis l'époque précolombienne, au travers des vicissitudes de l'histoire, n'a pu faire face à l'accroissement démographique et à l'accentuation des déséquilibres économiques entre les familles, au moment où la production agricole locale trouvait preneurs sur le marché régional². Dès la fin des années 1960 une quarantaine de familles, sur les mille inscrites au registre foncier, ne trouvent plus d'accès suffisant à ces terres pourtant communautaires, s'éloignent d'abord vers les hameaux périphériques du municipio puis partent défricher des terrains étrangers encore vierges, à vingt ou trente kilomètres de là, pour le compte de leurs attributaires *ejidatarios*³. Dans la plupart des cas, le déplacement se réalise de façon semblable et concerne rarement une famille seule mais plutôt celles d'un père et de son fils, ou de plusieurs frères mariés. Il s'agit pratiquement d'équipes de travail, qui prennent forcément forme familiale car on ne travaille pas la terre autrement, âges, sexes, capacités et besoins étant étroitement interdépendants. Ce n'est pas volontiers que l'on part vers ces fronts agricoles où les défricheurs dépendent du bon vouloir de ceux qui détiennent les terres. Mais ceux-ci ont besoin de cette main-d'œuvre extérieure et cherchent à la retenir, et l'accord se fait autour du prêt de quelques hectares à ouvrir, que le travailleur sèmera de maïs un an ou deux avant de les rendre ensemencés de pâture, et de recommencer un peu plus loin.

Parlera-t-on ici de réseaux pour décrire l'établissement de cette filière – une famille en recrutant une autre – la transmission de l'information, l'homogénéisation des clauses du contrat ? Sans doute, dans son sens le plus simple et opératoire, si le mouvement avait gardé le caractère circulaire qu'il avait à ses débuts, provisoire selon les intentions déclarées des migrants, si la communauté d'origine ne s'était pas trop vite accommodée de ces départs, si les conditions trouvées sur place, parfois très rudes et même violentes en certains lieux, n'avaient aussi signifié travail et survie. Sur ces fronts pionniers aux populations mêlées, il s'est trouvé des villages où les querelles intestines et les conflits avec les *ejidos* voisins prenaient un tour si meurtrier que les familles originaires de Jicayán se sont, à

2. La localisation de cette région côtière, hors des premiers circuits de la circulation automobile dans les années 1930, a écarté la production commerciale du marché national, alors qu'elle y tenait sa place avant la Révolution. Les profondes divisions entre caciques régionaux issus du mouvement armé se traduisent en violence, assassinats, vol de bestiaux, mais la distribution de terres *ejidales* par la Réforme Agraire entre les anciens journaliers agricoles et les populations indiennes expropriées au siècle précédent jette les bases d'une nouvelle classe paysanne. L'ouverture d'une route vers Acapulco (1962-1970) met sur le marché la production vivrière des villages du piémont, largement limitée jusqu'alors à la consommation locale et au troc entre familles de villages voisins. Les services d'éducation et de santé (lutte contre le paludisme, vaccin contre la variole) instaurés par les gouvernements post-révolutionnaires se développent [De la Peña, 1950]. Ils contribuent à faire baisser la mortalité, bien avant que ne diminue la natalité. Les recensements indiquent que la population de San Pedro Jicayán double entre 1940 et 1970, passant de 3 072 à 6 189 habitants.

3. Les *ejidatarios*, bénéficiaires de la Réforme agraire, reçoivent en possession collective des terres (*ejidos*) expropriées aux grands propriétaires.

certains moments, retrouvées seules à assurer la production agricole. Cela n'a pas amélioré le traitement discriminatoire dont elles étaient l'objet comme Indiens (et le sont encore aujourd'hui, ouvertement), mais leur a permis de prendre place dans le panorama foncier et d'obtenir des terres sur le pourtour de celles qu'elles sont venues tout d'abord défricher.

Leurs rapports avec leur village d'origine sont extrêmement divers ; beaucoup d'entre eux ont rompu et se réclament d'une nouvelle autochtonie fondée sur leur progéniture dont la naissance et l'inscription au Registre Civil (*los papeles*) les convertissent en nouveaux citoyens. Ceux-là se plaignent de l'accueil froid qu'ils recevaient et de l'impression d'étrangeté qu'ils ressentaient lorsqu'ils allaient en visite à Jicayán, mais il faut préciser qu'ils continuent de parler le mixtèque comme langue courante (au milieu de leurs nouveaux voisins hispanophones que cela indispose). Pourtant la relation est restée puissante pour certains, soit que les familles aient toujours entretenu leurs liens, soit qu'ils aient, de façon plus individuelle, éprouvé à un certain moment le besoin d'opérer un retour marquant. C'est ainsi qu'un homme, qui avait réussi au bout de vingt ans à développer un petit élevage bovin dans un hameau où les migrants ont pu se fixer dans de bien meilleures conditions, est soudainement revenu à Jicayán pour y briguer la présidence municipale. Cette audace a provoqué une tempête en remettant en question l'ensemble des liens, des normes et des pratiques de la communauté politique. En effet, se désignant lui-même comme candidat, il s'est d'abord adressé aux hameaux périphériques du municipe (ceux-là même qui avaient accueilli la première vague de migrants) et aux associations de femmes tisserandes (qui s'organisent depuis quelques années pour obtenir de petits financements), puis enfin aux habitants du chef-lieu et aux Anciens, sans hésiter à promettre publiquement de l'argent à qui voterait pour lui, au motif que « tout le monde en a besoin ». Tout aussi grave que cet ordre inversé des préséances, ses mérites et appuis politiques – au sein du Parti Révolutionnaire Institutionnel (PRI), le parti dominant localement et au niveau national, à cette époque – ont été gagnés en dehors du village et de ses allégeances. Ce coup de force politique et symbolique échoua à la première tentative, mais réussit à la deuxième (2001), pour terminer sur un fiasco relatif quant aux résultats de son mandat et sur une crise au sein du groupe *priíste* divisé, qui a dû céder la place à un gouvernement de coalition dirigé par l'ancienne opposition (actuellement).

Cette histoire migratoire mal commencée est restée lourde de la charge affective liée au départ et aux conditions passées et actuelles de réinsertion sociale des migrants et de leurs descendants. Les anciens rapports communautaires, fondés sur une dette dont les migrants auraient voulu rester débiteurs mais dont ils estiment avoir été expulsés, se reconstruisent, entre eux et sans doute peu à peu avec leurs nouveaux compatriotes, malgré tout. Tandis que sur le lieu de l'origine com-



mune, les détenteurs légitimes de la tradition se sont retrouvés pris à partie par ce fils dont ils ne savaient s'ils devaient maudire le culot ou admirer le succès. Mentionnons également que d'autres relations n'ont cessé de traverser et de contredire ces processus plus voyants et collectifs : des liens que des personnes, voire des familles, ont choisi d'entretenir à distance, par affection, et qui servent de support à toutes sortes d'autres échanges, depuis ceux qui font le plus appel aux obligations statutaires – par exemple, la prise en charge du parrainage envers une vieille dame de 80 ans par les petits-enfants des anciens détenteurs du titre décédés depuis longtemps – jusqu'à ceux qui organisent un petit commerce assez rentable « d'import-export » entre produits du littoral et de la *milpa*. Le mouvement d'expulsion hors de la communauté, terminé depuis longtemps, n'a pas fini de dévoiler ses fruits.

Deuxième migration

Une nouvelle vague d'émigration a suivi de près la précédente mais elle concernait cette fois un tout autre segment de la population villageoise. On forcerait la note en disant que les migrants provenaient des familles qui, de fait et sans vraiment le vouloir, avaient « poussé dehors » celles dont nous venons de parler en encerclant de fil barbelé les terres dont elles s'étaient assuré l'exploitation. On remarque pourtant qu'un bon nombre des jeunes gens et des jeunes filles ayant quitté le village pour chercher un emploi et un complément d'éducation en ville dès le début des années 1970, avaient les moyens, rares au village à cette époque, d'obtenir le billet d'autobus qui les conduirait à Mexico ou à Oaxaca, la capitale de l'État, soit qu'ils aient gagné ou dérobé à leur famille les cent pesos nécessaires, soit qu'un proche fraîchement installé les ait aidés à le rejoindre. Une autre condition indispensable était le maniement de quelques rudiments d'espagnol, qui ne s'acquéraient alors qu'à l'école primaire. Les premiers à partir étaient les adolescents qui avaient achevé les cinq années d'enseignement primaire dispensé au village, voulaient découvrir le vaste monde et chercher un emploi plus rémunérateur que la production paysanne ; pour d'autres, deux ou trois ans d'école suffisaient. De nombreuses jeunes filles aussi, qui cherchaient, de plus, à échapper à un mariage non désiré, tentaient leur chance. Ce départ signifiait l'abandon du vêtement traditionnel et l'acceptation implicite de l'idée que la Modernité les accueillerait s'ils se présentaient comme Métis et non comme Indiens.

L'image classique du réseau migratoire comme filière s'applique à merveille à ceux qui sont partis alors. En principe, il s'inscrit dans le champ familial, mais très souvent le dépasse ou le contourne, surtout pour les départs à l'insu de tous. C'est donc le moment où les occasions, l'aléatoire, jouent tout leur rôle, et ceci tant pour entreprendre le voyage que pour trouver emploi et logement, une fois arrivé à des-

mination. Là, les « bons tuyaux » s'échangent, et le/la dernier(e) arrivé(e) peut avoir découvert une adresse utile au « vétéran ». L'horizontalité se vérifie et il ne semble pas que des personnes jouissent longtemps d'une centralité particulière. Ce sont plutôt quelques espaces qui jouent le rôle de carrefour et de point d'attache : tel jardin public, certaines stations de métro, où l'on se retrouve le dimanche, les migrant(e)s de cette époque s'en souviennent avec précision et émotion. Il est vrai que ce réseau s'enferme dans une « sphère clôturée d'interaction » [Poutignat et Streiff-Fenart, 2000] projetée dès avant le départ par l'appartenance villageoise (et entrouverte par ceux qui proviennent d'unions exogamiques et rencontrent des cousins de villages voisins). Sa qualité communautaire est donc donnée d'emblée, mais son efficacité dépend par ailleurs des contacts les plus nombreux et variés possibles avec les gens de la ville, les « gens d'ici » (le nouvel ici). Or à Mexico, les migrant(e)s ne se dirigent vers aucune institution (au contraire de Oaxaca où les jeunes partent se former à l'enseignement bilingue pour lequel on les a recruté(e)s dès le village) mais vont chercher une place sur le marché, dans l'anonymat de la ville. Les gens qu'ils et elles ont le plus l'occasion de côtoyer au début sont des patron(ne)s et des logeurs/euses, dont certains peuvent trouver sympathiques ces tout jeunes, braves et effrayés qui parlent un espagnol difficile à comprendre mais sont susceptibles de leur fournir une clientèle. En dehors de leur bienveillance éventuelle, les rapports qu'ont les migrant(e)s avec eux sont typiquement marchands.

La communauté villageoise ne s'est pas sentie en danger du fait de ces départs. La plupart des familles y ont finalement consenti très vite et les ont appuyés. Cela pouvait être l'occasion d'obtenir une aide pécuniaire qui commençait soudain à faire défaut dans un environnement marchand beaucoup plus proche. Les enfants qui partaient représentaient une extension des familles et ils étaient considérés comme des découvreurs. La télévision était encore pratiquement inconnue (en 1971 un poste trônait dans la seule boutique digne de ce nom) mais la radio s'était répandue et permettait de connaître la capitale que seuls quelques anciens avaient visitée lors de démarches officielles. Toutes ces motivations trouvaient une sorte de rationalité dans l'image de la modernité dont l'existence de la communauté agraire, explicitement et officiellement indienne, aux autorités traditionnelles reconnues comme gouvernement municipal, représentait le contrepoint. Apprendre à être modernes, vivre mieux et s'intégrer à la nation nécessitait d'en sortir, d'abandonner et de dissimuler les indices les plus évidents de l'indianité – vêtements et langue – qui provoquent la discrimination, et d'incorporer les compétences et les attributs des Métis, sans pour autant cesser de chérir sa culture, ses origines, et bien sûr sa famille et son village. On pourrait avancer l'hypothèse que ce que j'appellerai « métissage stratégique », qui feint de nier ce que, entre soi, on valorise comme constructif et respectable, cherche à contourner mais reproduit malgré tout une contradiction fondamenta-



le de la société mexicaine qui conçoit le métissage (tout court) comme « un espace conquis sur l'indianité » [Oehmichen, 2003]. Si cette discrimination se trouve bien à la base de la conception de la nation mexicaine [Lomnitz-Adler, 1995], cela justifie que l'on compare l'obstacle symbolique ainsi dressé à une frontière séparant deux pays, avec des brèches par où s'engouffrent ceux qui deviendront, respectivement, des clandestins et des Métis⁴. Le rôle de l'école comme levier et instrument fourni à qui tente le passage, au Mexique et de par le monde, est évident et amplement documenté.

Ceux qui partaient de Jicayán n'échappaient pas au reproche exprimé ou latent et à leur propre sentiment d'abandon. La distance et la perte font partie intégrante de l'expérience migratoire et s'exprimaient là, dans la culpabilité d'un éloignement choisi, en l'absence d'un conflit violent ou d'un processus d'expulsion virtuelle comme celle qu'avaient subie leurs prédécesseurs. Ceux qui ne partaient pas le leur faisaient sentir et, comme ils le racontent eux-mêmes aujourd'hui, ils devinaient les commentaires faits sur eux, à propos de « ceux qui oublient la famille » (portrait-robot de tout migrant) et « qui ne lui envoient presque rien ». D'ailleurs, lorsqu'ils revenaient en visite, on exigeait d'eux un comportement soigneusement codifié, ni trop urbain ni trop rustique, ni trop indien ni trop métis, qu'ils ne pouvaient qu'enfreindre, justifiant railleries⁵ et reproches. En particulier le comportement des jeunes filles suscitait les soupçons, hélas confirmés lorsque l'une d'elles revenait avec un bébé dans les bras et le confiait à sa mère. Mais rien n'était plus fort que l'envie suscitée chez ceux qui ne connaissaient pas la ville, et la grande fierté qu'en tiraient les visiteurs : le franchissement des distances et le rapprochement des contraires restant l'accomplissement du migrant, le *bridging*, que viendront renforcer, le cas échéant, un apport de ressources extérieures et les transformations qu'elles induisent.

En effet, à la différence du mouvement migratoire antérieur opéré par groupes domestiques complets, ce sont des individus qui sont partis dans ces années-là. Mais les familles n'ont pas mandaté leurs enfants pour qu'ils assurent une part de leur subsistance, ni même leur capacité d'accumulation comme c'est devenu plus récemment le cas, en particulier pour ceux qui vont travailler aux États-Unis. Bien que, dans les faits, les familles aient reçu de l'argent ou d'autres biens, elles en étaient moins souvent destinataires que bénéficiaires provisoires. Les envois n'ont, semble-t-il, été ni adressés ni reçus comme une dévolution obligatoire mais plutôt comme un investissement du migrant (maison, bétail) confié à ses parents. C'était tout de même une façon d'exprimer un intérêt durable, de réaffirmer sa présence (et ses droits futurs) au sein de la famille en partageant

4. La « production » des clandestins par la frontière a été discutée, entre autres, par Noiriel [*op. cit.*], De Genova [2003], Durand et Massey [2003].

5. La moins déplaisante consistait à les traiter de *ta'nu*, du nom des danseurs qui revêtent un costume métis et un masque lors de leurs représentations.

l'accès aux biens nouvellement acquis, de dire qu'on se sentait toujours partie prenante de la « dette mutuelle positive » [Godbout] dont on conçoit, à Jicayán comme ailleurs, qu'est fait foncièrement le lien familial.

S'agissant de jeunes célibataires, les absences ont surtout été sensibles dans l'imédiat pour les familles qui ont dû réorganiser leurs tâches productives et domestiques. Dans le travail agricole, le recours aux produits chimiques (herbicides, pesticides) s'est généralisé. Les filles ont alors joué un nouveau rôle dans la production agricole familiale en envoyant l'argent nécessaire au désherbage et au salaire de quelques *jornaleros* au moment des récoltes si la main-d'œuvre familiale ne suffisait pas. L'absence de plus en plus fréquente des jeunes fut sensible dans les échanges matrimoniaux retardés, conclus dans le cas des migrants sur leur propre initiative et célébrés seulement quelques années plus tard, en grande pompe, une fois leur situation économique assurée. C'est plutôt sur le moyen et le long terme que la migration à Mexico eut et a toujours des effets de transformation profonds sur l'ensemble de la communauté à travers l'appauvrissement de l'agriculture comme activité productive et rectrice du cours des choses, l'intérêt croissant pour l'éducation scolaire comme voie conduisant vers d'autres débouchés, et les conditions et les implications nouvelles de la transmission du patrimoine.

À Mexico, le travail domestique a été la première destination des jeunes filles, parfois des jeunes garçons. Il est resté l'emploi de la plupart des femmes de cette première génération quand elles ont repris une activité salariée après avoir élevé leurs enfants. Les hommes ont trouvé du travail en atelier (mécanique), en usine (textile) le plus souvent à titre de « travailleurs éventuels » non affiliés à la sécurité sociale, parfois dans des bureaux, plus récemment dans les transports publics, en plus des filières classiques pour les jeunes ruraux que sont l'armée et la police auxiliaire. Dans quelques entreprises moyennes, le recrutement a pu suivre le modèle de la « niche d'emploi », le premier employé recommandant ses compatriotes, selon une pratique favorisée par les patrons à cause du double contrôle social qu'elle instaure [Wilson, 1990] et appréciée par les membres d'une communauté soudée. Mais la plupart des migrants de Jicayán, dans les premières années, ont très fréquemment changé d'emploi, à la recherche de meilleurs ajustements entre salaire, frais de transport et ambiance de travail, ou simplement « parce qu'ils s'ennuyaient », répétant ainsi dans leur propre, courte, expérience salariée une pratique courante au Mexique qui reflète autant les conditions de l'emploi que la culture de travail dominante [Pries, 1997]. Cela a sans doute contribué à distinguer assez nettement relations de travail et de sociabilité, et à ce que celles-ci restent focalisées sur la famille et les *paisanos*. À une époque certains se sont réunis pour discuter passionnément de ce qu'il fallait faire pour Jicayán. Les réunions étaient animées par ceux qui avaient une participation plus active, voire syndicale, sur leurs lieux de travail. Ces débats d'alors, qui n'ont pas



abouti, ont en quelque sorte anticipé les idées qui ressurgissent maintenant dans l'organisation nouvelle et formalisée des Jicayánenses de Mexico dont je parlerai plus loin.

Malgré les intentions du départ, rares sont ceux qui ont poursuivi leurs études parallèlement à un emploi, et ceux qui ont réussi⁶ jouissent d'un prestige que l'enrichissement de quelques autres ne peut voiler. Puis la vie sociale intense des premières années s'est calmée et dispersée avec la formation des couples (presque tous constitués de « gens du village ») et chacun s'est lancé dans les déménagements successifs, cherchant à louer un logement un petit peu plus grand mais à bon prix pour s'y loger avec les enfants (pas plus de quatre, les médecins désormais y veillent), tout en épargnant pour accumuler quelques matériaux et pour entreprendre la construction si désirée d'une pièce, puis d'une maison à Jicayán⁷.

La vie urbaine a beaucoup changé au cours des années 1980, marquées par la crise économique et la fermeture de nombreuses entreprises et par la dispersion des logements populaires vers les périphéries, et le tremblement de terre qui a secoué le centre de la ville le 19 septembre 1985 n'a fait qu'accentuer le mouvement. Tous ont été affectés à un titre ou à un autre mais un groupe l'a été tout particulièrement. Ces *Jicayánenses* vivaient dans une même *vecindad* de la Colonia Juarez, une grande construction ancienne où habitaient une soixantaine de familles. Chaque couple, parfois flanqué d'hôtes supplémentaires, louait une chambre et partageait les services d'eau. Le séisme les a mis à la rue pour deux ans, du refuge sous plastique sur les trottoirs au campement installé par le Département du District Fédéral. La présence parmi eux de jeunes militant(e)s les a encouragés à participer à des associations qui luttaient pour leur relogement et ils ont obtenu ainsi, grâce à un crédit très avantageux, pour certains des appartements dans le quartier péri-central de Tlatelolco, pour d'autres de petites maisons dans des cités reconstruites aux abords du Centre Historique.

Les années 1980 et 1990 voient se développer le travail informel, en particulier diverses formes de vente dans la rue [Garcia, de Oliveira, 1994]. La vente de

6. Les étapes consistaient à terminer, éventuellement, le cycle primaire, puis étudier le soir les trois années de secondaire. Se lancer encore dans les deux années de cycle terminal, tout en travaillant, était un défi relevé par un tout petit nombre. On compte sur les doigts de la main ceux qui ont entrepris et achevé des études universitaires. Les jeunes de Jicayán qui sont partis étudier à Oaxaca présentent logiquement une proportion plus élevée de diplômés d'un niveau ou d'un autre. Enfin quelques-uns ont été reçus dans des pensionnats réservés aux jeunes Indiens accolés à des écoles professionnelles – agriculture, professorat – où ils ont obtenu leur qualification.

7. Cette arrivée des migrants de Jicayán à la grande ville présente des similitudes et des dissemblances avec les nombreuses études réalisées sur le sujet, en fonction des configurations de départ, des époques, des segments du marché et des zones de la ville où se sont trouvés les nouveaux arrivants. Voir en particulier quelques classiques : Lewis [1965], Arizpe [1975], Kemper [1976], Lomnitz [1975], Roberts [1980], Selby et al. [1994]. Il est important pour cette comparaison d'insister sur le fait que les premiers migrants de Jicayán sont arrivés et se sont installés en ordre dispersé, tout en maintenant au début des contacts très fréquents et réguliers.

nourriture préparée à la maison ou sur place, à des postes fixes ou semi ambulants, est la source principale de revenus de bon nombre de familles de Jicayán. Mais il y a de grandes différences entre le vendeur de pommes de terre « chips » dans sa carriole, qui gagne juste de quoi vivre, et les équipes de cinq ou six personnes qui offrent *tacos* et tout type de *fritangas* élaborées. Dans tous les cas, c'est un travail très astreignant, qui requiert beaucoup d'organisation et de sens commercial, mais qui offre, à cette condition, une bonne rentabilité, même avec un investissement monétaire. Une combinaison recherchée, au sein d'un couple, sera l'emploi de l'un à un poste salarié, même mal payé mais stable, tandis que l'autre prendra en charge le *changarro* (petit commerce). Des familles qui m'ont ouvert leurs comptes assurent que c'est l'argent de la vente qui leur a permis d'acquérir un terrain en périphérie – après la maison, prioritaire, à Jicayán – puis de construire, chambre après chambre, de quoi loger les enfants qui grandissent.

Observée depuis Jicayán, la migration a, dès ces années-là, perdu beaucoup de son caractère aventureux. On voit les maisons des migrants se multiplier au village, ainsi que les voyages dans les deux sens pour participer à des fêtes, faire soigner les parents, occuper un poste de travail qui se libère. Beaucoup de jeunes couples, parfois accompagnés d'enfants, quittent le village et choisissent de s'installer en ville dans un voisinage où ils savent pouvoir compter sur une première tête de pont.

Les réseaux d'acclimatation à la ville tendent à se restreindre à une dimension familiale, ou bien au contraire s'ouvrent au point d'assurer logement et travail à des relations lointaines, mais contre paiement. Ainsi, on emploie des jeunes filles chez soi en attendant de les placer, ou encore on augmente sa capacité de vente en faisant participer les nouveaux arrivants à la micro entreprise familiale. Certaines familles valorisent leur investissement dans la construction en louant des chambres, voire des étages complets, à des *paisanos*. Les différences économiques, réelles et reconnues, n'empêchent pas – sont même plutôt mises à profit – pour renforcer les liens d'interdépendance au sein du groupe. En dehors des relations un peu clientélistes que ces écarts favorisent, la nostalgie peut expliquer ce choix, avec le plaisir de commenter, en mixtèque, les nouvelles du village, tandis qu'on parle l'espagnol dans les transactions quotidiennes et même, souvent, avec les enfants à qui beaucoup de parents ont négligé, parfois volontairement évité, d'enseigner leur langue. Mais il est possible aussi que les commentaires racistes soient plus fréquents que ce qui m'a été affirmé et ne se cantonnent pas à l'école, à la caserne (pour les militaires) et aux réunions entre hommes éméchés. C'est sans doute une des raisons pour lesquelles les *paisanos* préfèrent se rencontrer entre eux, parfois en famille le dimanche, éventuellement pour assister aux matches de basket ou de foot où trois ou quatre équipes de jeunes de Jicayán s'affrontent toutes les semaines.



En dehors du travail, les femmes ont d'autres occasions de diversifier leurs relations et de sortir du cercle de Jicayán, si tant est qu'elles le désirent⁸ : l'école des enfants, le marché, le voisinage où la déficience chronique des services pousse les plus décidées à s'organiser et à protester auprès des autorités, sont des responsabilités régulièrement dévolues aux femmes [Massolo, 1992]. Des relations circonstancielles « faibles » ont permis, par exemple, à deux sœurs de se voir proposer par une connaissance du marché de participer à un mouvement d'invasion de terrain sur la réserve urbaine en pourtour de ville. A force de nuits passées sur les lieux, de marches et de manifestations avec les autres, elles ont obtenu chacune un terrain puis une maison qu'elles paient par traites. Leurs enfants ont rencontré leurs conjoints dans le quartier, dont aucun(e) n'est d'origine indienne, de Jicayán ou d'ailleurs.

Le nombre de Jicayánenses et les générations qui se superposent est devenu trop élevé pour que tous se connaissent à Mexico. Et les quartiers où ils se sont implantés se trouvent sur tout le pourtour de la ville, notamment dans les municipalités de banlieue (Estado de México) où les terrains sont moins chers et où, par petites filières entre proches, ils se sont donné le mot pour acquérir des terrains. Mais pour les fêtes familiales cela vaut la peine de traverser la ville, ce que d'ailleurs beaucoup font tous les jours pour aller travailler. La nourriture préparée est souvent apportée par autobus depuis le village, ou bien on charge un spécialiste, migrant lui aussi, de confectionner les charcuteries locales. Un lieu reste central, c'est le terminus de la ligne d'autobus qui rejoint la côte, où l'on peut se rendre le vendredi, le samedi et le dimanche soir avec l'assurance d'y rencontrer un *paisano* prêt à faire le voyage de nuit. Certains migrants tirent profit du rapport étroit que tous gardent avec leur village d'origine en louant des autobus qui assureront le voyage avec retour au bout des huit ou dix jours de vacances des familles à Noël. C'est l'époque où le village se remplit de « touristes » comme on les appelle maintenant et où se réalisent la plupart des mariages.

Dans ce nouvel environnement social qui est fait pour partie d'interconnexions mais qui, à Mexico, laisse toujours ouverte l'option de l'anonymat (au sens de sortie du groupe), les relations jouent sur plusieurs registres. L'âge – la cinquantaine fatidique – et le temps de présence des migrants à Mexico y sont pour beaucoup. C'est en effet dans les rangs de la première génération, arrivée à peu près en même temps et qui a commencé sa vie adulte en ville, que se manifeste maintenant un désir de regroupement plus fort et manifeste qui s'est cristallisé dans la fondation d'une association de Jicayánenses installés à Mexico et sa

8. Les « interdictions de sortir » de la part du mari semblent moins fréquentes que celles qu'on rapporte dans la littérature [García, de Oliveira, *op. cit.*], peut-être parce qu'à Jicayán, le travail interdépendant des deux conjoints n'est pas seulement inscrit fermement dans la production mais aussi dans la vie sociale : la responsabilité d'une *mayordomía* (fête fort coûteuse offerte à un saint), par exemple, ne peut être assumée que par un couple, et l'appui de la parentèle est requis des deux côtés.

conurbation. Elle réunit les « natifs » (*nativos*) et les « originaires » (*originarios*) de Jicayán, soit leurs enfants qui ne sont pas nés au village.

Les plus diplômés, les plus connus, ont été désignés par acclamation pour constituer le Comité de liaison chargé de donner consistance, visibilité et projection à cette association, lors d'une première réunion que le Président municipal de Jicayán est venu présider et légitimer. Il serait impensable, en effet, qu'une association relevant de la simple union de quelques volontés individuelles prenne la parole et prétende représenter « les gens de Jicayán », ni même « un groupe de gens de Jicayán » : au lieu de distinguer une partie de la communauté, ce serait y créer une sécession. L'idée de réseau s'oppose ici à celle de communauté, non pas du côté de la volonté, ni même de la libre volonté, que l'on suppose toujours à la base de tout engagement, à Jicayán, fût-il dans la sphère traditionnelle, mais dans la dimension de la représentativité et du pouvoir qu'elle confère. « Prendre la parole » en assemblée est compris à la lettre et l'on ne peut le faire que depuis sa place, c'est-à-dire depuis un statut préalablement reconnu⁹. Il est en revanche légitime de chercher la récompense des services rendus à la communauté, services qui se sont traduits par une vie digne faisant honneur au village et par la capacité que donne l'expérience de formuler des conseils judicieux aux personnes et à l'assemblée tout entière.

Peut-on considérer ce retour, après avoir acquis des compétences nouvelles, comme un retournement du « métissage stratégique » avancé plus haut à titre hypothétique dans le contexte idéologique des départs ? Trente-cinq à quarante ans après les premiers départs en ville, cette génération de Jicayánenses semble bien être restée en phase avec les principes de l'idéologie communautaire lorsqu'ils ne conçoivent leur retour (et ne sont prêts à l'envisager) qu'entourés de la reconnaissance générale. Parmi leurs enfants, certains se sont sans doute éloignés de la racine villageoise et indienne, mais ils ne sont pas rares ceux qui s'en réclament explicitement, soit qu'ils aient toujours été éduqués dans la langue et les références culturelles de Jicayán, soit qu'arrivés à l'orée de l'âge adulte et se sentant de taille à affronter et à défier le préjugé ethnique, ils choisissent de les reconquérir.

Au plan pratique, le Comité a pourtant mis en défaut la proverbiale capacité des gens de Jicayán à improviser des fêtes gigantesques et les deux bals organisés jusqu'à présent à Mexico ont été déficitaires. Au-delà de l'anecdote, les relations au sein du *Comité de Enlace*, qui hésite entre l'égalitarisme et les préséances, semblent refléter la difficulté à se poser formellement comme communauté dans un environnement urbain où l'insertion personnelle et familiale a été dans de nombreux cas, réussie et gratifiante.

9. Voir les comparaisons sur ce sujet proposées dans *Qui veut prendre la parole ?*, sous la direction de Marcel Détienne [2003].



Une nouvelle génération de migrants

Âges différents et expériences variées se côtoient à Jicayán, comme ailleurs. Parallèlement aux allers et retours vers Mexico, devenus routiniers (d'une durée de douze heures), il y a eu d'autres départs, cette fois vers les États-Unis. Commencés il y a une dizaine d'années, ils s'accélérent selon une modalité différente puisque le paiement d'un *coyote* à la frontière est inévitable. Le recours à une filière de passeurs impose le silence, et les préparatifs de départ deviennent ainsi clandestins au regard même des voisins. L'aide de ceux qui sont déjà partis est plus que jamais indispensable, pour les vingt mille pesos (environ mille cinq cents euros) nécessaires au franchissement de la frontière, pour leur hospitalité au moins les premiers jours et leur aide dans la recherche d'un emploi, une fois qu'on est parvenu de l'autre côté. L'obligation de restitution du prêt consenti, généralement à trois ou quatre mois, crée vite de fortes tensions. La dureté du travail, le dépaysement causé par la nourriture, la langue et les habitudes différentes ne sont pas toujours compensés par l'admiration ressentie pour les rues et les maisons « très belles », pour la propreté et l'ordre qui semblent régner. Dans les quelques entrevues que j'ai réalisées jusqu'à présent, se retrouver dans un autre pays et y souffrir de la clandestinité ne semble pas avoir été considéré comme l'expérience la plus pénible face à la peur et à la fatigue de la traversée, aux tracas quotidiens et à la nostalgie. Le caractère proprement international de cette migration (comme expérience vécue) n'est pas encore suffisamment documenté dans mon enquête et je n'en dirai donc rien. Telle qu'elle est présentée au retour, la migration aux États-Unis semblerait plus un mauvais moment à passer qu'une expérience de lutte, de questionnements et de réalisation comme elle a pu l'être pour certains des migrants de Mexico. Par contre, elle assure à ceux qui n'ont pas été trop malchanceux la possession d'une somme impossible à gagner si vite au Mexique. Au retour, après quelques mois ou un petit nombre d'années, ce sont des projets économiques qui les mobilisent : ce peut être la construction d'une maison, beaucoup plus somptueuse que celles des migrants de Mexico, ou l'ouverture d'un petit commerce ou d'un atelier, mais de préférence à tout autre investissement, l'achat d'une camionnette qu'ils conduiront eux-mêmes et qui s'incorporera au système de transport vers la ville de Pinotepa Nacional (à seize kilomètres) – un créneau résolument moderne, maintenant saturé et assez conflictuel. La plupart d'entre eux ne semblent pas porteurs de projets politiques propres, pour lesquels on les jugerait d'ailleurs trop jeunes, et ils se sont insérés jusqu'à présent dans les rapports de pouvoir existants. Une famille, pourtant, se distingue ; elle a accumulé les bénéfices de voyages réalisés par plusieurs de ses membres, gère un commerce en pleine expansion et accorde, paraît-il, des prêts à quelques candidats au départ. Son dynamisme économique novateur se double d'un rôle moteur dans l'essor tardif de la troisième option politique au niveau local, mais au pouvoir à Mexico, le Parti Action Nationale.

Dernier point de vue, toujours ouvert : depuis le village, voir les autres partir, revenir

Finalement, la migration est un phénomène intégré au quotidien de ceux qui restent au village, qui s'accommodent des absences et y suppléent, qui concrétisent les projets de construction des migrants, qui les accueillent à leur retour. Ce sont eux qui vivent et créent au jour le jour les changements que les migrants découvrent tout à coup et souvent sur le mode nostalgique. Le village a beaucoup changé : les rues ont été tracées et recouvertes de ciment, les toits plats en attente d'un deuxième étage se pressent les uns contre les autres, là où de grands *solares* ombragés abritaient quelques maisons de pisé et de branches. Dans les maisons du centre, l'eau coule maintenant au robinet, même si les toilettes manquent encore le plus souvent.

Et puis, tous les enfants vont à l'école. La généralisation de la scolarisation est un des faits les plus marquants des quarante dernières années, accentué depuis 1998 par la distribution de bourses des programmes Progresa et Oportunidades¹⁰. Elle imprime ses rythmes aux jours et aux saisons, réorganise le travail familial, et alimente la migration au fur et à mesure que sont proposés de nouveaux niveaux scolaires, dont le plus élevé actuellement est le cycle terminal dans deux spécialités techniques, infirmerie et informatique, qui ne trouvent pas suffisamment de débouchés dans la région. Les jeunes cherchent la première occasion de partir même s'ils trouvent la vie au village plaisante. Peut-être par réalisme, ils parlent de chercher immédiatement un emploi plutôt que de se former plus avant. Les familles ne les retiennent pas.

De la maternelle au lycée technique, les dix établissements scolaires installés dans le village chef-lieu attirent et fixent une population importante d'instituteurs et d'institutrices dont la plupart en sont originaires. On serait tenté d'appeler les *maestros* « migrants de l'intérieur » car, sans se déplacer beaucoup, ils sont continuellement en contact avec des personnes et des références venues d'ailleurs ; la nature même de leur travail, le jeu des solidarités et des compétitions dans lequel ils se meuvent élargissent leur monde quotidien et les distinguent ; tout d'abord le salaire reçu tous les quinze jours, peu élevé mais régulier, en monnaie, et qui permet les anticipations et les emprunts, si difficiles à envisager pour les paysans. C'est majoritairement au sein de leur propre groupe professionnel, localement ou au-delà, qu'ils développent leurs pratiques de sociabilité (égalitaire) sans cesser d'être recherchés pour toutes sortes de parrainages (asymétriques). De façon emblématique, les *maestros* et quelques autres personnes qui partagent leur condition de salariés sont situés sur une ligne de clivage sociologique, où les rapports entre eux peuvent aussi se mêler à d'autres relations de type traditionnel que s'en écarter complètement.

10. Les conditions d'attribution de ces bourses et les conséquences du programme Progresa (1998-2000), antécédent du programme Oportunidades, sont analysées dans : [Pepin Lehalleur, 2003].



Après un violent conflit politique qui s'est soldé par une demi-douzaine d'assassinats il y a vingt ans, la capacité d'intermédiation des *maestros* et d'autres villageois habiles à parler l'espagnol et à nouer des alliances dans les partis (avant tout le PRI, et tout récemment le PRD – Parti de la Révolution démocratique) a été reconnue pour gouverner le municipio plutôt que de le confier aux mains inexpertes de ceux qui avaient fait preuve de dévouement communautaire dans les diverses charges religieuses ou civiles. Une bonne partie de la population n'est pas convaincue et beaucoup reprochent aux Anciens de ne plus assumer leur rôle de sages, conseillers du village et garants de la légitimité. Les conjonctures critiques se sont multipliées ces dernières années où se pose en termes chaque fois nouveaux la question des formes adéquates de représentation et de gouvernement de la communauté, sans qu'un réel consensus soit trouvé si ce n'est autour de l'acceptation du principe majoritaire en dernière instance.

On assiste au retour de migrants chaque fois plus nombreux, d'une cinquantaine d'années, donc à l'aube de leur troisième âge, celui de l'affirmation publique de soi (et à travers soi, de sa famille). On peut s'attendre à ce que se densifie encore la compétition politique et que soient mises plus en avant des questions telles que l'autochtonie, la priorité des critères locaux dans la prise de décisions, les relations avec les municipalités voisines dont certaines seulement sont « indiennes » (autorité municipale y comprise) comme Jicayán, le rapport entre les différents pouvoirs locaux – foncier, religieux, droit coutumier, représentants des quartiers et des hameaux, outre le municipal – sans compter le « style » à respecter dans les concertations et la tenue des assemblées.

La communauté approche aussi du terme de l'application du Programme d'enregistrement des terres *ejidales* et communales (Procede) qui a pour but officiel de clore définitivement la Réforme agraire. Si le programme est censé se limiter à remettre à chaque *comunero* le titre foncier lui revenant après délimitation précise et certifiée de ses parcelles, la pression gouvernementale et médiatique est forte pour que les terres soient mises sur le marché afin de « remédier à leur émiettement ». Malgré les freins établis dans la procédure (assemblées « consolidées », à fort quorum et majorité des trois quarts), l'expérience de nombreux villages montre qu'il suffit d'une minorité décidée pour que les anciens *ejidos* ou communautés agraires soient privatisés, ou même que la vente des terres se déroule librement, en dehors du cadre légal. Certains migrants, confiants dans leurs projets de développement, ne font d'ailleurs pas mystère de leur intention de constituer des domaines importants.

Les familles ont à gérer ces nouvelles perspectives et à déclarer dans des délais très courts les arrangements conclus quant à la transmission et à la répartition de leur patrimoine. À leur habituelle complexité, il faut ajouter la diversité des tra-

jectoires des enfants, migrants, de retour ou restés au village, dont certains ont déjà reçu une part des terres, et les apports éventuels réalisés par chacun. Les droits des filles se posent avec une nouvelle acuité puisqu'elles ont souvent été sollicitées et que le droit « positif » (national) reconnaît en principe l'égalité de tous les enfants, ce que ne faisait pas la coutume de façon générale¹¹. Lors des départs, il ne semble pas que les migrants et leurs familles se soient mis d'accord de façon explicite sur les conditions matérielles dans lesquelles les uns et les autres auraient à répondre de leur dette mutuelle. Partir ne les excluait pas sur le long terme, et les remises et investissements, quand ils ont eu lieu, ont été compris comme des apports nets du migrant, dont il laissait la jouissance à sa famille mais qui lui reviendraient sous une forme ou une autre, dans le cadre d'une possession partagée, en particulier avec les vieux parents, tant que cela s'avère nécessaire¹².

Cette reconnaissance des services réciproquement rendus au sein des familles correspond donc au modèle de la « dette positive » recherchée plutôt que subie [Godbout, *op. cit.*], dont les termes n'ont pas à être annoncés à l'avance. Le fait que vingt ou trente ans plus tard des accords implicites puissent continuer d'être pris en compte dans des règlements successoraux montre qu'ils s'appuient sur des interprétations suffisamment proches et généralisées, qui correspondent bien à une même communauté de sens. Il arrive cependant que, sous l'effet de circonstances extérieures ou personnelles, elles entrent en contradiction avec d'autres points de vue qui modifient les conceptions mêmes des individus ; les conflits violents qui éclatent alors au sein des familles reflètent une incapacité à gérer des sentiments de profonde injustice qui se fondent sur des principes antagoniques.

De réseau à communauté de pratiques

Conter les expériences de Jicayán et de ses migrants a permis, espère-t-on, de montrer que la notion de réseau où chaque relation est conçue comme dyadique et leur ensemble, non fini et toujours susceptible d'élargissement, est la plupart du temps trop partielle pour rendre compte de la dynamique migratoire. Les migrants dont il est question ici ne sont pas des personnes seules¹³, quand bien même ils pourraient éprouver, parfois, ce sentiment : le migrant a laissé derrière

11. Traditionnellement, quand il n'y avait pas de garçon dans la famille, elles recevaient de la terre, ou quand leur mari, sans héritage propre, avait travaillé les terres de sa belle-famille. On retrouve là le critère du travail réalisé comme fondement de la valeur et du « droit » à la terre, la préférence pour la filiation patrilinéaire, ainsi que la conception du groupe domestique (et de l'union matrimoniale) comme l'unité de base fonctionnelle de la société paysanne qui prévalent au Mexique.
12. Dans les cas étudiés dans le sud du Veracruz, l'équipe de recherche IRD-Ciesas-Golfo fait au contraire état d'accords explicites au départ [Léonard, Quesnel, Velázquez, 2003 ; Léonard, 2005 ; Quesnel, del Rey, 2005].
13. Ces considérations s'appliquent mal aux personnes ayant décidé de partir seules s'installer ailleurs, tout comme le terme même de « migrant » avec sa résonance collective. Voir les cas intéressants analysés par Constance de Gourcy [2005].



lui des membres de sa famille, d'autres sont partis avec avant, ou après lui, et ils se trouvent en nombre, face à d'autres personnes, comme des nouveaux venus.

Il semble donc plus productif de considérer d'emblée chacune des relations nouées dans sa dimension tridimensionnelle et de situer ces nœuds relationnels dans leur contexte, donc de les délimiter. Ces situations se prêtent à l'analyse des interactions de toute nature, relevant du contrat marchand, de l'engagement libre de deux volontés ou de la dette communautaire. Elles permettent surtout de retracer les processus de construction de pratiques communes où se mêlent souvent ces divers types de relations et où les actions de chacun acquièrent des sens nouveaux¹⁴. Y participent toujours, ne serait-ce que par le regard, les acteurs non mobiles de la migration, face à qui les migrants font masse.

Le déplacement des migrants les met en position d'apprentissage conscient permanent et c'est une de leurs réussites que de dominer une situation au premier abord inconnue. La participation à ces communautés de pratique, en situation de partance, d'arrivée, d'adaptation ou de retour, est d'abord une situation de fait, plus ou moins assumée. Dans la mesure où s'y négocient les représentations de soi et que se développent les relations de pouvoir, elle devient souvent un cadre stratégique et polémique où s'élabore une vision du groupe que certains tenteront de projeter afin de modeler leurs enjeux communs face aux « autres ». C'est l'expérience vécue par les migrants dans de telles configurations, et la porte qu'ils ouvrent sur leur monde lorsqu'ils acceptent d'en faire part, qui intéressent et émeuvent l'anthropologue.

BIBLIOGRAPHIE

- ANDERSON Benedict, *L'imaginaire national*, Paris, La Découverte, 1996.
- ARIZPE Lourdes, *Indígenas en la ciudad : el caso de las "Marías"*, Mexico, SepSetentas, 1975.
- ARIZPE Lourdes, *Migración, etnicismo y cambio económico*, Mexico, El Colegio de México, 1976.
- BASCH Linda, GLICK SCHILLER Nina, SZANTON BLANC Cristina, *Nations unbound*, Australia, Gordon and Breach Publishers, 1994.
- DE GENOVA Nicholas, « La producción legal de la "ilegalidad" migrante mexicana », *Estudios migratorios latinoamericanos*, n° 17 (52), 2003.
- DE GOURCY Constance, *L'autonomie dans la migration*, Paris, L'Harmattan, 2005.
- DE LA PEÑA Moises, *Problemas sociales y económicos de las Mixtecas*, Mexico, Ediciones del Instituto Nacional Indigenista, 1950.
- DETIENNE Marcel (dir.), *Qui veut prendre la parole ?*, Paris, Seuil, 2003.
- DURAND Jorge, MASSEY Douglas, *Clandestinos. Migración México-Estados Unidos en los albores del siglo XXI*, Mexico, UAZ-Miguel Angel Porrúa, 2003.
- GAILLAND Rodolphe, *La Réunion : anthropologie politique d'une migration*, Paris, L'Harmattan, 2005.

14. Un excellent exemple de ce type d'analyse appliqué au fonctionnement des tontines est offert par Carlos Vélez-Ibáñez [1993].

- GARCÍA Brígida, DE OLIVEIRA Orlandina, *Trabajo femenino y vida familiar*, Mexico, El Colegio de México, 1994.
- GODBOUT Jacques T., *Le don, la dette et l'identité*, Paris, La Découverte / Mauss, 2000.
- GUÉRIN Isabelle, « Dette et lien social : les expériences de la finance solidaire », in MICOUD André, PERONI Michel (coord.), *Ce qui nous relie*, La Tour d'Aigues, L'Aube, 2000.
- GUILHAUMOU Jacques, « Le corpus en analyse de discours : perspective historique », *Corpus et recherches linguistiques*, n° 1, 2002.
- HAVET José [ed.], *Staying on. Retention and Migration in Peasant Societies*, Ottawa, University of Ottawa Press, 1988.
- HEIDEGGER Martin, *Basic Writings*, London, Routledge, 1993.
- KANOSSI Dora (comp.), *Hegemonía, estado y sociedad civil en la globalización*, Mexico, BUAP-IGS-Miguel Angel Porrúa, 2001.
- KEARNEY Michael, *Reconceptualizing Peasantry*, Boulder, Col. Westview Press, 1996.
- KEMPER Robert, *Campesinos en la ciudad. Gente de Tzintzuntzan*, Mexico, SepSetentas, 1976.
- LAZEGA Emmanuel, *Réseaux sociaux et structures relationnelles*, Paris, PUF, « Que sais-je », 1998.
- LÉONARD Éric, « Frontière interne, gouvernance locale et production de la culture politique en milieu rural mexicain. La réforme agraire dans le Sud-Veracruz », *Cahiers des Amériques latines*, n° 45, 2005.
- LÉONARD Éric, QUESNEL André, VELÁZQUEZ Emilia (coord.), *Políticas y regulaciones agrarias. Dinámicas de poder y juegos de actores en torno a la tenencia de la tierra*, Mexico, CIESAS-IRD-Miguel Angel Porrúa, 2003.
- LEWIS Oscar, *Los hijos de Sánchez*, Mexico, Mortiz, 1964.
- LINDON Alicia, *De la trama de la cotidianidad a los modos de vida urbanos. El Valle de Chalco*, Mexico, El Colegio de México-El Colegio Mexiquense, 1999.
- LOMNITZ Larissa, *Cómo sobreviven los marginados*, Mexico, Siglo XXI, 1975.
- LOMNITZ-ADLER Claudio, *Las salidas del laberinto*, Mexico, Joaquín Mortiz, 1995.
- LOPEZ CASTRO Gustavo, *La casa dividida*, Zamora, El Colegio de Michoacán, 1986.
- MASSOLO Alejandra, *Por amor y coraje. Mujeres en movimientos urbanos de la ciudad de México*, Mexico, El Colegio de México, 1992.
- MAUSS Marcel, *Sociologie et anthropologie*, Paris, PUF, 1950.
- NOIRIEL Gérard, *État, nation et immigration*, Paris, Belin-Gallimard, 2001.
- OEHMICHEN Cristina, « Procesos de integración y segregación en el espacio urbano. Indígenas en la ciudad de México », in LARTIGUE Françoise, QUESNEL André (coord.), *Las dinámicas de la población indígena. Cuestiones y debates actuales en México*, Mexico, CIESAS-IRD-Miguel Angel Porrúa, 2003.
- PEPIN LEHALLEUR Marielle, « (Dés)affiliation et identité. Des femmes indiennes face aux politiques publiques au Mexique », *Ateliers*, n° 26, 2003.
- POUTIGNAT Philippe, STREIFF-FÉNART Jocelyne, « Réseaux et trajectoires d'étudiants africains », *International Review of Sociology*, vol. 10, n° 3, 2000.
- PRIES Ludger, « Conceptos de trabajo, mercados de trabajo y "proyectos biográficos-laborales" », in *Los estudios sobre la cultura obrera en México*, Mexico, UAM-Conaculta, 1997.
- QUESNEL André, DEL REY Alberto, « Mobilité, absence de longue durée et relations intergénérationnelles en milieu rural (État du Veracruz, Mexique) », Paris, *Cahiers des Amériques latines*, n° 45, 2005.
- ROBERTS Bryan, *Ciudades de campesinos. La economía política de la urbanización en el tercer mundo*, Mexico, Siglo XXI, 1980.
- SASSEN Saskia, *The Mobility of Labor and Capital*, New York, Cambridge University Press, 1988.



- SAYAD Abdelmalek, *L'immigration ou les paradoxes de l'altérité*, Bruxelles, Editions Universitaires et De Boeck, 1991.
- SELBY Henry et alii, *La familia en el México urbano. Mecanismos de defensa frente a la crisis (1978-1992)*, Mexico, Conaculta, 1994.
- URRY John, *Sociology beyond societies. Mobilities for the twenty-first century*, Abingdon, Routledge, 2000.
- VELASCO Laura, *El regreso de la comunidad : Migración indígena y agentes étnicos (Los mixtecos en la frontera México-Estados Unidos)*, Mexico, El Colegio de México – El Colegio de la Frontera Norte, 2002.
- VÉLEZ-IBÁÑEZ Carlos, *Lazos de confianza. Los sistemas culturales y económicos de crédito en las poblaciones de los Estados Unidos y México*, Mexico, Fondo de Cultura Económica, 1993.
- WENGER Etienne, *Comunidades de práctica. Aprendizaje, significado e identidad*, Barcelona, Paidós, 2001.
- WILSON Fiona, *De la casa al taller*, Zamora, El Colegio de Michoacán, 1990.

RÉSUMÉ/RESUMEN/ABSTRACT

À travers l'ethnographie de trois vagues migratoires successives au départ d'un même village mixtèque du Oaxaca (Mexique), l'article met en valeur les relations que les migrants développent avec les parents qui restent et avec leurs interlocuteurs à l'arrivée, ceux qui sont « déjà là ». Au-delà de l'évolution des rapports qu'ils entretiennent entre eux, auxquelles les études se limitent généralement, il s'agit d'analyser l'ensemble de ces interactions dans la constitution de communautés de pratique, de montrer comment leur complexité donne leur sens aux expériences migratoires dans leurs divers contextes.

A través de la etnografía de tres olas migratorias que salieron de un mismo pueblo mixteco de la Costa de Oaxaca (México), el artículo pretende valorar los vínculos que los migrantes desarrollan con sus paisanos que se quedan y con sus interlocutores en el lugar de llegada, los que « ya estaban allí ». Además de la evolución de las relaciones que

mantienen entre sí, regularmente tomada en cuenta en los estudios migratorios, se analiza aquí el conjunto de estas interacciones en la construcción de comunidades de práctica, buscando mostrar cómo tal complejidad da su sentido a las experiencias migratorias en sus distintos contextos.

All along the ethnography of three migratory waves leaving the same Mixtec village from Oaxaca (Mexico), the paper stresses the relationships that the migrants establish with their fellows who stay and with the ones, in town or elsewhere, who are « already there » and receive them. It intends to show that beyond the interactions between migrants, which migration studies usually account for, the very complexity of their interactions

is what gives sense to the migratory experience, through the construction of communities of practice in different settings.

MOTS-CLÉS

- Réseau migratoire
- Communauté de pratique
- Non-migrants

PALABRAS CLAVES

- Red migratoria
- Comunidad de práctica
- No-migrantes

KEYWORDS

- Migratory network
- Community of practice
- No-migrants

David Dumoulin Kervran*

Usages comparés de la notion de réseau.

Propositions d'analyse pour l'action collective

Nul doute que la notion de réseau soit utilisée en sciences sociales dans une diversité de contextes bien trop large pour avoir une réelle utilité heuristique dans sa généralité. Pourtant, l'omniprésence actuelle de la notion est un symptôme de redéfinition des objets et des problématiques. Interroger précisément cette diversité par une analyse comparative des usages de la notion dans des domaines spécifiques s'est imposé comme un moyen d'apercevoir ce que pouvait annoncer ce symptôme. Mais que signifie ce terme de réseau ? Véritable schème d'organisation de la pensée, on ne reprendra pas ici les débats de fond qui entourent son histoire, sa définition et ses champs d'application, dont certains auteurs ont dressé une cartographie fort suggestive [Musso, 2001 ; Mercklé, 2004 (b), Colonomos, 1995]¹.

* Université Paris III – Sorbonne nouvelle, Institut des Hautes Études de l'Amérique latine / Centre de Recherche et de Documentation sur l'Amérique latine (CREDAL), UMR 7169.

1. L'analyse historique et la définition qui nous ont semblé les plus complètes de la notion dans ces multiples usages est celle de Musso : « La notion de réseau est omniprésente, voire omnipotente. Elle a pris la place de notions jadis dominantes, comme le système et la structure » (...) « Le réseau est un récepteur épistémique ou un cristallisateur... » [2001, p. 194]. L'auteur distingue deux grands types d'usage, chacun connaissant un sens dégradé : 1) un mode de pensée permettant d'organiser les connaissances, ensuite dégradé en une « technologie de l'esprit » s'imposant partout ; 2) un mode d'aménagement de l'espace/temps, une matrice technique, souvent galvaudée en une simple symbolique (un sac à métaphores) qu'elle charrie. En ce qui concerne plus précisément les réseaux sociaux transnationaux, on renverra aussi à deux bons textes d'introduction : pour l'histoire des réseaux sociaux en général, cf. Mercklé [2004 (a) et 2004 (b)] ; et pour les réseaux transnationaux, Colonomos [1995].

Pour cet essai comparatif, le champ des usages observés sera bien plus réduit, et l'exercice de définition plutôt un instrument de travail qu'un préalable. Une question en effet très ouverte est à l'origine de notre interrogation : à quoi sert la notion de « réseau », aujourd'hui proliférante dans les sciences sociales ?

L'unité des différents domaines évoqués dans ces articles est l'analyse de l'action collective la plus contemporaine, même si les facettes sont diverses puisque les réseaux sont dits militants, experts, migrants, mafieux, ou armés. Notons sans plus attendre que, malgré certaines oppositions dues aux ancrages disciplinaires divers (sociologie, sciences politiques, géographie et anthropologie), la notion a donc au moins eu un grand avantage : servir d'objet pour un dialogue interdisciplinaire sur les transformations contemporaines de l'action collective. Deux autres dimensions facilitent la comparaison : les réseaux abordés sont tous transnationaux et sont étudiés depuis leurs ancrages latino-américains. En se centrant sur les usages de la notion dans l'action collective, le projet se distingue en revanche des analyses de réseau plus classiques portant sur les structures commerciales et « informationnelles » des sociétés contemporaines². En outre, les textes réunis ici se démarquent aussi de l'analyse formelle des réseaux sociaux, appelée également « analyse structurale » et dont le projet de recherche et les outils tendent à s'étendre en France [Degenne et Forsé, 2004 ; Lazega, 1998] comme en Amérique latine [Requena Santos, 2003]³. On pourra certes regretter l'usage mieux contrôlé de la notion de réseau qu'aurait permis cette dernière approche – comme on le verra en première partie de ce texte ; à l'expression de ce regret, on peut toutefois opposer que, dans la littérature contemporaine, les utilisations les plus courantes de la notion sont peu élaborées et qu'il est donc urgent d'enrichir la réflexion sur ces usages « fragiles » de la notion.

Que nous apprend la comparaison des usages de la notion de réseau entre des domaines de recherche généralement étanches ? Qu'est susceptible d'apporter réellement à l'analyse cette notion en vogue ? C'est le regard tendu vers cet horizon que la réflexion qui suit a pu s'organiser suivant trois axes successifs : identification des dangers et des démarches réflexives possibles concernant l'usage fragile de la notion, recherche ensuite de principes de comparaison qui nous infor-

2. Castells [2001] et Musso [1997], ainsi que la revue *Réseaux*, proposent maintenant une réelle approche sociologique, alors que la thématique d'Internet et du virtuel a donné lieu à de multiples réflexions plus aventureuses. En plus de ces deux grands domaines d'analyse, deux autres perspectives ont aussi fait un usage intense – et spécifique – de la notion de réseau : la « théorie de l'acteur réseau » [Latour, 2006] et l'approche des réseaux de politique publique [Le Galès et Thatcher, 1995]. L'approche se distingue aussi des réflexions plus générales biologico-mathématiques ou philosophiques [Parrochia, 1993 et 2001].

3. Pour ce vigoureux courant de la sociologie, pour cette approche en France, on renvoie aussi au tout nouveau groupe réseau de l'Association française de Sociologie, (<http://www.cmh.pro.ens.fr/reseaux-sociaux>). Et pour l'Amérique latine, de nombreuses publications latino-américaines ont paru depuis 2000, voir en particulier la revue *Redes. Revista hispana para el análisis de redes sociales* (<http://revista-redes.rediris.es>).



ment sur le fonctionnement de ces « réseaux », présentation enfin de ce qui nous a semblé le plus fécond dans les usages de cette notion, c'est-à-dire l'attention portée à la fluctuation extrême des frontières du collectif désigné, voire au rôle d'interface de l'action en réseau. Les analyses personnelles qui suivent ont été portées par la participation au projet collectif et par la lecture des différents articles. Que les auteurs m'excusent pour avoir souvent trop rapidement dégagé de leurs analyses quelques traits sans en rendre toute la teneur.

Notion « post-it » et usages concurrents

La notion s'étant aujourd'hui répandue comme la poudre et bien loin de l'analyse dite structurale, l'image du post-it permet d'évoquer plusieurs dimensions de cet usage proliférant dans les sciences sociales, comme dans le langage commun. D'une seule couleur vive, son collage à tort et à travers tend à faire croire que tous les regroupements d'individus sont de manière similaire des « réseaux ». Utilisé par toutes les catégories socioprofessionnelles, rien ne distingue un post-it mis par un sociologue d'un autre mis par un « profane ». Il est plus fait pour attirer l'attention et renvoyer à autre chose (modernité, efficacité, etc.) que pour qualifier l'objet particulier sur lequel il est collé. Caractérisé par sa vitesse d'utilisation, il semble aussi être attribué par les analystes en sciences sociales dans l'urgence et « sous réserve d'inventaire », mais l'appellation provisoire finit en général par rester l'étiquette définitive.

La prolifération des usages de la notion de réseau et les différences de prise de recul qui caractérisent les articles de ce dossier obligent donc à clarifier les risques qu'entraînent les usages trop souvent post-it. Le fait que la notion signifie avant tout le modèle légitime de l'action collective contemporaine oblige également à montrer comment cette concurrence des usages pourrait devenir un objet en soi de la recherche sociologique.

Le premier trait notoire dans l'usage de cette notion est qu'il prolifère autant chez les chercheurs (usages dits savants), que chez les individus observés (usages dits profanes) selon une coupure justement de plus en plus artificielle. Les meilleurs exemples du phénomène sont donnés dans les articles précédents par les experts de l'urbain ou les leaders afro-descendants qui revendiquent haut et fort la notion et l'utilisent clairement comme une ressource pour nimber de légitimité leurs actions. Ce trait demanderait donc à être plus frontalement analysé, en particulier lorsque son usage en sciences sociales n'a pas fait l'objet de spécification⁴. Un certain flou des usages doit d'abord être relevé dans la mesure où la notion de réseau est au centre du phénomène de la circularité auto-entretenu,

4. L'analyse formelle des réseaux sociaux a ici un statut particulier par son élaboration plus méticuleuse de la notion, mais elle apporte ses propres biais.

soulignée par la sociologue Sylvie Ollitrault [1996]⁵ au sujet de la réflexivité des « profanes » lorsqu'une notion issue des sciences sociales est réutilisée par les acteurs étudiés, alors que les chercheurs continuent à l'utiliser comme cadre d'analyse. Dans ces partages langagiers, un processus de légitimation réciproque entre acteurs et chercheurs est bien à l'œuvre. On peut parfois même se demander si la notion est issue du monde scientifique, ou si chercheurs et acteurs étudiés n'ont pas puisé parallèlement dans un même répertoire de termes véhiculé par les médias.

Étant donné cette circularité avérée, l'analyse de ces usages du terme « réseau social » semble alors un préalable nécessaire à une analyse de l'action collective et de ses éventuelles transformations. Pourquoi ce cadre d'interprétation de l'action collective est-il aujourd'hui repris plutôt que d'autres ? Pourquoi est-il repris plutôt par certains acteurs plus proches des analyses savantes, par les fameux « experts-militants » ? Au niveau individuel, grâce à quel type de formation politique et/ou universitaire, mais aussi par le choix de quel type d'interlocuteurs institutionnels cette reprise est-elle facilitée ? On le voit, dans les milieux prompts à s'auto-attribuer une organisation en réseau, des études fécondes semblent pouvoir s'opérer sur les usages stratégiques de la notion.

On peut alors aussi se demander s'il ne conviendrait pas d'analyser avec plus de prudence la proclamation d'agir « en réseau » venant des acteurs eux-mêmes, avant de leur emboîter le pas dans nos analyses. Pour comprendre la pertinence actuelle de cette notion de « réseau social », la référence aux transformations structurelles de nos sociétés (transformations technologiques, circulation réticulaire) ne semble pas suffire. Cette force doit également être analysée comme la domination d'une mise en sens de l'expérience ; comme le montre la littérature du management depuis quinze ans, l'organisation en réseau constituerait LA forme légitime de l'action collective contemporaine. Ceux qui participent à cette organisation se sentent valorisés, croient en l'efficacité et donc à la légitimité supérieure de ce modèle. Quels sont les grands mécanismes de cette supériorité ? En amont, en plus des débats internes au monde de la sociologie⁶, on notera bien sûr les résonances de ce modèle avec un ensemble de représentations du monde social dominantes aujourd'hui (individualisme, multi-appartenance, identité fluide voire fragmentée, mais aussi décentralisation, dématérialisation, déterritorialisation). Mais les principaux mécanismes qui

5. L'analyse de Sylvie Ollitrault concerne les modalités de la reprise du cadre tourainien des nouveaux mouvements sociaux. Cette capacité des acteurs à produire eux-mêmes leurs cadres d'interprétation sociologiques est d'ailleurs de plus en plus soulignée au sein de la littérature anthropologique, comme au sein de l'analyse de l'action collective [Fillieule, Blanchard, Agrokolansky, Bandler, Passy et Sommier, 2004, p. 13-48].

6. Pour ce qui est des résonances au sein même du champ des débats sociologiques et en particulier de la volonté de dépasser la dualité structuralisme/atomisme afin de forger un nouveau paradigme méso-sociologique sous la figure tutélaire de G. Simmel, cf. Mercklé [2004], qui constitue une excellente introduction.



permettent à cette mise en sens de s'imposer sont à chercher plus précisément dans l'opposition à l'ancien modèle dominant, aujourd'hui dévalué mais persistant (le système bureaucratique « rationnel-légal ») et par l'émulation (on oppose aux multiples réseaux déjà proclamés d'autres actions en réseaux).

Ainsi, c'est souvent par une volonté de distinction que l'action en réseau est aujourd'hui célébrée de toutes parts ; cela même par les champions du modèle dominant, les anciennes bureaucraties étatiques, qui s'organisent en réseaux transgouvernementaux, réseaux thématiques, d'échange d'information et d'expertise. Jean Rivelois souligne d'ailleurs que les hommes politiques contournent de manière récurrente le modèle qu'ils sont censés incarner en utilisant constamment des réseaux de relations et de captation de ressources pour maintenir leurs activités. C'est surtout en agitant l'image d'un État Léviathan et d'un modèle bureaucratique sclérosé⁷, repoussoir largement fantasmé qui était, il y a trente ans encore, l'horizon de la modernité, que le nouveau modèle de l'organisation en réseau semble se poser en s'opposant. Les articles du dossier l'évoquent clairement : réseaux altermondialistes, réseaux migrants, réseaux mafieux, tous sont définis ainsi par leur opposition au modèle de l'organisation bureaucratique. Les mécanismes d'émulation sont également omniprésents, comme l'illustre clairement Carlos Agudelo dans le cas des réseaux afro-américains vis-à-vis de leurs alter ego indiens, peu altermondialistes. Même dynamique pour ce qui est des modèles d'entreprises ou des réseaux d'experts, mais aussi – par exemple – pour les polices européennes qui se mettent en réseaux pour combattre les réseaux migrants illégaux et les réseaux mafieux [Bigo, 1996]. Les réseaux militants transnationaux qui émergent après 2000 s'inspirent non seulement de leurs prédécesseurs, en général anglo-saxons, mais aussi parfois des modèles organisationnels des réseaux d'entreprises qu'ils combattent. Face à ces deux dynamiques d'opposition et d'émulation largement rhétoriques, le contenu précis de la notion semble alors presque secondaire pour comprendre cette légitimité dominante de « l'action collective en réseau ».

La reconnaissance de cette surenchère à la nouveauté devrait inciter à décrire les dynamiques sociales choisies avec plus de circonspection sans reprendre ces déclarations performatives de « faire du réseau ». Quelle est précisément dans les cas étudiés la nouveauté par rapport au fonctionnement réel du modèle bureaucratique ou encore au modèle de clientélisme (réseaux interindividuels verticaux), comme le souligne Jean Rivelois dans son article ? À quelle définition du réseau cette nouveauté renverrait-elle ? Ce dernier point sera repris dans d'autres parties de ce texte.

Un troisième point litigieux se fait jour alors, révélant des débats critiques plus larges encore sur l'efficacité de ce mode d'action. L'organisation en réseau semble posséder deux faces : un halo de sainteté (altermondialisme, entreprises, circulation de

7. Dans le monde de la gouvernance d'entreprise, l'ancien modèle fordiste, avatar du modèle bureaucratique, a déjà été rejeté depuis plus longtemps encore.

l'information) ou une odeur de soufre (mafias, terroristes). Par-delà cette séparation manichéenne, c'est pourtant bien l'ensemble des analyses qui semble ratifier l'idée de l'efficacité supérieure du réseau. Dans son travail sur les réseaux mafieux, Jean Rivois insiste particulièrement sur les risques de cette ligne de partage artificiel, et sa reformulation audacieuse questionne par la bande la vision du monde que porte cette célébration des réseaux sociaux. L'efficacité revendiquée de l'organisation en réseau est-elle toujours établie par l'analyse ? N'est-elle qu'un *a priori* (une croyance programmée) que les chercheurs partagent avec les acteurs qu'ils étudient ? Il n'est pas anodin de rappeler que les chercheurs eux-mêmes sont tenus d'améliorer leur efficacité sur le marché mondial en se réorganisant selon le modèle normatif de l'organisation en réseau... Le réseau posséderait-il au XXI^e siècle une efficacité intrinsèque indépendamment du secteur, des objectifs, ou des valeurs des acteurs concernés ? Sinon, reprendre cet *a priori* d'efficacité, ou démontrer trop rapidement celle-ci dans le contexte global actuel, n'est-ce pas reprendre à notre compte la définition et les critères de ce qu'est « l'efficacité » dans l'organisation sociale ? Cet *a priori* fait une grave impasse sur les « trous noirs » existant entre les mailles du réseau, ainsi que sur les anciennes structures sociales qui peuvent être détruites par l'imposition de nouvelles structures en réseau, comme l'évoquent, par exemple, Luc Boltanski et Ève Chiapello au sujet de la montée de « la cité par projets » au sein du monde de l'entreprise et du « troisième esprit du capitalisme » [Boltanski et Chiapello, 1999 ; Castells, 2001 ; Gras, 1997]. Même au XXI^e siècle, les qualités prêtées à l'organisation en réseau – vitesse, capacité à échanger des informations, fluidité et adaptabilité des liens et des identités, contrôle à distance – sont-elles les seules échelles pour juger de « l'efficacité sociale » d'un type d'action collective ? Répondre à cette question obligerait à mener de véritables études comparatives et à proposer, pour mesurer cette efficacité relative, des critères dépassant la dimension purement stratégique de l'action collective, et prenant également en compte l'expérience intime de sociabilité pour chacun des participants ainsi que les effets structuraux de ce type d'organisation sociale. Comme le rappelle avec amertume Pierre Musso à propos de la cartographie fouillée qu'il a faite des usages de la notion : avec « le réseau » représentant « la fin et le moyen pour penser et réaliser la transformation sociale... », l'utopie technicienne a tôt fait de décharger l'utopie sociale de son fardeau [Musso, 2001, p. 217].

À la recherche de la typologie perdue

Afin de mieux cerner le fonctionnement des réseaux étudiés, et donc la spécificité de l'action en réseau, la deuxième étape de cette comparaison porte sur la richesse des classifications possibles. Les études comparatives menées à partir de l'organisation des différences et des ressemblances semblent être destinées à sécréter des typologies. Comment classer les différents cas d'organisation en réseau présentés par les articles précédents ? Rien d'évident. Non seulement parce que les cas sont hétéro-



gènes et leur nombre trop réduit, mais aussi parce que la comparaison s'est avérée suffisamment riche pour dépasser les premières constructions qui avaient été établies et pour en suggérer de nouvelles que l'on espère plus incisives. La présentation d'une telle série de typologies ne constitue certes pas une grille toute faite permettant d'étudier le fonctionnement des réseaux sociaux : c'est surtout le cheminement qui pourra, je l'espère, être utile à certains lecteurs et inciter à contourner certains écueils.

La première idée du groupe de travail a été de classer simplement les cas selon ce que les membres de chaque réseau partagent en premier lieu : des valeurs pour les militants et les guérilleros, des intérêts matériels pour les migrants et les mafieux, et des savoirs techniques pour les experts urbains. L'existence même de la catégorie de plus en plus utilisée « d'experts-militants » au sujet des altermondialistes du CIEPAC basés au Chiapas illustre déjà les premiers doutes sur cette classification. Classification qui avait précisément été influencée par l'article fameux de Peter Hass [1992] sur les « communautés épistémiques » où ce dernier proposait d'isoler son nouvel objet en le différenciant des groupes d'intérêt, des groupements politiques et mouvements sociaux, bureaucraties et professions. Les communautés épistémiques seraient les seules à partager, dans une combinaison exceptionnelle, non seulement des intérêts, des valeurs, et un projet politique, mais aussi des « croyances causales » correspondant à une base consensuelle de connaissances techniques appliquée à l'interprétation commune d'un problème. Il est intéressant de noter que le terme de « communauté » y était préféré à celui de « réseau » pour insister sur l'intégration multidimensionnelle des membres, et pour souligner sans doute aussi le nombre relativement réduit de participants et l'accès peu ouvert de ces communautés épistémiques.

Les recherches empiriques sur l'action collective ne permettent bien sûr pas de tenir longtemps ce grand partage qui renvoie au vaste problème des déterminants de l'action humaine. Max Weber [1995, p. 78-82] voyait déjà les dynamiques de « communalisation » et de « sociation » comme deux idéaux-types renvoyant à des réalités toujours mêlées dans l'action collective⁸. Cette différenciation ne peut guère nous éclairer : d'une part en effet les réseaux sociaux peuvent servir des objectifs divers suivant les époques analysées (ce que montre très bien Anne Philippe au sujet du fonctionnement actuel des réseaux guérilleros) ; d'autre part parce que l'action collective est travaillée par les différents modes de participation de ses membres et ne peut donc jamais se réduire à une unique finalité. Cette diversité est encore plus remarquable pour de tels collectifs « coagulés », qui se caractérisent justement par l'hétérogénéité de leurs membres et la souplesse de leur coordination. Militants et guérilleros partagent de nombreux savoirs et ne sont pas dénués d'in-

8. La communalisation correspond à ces relations sociales fondées « sur le sentiment subjectif (traditionnel ou affectif) des participants d'appartenir à une même communauté », alors que la sociation est fondée sur « un compromis d'intérêts motivé rationnellement (en valeur ou en finalité) ou sur une coordination d'intérêts motivée de la même manière ».

térêts matériels, les mafieux partagent entre eux des valeurs cruciales liées à leurs activités criminelles, les experts s'affrontent sur des modèles orientés par leurs positions politiques et construisent leurs carrières. La discussion sur les mouvements sociaux, et sur ce qui les distingue des groupes d'intérêts, des partis, ou des associations a parfois ainsi tourné autour des principaux motifs de l'action, en distinguant l'action altruiste ou « progressiste » des autres types de dynamiques collectives. Ce type d'approche ne permet bien sûr pas d'explorer la complexité des ressorts de l'action collective qui font partager le plus souvent tout à la fois valeurs, intérêts matériels, et savoirs, surtout si l'analyse prend en compte la diversité des participants et la variabilité dans le temps. Bref, cette première tentative de classification nous en dit finalement très peu sur la réalité complexe des dynamiques sociales étudiées et regroupées ici sous cette notion de « réseau ».

Acteur ou forme de sociabilité ?

La comparaison des usages de la notion a fait émerger une seconde option : différencier un type de réseau fonctionnant comme un acteur d'un autre type, reflet d'une forme de sociabilité. Dans notre cas, la dualité reflétait surtout un écart entre, d'une part, un regard modelé avant tout par la sociologie politique et l'idée de cerner les enjeux de pouvoir dans une perspective essentiellement macro-sociologique et, d'autre part, un regard marqué par l'anthropologie sociale et les échanges symboliques dirigés sur les réseaux migrants à travers une perspective plus « micro ». L'analyse de Marielle Pepin Lehalleur, centrée sur une analyse méticuleuse de la dimension « mode de sociabilité » reste d'ailleurs *in fine* beaucoup plus réservée sur l'utilité de la notion de « réseau ». Elle nous éclaire en revanche davantage sur la complexité de chaque lien social qui relie entre eux les individus.

On retrouve dans les textes cette attention différenciée au vécu et aux pratiques de sociabilités des individus participant au « réseautage », aux réseaux de recrutement : seuls les textes de Anne Philippe et de Marielle Pepin Lehalleur nous permettent de nous en approcher. Ceux de Carlos Agudelo et de Jean Foyer soulignent tout de même comment les acteurs donnent eux-mêmes sens à leurs stratégies à travers le champ lexical de « réseau ». Finalement les recherches restent cependant à un niveau plus général et s'attachent plus à définir un mode d'action collective où les interactions concernent plutôt des groupes et organisations, avec la captation de ressources et l'identification de cibles. L'analyse d'Hélène Rivière d'Arc, comme celles de Jean Foyer, de Carlos Agudelo ou de Jean Riveleis concernent finalement des réseaux plus inter-organisations qu'inter-individuels, même si la première illustre vis-à-vis des réseaux d'experts urbains comment ces deux niveaux s'imbriquent.

Cette dualité entre « réseau-acteur » et « réseau-mode de sociabilité » se retrouve souvent au sein même des analyses portant sur l'internationalisation de l'action



collective. D'une part ont émergé, à partir des études de relations internationales, les études sur les coalitions transnationales (les « Transnational Advocacy Networks » ou « Issue Network ») et leur capacité à influencer des cibles (États, normes reconnues et organisations internationales [Keck et Sikkink, 1997] et, d'autre part, les études issues du champ des mouvements sociaux qui se centrent sur les réseaux de recrutement⁹, la socialisation préalable et les trajectoires personnelles de ceux qui participent à des actions coordonnées (les « Transnational Social Movement Organisation ») [Smith, Chatfield, Pagnucco, 1998 ; Tarrow, 2000]. En quelques années, cette confrontation entre plusieurs programmes de recherche a vu la consécration du terme de réseau transnational mais aussi son usage se circonscrire à un mode d'organisation d'intensité minimale se distinguant des « coalitions transnationales », et plus encore des « mouvements sociaux transnationaux » par l'absence de coordination de tactiques et de stratégies, de capacité à générer une mobilisation sociale coordonnée à travers la protestation suffisamment visible [Khagram, Riker, Sikkink, 2002]. Les études se centrant sur la dimension « acteur » ont permis d'attirer l'attention sur l'hétérogénéité des statuts des participants (public/privé, national/international par exemple), sur la dynamique inter-organisationnelle, et sur le rôle-pivot de l'échange de l'information. Il s'agit de trois caractéristiques spécifiques aux réseaux sociaux que les articles de ce dossier auraient gagné à étudier plus directement. Cette perspective « acteur » pêche cependant par une tendance à reprendre sans l'interroger le discours sur « l'horizontalité » de ces réseaux transnationaux.

En revanche, l'approche issue de l'étude des mouvements sociaux, en particulier des mobilisations altermondialistes [Della Porta, Andretta, Mosca, Reiter, 2006 ; Fillieule, Blanchard, Agrokolansky, Bandler, Passy, Sommier, 2004 ; Della Porta Tarrow, 2005 ; Bandyet Smith, 2005], a élaboré une grille beaucoup plus riche pour analyser le fonctionnement interne de l'action collective transnationale en réseau. Cette approche indique quatre points permettant d'approfondir nos analyses du fonctionnement spécifique de cette action en réseau trop rapidement labellisée comme « flexible et composite, informelle et acéphale ». Ces études précisent en effet comment les usages de l'Internet transforment les anciennes modalités de l'action collective. Comment l'analyse des mécanismes de recrutement doit suivre en détail la diversité des réseaux de sociabilité préexistants et les participations sur un mode individuel et intermittent. Comment se forment les « réseaux de réseaux » et les relations inter-organisations à travers la multi-appartenance présente ou passée de certains militants, la compétition et/ou l'agrégation de groupes informels plus autonomes qu'auparavant. Comment, enfin, ces nouvelles mobilisations donnent corps au mot d'ordre « d'horizontalité » à travers une expérimentation constante de

9. Il faut noter l'influence séminale de l'analyse de Charles Tilly [1978], avec son insistance sur la mesure de la « cat-net » pour évaluer le potentiel de mobilisation d'une population, combinaison de l'existence du partage d'une situation objective (*category*) avec l'existence de réseaux sociaux denses pouvant être mobilisés (*networks*).

diverses modalités de démocratie interne : analyse précise des modes de délibération et de prise de décision par consensus, et surtout des modes de représentation (sélection de simples « porte-parole » tournants) et de gestion de la formalisation/spécialisation, des différences centre/périphérie dans la vie du collectif.

Cette différenciation réseau-acteur, réseau-mode de sociabilité n'a donc pas véritablement pu structurer plus avant nos comparaisons car les analyses des modes de recrutement par sociabilités antérieures et les relations internes des membres du réseau n'avaient pas encore reçu suffisamment d'attention pour tous les cas. La dichotomie a permis en revanche de souligner quatre exigences méthodologiques importantes : a) une différence plus explicite entre analyse des réseaux inter-individuels et celle des réseaux inter-organisationnels, et aussi entre les stratégies de collecte des données et le travail de terrain qu'entraîne chacune des constructions de l'objet ; b) une analyse à la fois des perceptions sur « le réseau » et ses frontières construites par ceux qui y participent et de celles qui sont construites par ceux qui l'identifient de l'extérieur (par exemple depuis « la cible » pour les militants, mais aussi depuis les communautés d'origine pour les migrants)¹⁰, c) une détermination plus parcimonieuse de l'application de la notion de réseau : ne s'agit-il pas seulement d'une séquence des actions collectives étudiées ? ; d) une analyse structurelle des réseaux, les morphologies pouvant constituer un des points centraux de la comparaison, à la jonction entre les analyses micro et macro. C'est sur ce dernier point que reviennent les paragraphes suivants.

Morphologie comparée

L'organisation formelle des configurations sociales est bien la dimension qui a attiré le plus l'attention des chercheurs travaillant sur les réseaux sociaux. La comparaison est d'autant plus facilitée que l'attention ne porte pas sur la teneur spécifique, complexe des liens sociaux, mais sur leur analyse quantitative et sur leur représentation spatiale sous forme de graphes. D'ailleurs, contrairement à la vulgate « horizontaliste » accompagnant la notion de réseau, ce type d'analyse est parfaitement à même de souligner les hiérarchies (nœuds de réseaux) et les situations de marginalité (isolement dans le graphe et minceur des liens désignant l'intensité). Il est regrettable que le format des textes ne permette guère une étude plus fine de cette structure et du mode d'expansion/rétraction des « réseaux » analysés. Bases de données quantitatives et représentations graphiques ne sont pas présentes dans les articles, mais plusieurs éléments de comparaison formelle ont été identifiés.

10. Le réseau est aujourd'hui souvent revendiqué comme mode d'action par ceux qui coordonnent leur action, mais il est utilisé avec la même fréquence par des acteurs externes pour qualifier le mode d'action des autres. On se trouve donc devant certains décalages entre exo- et endo-perceptions : est-ce un réseau ou simplement une organisation classique dont règles et organigrammes sont méconnus ? Est-ce un réseau ou seulement quelques personnes qui se sont réunies une fois sans donner plus de suite à cette rencontre ? L'existence de ce réseau n'est-elle pas un pur fantasme produit par des acteurs extérieurs, voire par certains des individus concernés ?



La première différence a été établie entre les réseaux qui semblent construire des routes et ceux qui s'organisent plutôt en filet dans de multiples directions. Cette dualité renvoie à une ambiguïté originelle de la notion qui désigne à la fois un mode de circulation et un filet visant à attraper un corps (*cf.* le mot *rets* en français et l'image fondatrice du système sanguin). Le mode de circulation renvoie d'ailleurs à de grandes figures de la pensée et du fonctionnement du monde qui nous entoure : la route peut devenir arbre ou delta, suivant toutes les images de l'écoulement où l'entrecroisement fait émerger l'organisation en réseau. On remarquera que l'organisation réticulaire semble avoir remplacé l'arborescence comme schème dominant d'organisation de la pensée (au XIX^e siècle : biologie, évolution, organigramme et autres classifications) ; mais on notera aussi que la circulation qu'elle désigne s'oppose justement à l'articulation linéaire et au simple chaînage. Même un faisceau de liaisons, par exemple des pipelines, mais qui ne sont pas interconnectées, n'a rien à voir avec un réseau. La figure de la route est cependant intéressante pour analyser certaines similitudes entre réseaux migrants et réseaux mafieux. Les deux types de réseaux sont en effet tendus vers la circulation d'un point de départ à un point d'arrivée : les migrants eux-mêmes dans le premier cas, la drogue dans le second. Toute l'activité de « réseautage » va donc s'organiser pour consolider ces routes ou en construire de nouvelles. Les ressources du réseau sont mobilisées en permanence pour alimenter la fidélité des relais, sécuriser la circulation, récompenser les divers acteurs qui auraient le pouvoir de fermer la route mais qui ne le font pas, explorer des routes alternatives et intéresser de nouveaux relais pour des routes à bâtir dans le futur. On s'éloigne dans les deux cas de la simple linéarité de la route car le réseau social désigne les sociabilités organisées autour du but commun de construire la route de circulation ; on fait entrer ou se séparer perpétuellement les relais suivant les fluctuations des tracés, mais le cœur du réseau social des migrants ou des mafieux correspond bien à des liens plus solides et croisés.

La seconde forme est plus classique et correspond à la définition même du filet sans centre ni périphérie, où le tissu des relations est continu et se reproduit à l'infini, chaque nœud étant identique à ses voisins¹¹. Cette figure que l'on retrouve dans le plan en quadrillage des villes coloniales d'Amérique latine reste une morphologie utopique, créée par la raison mais à laquelle les relations sociales sont rebelles ! Les articles du dossier évoquent d'ailleurs plutôt une structure en étoile¹², même si les

11. « ... le vocable de tissu ne nous paraît pas moins chargé d'implications extra-théoriques [...] c'est l'image d'une continuité où toute interruption est arbitraire. » [Canguilhem, 1969, p. 63-64], la figure correspond aussi à la cristallographie et à la reproduction des motifs dans les images fractales. Le rhizome s'oppose alors au système arborescent des racines classiques.

12. Jean Foyer utilise l'image des cercles concentriques qui n'est pas une image de circulation en réseau mais reprendrait plutôt l'idée d'échelle d'intensité dans les liens correspondant à l'éloignement géographique. La toile d'araignée est à la fois trace d'une circulation et structure pérenne, à la fois modèle du filet et modèle de l'étoile. La position du centre est relativisée par le nombre élevé d'intermédiaires qu'il faut parcourir quels que soient les points de départ et d'arrivée ; mais dans son usage réel par l'araignée, les nœuds perdent de leur sens, seule la surface créée subsiste.

précisions restent souvent faibles, pour tenter de visualiser la forme des réseaux sociaux évoqués. L'existence de nœuds de réseaux (nommés « ponts » dans les textes) est soulignée par Carlos Agudelo qui insiste sur l'existence de leaders incontournables, véritables entrepreneurs identitaires, ou par Anne Philippe au sujet de certains chefs, capables de faire le lien entre plusieurs tendances historiques de la guérilla comme de capter des soutiens dans différents milieux sociaux. Dans le cas des groupes armés, la structure de chaque cellule correspond à un organigramme typiquement hiérarchique où chaque cellule ne sait rien des autres et où tout contact avec l'organisation passe par le chef : exactement le schéma de l'étoile.

Les différentes perspectives de ces études morphologiques incitent donc à se méfier de la notion de « réseau » dans sa généralité, mais aussi à poser des questions plus précises sur la structuration de l'action collective. L'analyse des réseaux vise autant à mettre en lumière l'existence de rapports de pouvoirs faibles, comme dans les cliques, que de puissants rapports de pouvoirs, comme dans les dyades ou les étoiles, ou encore les structures polycéphales (un nombre plus important de personnages centraux avec leurs étoiles respectives), dernière structure que l'on retrouve souvent évoquée dans les articles de ce dossier. Les réseaux d'experts urbains mais aussi les réseaux guérilleros se présenteraient ainsi le plus souvent en étoile ou en structures polycéphales marquées par les relations entre grands fondateurs, chacun avec « son réseau » en étoile. L'analyse formelle permet également de préciser les liens simples de ceux qui sont multifonctionnels, de montrer des degrés divers de segmentation entre différents groupes qui constituent la structure en réseau.

Les adjectifs fragiles de la mise en réseau

La dernière étape de ces essais typologiques a mené à un questionnement comparé des quatre principaux attributs dont nous avons l'habitude de voir couronnés les réseaux, dans chacun des cas étudiés (horizontalité, fluidité, faible identité et informalité¹³).

Le premier et le plus important est celui de la présomption d'horizontalité dans ce type de collectifs. Il est sans doute aussi le plus contestable. Non seulement l'analyse de réseau permet de mettre en évidence l'existence de nœuds (individus ou organisations) qui ont une position centrale pour la circulation des ressources au sein du groupe, mais aussi de mettre en valeur d'autres signes de hiérarchie. Le thème du nombre réduit des porte-parole et de la représentation a particulièrement été mis en lumière par Carlos Agudelo dans le cas des réseaux afro-descendants, et les têtes de réseaux ont été clairement identifiées dans le cas des groupes armés par Anne Philippe. D'autres points ont été abordés pour reconnaître ces formes de pouvoir sous-jacentes : quels sont les membres qui pèsent sur les critères officiels permettant

13. Il faudrait sans doute également se pencher sur les formes de déterritorialisation et les stratégies de localisations comprises par l'action en réseau qu'interroge dans son texte Hélène Rivière d'Arc.



de juger qui est le bienvenu dans le réseau, si nous admettons que peu de réseaux sont en fait absolument « ouverts » ? Dans ces cas d'action collective, quels sont les membres les plus actifs pour diffuser l'image et les objectifs du réseau entre les membres, pour entretenir des rapports avec les cibles et les fournisseurs de ressources du réseau ? Comme l'évoque Hélène Rivière d'Arc, les réseaux d'experts ne font pas de « relance » auprès de leurs membres alors que les réseaux militants ou clandestins connaissent un noyau qui active en permanence les sociabilités qui les constituent. Conclusion : ce sont simplement les formes légitimes de pouvoir (*cf.* rejet du modèle bureaucratique et de la mise en scène de la domination), sa visibilisation et les modalités pratiques plus subtiles de son exercice qui semblent avoir changé.

Le second attribut classique de l'action en réseau est celui de la fluidité et de l'existence éphémère du collectif. Militants de l'altermondialisme et des afro-descendants illustrent bien cette idée de structure *ad hoc* qui ne se constitue que le temps d'une campagne médiatique au cours de laquelle les engagements sont intermittents, guidés avant tout par l'idée de visibilité, de représentation et/ou de production commune d'information. Il est vrai que les nouvelles technologies de l'information sont le principal facteur de ce type d'action collective minimale fondée sur la circulation. Dans les autres cas cependant la fluidité est toute relative et signifie plutôt qu'un groupe constitué par des liens de sociabilité très stables et denses (migrants, guérilleros, mafieux) va avoir des contacts brefs pour le temps d'une opération avec des relais, mais seulement à la marge du collectif. Cette transaction est alors souvent plus proche du fonctionnement du marché et s'oppose aux liens sociaux fondés sur des échanges bâtissant réciprocité et confiance sur le long terme. Le partage du risque dans le cas des mafieux, des guérilleros et des migrants (voire des militants) est un moteur puissant de continuité et même d'identité. Anne Philippe rappelle que les groupes constituent un « espace fermé marqué par la forte ritualisation de l'action et la socialisation des membres [...] ». Dans le risque et le secret [...] ». Marielle Pepin Lehalleur parle même du rôle des « liens primaires réellement ou symboliquement familiaux » pour les migrants, Anne Philippe du rôle des clans familiaux pour les groupes armés. Les cas sont rares où les coûts d'entrée et de sortie dans l'action collective sont réellement négligeables, ce qui ne facilite guère la fluidité.

Le déficit de sa construction identitaire différencierait l'action en réseau car, à sa fluidité, correspondraient un moindre investissement et une moindre identification au groupe social. Il ne peut y avoir de réseau que lorsque des liens sociaux s'établissent entre personnes séparées initialement par une distance *relative* (sociale, sectorielle, géographique) mais s'aidant, pour tous les cas étudiés, dans une étape commune au moins de leur socialisation. Marielle Pepin Lehalleur parle ainsi d'une « [...] pulsion entre distanciation et rapprochement » et elle évoque la construction de ponts entre différences autant que le rassemblement de semblables. Comme pour

la fluidité, la capacité à susciter l'identification chez les membres est en fait très variable suivant les parties de l'ensemble qualifié de réseau. Chez les militants, les coalitions larges de type altermondialiste tendent en effet à s'appuyer sur des mécanismes identitaires moindres, même si la labellisation commune « alter » tend à susciter une identification croissante. Dans le cas d'organisations en « clique », « étoile », où les relations de réciprocité et de confiance sont prégnantes, cette identification peut être très forte, d'autant plus si les coûts de sortie sont forts comme pour les groupes illégaux. Cette idée d'un coût de sortie nul – au centre du modèle de réseau – qui paraît mieux correspondre au cas des réseaux afro-descendants, semble en fait très rare après une analyse plus précise ! Encore une fois, la faiblesse de cette construction identitaire n'est valable que pour certains groupes et certaines séquences des collectifs étudiés.

Enfin, un dernier adjectif est rituellement accolé à l'action en réseau : « informelle ». Pour ce qui est des migrants, les règles écrites sont rares mais les clauses du « contrat » passé entre membres des différentes étapes du réseau sont particulièrement claires pour chacun. Dans le cas des réseaux d'experts ou de militants, cette qualification d'informalité est ambiguë dans la mesure où les modes de fonctionnement de la coalition peuvent en effet n'être explicités nulle part, mais où l'objectif de représentation et de visibilité du collectif est tel que son nom est mis en avant. Les chartes et autres déclarations de fonctionnement sont d'ailleurs nombreuses dans ces domaines et elles montrent la volonté de se donner des règles communes sans répondre aux modèles hiérarchiques. La clandestinité, voire l'illégalité des collectifs armés, ne signifie pas que leur action est « informelle » et les codes de conduite sont particulièrement rigides. Soulignons donc que l'informalité est due davantage à une baisse du nombre de règles formalisées, surtout écrites, afin de faciliter l'adaptabilité à un contexte changeant, qu'à l'absence de règles que croit percevoir l'observateur extérieur.

L'analyse comparative de l'application de ces quatre critères a ainsi l'avantage de minorer la nouveauté de ces « réseaux » vis-à-vis des structures classiques que sont les communautés, les clientèles ou les organisations bureaucratiques ; ils désignent bien des écarts relatifs vis-à-vis de ces modèles. Nombreux sont les cas où l'on se rapproche plutôt de certaines connexions inter-organisations [Fillieule, 2001 ; Diani et McAdam, 2003 ; McPherson, Popielarz et Drobnic, 1992], et où les principes de fluidité et d'horizontalité ne semblent concerner que certaines parties du collectif étudié.

Connecter/disparaître : le réseau comme ressac et interface

Finalement, la comparaison de ces différentes dynamiques de l'action collective a permis également de faire apparaître une dernière dimension des réseaux comme



essentielle : la difficulté à tracer une frontière claire entre l'intérieur et l'extérieur du réseau. Les perceptions qu'ont les individus sur le fonctionnement du réseau, son ouverture, sa fluidité, son horizontalité et l'existence d'une identité sont aussi très relatives car il n'est pas toujours aisé de situer l'individu vis-à-vis de cette frontière. C'est peut-être même seulement ainsi que les limites du réseau peuvent être établies, dans un aller et retour entre perceptions internes et externes, puisque cette forme se caractérise justement par cette ambiguïté de ses marges : qui est *in*, qui est *out* ? Ou plutôt la question serait : qui est légitime pour dire qu'un tel est *in* et qu'un tel est *out* ? Marielle Pepin Lehalleur rappelle à ce propos que « les relations d'identité, de réciprocité ou de compétition entre les uns ne surgissent que dans l'hétérogénéité et l'inégalité qui les réunit face à l'Autre [...] l'effet de groupe produit par les migrants, en leur faveur ou à leur désavantage ». Le point de vue des personnes ponctuellement en rapport avec les membres du réseau (« logeurs ou patrons » en quête de clientèles), et plus encore des habitants du village d'origine, est souvent négligé. C'est alors que la dimension hétérogène (relative) des membres de la configuration est la plus notable. Si dans les études formelles des réseaux, l'image de « la nébuleuse » émerge (plus que le nuage, moins que le cristal), c'est que certaines régularités sont tout de même observables mais que les frontières sont incertaines.

On arrive ainsi au point qui nous paraît essentiel dans l'organisation en réseau : la frontière ténue, fluctuante, qui délimite son intérieur de son extérieur. Au-delà de l'analyse de la structure interne de chaque réseau, où des structures hiérarchiques et stables semblent le plus souvent exister, il est nécessaire de se pencher sur la dynamique de structuration du réseau à ses marges, vers l'extérieur. Anne Philippe montre clairement comment la dynamique des liens de sociabilité au sein des groupes armés peut se transformer et laisser une grande place à des transactions ponctuelles de type commerce illégal des armes. C'est bien plutôt dans cette capacité à traverser les organisations existantes [Diani et McAdam, 2003 ; Fillieule, 2001], à faire circuler des ressources d'un point à un autre et entre arènes de différents niveaux (trans-scalaire comme insistent les auteurs), à transférer d'un champ à l'autre¹⁴, à opérer des « traductions » de connaissance – comme le rappelle Hélène Rivière d'Arc – et des connexions vite effacées, à se déployer en ne laissant que des traces, que l'action collective en réseau serait un mode spécifique d'organisation.

Migrants, militants, experts ou mafieux, la question se pose régulièrement de savoir où passe la frontière de leurs organisations, notamment parce que ces réseaux doivent capter des ressources et influencer des « cibles », individus ou organisations dont il est le plus souvent difficile de décider de la participation au dit « réseau ».

14. « La sociologie des réseaux transnationaux se donne pour objectif l'analyse de cette opération de conversion d'un espace à l'autre, de ressources, de valeur et de logistiques qui circulent au gré des interactions entre les membres de l'organisation. »

Comme le montre l'analyse en réseau centrée sur l'étude des mouvements sociaux [Diani et MacAdam, 2003], le regard doit se tourner autant sur la structure interne que sur les réseaux de recrutement et donc les sociabilités qui préexistent à l'action collective. Le désengagement doit également être analysé dans cette tension entre sociabilité au sein de l'organisation et autres réseaux de sociabilité [Fillieule, 2005]. L'attention à cette frange mouvante de l'organisation et de son terreau social de recrutement se retrouve clairement dans l'analyse des réseaux d'experts urbains dont les milieux sociaux d'origine sont définis en partie par un ancrage professionnel (également : expérience cosmopolite et jargon sectoriel), mais aussi par des affiliations politiques qui dépassent les frontières nationales et tracent des lignes de circulation entre villes possédant ce type de connivence. Elle se retrouve aussi dans l'émergence des groupes armés ou des migrants, mais également dans leur mutation, un large panel étant utilisé, depuis les liens forts sur le très long terme jusqu'aux transactions financières les plus ponctuelles. La spécificité serait que la frontière entre le fonctionnement des réseaux de sociabilités préexistants et leur réactivation pour l'action en réseau soit ténue. Cette dimension « potentielle » des liens existants, des étapes de socialisation partagées par des individus, a d'ailleurs été bien mise en valeur par les dernières analyses sur les mouvements sociaux [Mische, 2003 ; Diani, 2003]. Celles-ci ont en effet montré combien la perspective gagnerait à ne pas considérer seulement les liens correspondant à des circulations identifiables (biens, informations, etc.) mais aussi ceux qui rassemblent de manière invisible la co-présence à des événements, la même exposition à certains médias, etc.

Cette attention nécessaire aux franges mouvantes de l'organisation en réseau et à sa nature de lien entre différents mondes, de canal de circulation pour les ressources, donne à penser que cette relation ambiguë avec l'« extérieur » devrait être plus spécifiquement analysée. On a parlé plus haut des relations spécifiques qui se tissent entre certains milieux sociaux pour le recrutement, liens primaires et simples moments de socialisation partagée (le *cat-net* de Tilly). On pourrait aussi se demander dans quelle mesure la nature de la cible ou des principaux fournisseurs de ressources du réseau influence ces réseaux de recrutement. Mais le fait d'aborder le réseau en tant que modalité de l'action collective pose justement beaucoup de questions sur le rôle actif des cibles et des fournisseurs (considérés ici comme des individus ou des organisations). Plusieurs situations différentes se présentent qui correspondent à des dynamiques de réseau différentes et à des situations différentes de cette porosité interne/externe. Certains réseaux n'ont ni cibles ni fournisseurs et les ressources sont toutes fournies par les membres du réseau : cette figure idéale-typique pouvant correspondre à certaines coopératives d'autogestion ou à des réseaux de circulation *peers to peers* est rare et l'étude des réseaux migrants montre que les cibles et personnes à inclure momentanément dans la circulation apparaissent régulièrement. Un second cas très courant correspond à une organisa-



tion dont on peut identifier à la fois des « cibles » et des « fournisseurs » de ressources. Parfois les fournisseurs de ressources – voire la cible ! – suscitent eux-mêmes la formation du réseau et la frontière interne/externe du réseau est alors très ambiguë. Les cas présentés vont souvent dans ce sens où des acteurs semblant extérieurs au réseau l'ont suscité et alimenté et sont donc au cœur de sa dynamique. Il en est ainsi des mouvements transnationaux afro-américains puisqu'il a été montré qu'ils ont souvent été suscités par les OIG, BID, Banque mondiale et autres fondations américaines à partir de 2000, qui ont ouvert des forums pour l'expression des revendications identitaires. La question de la poursuite de mécanismes clientélistes verticaux entre un leader et une institution internationale au sein de ces réseaux qui se veulent horizontaux est clairement posée. Les réseaux d'experts urbains sont également très marqués par leurs financeurs internationaux (OIG ou ONG), ou par certaines villes jouant le rôle de pôle de diffusion d'expériences ; et l'on hésite, bien sûr, à inclure dans le réseau les individus travaillant dans ces organismes et qui sont chargés du suivi de ces activités, ainsi que les techniciens locaux censés être des cibles mais qui devraient parfois être inclus dans la configuration par la continuité des liens tissés.

Dans le cas de collectifs militants, le fait de produire ses propres ressources en interne (d'information, de collecte de fonds, etc.) permet un découpage plus clair et une plus forte autonomie ; en revanche les liens internes plus denses peuvent aller à l'encontre de la « fluidité organisationnelle ». D'autres fois, la recherche de ressources est plus stratégique et s'opère par captation choisie (*cf.* groupes clandestins), ce qui détermine des stratégies de localisation, et un rapport distancié avec ces fournisseurs.

Remarques conclusives

La notion de réseau rassemble finalement une multitude de dimensions de ces fameux « liens faibles », reliant des personnes que sépare une « distance relative » (entre similitude et diversité sociale). Il s'est avéré que la notion pouvait servir en particulier pour analyser les réseaux de recrutement, la structure interne (souvent une dimension inter-organisation permettant de penser les « nébuleuses organisationnelles » ou « réseaux de réseaux ») et surtout, peut-être, le mode de déploiement et la relation ambiguë entre interne et externe de ce type de configuration sociale.

Deux autres problèmes auraient pu faire l'objet d'un questionnement plus spécifique dans la comparaison et demanderaient à être approfondis. Cette organisation en réseau connaît-elle certains traits spécifiques qui nous informeraient sur les transformations propres à l'Amérique latine ? Quelle est, en effet, l'histoire de la diffusion de ce cadre d'interprétation de l'action collective en Amérique latine depuis vingt ans ? En se penchant sur les phénomènes d'hégémonie et de circulation de ressources Nord-Sud [Dezalay et Garth, 2002], sur les nouvelles nécessités de par-

ticipation à des arènes internationales : en quoi la dimension transnationale qui existe dans tous les articles transforme-t-elle réellement les pratiques sociales décrites ? Hélène Rivière d'Arc et Jean Rivelois donnent certains indices dans cette direction en soulignant, pour le continent, la porosité entre sphère militante et universitaire, la structure des systèmes de production de connaissance, ou la dépendance des organisations politiques envers les réseaux financiers légaux ou illégaux. Comme le rappelait également Colonomos [1996], la subsistance de forts communautarismes en Amérique latine facilite en fait l'essor et la légitimité du modèle d'organisation en réseau, appuyé sur les représentations d'une « nouvelle gouvernance », qui gagne sur les modèles bureaucratiques et universalistes. La concurrence généralisée de différents types de réseau est loin de s'opposer à la logique communautaire. Jean Foyer et Jean Rivelois insistent tous deux sur le fait que la dé-sectorialisation et l'imbrication des sphères économiques et politiques sont des phénomènes qui dépassent la croissance de l'organisation en réseau et sa spécificité latino-américaine. Au sujet de cette dimension transnationale, le contournement des bureaucraties étatiques et la circulation de modèles par-delà les frontières sont souvent cités.

Au cours des paragraphes précédents s'est aussi imposé un constat de base : même s'il est indéniable que les modalités pratiques de l'action collective se sont transformées en vingt ans, la notion de « réseau » peut brouiller l'interprétation aussi rapidement qu'elle peut l'éclairer. Il convient ainsi de savoir différencier les analyses sur la révolution des réseaux techniques de communication contemporains, de la vulgate sur l'efficacité et la démocratie de l'action collective en réseau, et aussi de l'analyse structurale des réseaux en sociologie. Cette perspective centrée sur la forme structurale des sociabilités ne porte donc pas les *a priori* que véhicule la notion dans son usage de sens commun : absence de hiérarchie ou de continuité, même si les dérives normatives sont toujours possibles. Il existe une polémique entre les chercheurs travaillant spécifiquement sur les réseaux pour savoir s'il s'agit d'un nouveau paradigme ou de nouveaux outils pour la recherche sociologique [Musso, 2004], et les études présentées ici ne renvoient à aucun de ces deux pôles. Cependant lorsque Musso [2004] insiste sur les risques de réductionnisme et d'abstraction de l'analyse structurale, on y retrouvera les dernières critiques visant à mieux prendre en compte les dimensions culturelles des réseaux dans l'action collective. Mische [2003] et Diani [2003], au terme d'un livre très dense sur le sujet, insistent sur l'importance qu'il faudrait accorder aux schèmes culturels partagés dans les phénomènes de mobilisation collective, ainsi qu'à la dimension virtuelle, par rapport à l'analyse centrée exclusivement sur les liens délimités par une circulation identifiable. Les approches moins formelles, comme celles de ce dossier, pourraient donc contribuer à une sociologie des réseaux sociaux centrée sur le qualitatif, la dimension plurielle de chaque lien social, la dynamique de structuration plutôt que sur la modélisation d'une situation figée.



Cette recherche sur les usages comparés de la notion entre des mondes aussi divers que ceux des militants, mafieux, migrants, guérilleros et experts nous a conduits à discerner des correspondances inattendues, à donner toute l'attention nécessaire à leur structuration détaillée. La comparaison nous a ainsi permis de formuler des questions plus précises sur nos objets, de les construire un peu différemment, et de revenir sur ce que nous considérons comme la texture même des liens sociaux.

BIBLIOGRAPHIE

- **BANDY Joe, SMITH Jackie (éd.)**, *Coalitions Across Borders. Transnational Protest and the Neoliberal Order*, Lanham, Rowman & Littlefield, 2005.
- **BIGO Didier**, *Polices en réseau. L'expérience européenne*, Paris, Presses de Sciences Po, 1996.
- **BOLTANSKI Luc, CHIAPPELLO Eve**, *Le nouvel esprit du capitalisme*, Paris, Gallimard, 1999.
- **CANGUILHEM Georges**, *La Connaissance de la vie*, Paris, Vrin, 1969.
- **CASTELLS Manuel**, *La Société en Réseaux*, vol. 1 (*L'ère de l'information*), Fayard, Paris, 2001.
- **DEGENNE Alain, FORSÉ Michel**, *Les Réseaux sociaux*, Paris, Armand Colin, 2004 [1994].
- **DELLA PORTA Donatella, TARROW Sidney**, *Transnational Protest and Global Activism*, Lanham, Rowman & Littlefield, 2005.
- **DELLA PORTA Donatella, ANDRETTA Massimiliano, MOSCA Lorenzo, REITER Herbert**, *Globalization from Below. Transnational Activists and Protests Networks*, Minneapolis, Minnesota University Press, 2000.
- **DEZALAY Yves, GARTH Bryant**, *La Mondialisation des guerres de palais. La restructuration du pouvoir d'État en Amérique latine, entre notables du droit et « Chicago boys »*, Paris, Seuil, 2002.
- **DIANI Mario, McADAM Doug**, *Social Movements and Networks. Relational Approaches to Collective Action*, Oxford, Oxford University Press, 2003.
- **DIANI Mario**, « Networks and Social Movements. A Research Programme », in **DIANI Mario, McADAM Doug**, *Social Movements and Networks. Relational Approaches to Collective Action*, Oxford, Oxford University Press, 2003, p. 299-319.
- **FILLIEULE Olivier (dir.)**, « Post-scriptum : Propositions pour une analyse processuelle de l'engagement individuel », *Revue française de Science Politique*, vol. 51 (1-2), février-avril 2001, p. 199-215.
- **FILLIEULE Olivier (dir.)**, *Le Désengagement militant*, Paris, Belin, 2005.
- **FILLIEULE Olivier, BLANCHARD Philippe, AGROKOLANSKY Éric, BANDLER Marko, PASSY Florence, SOMMIER Isabelle**, « L'altermondialisme en réseau, Trajectoires, multipositionnalité et formes de l'engagement, les participants du contre-sommet du G 8 d'Évian », *Politix*, vol. 17, n° 68, 2004, p. 13-48.
- **GRAS Alain**, *Les Macro-systèmes techniques*, Paris, PUF, « Que sais-je ? », 1997.
- **HASS Peter M.**, « Knowledge, Power and International Policy Coordination », *International Organisation*, 46 (1), 1992.
- **KECK Margaret, SIKKINK Kathryn**, *Activists beyond Borders, Transnational Advocacy Coalitions in International Politics*, Ithaca, Cornell University Press, 1997.
- **LATOUR Bruno**, *Changer la société – Refaire de la sociologie*, Paris, La Découverte, 2006.
- **LAZEGA Emmanuel**, *Réseaux sociaux et structures relationnelles*, PUF, « Que sais-je ? », 1998.

- LE GALÈS Patrick, THATCHER Mark (dir.), *Les Réseaux de l'action publique, débats autour des policy networks*, Paris, L'Harmattan, 1995.
- McPHERSON J. Miller, POPIELARZ Pamela, DROBNIC Sonja, « Social network and Organizational Dynamics », *American Sociological Review*, 57 (2), 1992, p. 153-170.
- MERCKLÉ Pierre, *La Sociologie des réseaux sociaux*, Paris, La Découverte, 2004(a).
- MERCKLÉ Pierre, *Les Origines de l'analyse des réseaux sociaux*, <http://eco.ens-lsh.fr/sociales>, 2004(b).
- MISCHE Ann, « Cross-talk in Movements: Reconceiving the Culture-Network Link », in DIANI Mario, McADAM Doug, *Social Movements and Networks. Relational Approaches to Collective Action*, Oxford, Oxford University Press, 2003, p. 258-280.
- Musso Pierre, « Genèse et critique de la notion de réseau », in PARROCHIA Daniel (dir.), *Penser les réseaux*, Paris, Champ Vallon, 2001, p. 194-217.
- Musso Pierre, *Télécommunications et philosophies des réseaux*, Paris, PUF, 1997.
- OLLITRAULT Sylvie, « Science et militantisme : les transformations d'un échange circulaire. Le cas de l'écologisme français », *Politix*, vol. 9, n° 36, 1996, p. 141-162.
- PARROCHIA Daniel (dir.), *Penser les réseaux*, Paris, Champ Vallon, 2001.
- PARROCHIA Daniel, *Philosophie des réseaux*, Paris, PUF, 1993.
- REQUENA SANTOS Felix, *Análisis de redes sociales. Orígenes, teorías y aplicaciones*, Madrid, CIS/Siglo XXI, 2003.
- SMITH Jackie, CHATFIELD Charles, PAGNUCCO Ron (comp.), *Transnational social movements and Global politics: solidarity beyond the state*, Syracuse, Syracuse University Press, 1998.
- TARROW Sidney, « La contestation transnationale », *Cultures et Conflits*, n° 38, 2000, p. 187-223.
- TILLY Charles, *From Mobilization to Revolution*, Reading, Addison-Wesley, 1978.
- WEBER Max, *Économie et Société*, Paris, Plon, 1995 [1971 pour la 1^{re} édition française].



RÉSUMÉ/RESUMEN/ABSTRACT

Que nous apprend cette comparaison de l'usage de la notion de réseau, appliquée à des domaines aussi variés de l'action collective ? L'article tente de répondre à cette question en confrontant une synthèse des analyses du dossier avec une réflexion plus théorique sur les usages de la notion. L'auteur met en lumière les dangers et les démarches réflexives qui peuvent accompagner les usages « fragiles » de ce modèle aujourd'hui dominant de l'action collective. Quatre axes de comparaison sont ensuite abordés afin de questionner l'intérêt de la notion : ce que partageraient les membres, réseau de sociabilité versus mode d'action collective, types de morphologie (structure interne), et analyse critique des adjectifs qui définissent usuellement la notion. Enfin une spécificité analytique est privilégiée : la notion d'interface, ainsi que la difficulté, en raison des frontières fluctuantes du collectif concerné, de différencier clairement l'intérieur de l'extérieur du réseau.

¿Qué enseñanza podemos sacar al comparar el uso de la noción de red en campos tan diversos de la acción colectiva? Eso es lo que el artículo pretende determinar, cotejando una síntesis de los análisis presentes con una reflexión más teórica sobre los usos de esta noción. El autor enfoca los peligros y las reflexiones que pueden acompañar los « frágiles » usos del modelo de la acción colectiva que actualmente predomina. A continuación, se abordan cuatro ejes comparativos con el fin de poner en tela

de juicio el interés de la noción: lo que compartirían los miembros, red de sociabilidad o modo de acción colectiva, tipos de morfología (estructura interna) y análisis crítico de los adjectivos que suelen definir la noción. Por último, se privilegia una especificidad analítica: la noción de interacción y la dificultad para diferenciar claramente el interior del exterior de la red por las fluctuaciones de las fronteras de dicho colectivo.

What can the comparative use of the notion of network teach us, when it is applied to such a variety of fields in collective action ? The objective of the article is dedicated to answer that question, through the synthesis of the analyses previously presented and with a more theoretical reflexion on the uses of that notion. The author highlights possible pitfalls as well as reflexive approaches which can help construct the « unconsolidated » uses of what must be considered as the contemporary dominant model of collective action. Four main lines of comparison are then explored in order to test the very interest of the notion: what members share, sociability networks versus modes of collective action, morphology models (internal structure), and critical analysis of the adjectives generally used to define that notion. Eventually the author focuses on an analytical specificity: the network as an interface and the difficulty to clearly distinguish the interior and exterior of networks because of the fluctuating borders of the analysed « collective ».

MOTS-CLÉS

- Action collective
- Réseau social
- Comparaison
- Méthode d'analyse

PALABRAS CLAVES

- Acción colectiva
- Red social
- Comparación
- Método de análisis

KEYWORDS

- Collective action
- Social network
- Comparison
- Methodological analysis

ÉTUDES

Marcela P. Ferrari*

La Argentina de los años 1916-1930.

Cuatro itinerarios políticos en tiempos de democracia ampliada

Hasta la renovación disciplinar de los últimos veinte años, la historia argentina privilegió el estudio de las formas institucionalizadas del espacio político soslayando la importancia que tiene la politización de las relaciones sociales para el ejercicio del poder. Recuperarlas es fundamental cuando el tema a abordar es el de los actores políticos pues, si bien los individuos que “hicieron carrera” actuaron desde los partidos, respetando reglas, creencias y roles para alcanzar puestos de gobierno [Bourdieu, 1997], no es menos cierto que las experiencias sociales previas o paralelas a su incorporación en política condicionaron su acción [Bicalho Canedo, 2002].

Para explicar la gravitación del carácter operacional de los lazos sociales primarios en la construcción de las trayectorias políticas, he reconstruido cuatro casos exitosos, a través de una descripción densa y sometiendo la información relevada de numerosas fuentes cualitativas al tratamiento microanalítico¹.

* Universidad Nacional de Mar del Plata.

1. La información reunida en una base de datos se construyó a partir de fuentes : (1) nominativas (diccionarios biográficos, guías, anuarios) ; (2) biográficas (memorias, biografías y autobiografías) ; (3) periodísticas (diarios *La Nación*, *La Prensa*, *Los Principios*, *La Voz del Interior*, *El Día*, *El Debate* y revistas *Caras y Caretas*, *Criterio*, *Fray Mocho*, *Myriam*) ; (4) de archivo (*Actas de Sesiones del Consejo Deliberante de Zárate* – ACDZ ; Archivo General de la Nación – AGN –, *Fondo Dardo Rocha* – FDR –, *Serie IV, Informe de comisarios de partidos al Jefe de Policía de la provincia de Buenos Aires* ; AGN, *Fondo Julio A. Roca (b)* – FJAR) ; (5) oficiales éditas (diarios de sesiones de la Cámara de Diputados – DSDN – y del Senado de la Nación – DSSN) ; (6) relatos de viajeros.

El marco temporal corresponde a un período de transición signado por la modificación del régimen político-electoral de la República Argentina (Ley 8871 de 1912) durante el cual, no obstante las transformaciones en el perfil del personal político seleccionado a partir de los cambios impuestos por la ampliación democrática, las relaciones primarias continuaron siendo significativas en la construcción de los capitales políticos individuales.

A comienzos del siglo XX, en un clima general de reformas, fueron contempladas las demandas de los opositores al régimen oligárquico imperante, ilegítimo por fraudulento. La ley electoral de 1912 aseguró la representación de las minorías mediante la elección por sistema de lista incompleta, según el cual el ciudadano elegía los dos primeros tercios de los cargos de diputados y electores nacionales en juego entre los candidatos inscriptos ante la justicia electoral y eran consagrados aquellos que en el escrutinio obtenían la mayor cantidad de sufragios, hasta completar el total de cargos. Además, la ley mantuvo el voto universal masculino para mayores de 18 años, transformándolo en secreto y obligatorio.

Si la obligatoriedad del sufragio incrementó la participación electoral de un 20 % a un 60 %, la lista incompleta permitió la incorporación de nuevos representantes. La Unión Cívica Radical, un partido político multclasista – que sumaba adherentes entre los sectores medios y populares y reunía dirigentes de la mediana o la alta burguesía –, organizado como una maquinaria política de alcance nacional y que como único programa procuraba el retorno a los principios constitucionales, encontró en la ley las garantías necesarias para abandonar la abstención electoral. Ante sus adversarios de tendencia conservadora que no lograban organizar un partido nacional y permanente, fue ganando espacios en las legislaturas provinciales, las gobernaciones, y en la cámara de diputados de la Nación hasta que, en 1916, llevó a su líder, Hipólito Yrigoyen, a la presidencia de la República. Se inició así una sucesión de tres gobiernos radicales, seguida del acceso al poder de Marcelo T. De Alvear (1922-1928) y, nuevamente, Yrigoyen (1928). La “República radical” fue un periodo de estabilidad democrática, escasa competitividad interpartidaria y fuertes tensiones dentro del partido de gobierno, que se dividió en innumerables fracciones. Dos años después de la última elección que había convocado al 80 % de la ciudadanía y que le había conferido a Yrigoyen más del 60 % de los sufragios, un golpe de estado puso fin al gobierno fundado en un sistema de partido predominante. Entre las causas del golpe, las consecuencias de la crisis mundial se sumaban a la senilidad del presidente y a su gobierno personalista. Además, la posibilidad de instaurar un régimen fascista alternativo a una democracia ineficiente estaba presente en las aspiraciones del general que perpetró el golpe apoyado por pocos miembros de las fuerzas armadas y por una multitud de civiles que acompañaron el ingreso por la fuerza a la casa de gobierno. Con ello, la experiencia de la democracia ampliada tocaba a su fin.



Durante esos catorce años, el perfil de los representantes seleccionados fue transformándose. Los notables, que reproducían en el espacio político una posición de supremacía adquirida previamente en la escala social y que habían sido los actores políticos característicos del régimen oligárquico, se incorporaron a los partidos y actuaron desde ellos. Poco a poco, perdieron centralidad. La presencia de actores políticos – y sociales – diversos, que cambiaban en el tiempo, originó una tendencia de coexistencia en evolución, durante la cual los perfiles predominantes viraron hacia los hombres de partido, emergidos a la función pública desde esas organizaciones en las que realizaban sus principales inversiones políticas intentando competir exitosamente por el consenso [Ferrari, 2004].

Ése es el contexto de este artículo que, independientemente de la condición de notable o de político de partido de los casos analizados, enfatiza en los recursos, las relaciones sociales y las prácticas que, consciente o inconscientemente, las familias pusieron a disposición de sus miembros para que ingresaran y se mantuvieran en sus carreras políticas.

Las trayectorias centrales corresponden a diputados nacionales escogidos por su significatividad, dado que ponen de manifiesto el cambio de perfiles aludido. Por eso, el orden en el que son presentadas no es aleatorio. Los diputados analizados eran hombres de provincia, representantes de los habitantes de Buenos Aires y Córdoba. Ambos distritos eran diferentes en cuanto a la magnitud de su electorado y, por lo tanto, a la cantidad de diputados que llevaban al parlamento en esos años². Sin embargo, presentaban semejanzas en cuanto a la gravitación política de sus líderes. De cada una, fue seleccionado un representante de los principales partidos en competencia: la Unión Cívica Radical (UCR), el Partido Demócrata de Córdoba (PD) y el Partido Conservador de la provincia de Buenos Aires.

Leonardo Pereyra Iraola (h) (1867-1943), un miembro de los grupos dominantes en el parlamento

Siguiendo interpretaciones mecanicistas, este gran terrateniente y reproductor de vacunos de raza, clericalista a ultranza, debió haber pertenecido a un partido conservador. Sin embargo, descendía de una familia de viejo tronco rosista que adhirió a la UCR pese a haber sido beneficiaria del modelo económico alentado por el mismo régimen oligárquico al que su partido deploraba³.

La dedicación de Leonardo Pereyra Iraola (h) a la actividad política fue esporádica. No vivía de ella ni para ella. Ingresó al partido junto con su padre, Leonardo

2. Eran el primer y el tercer distrito en cantidad de diputados. Entre 1916-1930, Buenos Aires llevó a la Cámara 117 y Córdoba 55 [Ferrari, 2004].

3. El rosismo fue un régimen de gobierno dictatorial de la provincia de Buenos Aires (1828-1852), que simbolizó el acceso de los grandes terratenientes al poder. Sobre la adscripción de las familias rosistas al radicalismo: Caballero [1975].

Higinio, un firme opositor al régimen durante el gobierno de Miguel Juárez Celman (1886-1890). Participó en la fundación de la Unión Cívica de la Juventud, el antecedente de la UCR. En el Jardín Florida, predio de propiedad familiar, fue realizado el meeting que derivó en la formación de ese partido [Pereyra Iraola, 1996, p. 5]. Ambos fueron contrarios a acordar con el gobierno y estimularon la escisión de la UCR. Su fortuna contribuyó a financiar los movimientos armados de 1890 y de 1893, luego del cual Leonardo se refugió en Uruguay. Ocupó cargos internos como delegado a la convención del partido, fue diputado y senador provincial [Gallo y Giacobone, 1999, p. 106-119] y, posteriormente, candidato a la vicepresidencia de la República. Su hijo, “nuestro” Leonardo, fue diputado nacional entre 1914 y 1918. Un año después fue nombrado miembro del directorio del Banco de la Nación Argentina, el último cargo público que ocupó⁴. Su alejamiento de cargos electivos no implicaba una ruptura definitiva con la actividad política en sentido amplio. Mantuvo su adhesión a la fracción del radicalismo contraria a la política personalista de Yrigoyen – identificada como antipersonalista –, al igual que su amigo de la infancia y cuñado, Rafael Herrera Vegas, ministro de Agricultura del presidente Alvear.

Es que esta familia de élite no cabía en el más popular “personalismo”. La red parental estaba inserta en un amplio abanico de relaciones, dentro de las cuales se desenvolvía la actividad política, social y económica de los Pereyra Iraola. ¿Qué recursos aportó la parentela a la trayectoria de Leonardo (h)?

Primero, el prestigio del linaje. En un país joven, atravesado por la experiencia de la inmigración masiva de 1880-1914, era muy apreciado ser descendiente de familias patricias y Leonardo (h) era descendiente de cuarta generación de inmigrantes. El clan había sido iniciado por el gallego Leonardo Pereyra de Castro, llegado al Río de la Plata en 1787. Una pauta matrimonial endogámica, practicada a través de la sucesión de casamientos cruzados entre primos, permitió reforzar los lazos parentales a la vez que conservar e incrementar el patrimonio familiar. Sólo Leonardo (h) rompió esta práctica al desposar a María Teresa Lamarca, hija de una familia tradicional, de militancia clerical.

Segundo, el aprendizaje informal del oficio político. La familia estuvo vinculada al poder desde principios del siglo XIX por tres vías. La primera, heroica. Algunos ascendientes, que habían dado la vida en las invasiones inglesas al Río de la Plata (1806) o habían luchado en territorio chileno durante la campaña libertadora de José de San Martín (1818), eran próceres familiares. La segunda, de alianzas matrimoniales. Simón Pereyra, abuelo de Leonardo (h), contrajo matrimonio en segundas nupcias con una pariente del Director Supremo Juan Martín de Pueyrredón. También estaban emparentados con Juan Manuel de Rosas, ya que

4. *Caras y Caretas*, 73 (1069), XXII, 29/3/1919.



eran primos hermanos de la esposa de éste, Encarnación Ezcurra. La tercera, de participación política directa. Simón estuvo al servicio del régimen rosista como miembro del Tribunal de Comercio – encargado del comercio exterior – y de la Sala de Representantes que año a año confirmaba los poderes extraordinarios del gobernador. E integraba la Sociedad Restauradora que ejercía la represión física sobre los opositores al régimen. Es cierto que el cuñado de Simón, José Jerónimo Iraola, era contrario al rosismo. Pero esto no hizo sino perpetuar el poder familiar una vez caída la dictadura. En efecto, había tomado parte en la Revolución de los Libres del Sud de 1839 y, una vez vencido el levantamiento armado, se refugió en Montevideo, desde donde regresó bajo las órdenes de Juan Lavalle con el objetivo fallido de derrotar a Rosas. Al caer Rosas en 1852, muerto Simón en manos de los opositores al rosismo, José J. volvió de Chile al país, donde se consagró a consolidar el patrimonio territorial.

De modo que la parentela estaba ubicada en el centro del poder o de los conflictos centrales del poder. Perdemos el rastro de la familia hasta después de 1862. Por entonces, Leonardo Higinio Pereyra, hijo de Simón y padre de “nuestro” Leonardo, recibía en su casa de la ciudad a los presidentes de la flamante República, Domingo F. Sarmiento (1868-1874) y Nicolás Avellaneda (1874-1880). Fue miembro del consejo de Catedral, uno de los distritos en que se dividía la ciudad de Buenos Aires.

Un tercer tipo de recursos aportado por la familia fue la formación en la carrera que resultó ser un vivero de parlamentarios: abogacía. En la Facultad de Derecho de la Universidad de Buenos Aires (UBA), Leonardo (h) adquirió una formación que le ayudaba a dominar el arte del discurso. Allí frecuentó a compañeros con quienes integró las filas del partido radical y, posteriormente, el anti-personalismo: Marcelo T. De Alvear – futuro presidente de la República (1922-1928) –, Tomás Le Breton y Fernando Saguier. Junto a ellos participó en los órganos internos del partido naciente, organizado por el sistema del *caucus*, sin abandonar prácticas típicas del régimen oligárquico del que emergieron, tales como tomar decisiones en reuniones reducidas realizadas en los domicilios particulares de algún miembro destacado. El de Alvear era uno de los preferidos.

El cuarto y quizás más influyente recurso en un país donde los intereses de la burguesía agroexportadora eran identificados con los de la nación, era la propiedad rural. Los Pereyra Iraola eran unos de los más grandes terratenientes del país y esto convertía a Leonardo (h) en un defensor de la economía argentina ante sus contemporáneos. No es casual su participación en las comisiones de Agricultura y Finanzas de la Cámara de Diputados⁵. En buena medida, su fortuna había sido heredada. El abuelo Simón, luego de acumular ahorros como dependiente, obtuvo la concesión

5. DSDN. Buenos Aires, Pub. Of., T. 1914/1918.

de un registro de paños que a su vez le permitió reunir el capital necesario para adquirir propiedades rurales – por entonces, de bajo precio –, para complementar el menguado comercio de exportación post independentista. Recibió otras tierras en enfiteusis – sistema por el cual el Estado provincial otorgaba parcelas de tierra pública en explotación, sin pérdida de dominio, a cambio del pago de un canon – en Luján, Ramallo, Tandil y Ayacucho y en 1850 adquirió en una transacción privada la estancia *San Juan*, entre Quilmes y La Plata. Y cuando José J. volvió del exilio se dedicó a mejorar las razas de ganado vacuno. La actividad complementaria de ambos individuos (llevada a cabo en distintos momentos) y el comportamiento endogámico de la familia contribuyeron a acumular una de las más grandes fortunas del país. Desde 1857, cuando introdujeron vacunos de raza Shorthorn, *San Juan* se convirtió en una “usina” de ganado de alta calidad. Leonardo padre fue el primero en exportar toros vivos a Europa. Ganadero de primer rango, fue uno de los fundadores de la Sociedad Rural Argentina y su presidente en varias oportunidades. Los hijos continuaron esa tradición familiar a la que Leonardo (h) sumó una importante forestación [Slavazza, 1995].

La propiedad rural también permitía el control del mercado laboral en la campaña. Y esto tenía repercusiones políticas. El mayordomo general de los establecimientos rurales de Pereyra Iraola ubicados en Pehuajó, Carlos Catalá, era presidente del comité de la UCR en esa jurisdicción. En 1922 fue designado elector presidencial. Su sobrino, Eduardo Catalá, también radical y encargado de la estancia *La Indiana*, del mismo Pereyra Iraola, solía reemplazar a su tío en las reuniones del comité central del radicalismo provincial. Asistía a ellas acompañado del mayordomo de la estancia *La Rinconada*, de Rafael Herrera Vegas, cuñado de Leonardo (h), también radical⁶. Según un testimonio del comisario de policía del lugar, cuando se aproximaban las elecciones, estos empleados intermedios despedían a peones inmigrantes y contrataban nativos a quienes llevaban a votar por el partido de su preferencia⁷. Nos encontramos frente a un caso de patronazgo y de ocupación en cadena con fines políticos: propietarios rurales radicales, que contrataban mayordomos radicales, que empleaban capataces radicales para ocupar peones que adhirieran al radicalismo⁸. Desconocemos si la mano de obra era reclutada entre los adherentes al partido o si, porque les daban trabajo, los peones votaban al radicalismo. A efectos de los resultados electorales, daba igual.

A la coacción se sumaba el paternalismo que derivaba de la jerarquía social reproducida en la extensión de la estancia. En *San Juan*, como en muchas otras propiedades rurales, el patrón y su familia ocupaban la casa principal, ubicada en el centro de un parque que era el orgullo de la familia [Huret, 1913, p. 161]. Cerca de

6. AGN, *FDR*, Leg. 2934, 4° sec., Pehuajó, 19/2/1916.

7. *Ibid.*

8. Esta práctica formaba parte de la cultura política del período y no sólo del radicalismo.



ella se ubicaban las viviendas del administrador y el parquero, que reunían cierto *confort*. El casco era completado con la capilla, canchas de tenis y de polo. A la distancia, *El Recreo*, reunía las viviendas de los peones rurales y sus familias, sobre los cuales Leonardo (h) ejercía una actitud paternalista, propia de la tradición clerical, a cambio de la cual recibía fidelidad y, según testimonios de la época, hasta veneración [Ibarguren, 1962, p. 18].

Por último, cabe señalar que los vínculos de la familia con la derecha católica eran muy fuertes. Doce de sus miembros eran accionistas de la editorial Surgo, que publicaba la revista *Criterio*, uno de los medios de difusión del pensamiento católico conservador que apoyó decididamente la caída de Yrigoyen. En la ciudad de Buenos Aires el paternalismo se expresaba a través de la caridad. Leonardo (h) y su esposa mantenían el asilo “General Viamonte”, destinado a los indigentes, financiaron la construcción y el mantenimiento de la basílica del Sagrado Corazón en Barracas y la escuela parroquial anexa⁹. Su participación en estas actividades y en otras vinculadas a la jerarquía eclesiástica eran públicamente reconocidas y les añadían reconocimiento social entre los beneficiarios de sus acciones y de los sectores católicos de poder.

Leonardo Pereyra Iraola (h) era un representante emergido de una familia de la oligarquía beneficiaria del modelo agroexportador, que aportaba numerosos recursos a su trayectoria. Su participación directa en política fue corta, tal vez por innecesaria. Algunos años después de su muerte, la familia recibió un duro golpe con la llegada del peronismo al gobierno. *San Juan*, el símbolo de su poder, fue expropiada, y su parque, aquel que en palabras de J. Huret “no cambiarían por un título de nobleza”, convertido en espacio de recreación pública. Una época concluía.

Ramón J. Cárcano (1860-1946), un notable aggiornato

En su autobiografía, Cárcano se autorrepresentó como un hombre que se hizo a sí mismo [Carcano, 1965]. Descendiente directo de padre italiano, fue ganando posiciones gracias a la propia gestión de vínculos sociales, a su educación, su capacidad intelectual, sus aciertos económicos y sus opciones políticas. Y, sin embargo, su capital político se sustentó en experiencias sociales heredadas o construidas con el apoyo de sus vínculos sociales primarios.

No forjó su carrera recorriendo un *cursus honorum* dentro de un partido, aunque actuó desde ellos. Fue un notable que se adaptó a las reglas del juego de una política transformada por reformas que él mismo alentó. Su carrera política registra dos momentos. Se inició como uno de los notables del régimen oligárquico. En 1877, Cárcano fue designado secretario del gobernador de la provincia de Córdoba, Antonio del Viso, amigo político de Juárez Celman quien, como veremos, fue el

9. *Myriam*, II (9), oct. 1916, p. 34.

mentor de Ramón J., además de futuro gobernador y presidente de la República (1886-1890), además de amigo de la familia paterna. Fue un activo militante estudiantil mientras cursaba la carrera de Derecho en la Universidad Nacional de Córdoba (UNC). En 1880 se afilió al Partido Autonomista Nacional (PAN), en cuya representación presidió el Comité Universitario que sostuvo las candidaturas de Miguel Juárez Celman a gobernador y de Julio A. Roca a presidente de la República. La militancia tuvo sus compensaciones. El presidente Roca lo nombró profesor de Derecho Comercial de la UNC, a poco de haberse recibido de abogado, y dio el visto bueno a su diputación, aún sin contar con los 25 años reglamentarios. Concluido su mandato, Cárcano retornó a la provincia para ocupar el cargo de Ministro de Justicia, Culto e Instrucción Pública [Díaz de Molina, 1972, p. 423]. En 1887, el presidente Juárez Celman, lo designó Director de Correos y Telégrafos de la Nación. Aún más, veía en Cárcano a su “delfín”. Sin embargo, el alzamiento de 1890 puso fin a esta primera etapa de la trayectoria política de Ramón. Se exilió de la actividad hasta su regreso en 1910, luego de la muerte de Juárez Celman (1909).

Al volver del exilio político se inició una segunda etapa en su carrera política, signada por la adaptación a las nuevas reglas del juego que él mismo alentó. Se acercó al presidente de la República, José Figueroa Alcorta (1906-1910) – su compañero de escuela primaria – y al candidato Roque Sáenz Peña (presidente entre 1910 y 1914), dos viejos amigos políticos con quienes había militado en la tendencia “modernista” que a fines del siglo XIX pretendía llevar a cabo reformas políticas. Fue diputado nacional en nombre de la Unión Provincial (1910-1912) y activo adherente a la candidatura presidencial de Sáenz Peña. Por entonces, notable al fin, era contrario a la formación de partidos políticos. Sostenía que el gobierno podía funcionar sin ellos, a través de un sistema de coaliciones parlamentarias [Ortiz, 1992, p. 95].

Pero el resultado de las elecciones que lo llevaron a ser gobernador de Córdoba cambió su opinión. En 1912 se presentó como candidato de la Concentración Popular, una fusión coyuntural menos popular de lo que su nombre indica, integrada por miembros de las élites políticas y sociales de la capital provincial y por fuerzas políticas departamentales. Era la primera vez que la UCR participaba en elecciones de ese tipo. La Concentración ganó las elecciones por tan sólo 176 sufragios sobre 73.000. El apretado triunfo y la presencia de la UCR indujeron a Cárcano a afirmar que “con la nueva ley, el interés y la acción popular constituyen el gran resorte de la vida pública. El futuro próximo será de los partidos que lo ejerzan intensamente y no de las clases incapaces de solidaridad y de esfuerzo” [Fraga, 1999, p. 24]. Promovió, entonces, la formación del PD en 1913.

Finalizado su gobierno, los demócratas perdieron la gobernación. Cárcano volvió a la Capital Federal con sus hijos. En 1920 y 1922 fue electo diputado nacio-



nal. En 1925 volvió a ser gobernador provincial en representación del PD. Concluido su mandato, reposó unos años de la política. Durante la presidencia de Agustín P. Justo (1932-1938) fue presidente del Consejo Nacional de Educación, embajador en Brasil y, más tarde, presidente de la Caja Nacional de Jubilaciones y Pensiones.

Sin duda, la carrera política de Cárcano, que aceptó y alentó la formación de los partidos políticos, no dependió de ellos. Su posición política fue el reflejo de una supremacía socio-económica previa, forjada por herencia y autogestión, con racional pero también con la naturalidad del *savoir faire*. Y sus relaciones primarias tuvieron que ver en ello.

Por vía materna nació enraizado en las élites cordobesas y la posición ocupada por su padre como profesor universitario le daba prestigio entre los círculos ilustrados, conectándolo con personalidades que alcanzarían gravitación nacional. Innocente Cárcano, un inmigrante ligur expulsado por razones políticas, una vez en Argentina fue reclutado como profesor de música y latín del Colegio Monserrat, de la UNC – donde las tesis doctorales eran defendidas en esa lengua. Su matrimonio con Honoría César, miembro de una familia de terratenientes y políticos del norte cordobés – región de gran importancia económica hasta la expansión agraria de fines del siglo XIX –, lo insertó en las élites provinciales. El padre de Honoría, Francisco César, había sido jefe político del departamento Sobremonte, donde era propietario de tres estancias y de un almacén de ramos generales. Y la madre era hija de Juan Clemente de Oliva, ligado al rosismo, también propietario de una estancia situada en el mismo departamento. La abuela paterna de Honoría era hermana de Benito Otero, dos veces gobernador y fundador del primer banco privado de la provincia.

Innocente también cultivó amistades provechosas: con Nicolás Avellaneda, cuando ambos eran profesores del Monserrat y mucho antes de que el segundo fuera presidente de la República (1874-1880) y lo enviara a Londres como representante del gobierno nacional; con Miguel Juárez Celman, futuro gobernador provincial (1880-1883), senador nacional (1883-1886) y presidente de la Nación (1886-1890).

Este amigo de la familia fue un contacto central para la proyección política de Ramón. Fue el artífice de la Liga de Gobernadores que llevó a su concuñado, el Gral. Julio A. Roca, a la presidencia de la República (1880-1886) en nombre del PAN – una agrupación política que a través de alianzas más o menos inestables reunía a los notables que gobernaron el país durante el régimen oligárquico. Roca, un ambicioso militar que había incorporado al territorio nacional 20.000 leguas arrebatadas a los indios en la frontera sur, designó como sucesor a Juárez Celman. Al no poder controlarlo, dejó que el descontento provocado por el frenesí especulativo y la corrupción desencadenada desde 1886 desembocara en una revolución

organizada por la oposición, reunida en la Unión Cívica de la Juventud. En 1890, esa acción armada puso fin al gobierno de Juárez Celman mientras Roca siguió arbitrando la política argentina desde el PAN.

Juárez Celman también incidió en la formación universitaria de Cárcano, que fue la coronación de una trayectoria educativa típica de la élite, en la que confluyeron el desarrollo intelectual y la formación de una red de vínculos que potenciaron su trayectoria política. Durante la infancia cordobesa, Ramón J. fue compañero de José Figueroa Alcorta – el presidente de la República (1906-1910) que desmanteló al roquismo – en una escuela privada a la que asistían los hijos de las familias de fortuna de la ciudad. Con el correr de los años, ambos fueron dos pilares del reformismo. Asistió al colegio Monserrat, el internado del cual su padre era profesor, donde estableció lazos con jóvenes de las élites del interior del país. Fue compañero del radical Pedro C. Molina, quien en 1910 polemizó con H. Yrigoyen criticándole su conducción personalista de la UCR [Fovio, 1923] y de otros futuros dirigentes radicales. Ya cursando la carrera de abogacía en la UNC, Cárcano fundó y presidió la Sociedad Literaria Deán Funes, cuyo periódico era canjeado con el de otra asociación del mismo tipo que funcionaba en la UBA bajo la coordinación de Adolfo Mitre – hijo del presidente Bartolomé Mitre (1862-1868) – y estaba integrada por miembros de la intelectualidad reformista de principios del siglo XX: José N. Matienzo, Ernesto Quesada, Martín García Merou, Norberto Piñero y Rodolfo Rivarola, futuros abogados, juristas y publicistas destacados. La Sociedad tuvo corta vida, pero los vínculos permanecieron.

En 1883, Cárcano presentó su tesis para obtener el doctorado en jurisprudencia, apadrinado por el entonces gobernador de Córdoba, M. Juárez Celman [Cárcano, 1884]. Contrariando al Código Civil, *De los hijos adulterinos, incestuosos y sacrílegos* proponía que todos los nacidos fuera del matrimonio tuvieran igualdad absoluta de derechos con respecto a los hijos legítimos: llevar el apellido de sus padres, heredar su fortuna, beneficiarse de los cuidados fundamentales a partir de la primera infancia, conocer a sus progenitores. Y, en el caso de los nacidos de padres ligados a órdenes religiosas, sostenía que “la ley no puede constituirse en guardián de los votos de castidad” [Cárcano, 1884, epígrafe del cap. 5]. Involucrándose en el debate que proponía la separación de las esferas estatal y religiosa, agregaba: “el gobierno *sostiene* el culto católico pero no lo *adapta*” [Cárcano, 1884, p. 137]¹⁰. Este ataque a las construcciones sociales tradicionales y católicas provocó el rechazo de la tesis y la condena de lo más pacato de la “sociedad” cordobesa [Cárcano, 1965, p. 58]. El caso fue elevado al presidente de la Nación, Roca, para su tratamiento. Ante tal juez y en ese momento, la batalla estaba ganada de antemano. El enfrentamiento concluyó con el retiro del *exequátur* al vicario de Córdoba, que encabezó procesiones de protesta, y la separa-

10. Subrayado del autor.



ción de sus cargos de los tres profesores que habían sido miembros del tribunal de tesis y se habían solidarizado con el vicario. Cárcano editó tres mil ejemplares de su tesis, en lugar de los cincuenta habituales. En 1884, sus contactos y su impacto como un intelectual polémico, funcional a los intereses del gobierno, contribuyeron en su elección como diputado nacional por el PAN.

Sin duda, su carrera política no dependió únicamente del vínculo con el artífice de la Liga de Gobernadores. Cárcano había gestionado un capital relacional capaz de traducirse en recursos políticos. Reforzó su inserción en las élites sociales mediante su alianza matrimonial con Ana María Sáenz de Zumarán, del patriciado uruguayo. Con el tiempo, los casamientos de sus hijos contribuyeron a la consolidación de la familia en la alta sociedad. Su hijo Miguel Angel desposó a Stella Morra, hija de Carlo Morra – marqués de Benevento – un arquitecto que llegó al país en busca de fortuna y desplegó una importante carrera profesional vinculada a organismos del Estado [Schmidt, 2000]. Morra había desposado a Inés Victorica, hija del general que participó en la batalla de Caseros y de Ana Urquiza, una de las tantas hijas de Justo José, el primer presidente constitucional argentino (1852-1858). Las hijas de Ramón también hicieron excelentes alianzas matrimoniales. Carola se casó con José A. Martínez de Hoz, miembro de una familia de grandes terratenientes, y Anita con Carlos Acevedo, integrante de una familia de la burguesía industrial que se convirtió en propietaria de la acerería más importante del país, ACINDAR¹¹. De ese modo, los Cárcano se vincularon a familias argentinas del patriciado o de prestigio económico y social y, además, a la *nobilitá italiana*.

Las posiciones políticas adquiridas posibilitaban “naturalmente” información para incrementar, a su vez, los recursos particulares, especialmente económicos. Junto al gobernador Marcos Juárez (1889-1890) – hermano de Miguel Juárez Celman – y a Antonio Rodríguez del Busto, Ramón Cárcano integró una sociedad inmobiliaria que compró, fraccionó y vendió los terrenos que formaron el barrio Alta Córdoba, en tiempos en que el municipio alentaba un fuerte proceso de urbanización [Virgolini, 1953]. Y en 1887, mientras era Ministro de Justicia, Culto e Instrucción Pública de la provincia, adquirió las 15 000 hectáreas de la estancia *Ana María* – en el departamento Tercero Abajo – a la Compañía Argentina de Tierras e Inversiones. Cárcano compró esa propiedad – que fue colonia y cabaña de ganado refinado – a \$ 8,69 la hectárea. Ese precio superaba el de venta de tierras públicas ubicadas en el mismo departamento durante el periodo (\$ 5,15 la hectárea) pero estaba por debajo del precio de mercado¹². Se necesitaban fortuna, contactos e información para acceder a negocios como éste y a Cárcano no le faltaban.

11. De la entrevista a M. T. Estrada de Cárcano, febrero de 2002.

12. Precio de venta por hectárea de tierras públicas del departamento 3° Abajo: \$ 5,15. Remate del 26/6/1887 [Caldarone, 1991].

La actividad de autogestión para mantener una posición expectable fue reforzada mediante la pertenencia a diversas asociaciones culturales. Es particularmente destacable su participación en la Asociación de Historia y Numismática Argentina, fundada en 1901, transformada en Academia Nacional de la Historia en 1938. Esa “cuna de la historia erudita”, cumplía un rol central en una sociedad transformada por la inmigración masiva, produciendo el discurso autorizado del pasado nacional y contribuyendo a “argentinar” a las masas [Pagano y Galante, 1993] Cárcano participó activamente en la producción de la memoria oficial y presidió durante 20 años esta institución de la que su hijo fue uno de los miembros más destacados.

Las actividades mundanas o benévolas, profesionales, religiosas o políticas le daban ocasión para incrementar su notoriedad política¹³. La participación en banquetes ofrecidos en su honor, asados de campaña electoral, inauguraciones de obras públicas o exposiciones derivaban de su condición de hombre público¹⁴ o de la representación de asociaciones o corporaciones¹⁵. Pero había innumerables encuentros sociales informales que reforzaban el reconocimiento de este notable por parte de la sociedad y, principalmente, de sus pares. Los viajes a Europa, la frecuentación de fiestas en hoteles prestigiosos, la participación de las “niñas” Cárcano en exposiciones fotográficas solían ser registrados por la prensa, aumentando el renombre de la familia [Cárcano, 1965, p. 197-199]¹⁶. El tiempo de ocio también permitía tejer o reforzar lazos de sociabilidad. En sus campos, la yerra – marcación del ganado – daba la oportunidad de compartir una fiesta campera tradicional con dirigentes políticos invitados, y conversar tanto con personalidades de la sociedad como con jóvenes de la campaña [González Warcalde, 1971, p. 80-83].

Por último, el paternalismo también generó relaciones que podían redundar, indirectamente, en la formación del capital político. La mujer de Ramón J. hizo construir una escuela para los hijos de los trabajadores rurales en la estancia *Ana María*. Fuera del ámbito privado, la beneficencia permitía establecer contactos con los sectores populares. Este espacio, prioritariamente femenino, fue frecuentado por su esposa, sus hijas y su nuera. Más tarde, él mismo presidió el Patronato Nacional de la Infancia y participó de las comisiones que realizaban las colectas en Capital Federal.

En suma, los recursos heredados o generados a través de la gestión o autogestión del capital relacional permitieron a Cárcano ser uno de los miembros de la élite de poder, atravesando con éxito el paso de la política notabiliar a la de partidos.

13. Refiriéndose a otra realidad: [Saint Martín, 1993, p. 43-44].

14. *Fray Mocho*, III (90), 16/1/1914; III (92), 30/1/1914; IV (149), 5/3/1915; V (193), 7/1/1916; IV (172), 13/8/1915.

15. Sobre la exposición rural de Rosario, *Caras y Caretas*, 61 (939) XIX, 30/9/1916.

16. *Myriam*. II (11), dic. 1916, p. 29-31; II (15), jul. 1917, p. 27-28.



Luis Güerci (1868-1940): poder local y violencia

La Cámara de Diputados estaba compuesta también por hombres mucho menos notables que los anteriores, algunos de los cuales encontraron en la política la posición y el reconocimiento deseados. Uno de ellos fue Luis Güerci, conservador de la provincia de Buenos Aires.

Güerci era un inmigrante italiano que llegó de Bobbio, su ciudad natal, poco después de su nacimiento. Sus padres se instalaron como arrendatarios en campos del Tatú (partido de Zárate). Era el mayor de cinco hermanos. Llegó a ser martillero público. Gracias a las ganancias obtenidas adquirió un campo en San Luis, vecino a *El Morro*, de H. Yrigoyen, con quien trabó conocimiento, si no amistad. Gozó de “un buen pasar” aunque no acumuló un gran patrimonio. Tampoco nutrió su capital político con recursos culturales. Su educación era elemental. Fue analfabeto hasta que aprendió a leer y escribir en la cárcel mientras estuvo preso por haber matado a un policía¹⁷.

La base de su poder político radicaba en la acción política misma desplegada en la comuna de Zárate. La coerción, la violencia física, la manipulación y los favores de todo tipo formaban parte del estilo político de “Don Luis”. Su lógica era gangsteril, clientelar y paternalista. Fue un político de carrera, que vivió de y para la política. Participó en la revolución del '90. En 1910 había abandonado el radicalismo, por diferencias personales y, siguiendo un comportamiento excepcional en la época, trasvasó su lealtad al Partido Conservador. La intervención provincial de 1917 lo encontró ocupando cargos de consejero municipal y de senador provincial, simultáneamente¹⁸. Volvió a ser concejal entre 1918 y 1920, cuando la mayoría radical le impidió asumir esta función por tener radicado su domicilio en Capital Federal¹⁹. Luego de la escisión del Partido Provincial siguió a Alberto Barceló, un famoso conservador con quien compartía el estilo político. En nombre de este partido volvió al Concejo Deliberante, desde donde acicateó al intendente radical²⁰. Y fue intendente de la ciudad entre 1928 y 1930. Ocupó puestos legislativos provinciales, entre 1906 y 1910 en nombre de la UCR. Entre 1914 y 1920 fue senador provincial por el conservadorismo. Durante los ocho años siguientes se desempeñó como diputado nacional. En 1932 volvió al senado provincial hasta su muerte, acaecida de un disparo un domingo de elecciones de 1940²¹. En suma, actuó en puestos públicos electivos durante treinta y cuatro años consecutivos.

Las bases de su poder descansaban en su red familiar, integrada en el Partido Conservador. Luis Güerci no tuvo descendientes varones, pero sus hermanos y su

17. Entrevista a Sergio Robles, Zárate, julio de 1995.

18. ACDZ, 20/6/1917, f° 12.

19. ACDZ, 29/11/1920, f° 143-145.

20. ACDZ, 22/2/1922, f° 189.

21. S. Robles, « Apuntes de historia local », *El Pueblo* (Zárate), 10/10/1982, p. 8.

sobrino ocupaban posiciones centrales en la construcción del poder. Pedro, el único hermano con educación universitaria, fue presidente de la Juventud Conservadora local (1914) y, desde 1911, el único escribano del pueblo. Fue nombrado jefe del Registro Civil local. En esa repartición se elaboraba el padrón provincial y, en ausencia de una oficina pública *ad hoc*, la sede del mismo era el estudio particular de Pedro Güerci. Las fuentes orales testimonian que el escrutinio se hacía también en su domicilio. Fue diputado provincial entre 1919 y 1922 y, luego del golpe de 1930, intendente de Zárate en dos ocasiones. Dirigía *El Debate*, un periódico faccioso del partido que en la ciudad era identificado como “güercismo”.

Otro de los hermanos, José Güerci, era obrero en el Smithfield, un frigorífico que, como veremos, tardó en ser controlado por la familia. Su hijo, José María, médico, ejerció su profesión a partir de 1932 en Celulosa Argentina. En ese año fue nombrado diputado provincial hasta 1937.

También la familia política integraba la red de poder. Felipe Palacios, hermano de la mujer de Don Luis y esposo de su hermana, era, además de conservador, el comisario del pueblo. “Cuando el comisario, el caudillo y el intendente están de acuerdo, no hay nada que hacer”, decía un publicista de la época²², pues los machetes policiales eran decisivos para desalentar a los opositores. Domingo Palacios, hermano de Felipe, fue fiscal del partido para construir el padrón de extranjeros local en 1919²³. Un año después, era un concejal fiel a Don Luis²⁴; en 1922, elector presidencial por su partido. En 1923 fue electo intendente y si bien los radicales no dieron quórum, provocaron acefalía y atrajeron tres intervenciones provinciales sucesivas, ocupó ese puesto en 1927. Un año después era senador provincial.

Luis Güerci aparece entonces como el ego emergente de una red familiar. ¿Cuáles eran las prácticas a través de las cuales penetraban en la sociedad local y ejercían su poder? La principal era el control del mercado de trabajo en una ciudad con fuerte desarrollo industrial para el periodo²⁵.

“Como en esta ciudad hay muchas fábricas y como constantemente llegan muchos obreros de otras partes, se estableció un servicio que puede calificarse de espionaje, para conocer a cada uno de los que empiezan a trabajar. Esto es organizado por los obreros conservadores que hay en cada fábrica. Estos hacen conocer los datos que recogen a personas autorizadas por el partido, que se encargan de ir a verlos y de conseguir adhesiones.”²⁶

22. Boina Blanca (seud.), *Los angelitos. Foco serio de actualidad sobre 30 años de farándula política en la provincia de Buenos Aires*, Buenos Aires, s. e., 1924.

23. ACDZ, 14/8/1919, f° 143.

24. ACDZ, 20/11/1920, f° 145; 18/12/1920, f° 146-147.

25. En Zárate había 106 fábricas que giraban el mayor capital de todos los partidos de la provincia: \$ 25.368.800. Era sede de los frigoríficos Las Palmas, Smithfield y Anglo Sudamérica, de una celulosa, una destilería y un arsenal militar. Dirección General de Estadística de la Provincia de Buenos Aires, *Boletín*, n° 74, La Plata, Pub. Of., 1906, p. 8.

26. AGN, *FDR*, Leg. n° 2937, 2° sec., Zárate, 14/1/1916.



El caudillo intervenía activamente en los conflictos laborales. En 1916 estalló una huelga en el frigorífico Smithfield, donde trabajaba su hermano José. Los dirigentes conservadores de la ciudad aconsejaron a los obreros que mantuvieran una actitud intransigente para impedir que los patrones y los delegados de la Federación Obrera llegaran a un acuerdo. Cuando los huelguistas superaron los mil, Don Luis se presentó a una asamblea y se ofreció como intermediario para negociar. Aceptada la invitación, los obreros le dieron una propuesta y lo escoltaron hasta la gerencia. Un acuerdo privado completó la gestión pública: Güerci entregaría a los patrones una lista de los “agitadores y provocadores de la huelga”, de extracción socialista y radical, para que fueran despedidos y otra lista con los nombres de conservadores que reemplazarían a los anteriores²⁷. Pero el informante llega más lejos aún, afirmando que la huelga había sido provocada por los conservadores para presionar a la empresa, pues el frigorífico Smithfield era “la única usina importante de Zárate que no respondía a los intereses del partido.”²⁸

Los Güerci siguieron presionando a la empresa con fines electorales. En 1918, ante la proximidad de las elecciones de gobernador, solicitaron a través de su diario que ese frigorífico diera permiso para que un grupo de obreros pudiera ausentarse con el fin de asistir a los comicios a realizarse en la campaña²⁹. Es probable que esos obreros fueran necesarios para fiscalizar los comicios o, más aún, para intimidar a los votantes. Tal vez en compensación, entre sus trabajos políticos, los Güerci habían creado el club La Flor Campera, “que está compuesto por todos los desolladores de los frigoríficos y gentes de las orillas de esta ciudad.”³⁰

La coerción y aun la violencia le servían para llevar a cabo acciones tan diversas como eximir de la prisión a elementos marginales que lo apoyaban, impedir la propaganda política opositora o controlar el juego y la prostitución³¹. En palabras de la época, Don Luis era “el dueño de la situación”.

Y, como tal, él y su familia solían mostrarse generosos con los miembros de la comunidad. A veces, en forma individual, contribuyendo a ayudar económicamente a algún paisano en apuros. Otras, beneficiando a toda la comunidad a través de la acción de gobierno. Las clases medias del partido de Zárate fueron las primeras en tener teléfonos automáticos en la provincia. Los Güerci pavimentaron las calles de la ciudad. Participaban en la Asociación Italiana de Socorros Mutuos “XX de Settembre”, presidida por Luis Güerci, y Pedro, el escribano, era socio del Círculo Social Argentino.

27. *Ibid.*

28. *Ibid.*

29. *El Debate* (Zárate), 24/2/1918.

30. AGN, FDR, *idem*.

31. Entrevistas a Lucía Güerci, sobrina del caudillo; N. Melchiori, vecino de la familia, y S. Robles, Zárate, 1995.

La acción política era completada a través del órgano de prensa facciosa de la familia, que les permitía un contacto permanente con la comunidad, donde eran publicadas notas elogiosas para sostener las candidaturas de los propios, denostar a los opositores o victimizarse frente a prácticas violentas que estos conservadores atribuían a los radicales³². Hayan sido verdad o no esas prácticas, la asfixia de los poderes locales, los abusos del poder que la familia enrostraba al radicalismo, las denuncias ilustran bien aquello que la opinión pública estaba dispuesta a creer. Y también, indirectamente, el universo posible de la acción política, en un contexto de depuración del sistema político y de instauración de las costumbres democráticas.

Este caudillo político nos proporciona un punto de vista privilegiado para comprender cómo en el periodo se entremezclaban las prácticas políticas facciosas en la política partidaria y el modo en que algunos actores políticos encarnaban elementos propios del universo tradicional restrictivista combinándoles con otros rasgos más modernos, de manera eficaz.

Los Martínez: políticos de partido

El último caso seleccionado es el de tres diputados nacionales cordobeses, Enrique Martínez (1887-1938) y sus primos hermanos José Heriberto y Raúl Victorino Martínez, radicales el primero y el último, demócrata el segundo, nacidos en 1895 y 1897 respectivamente. Su significatividad radica en que sus principales apuestas políticas fueron realizadas desde los respectivos partidos en los que invirtieron y fue de ellos de donde obtuvieron los recursos para alcanzar sus posiciones de poder. También de cierta estrategia familiar global de poder.

Eran hijos de dos inmigrantes prósperos, hermanos entre sí, originarios de Marín (Galicia), llegados a Córdoba en vísperas de la inmigración masiva. Rogelio – padre de Enrique – y Heriberto Martínez – el de José Heriberto y Raúl V. – comenzaron a trabajar en relación de dependencia en comercios minoristas. El mayor de los hermanos, Rogelio, fue empleado de su tío J. A. Garzón y gracias a su capacidad de ahorro, logró acumular el capital suficiente para convertirse en su socio. Cuando Heriberto llegó a la ciudad, se empleó en la sociedad de la que participaba su hermano. En 1885, Garzón se retiró y la razón social fue denominada “Rogelio Martínez y hermano”. La firma se disolvió cuando Heriberto instaló su propio comercio.

El comercio fue la base de una sólida posición económica que se incrementó con los años. En un corto período, estos inmigrantes gallegos pasaron de ser empleados no calificados a empresarios fabricantes de ropa, comerciantes importadores, mayoristas y minoristas y a tener múltiples implantes en la sociedad local [Valdemarca, 1997; Pianetto y Galliari, 1989]. Con un criterio comercial, especulativo mas no

32. *El Debate*, 14/1/1921 y 30/3/1924.



productivo, adquirieron 82.500 hectáreas de tierras públicas en Salta cuando la ocasión se presentó favorable. Las fraccionaron y vendieron en parcelas. Heriberto adquirió también propiedades en el departamento Tercero Abajo por intermedio del Banco Hipotecario, cuando Rogelio era auditor de esa institución. En 1906 la propiedad pasó a estar escriturada a nombre de Rogelio, poniendo en evidencia que en aquella oportunidad Heriberto había actuado como testaferra de su hermano. Además, fueron miembros del directorio de empresas financieras, agentes de bancos, y accionistas de numerosas sociedades anónimas [Valdemarca, 2003].

La inserción de estos inmigrantes en Córdoba sobrepasó lo meramente económico. Ambos habían contraído matrimonio con hijas de parientes bien afincados en la ciudad. La mujer de Rogelio, su prima Isabel Berrotarán, era hermana de uno de los dirigentes políticos clericales más renombrados de la ciudad. Y la de Heriberto, Manuela Carranza Yofre, pertenecía a una familia emparentada con los Martínez, de tendencia laicista. De esta segunda unión nacieron once hijos y de la anterior, ocho.

Fueron miembros de sociedades de socorros mutuos, clubes, hospitales vinculados a la comunidad española. Además, actuaron en política municipal, ya que era la única a la que podían acceder en su carácter de vecinos contribuyentes de origen extranjero. Heriberto se naturalizó argentino en 1913 y, pese a que se presentó como candidato a senador provincial, no logró imponerse en las elecciones. Sólo llegó a ser elector de gobernador en tres oportunidades. De modo que la implantación de esta primera generación, muy exitosa desde el punto de vista económico, permaneció restringida prácticamente a su comunidad étnica en lo social y a la ciudad de Córdoba en lo político.

La experiencia social y política de sus descendientes fue diferente. Respaldados en el éxito económico de sus progenitores, los hijos de inmigrantes prósperos nacidos en Córdoba, completaron los ritos de pasaje necesarios para ser admitidos como miembros de las élites sociales de la provincia y, en el orden político, franquearon las fronteras provinciales. Uno de los rasgos distintivos de estos varones de segunda generación fue la obtención de un diploma universitario. Enrique alcanzó el grado de médico cirujano en la UBA y sus primos fueron abogados egresados de la UNC. Alcanzaban un recurso del que sus padres se habían visto privados, muy valorado en la ciudad denominada “la docta”, en alusión a la influencia de la universidad.

Una segunda característica fue la ampliación del espacio social respecto de sus progenitores. Enrique, José Heriberto y Raúl V. eran cordobeses nativos, hijos de individuos que habían acumulado una fortuna considerable y habían alcanzado una formación universitaria. Confirmado su status social, no permanecieron ligados a clubes sociales étnicos (salvo Horacio Martínez, uno de los hijos de Rogelio) sino

a clubes como el Jockey o a círculos profesionales. Otro indicador del proceso de expansión y encumbramiento social fueron las alianzas matrimoniales que celebraron. Las cónyuges no eran miembros de la parentela amplia sino de las élites de la ciudad de Córdoba o de Buenos Aires. El que más vínculos construyó en la capital de la República, desprendiéndose de su ciudad de origen, fue José Heriberto, quien contrajo matrimonio con una “niña” Udaondo Leloir y participó en numerosos clubes de la Capital Federal y de Mar del Plata, el balneario atlántico de las élites durante el periodo³³.

Tercer rasgo distintivo: a diferencia de sus progenitores que desplegaron una actividad múltiple – en economía, política, finanzas, sociabilidad étnica –, los tres *egos* considerados se concentraron en uno o, a lo sumo, dos campos: su profesión y la política. Esto es más notorio en el caso del demócrata José Heriberto que abandonó el estudio jurídico que tenía en sociedad con Rafael Núñez – gobernador de la provincia de Córdoba, demócrata, clerical y reaccionario – para dedicarse de lleno a la política. En cambio, el radical Raúl V., también abogado, alternó la vida política con la docencia universitaria. Por su parte, Enrique desplegó, aún en 1927 cuando había sido nombrado gobernador de Córdoba, una proficua labor como médico en instituciones públicas y en su consultorio particular. Aunque la concentración de actividades no puede atribuirse a todos los descendientes notorios de la segunda generación³⁴, en los tres casos seguidos registramos ese comportamiento.

El modo de actuar en política de los Martínez podría ser percibido como una estrategia familiar. Es notable la vocación política de la familia. Los progenitores habían participado en política facciosa, militado en el PAN y, en la ciudad, Rogelio había formado parte del Comité Electoral del Comercio, el ala política de la Bolsa de Comercio, a través del cual la burguesía comercial cordobesa intervenía en el municipio. En su nombre, Rogelio había sido presidente del Concejo Deliberante en 1908 y, dos años más tarde, Enrique ocupó el cargo de concejal.

El año 1913, sucesivo a la primera presentación a elecciones de gobernador por parte de la UCR en la provincia y coincidente con la fundación del Partido Demócrata, fue crucial en la toma de decisiones políticas de la parentela. Rogelio y sus hijos se afiliaron al radicalismo y un año después los siguió su sobrino, Raúl V. También en 1913 Heriberto se naturalizó y afilió al PD junto con su hijo, José Heriberto. ¿Era una estrategia que suponía una doble apuesta política para asegurar el poder de la familia o diferencias ideológicas? No lo sabemos. Pero si pensamos que Enrique Martínez adhirió a las sucesivas tendencias elitistas del radi-

33. José Heriberto formaba parte de clubes de élite como el Jockey Club, el Círculo de Armas, el Yacht Club, el Club Argentino, el Golf Club Argentino y el Club Mar del Plata.

34. Horacio Martínez, hijo de Rogelio, ocupaba múltiples posiciones en la provincia, especialmente en su capital, reiterando el comportamiento de la generación anterior.



calismo, antiyrigoyenistas y católicas (insurgente en 1913, azul desde 1917 e impersonalista desde mediados de la década del '20), mientras que Raúl V. integró las más populares (rojo, elpidista o circulista en la década del '20) [Vidal, 1995], las “sospechas” resultan aún más plausibles.

Lo cierto es que los tres *egos* que seguimos tuvieron una trayectoria política que supuso una militancia constante y la ocupación de puestos progresivos en el interior de los partidos y en cargos públicos, electivos o por designación. Los principales recursos políticos de los que dispusieron fueron obtenidos por la vía de los partidos a los que representaban.

La carrera en cargos públicos efectivos del radical Enrique Martínez comenzó como concejal (1910-1915). Luego fue legislador provincial (1916-1918), más tarde parlamentario (1918-1922), gobernador electo de la provincia de Córdoba (1928) y en el mismo año vice-presidente de la República hasta 1930. La del demócrata José Heriberto comenzó como diputado provincial en 1918 hasta que en 1920 fue electo diputado nacional por el PD de Córdoba. Fue parlamentario hasta 1943, con la sola interrupción del periodo 1930-1932. Raúl V., en cambio, llegó directamente a la esfera nacional, ocupando una diputación en 1928. Mirada a la luz de los cargos efectivos, podría afirmarse que una carrera política podía comenzar en el orden local, provincial o municipal, indistintamente.

Sin embargo, si agregamos los cargos internos a los partidos, la lectura cambia. Veamos, como ejemplo, el caso de Raúl, dado que la perspectiva anterior lo mostraba como beneficiario de una carrera meteórica, prontamente frustrada por el golpe de estado de 1930. Un año después de su afiliación en 1914, cuando tenía 17 años, era miembro de la comisión directiva del comité de la juventud y secretario del comité de la provincia³⁵. En 1924 formaba parte de la tendencia personalista, siguiendo a Elpidio González³⁶. En 1925 rehusó una candidatura como diputado provincial pero siguió ocupando puestos importantes en el partido hasta llegar a ser presidente de la UCR de Córdoba en 1926³⁷ y secretario del comité central de la provincia en 1927³⁸. Y durante muchos años, fue el director del diario yrigoyenista *La República*.

En suma, para quienes los principales recursos puestos en juego eran aquellos que se forjaban en la actividad política misma, la carrera era hecha en el partido y las inversiones realizadas en éste les daban la fuerza necesaria para alcanzar el poder. Ascendiendo escalones, ocupando distintas posiciones dentro del mismo, los Martínez nutrieron su capital político desde la política. Con respecto

35. *La Voz del Interior* – LVI, 16/7/1923.

36. LVI, 5/9/1924.

37. LVI, 16/10/1924.

38. *El País*, 17/4/1926.

a la generación de sus padres, para quienes la actividad política era una inversión entre otras, se había operado un cambio interesante: los tres *egos* analizados tomaron la actividad política como una profesión: vivían de ella y para ella.

Algunas reflexiones

El parlamento argentino contenía una gran diversidad de perfiles políticos y sociales entre 1912 y 1930. En él coexistían los notables – testigos de su propia muerte política anunciada, que iban convirtiéndose al compás de las exigencias planteadas por la ampliación democrática –, con políticos emergidos de las máquinas políticas que paulatinamente iban ganando espacios. Estos últimos habían invertido sus esfuerzos en los partidos y, a cambio, eran beneficiados con la obtención de algún cargo por nombramiento o elección. De origen social más plebeyo, y más jóvenes, sólo a través de los partidos habían adquirido su posición y consagraban su actividad a la política.

No obstante la variedad de figuras políticas, los casos considerados muestran la importancia que tenían las redes sociales primarias en las carreras políticas de los individuos, entre las cuales la familia ocupaba una posición privilegiada. Algunos aportes eran comunes a pesar de los distintos estilos y prácticas del personal político considerado. Las entradas y la permanencia en los partidos eran acompañadas por las familias, que “naturalmente” dotaban a sus miembros de recursos concretos. El patrimonio familiar y el saber específico eran recursos nada despreciables en una sociedad que valoraba especialmente la propiedad rural y los diplomas universitarios – en este último caso, especialmente los vinculados al derecho y a la medicina. Y si, como Güerci, no poseía este atributo, algunos otros miembros de la parentela le daban el lustre y el saber técnico que aportaba un título.

El aprendizaje del oficio, o la construcción y/o transmisión de una red de relaciones eran otras de las contribuciones familiares en pro del éxito de las carreras políticas. En tanto red social, la familia era útil para cooptar apoyos electorales o para poner recursos a disposición de un miembro de la parentela y del partido en el cual se encontraba inserto. El abanico de prácticas incluía el control directo o indirecto del mercado de trabajo, la coacción, las alianzas voluntarias o involuntarias, los vínculos con asociaciones o instituciones que, eventualmente, podían traducirse en adhesiones políticas. Los recursos de carácter simbólico, tales como el prestigio social, económico o la identificación con los valores tradicionales, también colaboraban para construir un capital político y conseguir apoyos electorales.

En suma, aún en tiempos en que lo político es convertido en un espacio de poder autónomo, las relaciones primarias siguieron contribuyendo a la construcción de las trayectorias políticas de sus miembros, nutriéndolas de recursos y atributos preciados por la sociedad y de relaciones sociales útiles para hacerse elegir en tiempos de competencia por el consenso.



BIBLIOGRAPHIE

- BICALHO CANEDO Leticia, "Héritage en politique, ou comment acquérir les dispositions et compétences nécessaires aux fonctions de représentation politique (1945-1964)", *Cahiers du Brésil contemporain* (Paris), n°47-48, 2002, p. 71-119.
- BOURDIEU Pierre, "La représentation politique. Éléments pour une théorie du champ politique", *Actes de la recherche en sciences sociales* (Paris), 1997, p. 3-24.
- CABALLERO Ricardo, *Hipólito Irigoyen y la Revolución Radical de 1905*, Buenos Aires, Hispanoamérica, 1975.
- CALDARONE Alicia, *La privatización de la tierra pública en Córdoba. 1880-1890*, Córdoba, CONICOR (inédito), 1991.
- CÁRCANO Ramón J., *De los hijos adúlteros, incestuosos y sacrílegos*, Córdoba, El Interior, 1884.
- CÁRCANO Ramón J., *Mis primeros ochenta años*, Buenos Aires, Pampa y Cielo, 1965.
- DÍAZ DE MOLINA Alfredo, *La oligarquía argentina. Su filiación y régimen (1840-1898)*, Buenos Aires, Panedille, 1972.
- FERRARI Marcela P., *Les élites politiques en Argentine au temps des premiers gouvernements radicaux. 1916-1930*, thèse de doctorat, Paris, EHESS, 2 vol., 2004.
- FOVIE Jorge G. (comp.), *Discursos, escritos y polémicas del Dr. Hipólito Irigoyen. 1878-1922*, Buenos Aires, Palumbo, 1923.
- FRAGA Rosendo, *Ramón J. Cárcano diplomático. La historia como instrumento para la democracia*, Buenos Aires, CARI/Jockey Club, 1999.
- GALLO Carlos, GIACOBONE Edith, *Radicalismo bonaerense. 1890-1943*, Buenos Aires, Corregidor, 1999.
- GONZÁLEZ WARCALDE Luis, *Por la ruta de la historia*, Jesús María, 1971.
- HURET Jules, *En Argentine. De La Plata à la Cordillère des Andes*, Paris, E. Fasquelle, 1913.
- IBARGUREN E., *Intimo recuerdo de don Leonardo Pereyra Iraola, de su familia y de la estancia de "San Juan" en el centenario de la fundación de la cabaña. 1857-1957*, Buenos Aires, s. e., 1962.
- ORTIZ Estebán R., *Los conservadores de Córdoba y el poder*, Córdoba, s. e., 1992.
- PAGANO Nora, GALANTE Miguel, "La Nueva Escuela Histórica: una aproximación institucional, del Centenario a la década del '40", in DEVOTO Fernando (comp.), *La historiografía argentina en el siglo XX (I)*, Buenos Aires, CEAL, 1993, p. 45-78.
- PEREYRA IRAOLA E., *Cabaña San Juan, de Leonardo Pereyra Iraola. 1857-1996. La culminación de una era en la ganadería argentina*, Buenos Aires, s. e., 1996.
- PIANETTO Ofelia, GALLIARI Mabel, "La inserción social de los inmigrantes españoles en la ciudad de Córdoba, 1870-1914", *Estudios Migratorios Latinoamericanos* (Buenos Aires), 4 (13), 1989, p. 583-607.
- SAINT-MARTIN Monique (de), *L'espace de la noblesse*, Paris, Métailié, 1993.
- SCHMIDT Claudia, "De la 'escuela-palacio' al 'templo del saber'", *Entrepasados*, n° 18-19, 2000, p. 65-88.
- SLAVAZZA Marta N., "Parque Pereyra Iraola. La naturaleza y lo cultural", *Todo es Historia*, 64 (338), 1995, p. 70-80.
- VALDEMARCA Laura B., "Introducción al estudio comparado de los comportamientos empresariales en Córdoba. Los casos de Rogelio y Heriberto Martínez. 1884-1929", in *Jornadas de Historia de Córdoba entre 1830 y 1950*, Córdoba, Junta Provincial de Historia de Córdoba, 1996, p. 307-327.
- VALDEMARCA Laura B., *Comerciantes contra mercados. Elites mercantiles y política en la Córdoba moderna*. Córdoba, Universitas, 2003.
- VIDAL Gardenia, *Radicalismo de Córdoba, 1912-1930. Los grupos internos: alianzas, conflictos, ideas, actores*. Córdoba, UNC, 1995.
- VIRGOLINI D., *Córdoba de ayer, de hoy y de mañana*. Córdoba, s. e., 1953.

RÉSUMÉ/RESUMEN/ABSTRACT

Cet article analyse la coexistence de différents types d'hommes et de pratiques politiques en Argentine (1916-1930) à partir des études de cas. Malgré la diversité de profils, le personnel politique montrait une tendance à l'évolution au fur et à mesure que les effets de l'élargissement démocratique se laissaient sentir. Une fois les critères de sélection des candidats changés, les notables se transformaient ou bien ils laissaient leurs places aux représentants des partis qui exerçaient l'activité politique professionnellement, soit à temps complet, soit à mi-temps. Nous suivons les trajectoires de quatre parlementaires et leur entourage personnel dans l'hypothèse que bien que les formes institutionnalisées soient centrales pour construire le pouvoir politique, on ne peut pas oublier l'étude de la politisation d'autres liens sociaux qui nourrissaient le capital politique d'un individu. Le résultat est complexe et les trajectoires sont diverses, imprévisibles, jamais linéaires, permettant de comprendre ce que nous appelons une tendance de « coexistence en évolution ».

El artículo analiza la coexistencia de distintos tipos de políticos y de prácticas en la Argentina (1916 y 1930) a partir de estudios de casos. Sostiene que, no obstante la diversidad de perfiles, el personal político mostraba una tendencia evolutiva una vez establecida la ampliación democrática, pues al cambiar los criterios de selección de los candidatos fue transformándose el perfil del conjunto. Los notables fueron

transformándose en o dejando lugar a los representantes de partidos que ejercieron la actividad en forma profesional, de tiempo medio o completo. Realizamos el seguimiento de las trayectorias de cuatro parlamentarios y su entorno personal pues entendemos que si bien las formas institucionalizadas son centrales a la hora de construir el poder, el estudio de la politización de otras relaciones sociales no puede ser soslayado. El resultado es complejo porque las trayectorias son diversas, imprevisibles, nunca lineales, y permite comprender aquella tendencia de « coexistencia en evolución ».

This article analyse different types of politicians and political practices in the Argentine Republic (1916-1930) from cases studies. It supposes the existence of an evolution trend notwithstanding big profile diversity like consequence of the change of selection criterion during this period. The notables transforming them in, or they live their places to, the partisan men who exert the activity like professionals full or part time. We was following the carriers of four national deputies and their entourage because we understand that if the institutional forms are very important to build the political power, the transformation of other relationships in political resources study can't be forget. The result is complex because the personnel trajectories are divers, unpredictable and never linear. And permit to understand this « coexistence in evolution » trend.

MOTS-CLÉS

- Familles
- Argentine
- Démocratie élargie
- Acteurs politiques
- Trajectoires politiques

PALABRAS CLAVES

- Familias
- Argentina
- Democracia ampliada
- Actores políticos
- Trayectorias políticas

KEYWORDS

- Family
- Argentine
- Extended democracy
- Political actors
- Political carriers

Franck Gaudichaud*

« Paysages de la vérité » du Chili durant l'Unité populaire (1970-1973).

Essai d'analyse épistémologique

Dans un essai écrit au milieu des années 1980, le sociologue Michael Löwy notait :

« Toute connaissance et interprétation de la réalité sociale est liée, d'une façon directe ou indirecte, à une des *visions sociales du monde* [...]. Et que, par conséquent, la vérité objective sur la société n'est pas concevable comme une image, mais plutôt comme un paysage peint par un artiste ; et que, finalement, ce paysage sera d'autant plus vrai que le peintre sera situé à un observatoire ou belvédère plus élevé, lui permettant une vue plus vaste et plus étendue du panorama irrégulier et accidenté de la réalité sociale. » [Löwy, 1985, p. 14]

Il nous semble que la notion de « paysages de la vérité » avancée ici est particulièrement pertinente pour l'objet d'étude que nous nous attacherons à présenter dans cet article, c'est-à-dire l'historiographie du Chili de l'Unité populaire (1970-1973). En effet, plus de trente ans après la chute du gouvernement de Salvador Allende, nous jouissons indéniablement d'une plus grande distance pour aborder cette période : pour reprendre la métaphore filée plus haut, on pourrait dire que notre point d'observation se trouve désormais assez élevé pour

* Université de Grenoble III / CURAPP – UMR 6054.

commencer à dresser des bilans et faire ressurgir certains *paysages de la vérité*. Ceci d'autant plus que, depuis quelques années, davantage de sources écrites sont accessibles (celles qui n'ont pas été détruites), tandis que les témoins encore en vie offrent un vaste champ d'investigation, basé sur les techniques de l'enquête orale. Pourtant, aujourd'hui comme hier, les chercheurs en sciences sociales s'intéressant à l'Unité populaire doivent faire face à des choix épistémologiques inévitables : plusieurs écoles historiographiques se côtoient autour de l'interprétation de cette époque charnière de l'histoire latino-américaine.

En effet, l'Unité populaire a marqué le xx^e siècle. Élu sur la base d'une puissante mobilisation sociale, le médecin Salvador Allende prenait la tête du gouvernement avec pour ambition de mener – de manière pacifique – le pays vers un modèle socialiste démocratique, en pariant sur la flexibilité des institutions chiliennes. Porté par deux grands partis ouvriers, le Parti communiste et le Parti socialiste, ce gouvernement sera destitué mille jours plus tard suite au coup d'état du général Pinochet, dont la dictature devient alors l'un des symboles du terrorisme d'État latino-américain. S'aventurer sur les traces de cette expérience d'intense conflit politique et social suppose de réussir auparavant le bilan de ce qui s'est écrit sur le sujet. Dans les lignes qui suivent, nous tenterons de dresser une telle esquisse historiographique, tout en avançant des pistes en vue de recherches futures. Par ce biais, nous nous proposons de mutualiser des réflexions issues de plusieurs années de recherches doctorales en science politique¹.

Aperçu sur les principaux courants historiographiques

Une première remarque : la masse extraordinaire de livres qui ont trait à l'Unité populaire (UP). Le cas chilien a tant symbolisé, a tant été discuté, que le chercheur se trouve face à une bibliographie démesurée. Ainsi, l'économiste Max Nolff a pu recenser plus de 200 livres consacrés au seul personnage du président Salvador Allende [Nolff, 1993]. L'un des dangers est donc de se « noyer » dans cet océan bibliographique et il est indispensable d'y opérer un tri préalable. Malgré le caractère parfois arbitraire d'une telle classification, nous présenterons ici les principales tendances d'analyse et quelques ouvrages parmi les plus représentatifs.

On peut tout d'abord élaborer une première distinction en se basant sur le caractère scientifique de l'écrit. Plus exactement en remarquant le sérieux ou non des sources utilisées et la méthodologie employée. En effet, de nombreux livres sont des essais militants et des témoignages, rédigés – dans les années qui ont suivi le coup d'État – par des acteurs « engagés ». Comme le note Hugo Cancino, l'objet de ces publications était :

1. Cet article est fondé sur une recherche présentée lors d'un séminaire historiographique organisé en 2003 à Santiago (*II Encuentro de Historiografía en Homenaje a Luis Moulian* : el gobierno de la Unidad Popular y de la dictadura militar. Museo Nacional B. Vicuña Mackenna. 4 de septiembre del 2003). Une première élaboration de ce bilan avait été alors publiée en français dans le n° 14-15 de la revue *Dissidences* (janvier 2004, www.dissidences.net).



« De créer un sentiment de solidarité avec le peuple chilien, d'indignation et de condamnation morale de la dictature militaire [...]. Le genre « essais », malgré sa tentative d'expliquer et de formuler des hypothèses sur le cours de l'expérience chilienne, dépassant ainsi la chronique journalistique, ne consiste pas dans la majorité des cas en un travail systématique des sources primaires et secondaires. » [Cancino, 1998, p. 2]

Dans cette catégorie, on rencontre de multiples écrits sensationnalistes qui apportent peu aux chercheurs. Certains, néanmoins, ont une réelle valeur aujourd'hui encore. Rédigés par des intellectuels qui étaient, directement ou indirectement, partie prenante de l'UP, ils nous offrent des points de vue tout à fait intéressants. Il faut donc savoir les utiliser avec précaution puisqu'ils peuvent nous servir autant comme archives historiques (sur les représentations subjectives de l'époque par exemple) que comme source de documentation scientifique.

Citons, en guise d'exemple, les livres d'un proche conseiller d'Allende, le politologue catalan Joan Garcés, qui permettent de comprendre la position du gouvernement [Garcés, 1974]. Le livre de Carlos Altamirano, alors secrétaire général du PS chilien [Altamirano, 1977], est aussi un classique du genre, de même que les études d'un des économistes de l'UP, Sergio Bitar ou encore la compilation des œuvres de Pedro Vuskovic, un temps ministre de l'Économie. Ajoutons le journal du sociologue français Alain Touraine, qui nous offre ses réflexions au jour le jour alors qu'il vivait au Chili [Touraine, 1973], ou encore les mémoires de dirigeants du Parti communiste tels que Orlando Millas ou Luis Corvalán.

Ces textes ont été rédigés dans les années 1970, mais depuis, de nombreux universitaires ont tenté d'apporter leur pierre à l'édifice, avec, en filigrane, la volonté d'expliquer les mécanismes sociopolitiques qui ont conduit de « la voie chilienne au socialisme » au régime militaire du général Pinochet.

Comme tout travail en sciences sociales, les études consacrées à l'Unité populaire peuvent se diviser en grands courants de pensée. L'historiographie chilienne de cette période est conflictuelle et, comme l'ont montré plusieurs chercheurs, elle a été fortement marquée par la « cassure » que représente le coup d'État : penser en période de dictature ne peut manquer d'influencer la production intellectuelle et la manière de « faire de l'histoire » ou d'aborder les sciences politiques [Rojas, 2000, p. 47-117]. Les approches restent assez tranchées et elles sont le reflet des présupposés théoriques, méthodologiques ainsi qu'idéologiques de leurs auteurs. Dans une analyse éclairante et polémique, l'historien Luis Moulian distingue trois grands courants dans l'historiographie chilienne traitant de la période 1964-1973 [Moulian, 1999, p. 43-111]. Selon lui, tous les travaux s'inscrivent, d'une manière ou d'une autre, au sein de l'une de ces tendances fondamentales, avec des nuances cependant.

La première grande famille épistémologique est issue de l'histoire traditionaliste et néo-conservatrice : ses représentants les plus connus sont Ricardo Krebs et

Gonzalo Vial². Ce dernier voit dans l'Unité populaire la culmination de la violence politique fomentée essentiellement par la gauche en faveur de « modèles ou utopies révolutionnaires ». L'année 1973 représente ainsi le point d'orgue d'une crise d'autorité et des valeurs morales nationales, du fait d'une « sur-idéologisation » de l'ensemble de la société obligeant finalement l'armée à intervenir afin de rétablir l'ordre. Ce désordre croissant et incontrôlé serait dû, pour partie aux réformes sociales et, de l'autre, à l'action déstabilisatrice des partis politiques, tous favorables à des « projets globaux » de transformation sociale [Vial, 1981]. La seconde tendance historiographique est « meso-historique », et quoique assez hétérogène, proche de la pensée du christianisme social. Ce courant est incarné par des historiens tels que Sergio Villalobos ou Christian Gazmuri et par Genaro Arriagada dans le domaine de la science politique. Il se caractérise par son intérêt pour les descriptions empiriques, par la place donnée à l'événementiel – et finalement par une vision positiviste. Très factuel, ce type d'analyse laisse peu de place à l'interprétation et au débat théorique. La « voie chilienne au socialisme » est alors vue comme un chemin conduisant de la voie institutionnelle, héritée du gouvernement démocrate-chrétien (1964-1970), jusqu'aux vellétés du pouvoir total, incarnées par S. Allende. On pourrait ajouter à cette tendance le chapitre XII de l'histoire générale du Chili : publiée par la *Cambridge University*, elle est aussi marquée au sceau d'une histoire essentiellement descriptive [Collier et Fater, 1999]. Enfin, le dernier grand type d'interprétation mis en valeur par Luis Moulian est marxiste (ou utilisant certaines catégories marxistes). Pendant presque trois décennies, le marxisme orthodoxe a largement dominé l'histoire du mouvement ouvrier chilien, avec des auteurs tels que Hernán Ramírez Necochea. Ce marxisme universitaire a été marqué par le déterminisme historique et une vision téléologique des processus politiques :

« Au Chili, comme sous d'autres latitudes, les ouvriers du secteur industriel et minier devinrent les grands protagonistes de l'histoire du salut et de la rédemption de l'humanité. Cette philosophie de l'histoire faisait que de manière quasi inévitable l'arrangement des faits suivrait un déroulement qui avançait jusqu'à un final connu et nécessaire. » [Rojas, 2000, p. 51]

Avec la chute du mur de Berlin, de telles certitudes ont été battues en brèche. Désormais, le principal représentant du matérialisme historique au Chili est Luis Vitale, historien marxiste hétérodoxe. Ses dernières contributions sur l'UP montrent une certaine ouverture problématique et sa volonté de collaborer avec une nouvelle génération de chercheurs [Vitale, 1999]. Ce courant voit dans l'UP, une « période pré-révolutionnaire » et dans le programme du gouvernement, une tactique de caractère « démocratique avancé », qui est restée emprisonnée dans un légalisme, dépassé par la teneur du conflit de classe. En lien avec cette approche,

2. L'historien Gonzalo Vial fut un fervent défenseur de la dictature et auteur anonyme du *Libro blanco* de la junte militaire.



il faut citer les diverses études du sociologue états-unien James Petras. Luis Moulian classe également l'historien Gabriel Salazar, tête de file de la « nouvelle histoire » chilienne, dans cette catégorie. Cette classification est discutable puisque G. Salazar ne se revendique pas de cette filiation théorique marxiste. Appuyé davantage sur des notions telles que « classe politique civile » et « classe politique militaire », il inscrit l'UP dans la continuité des fronts populaires des années 1930 et décrit un régime de type « national-populiste en crise » [Salazar, 1999]. Enfin, parmi les chercheurs de « sensibilité marxiste », on trouve le sociologue Tomas Moulian, qui a travaillé un temps avec le sociologue Manuel Garreton, pour ensuite se rapprocher de certains paradigmes marxistes. Néanmoins, sa « conversation avec Allende » est plutôt de l'ordre de l'essai philosophique [Moulian, 1998].

Les distinctions opérées ci-dessus sont assurément simplificatrices, elles ont pourtant le mérite de baliser le terrain. Comme l'admet Luis Moulian, elles nécessiteraient d'être largement affinées : plusieurs auteurs ayant travaillé sur l'Unité populaire ne se reconnaissent assurément pas dans l'une de ses trois grandes catégories. Surtout, les nombreuses recherches réalisées en dehors du Chili sont laissées de côté. En ce qui concerne la production française, nous pourrions ainsi citer le travail de la sociologue Marie-Noëlle Sarget ou encore celui d'Ingrid Seguel-Boccarda, consacré aux « passions politiques durant l'Unité populaire » [Seguel-Boccarda, 1997]. Il s'agit d'une thèse de doctorat qui se réclame de l'analyse socio-historique de Nöbert Elias, bien qu'elle reste surtout centrée sur les représentations politiques, utilisant le concept « d'affects politiques » cher à Pierre Ansart.

Mais ce sont avant tout les investigations anglo-saxonnes qui ont eu une réelle influence sur la manière d'envisager l'UP. C'est particulièrement le cas de l'important travail développé par l'école fonctionnaliste états-unienne, à partir des années 1950, autour de Talcott Parson. En ce qui concerne le Chili, une telle approche est dominée par les recherches de l'équipe d'Arturo Valenzuela (Université de Colombia), qui ont débouché sur des ouvrages de référence³. Cette école axe son interprétation sur le système politique pendant l'Unité populaire, en s'intéressant au champ institutionnel et au fonctionnement des partis politiques (stratégie, direction, rapport aux institutions). Pour résumer, l'UP est interprétée comme un moment de destruction accélérée du système de la démocratie représentative, sous le poids d'un processus de polarisation et de rupture du centre politique. Selon Valenzuela, le système politique chilien est caractérisé, depuis les années 1930, par une articulation entre des « extrêmes politiques » (les communistes, les socialistes à gauche et les conservateurs à droite) et un « centre » dirigé par le Parti radical, qui

3. *The origins of democracy: theoretical reflections on the chilean case*, 1983 ; *The breakdown of the democracy in Chile*, 1989.

modère l'ensemble du système. Or, à partir des années 1960, l'apparition de la démocratie chrétienne signe l'arrêt de mort d'un tel équilibre en déplaçant les radicaux et en ouvrant la boîte de Pandore de « la polarisation du système politique » (l'UP en est alors l'aboutissement logique). La production universitaire chilienne a été particulièrement sensible à ce schéma épistémologique : une révision des travaux de la FLACSO des années 1980-1990 et des ouvrages du sociologue Manuel Garretton souligne la prégnance de telles analyses [Garretton, 1983]. Plus récemment, l'historien Alfredo Jocelyn-Holt se revendique expressément de cette appartenance théorique : il décrit le « fragile équilibre » du système politique chilien et, à partir de 1964, du fait de ce qu'il nomme le « messianisme idéologique », une radicalisation politique, jugée délétère pour la stabilité démocratique [Jocelyn-Holt, 1999].

L'école fonctionnaliste a fortement contribué à l'élaboration de la notion d'« État de compromis », souvent invoquée au moment de comprendre le système politique chilien et son exceptionnelle stabilité en regard avec d'autres pays du Cône Sud (la Bolivie par exemple). En effet, les élites chiliennes sont parvenues à maintenir la continuité de l'État libéral (mis en place au milieu des années 1920), tout en institutionnalisant une partie des revendications du mouvement ouvrier afin de pérenniser le modèle du « capitalisme minier » (selon l'expression de Pierre Vayssière). Néanmoins, ainsi que le rappelle Gabriel Salazar, cet « État de compromis » – irrémédiablement détruit le 11 septembre 1973 – a souvent été confondu par ces chercheurs avec une sorte de « démocratie du consensus », séparée des rapports conflictuels entre les classes sociales. Dans ce cas, l'analyse fonctionnaliste tend à évacuer – ou à fortement minimiser – la discontinuité sociale soutenue sur laquelle s'est forgée cette stabilité institutionnelle relative. Car si on peut parler de l'existence d'un compromis entre les élites et une partie du mouvement ouvrier, c'est sans oublier les inégalités sociales croissantes, les répressions militaires régulières (par exemple à Puerto Montt en 1969) et l'absence de représentativité politique pour des pans entiers de la population (*pobladores*, paysans, travailleurs des petites et moyennes entreprises, etc.). Or, c'est précisément en portant le regard sur cette *discontinuité* que l'on peut comprendre l'une des raisons objectives du surgissement d'une des plus importantes mobilisations collectives qu'ait connue l'Amérique latine depuis la révolution cubaine.

Et si les analyses fonctionnalistes ont souvent été critiquées pour leur insistance univoque sur le système politique institutionnel, c'est pourtant la grande majorité des études sur l'UP, quelles que soient les disciplines et les écoles épistémologiques concernées, qui sont longtemps restées marquées par une telle tendance. Ainsi, une matrice théorique dominante traverse tous ses courants, laissant sur le bord de la route plusieurs axes de recherche.



Analyses hégémoniques et nouvelles pistes de recherche

Dans une investigation réalisée durant l'année 2004, deux historiens de l'université ARCIS (Santiago) ont comparé les arguments d'un corpus de quinze ouvrages, publiés au Chili entre 1974 et 2004 et qui sont considérés comme incontournables sur la question [Garcés et Leiva, 2004]. Leurs premières conclusions font le constat suivant : alors que les divers textes révisés proviennent de regards différents (allant des marxistes aux fonctionnalistes) et de disciplines variées, il notent que :

« La tendance de la majorité des études a été, jusqu'à maintenant, de constituer en objet d'analyse quasi exclusivement les acteurs politiques « formels », c'est-à-dire les partis politiques, les thématiques liées à ceux-ci (programmes, tactiques, alliances) et les secteurs où ces derniers concentraient leur action (surtout les divers espaces de l'appareil étatique) ».

Ainsi, l'accent est mis sur le rôle des partis politiques, censés incarner les acteurs essentiels du processus, particulièrement via les négociations au niveau du Parlement ou grâce à la politique menée par le gouvernement Allende. Cependant, au sein de cette matrice, on peut noter deux courants distincts. Un premier insiste sur la disparition du centre du système politique et, en ce sens, reprend – en les actualisant – les théories fonctionnalistes de E. Valenzuela. Paradoxalement, on y retrouve des historiens qui ont prétendu rompre avec cette orientation pour restituer un contexte sociohistorique plus large : dans son ouvrage, Luis Corvalán Márquez, ne parvient pas de manière convaincante à cet objectif [Corvalán, 2000].

À l'opposé, mais au sein du même cadre théorique, d'autres auteurs centrent leur attention sur le poids des erreurs commises par les partis politiques, et particulièrement par ceux qui forment le gouvernement, à commencer par le PC et le PS. Ainsi, Tomas Moulian argumente que la défaite de la « voie chilienne au socialisme » trouve ses origines, d'une part dans l'incapacité du gouvernement à trouver un terrain de négociation crédible avec la Démocratie-chrétienne ; d'autre part, dans l'existence d'une division fratricide au sein de la gauche entre les « révolutionnaires modérés » (PC, aile droite du PS, secteurs chrétiens et radicaux) et les secteurs « rupturistes », dont le poids déstabilisateur aurait été accentué par la présence d'un acteur extraparlémentaire : le Mouvement de la gauche révolutionnaire (MIR). Il faut noter que c'est aussi, à peu de chose près, la version « officielle » défendue aujourd'hui par de nombreux ex-dirigeants de la gauche chilienne (dont Luis Corvalán Lepe, ex-secrétaire général du PC). Enfin, pour d'autres chercheurs, c'est davantage au sein de la coalition gouvernementale qu'il faudrait chercher les contradictions qui ont conduit à la réussite fulgurante du coup d'État. Fernando Mires, dans son livre consacré aux révolutions sociales en Amérique latine, n'hésite pas à décrire ce qu'il nomme les « péchés originels » de l'UP [Mires, 1988]. Parmi ces « erreurs structurelles », F. Mires rappelle la forte institutionnalisation des principaux partis de gauche au sein

d'un État resté au service des classes dominantes. Selon lui, le programme de l'UP était peu viable en pariant sur le respect inébranlable du suffrage universel de la part des forces armées et du fait que le système de participation des salariés (au sein de l'Aire de propriété sociale, secteur économique nationalisé), excluait finalement de vastes couches subalternes de la société.

Il ne fait nul doute que ces différentes approches, qui tentent de déchiffrer l'UP essentiellement au travers d'une étude du champ politique, sont un apport pour qui veut comprendre ces mille jours de l'histoire chilienne. La politique gouvernementale, l'action des partis, les réactions du système institutionnel face aux réformes radicales sont effectivement essentielles. Pourtant, une telle vision ne suffit plus si l'on veut réellement renouveler l'historiographie de cette période et pouvoir complexifier notre compréhension de cet objet d'étude.

Malgré le nombre de recherches déjà réalisées sur le Chili, la période de l'Unité populaire est toujours riche de champs d'investigation non explorés ou peu développés. Dans leur bilan, M. Garcés et S. Leiva isolent deux « grandes omissions ». La première est liée au rôle de l'intervention états-unienne dans la déstabilisation du régime. Nous relativiserons ce point de vue, car plusieurs descriptions détaillées de cette implication du gouvernement Nixon existent déjà et elles ont permis de comprendre que les États-Unis ont été un acteur central du « drame chilien ». Il est, par contre, exact que cette donnée n'est parfois pas assez prise en compte dans les explications de la défaite de l'UP et, aussi, que les récentes déclassifications de milliers d'archives des services secrets ouvrent un nouveau terrain de recherche autour de cette thématique⁴. Par contre, l'autre zone d'ombre qui reste largement à défricher est paradoxalement celle qui a trait à un des aspects les plus riches de ce processus : le mouvement social et les diverses formes d'actions collectives.

« Dans la majorité des travaux consultés, les secteurs populaires ne constituent pas des acteurs sociaux et politiques définis depuis leur historicité propre. Peu sont les historiens qui ont mené des recherches sur les mouvements sociaux et quand ils l'ont fait, ils ont reproduit les approches dominantes. » [Garcés et Leiva, 2004, p. 15]

C'est précisément là que se situe une possible rénovation des perspectives : retrouver la dynamique du mouvement social, la replacer au centre de nos analyses et montrer en quoi elle a pu acquérir une dynamique propre, non pas isolée du champ politique, mais parfois en autonomie, voire même en contradiction par rapport à celui-ci. Il y a donc bien un retour au social à effectuer, et ce en suivant certains travaux pionniers en la matière. C'est le cas des recherches d'Hugo Cancino sur la « problématique du pouvoir populaire » [Cancino, 1988] mais surtout de Peter Winn sur les « tisseurs de révolution » [Winn, 1986]. Cet historien a centré

4. On consultera à ce propos avec profit le site du « National Security Archive » abrité par l'Université George Washington : www.gwu.edu/~nsarchiv/latin_america/chile.htm



son doctorat sur l'étude du monopole textile Yarur, en combinant, de manière originale, l'histoire orale (nombreux témoignages) et l'histoire locale (l'étude d'une industrie). Par le biais de son étude, il parvient à établir une vision générale tout en restituant en détail les conflits au sein de l'entreprise, les tentatives de certains militants pour construire le « Cordon Industriel O'Higgins » et l'opposition du PC à cette revendication. Au travers d'une *histoire à échelle humaine*, il démontre de manière convaincante comment le gouvernement Allende entre en contradiction avec la mobilisation sociale qu'il a lui-même favorisée et de quelle manière le légalisme de l'UP est vécu par certains ouvriers comme un frein à ce que Winn nomme la « Révolution par en bas ». C'est cette même brèche historiographique que nous avons choisi de suivre au travers de nos travaux sur le « pouvoir populaire » chilien en milieu urbain [Gaudichaud, 2005]. Sans aucun doute, les multiples formes d'auto-organisation à la base et de *pouvoir populaire constituant* (et particulièrement celles des Cordons Industriels)⁵, redonnent à l'UP toute sa dimension collective contradictoire. On voit alors poindre ce que le politologue Sydney Tarrow nomme « pouvoir en mouvement ». De l'élan issu de la participation des salariés dans le secteur nationalisé, orientée par le gouvernement, au débordement des directions partisans de gauche ; de la crise de l'appareil syndical jusqu'à l'apparition des Cordons industriels ; des essais de ravitaillement direct des quartiers périphériques à la mobilisation de certains *campamentos*, on assiste à divers soubresauts d'auto-organisation. Cette « épopée » du mouvement social se trouve alors à maintes reprises en déphasage avec le champ politique et, fait notable, y compris avec le gouvernement qu'elle a pour ambition de défendre. Là encore, la technique de l'enquête orale combinée au travail des sources permet d'éviter les analyses réductrices. Les récits de vie permettent de restituer la dimension microsociale des actions collectives. Bref, de comprendre de quelle manière les mobilisations et les parcours individuels se sont combinés avec le conflit politique global [Gaudichaud, 2003].

C'est d'ailleurs pour cette raison que l'hypothèse avancée par M. A. Illanes est tout à fait pertinente pour de futures investigations.

« Durant l'Unité populaire se déchaîne un processus révolutionnaire et une lutte idéologique qui, au contraire de ce que dit cette historiographie [dominante], ne parvient pas à se transformer en une dichotomie simple, ni à se résoudre en oppositions clairement contradictoires à l'intérieur du régime de l'Unité populaire. Je crois que ne parvient pas à s'installer l'oppression d'en haut et la révolution d'en bas. Au contraire, il s'agit d'un processus qui surgit des conditions même de la « révolution prisonnière » dans laquelle les secteurs populaires n'ont pas perdu, jusqu'à la fin, l'initiative. » [Illanes, 2002, p. 183]

Dans cette optique, l'objectif de ce nécessaire « retour au social » se doit d'éviter le rejet du politique, pour, au contraire, savoir articuler les deux champs entre eux.

5. Les cordons industriels sont des coordinations de syndicats qui s'engagent, à partir de 1972, dans une dynamique de contrôle et de participation des salariés qui « débordent » la CUT (la centrale syndicale) et les directions des partis de gauche.



Affiche électorale à l'occasion des élections parlementaires chiliennes de mars 1973. La candidate Fidelma Allende Miranda sera élue et l'Unité populaire remportera 43,85 % des suffrages

Comme le note Sergio Grez, après le boom de la « nouvelle histoire » chilienne (au milieu des années 1980) qui a réintroduit la vie quotidienne des travailleurs pauvres au centre du débat académique, il s'agit désormais d'élaborer une histoire sociale *et* politique des secteurs populaires⁶. On peut alors penser à l'apport que pourrait représenter de nouvelles études sur la dynamique du mouvement social urbain (notamment dans les provinces), sur les mobilisations paysannes qui s'organisent en conjonction avec la politique de réforme agraire ou encore sur le mouvement *pobladores* (désormais mieux connu grâce à Mario Garcés). Et c'est ce renouveau historiographique qui est actuellement en cours, ainsi qu'en témoigne l'ouvrage coordonné par Julio Pinto et intitulé *Cuando hicimos historia. La experiencia de la Unidad Popular* [Pinto, 2005]. Les thématiques abordées nécartent pas le champ institutionnel (avec une analyse de la crise du discours stratégique des partis de gauche ou une autre consacrée aux Forces armées) mais elles s'attardent également sur le mouvement syndical et ses dissidents ; sur les comités de base de l'Église et le mouvement des Chrétiens pour le socialisme, sur les productions culturelles et musicales populaires, sur les populations des quartiers périphériques, etc. Pour compléter un tel panorama, il y aurait également un grand intérêt à s'engager sur une histoire sociale des élites : par exemple, comment les grands propriétaires terriens ont-ils vécu – et agi – face à la réforme agraire ? D'autre part, les couches moyennes ont, elles aussi, été large-

6. Cf. S. Grez Toso, « Escribir la historia de los sectores populares », Santiago de Chile, abril 2006 (http://virginia-vidal.com/anaquel/article_296.shtml).



ment délaissées, alors qu'elles ont constitué un pivot du système politique et que leur basculement dans l'opposition a fortement fragilisé le gouvernement Allende.

L'urgence qu'il y a à effectuer une histoire sociale de l'UP est donc évidente. Est-ce à dire dans ces conditions que les recherches sur les partis politiques ou les institutions seraient désormais sans intérêt ? Évidemment la réponse est négative. Il reste encore à faire dans ce domaine également. Seulement, de telles études devront dorénavant prendre en compte et intégrer la dimension sociale du conflit politique que représente l'UP. Au risque, dans le cas contraire, d'oblitérer un pan entier et fondamental de la réalité du Chili des années 1970.

Conclusion

Au terme de ce bilan, nous venons d'esquisser différents points de vue historiographiques qu'il est possible de distinguer lorsque l'on s'intéresse à l'Unité populaire : distinction quant à la méthodologie employée, distinction quant aux angles d'approche et aux paradigmes employés. Il ne s'agit là que d'une présentation, tant il s'agit d'un vaste sujet qui mériterait d'être plus amplement développé. À ce propos, il serait judicieux d'introduire d'autres critères que ceux présentés ci-dessus. On pourrait par exemple proposer un classement par thématiques traitées : les relations internationales (citons les études de Olga Ulianova sur l'influence soviétique), la politique économique du gouvernement (avec la thèse d'Hector Vega en France), la mémoire militante (travail de José del Pozo au Canada), les militants de gauche au sein des Forces armées (recherche en cours de Jorge Magasich en Belgique), la gauche extra-parlementaire (doctorat en cours d'Eugenia Palieraki sur le MIR), etc.

Ces différentes approches confirment que les « paysages de la vérité » de l'UP sont loin d'être uniformes et que cette histoire est un lieu de débat toujours présent où s'entrechoquent diverses visions du monde, différents courants épistémologiques, qui, en cherchant à scruter le passé, sont forcément aussi dépendants des enjeux du temps présent. Et lorsque l'on aborde le Chili de cette époque on s'insère aussi pleinement dans la « bataille de la mémoire » [Illanes, 2002]. Depuis le coup d'État du 11 septembre 1973, des milliers de pages ont été écrites afin de faire le bilan de l'UP et nombreux sont les auteurs qui ont tenté d'expliquer les causes de l'avènement de 17 ans de dictature. Comme pour la révolution française ou d'autres événements historiques majeurs, il ne semble pas exister de frontière complètement étanche entre l'analyse historique et les enjeux mémoriels⁷. Les bilans sont contradictoires et ils le resteront encore longtemps, alimentant ainsi la discussion.

Néanmoins, au-delà des différences, nous avons pu montrer certaines tendances lourdes parmi ces études et le fait que l'on découvre une historiographie

7. C'est ce qu'est venue rappeler la polémique intellectuelle qui a suivi l'arrestation du général Pinochet à Londres, en 1998, avec notamment la publication d'un « manifeste d'historiens » répondant à la « lettre aux Chiliens » de l'ex-dictateur.

souvent centrée sur le champ institutionnel et les partis politiques, avec une forte influence des écoles fonctionnalistes. Face à un tel constat, il n'est pas exagéré d'affirmer que les recherches sur les mille jours de l'Unité populaire souffrent d'un grave déficit : il manque une histoire sociale de ce processus. Certains, comme Peter Winn, ont pu ainsi parler de la nécessité d'une histoire de « la révolution par en bas », axée sur la vie et les actions collectives des secteurs populaires les plus mobilisés. Et s'il est justifié d'attirer l'attention des chercheurs sur ce qui se trame à la base de la société, on ne pourra l'envisager isolément, séparé de son contexte et de ses relations organiques avec les partis, le gouvernement, l'État. Ainsi, la rénovation historiographique du Chili de l'UP devrait passer par des études menées sur les articulations et mésententes entre le champ politique et le mouvement social, entre les identités partisans et les mobilisations collectives (sans oublier celles qui concernent les couches moyennes et supérieures). Cette orientation pourra s'appuyer sur des investigations empiriques (au travers d'études de cas précis), tout en permettant un développement du débat théorique sur la dynamique du mouvement social chilien et de ses rapports aux institutions. De telles perspectives, redonnant toute leur place et leur historicité aux acteurs sociaux, devraient ouvrir de nouvelles voies afin d'envisager cette période de rupture, qui est aussi l'aboutissement d'un temps long, hérité des fronts populaires des années 1930. Si l'historiographie sur le Chili gagne un tel pari, nous aurons alors l'opportunité de renouveler des problématiques trop longtemps réduites à une analyse en terme de « polarisation du système politique », pour évoluer vers une vision plus complexe et forcément contradictoire de ce processus. Et, par la même occasion, de faire ressurgir certains des « trésors perdus » (pour paraphraser Hannah Arendt dans son essai sur les révolutions) de cet épisode fondamental de l'histoire du XX^e siècle.



BIBLIOGRAPHIE

- CANCINO Hugo, *La problemática del poder popular en el proceso de la vía chilena al socialismo 1970-1973*, Aarhus, Aarhus Universitet Press, 1988.
- COLLIER Simon, FATER William S., *Historia de Chile : 1909-1994*, Madrid, Cambridge University Press, 1999.
- CORVALÁN MÁRQUEZ Luis, *Los partidos y el golpe del 11 de septiembre : contribución al estudio del contexto histórico*, Santiago, CESOC, 2000.
- GARCÉS Joan, *El estado y los problemas tácticos del gobierno de Allende*, México, siglo XXI, 1974.
- GARCÉS Mario, LEIVA Sebastián, *Perspectivas de análisis de la Unidad Popular : opciones y omisiones, Informe de avance*, Universidad ARCIS, 2004.
- GARRETON Manuel, *El proceso político chileno*, Santiago, FLACSO, 1983.
- GAUDICHAUD Franck, *Poder Popular, participación de los trabajadores y Cordones industriales. Testimonios sobre la dinámica del movimiento popular urbano durante el gobierno de Salvador Allende*, Santiago, LOM/DIBAM, 2004.
- GAUDICHAUD Franck, *Étude sur la dynamique du mouvement social urbain chilien. « Pouvoir populaire » et cordons industriels durant le gouvernement de Salvador Allende. 1970-1973*, thèse de doctorat en Science Politique, Université Paris 8, 2005.
- ILLANES María Angélica A., *La batalla de la memoria*, Santiago, Planeta/Ariel, 2002.
- JOCELYN-HOLT Alfredo, *El Chile perplejo. De avanzar sin transar al transar sin parar*, Santiago, Planeta/Ariel, 1999.
- Löwy Michael, *Paysages de la vérité. Introduction à une sociologie critique de la connaissance*, Paris, Anthropos, 1985.
- MOULIAN Luis, « Balance historiográfico sobre los treinta años de la historia chilena » *in Para recuperar la memoria histórica : Freí, Allende, Pinochet*, Ed. Chile-America/CESOC, Santiago, 1999, p. 43-111.
- MOULIAN Tomás, *Conversaciones interrumpidas con Allende*, Santiago, LOM, 1998.
- MIREs Fernando, *La rebelión permanente. Las revoluciones sociales en América Latina*, Mexico, Siglo XXI Ed, 1988.
- NOLFF Max, *Salvador Allende: el político, el estadista. Bibliografía comentada y temática de más de 200 libros*, Santiago, Estudio, 1993.
- PINTO VALLEJOS Julio, *Cuando hicimos historia. La experiencia de la Unidad Popular*, Santiago, LOM, 2005.
- ROJAS FLORES Jorge, « Los trabajadores en la historiografía chilena : balance y proyecciones », *in Revista Economía & Trabajo*, n° 10, Santiago, 2000, p. 47-117.
- SALAZAR Gabriel, PINTO Julio, *Historia contemporánea de Chile*, Santiago, t. 1, LOM, 1999.
- SEGUEL-BOCCARA Ingrid, *Les passions politiques au Chili durant l'Unité populaire (1970-1973) : un essai d'analyse systémique*, Paris, L'Harmattan, 1997.
- TOURAINE Alain, *Vie et mort du Chili populaire*, *journal sociologique*, Paris, Seuil, 1973.
- VALENZUELA Arturo, *The origins of democracy: theoretical reflections on the chilean case*, Washington, the Wilson Center, 1983.
- VALENZUELA Arturo, *El quiebre de la democracia en Chile*, Santiago, FLACSO, 1989.
- VIAL Gonzalo, *Historia de Chile*, Santiago, Ed. Santillana, 1981.
- VITALE Luis (coord.), *Para recuperar la memoria histórica: Freí, Allende, Pinochet*, Santiago, Ed. Chile-America/CESOC, 1999.
- WINN Peter, *Weavers of revolution, the Yarur workers and chile's road to socialism*, New York, Oxford university press, 1986.

RÉSUMÉ/RESUMEN/ABSTRACT

Plus de trente ans après la chute du gouvernement de Salvador Allende, nous jouissons indéniablement d'une plus grande distance critique afin de faire ressurgir certains paysages de la vérité de cette période conflictuelle de l'histoire chilienne. Pourtant, aujourd'hui comme hier, les chercheurs en sciences sociales s'intéressant à l'Unité populaire doivent faire face à des choix épistémologiques inévitables : plusieurs écoles historiographiques se côtoient autour de l'interprétation de cette époque charnière de l'histoire latino-américaine. Basé sur une longue étude bibliographique, cet article présente les principales tendances interprétatives des mille jours de l'Unité populaire. Il rappelle que, si les approches théoriques restent assez tranchées suivant les auteurs, la plupart des investigations ont pourtant été dominées par une vision centrée sur le champ institutionnel et les partis politiques. Aussi, ce texte cherche à montrer tout l'intérêt qu'il y aurait à opérer « un retour au social » et à multiplier des études qui redonnent toute leur place et leur historicité aux luttes sociales et aux actions collectives chiliennes entre 1970 et 1973.

Más de treinta años después de la caída del gobierno de Salvador Allende, poseemos innegablemente una mayor distancia crítica al momento de hacer surgir algunos de los paisajes de la verdad de este período conflictual de la historia chilena. Con todo, hoy como ayer, los investigadores en Ciencias sociales que se interesan en la Unidad Popular están frente a elecciones epistemológicas inevitables: varias escuelas historiográficas se codean en torno a la interpretación de este tiempo bisagra de la historia latinoamericana.

Basado en un largo estudio bibliográfico, este artículo presenta las principales tendencias interpretativas de estos mil días de la Unidad Popular. Recuerda que si los enfoques teóricos siguen siendo claramente diferenciados según los autores, la mayoría de las investigaciones han sido dominadas por una visión centrada esencialmente en el campo institucional y los partidos políticos. Por ello, este texto pretende mostrar todo el interés que muestra al realizar « una vuelta a lo social » y en multiplicar estudios que vuelvan a dar sitio y historicidad a las luchas sociales y a las acciones colectivas chilenas entre 1970 y 1973.

More than thirty years after the fall of Salvador Allende's government, we unquestionably have a distance criticizes in order to make re-appear certain landscapes of the truth of this conflict period of the Chilean history. However, today like yesterday, the researchers in social sciences being interested in the Popular Unit must face inevitable epistemological choices: several historiographic schools are still around the interpretation of this time Latin-American turning point. Based on a long bibliographical study, this article presents the principal interpretative tendencies of the thousand days of the Popular Unit. It recalls that if the theoretical approaches remain rather distinct according to the authors, the majority of the investigations were however dominated by a vision centred over the institutional field and the political parties. As, this text seeks to show all interest as there would be to operate « a return to social » and to study again all their place and their historicity with the social fights and the Chilean collective actions between 1970 and 1973.

MOTS-CLÉS

- Historiographie
- Mouvements sociaux
- Chili
- Unité populaire

PALABRAS CLAVES

- Historiografía
- Movimientos sociales
- Chile
- Unidad Popular

KEYWORDS

- Historiography
- Social movements
- Chile
- Popular Unity

Malik Tahar Chaouch*

Vers une déconstruction sociologique de l'idéologie progressiste de la théologie de la libération en Amérique latine

Un imaginaire persistant

La théologie de la libération fit une irruption remarquée dans le débat théologique contemporain et l'actualité religieuse latino-américaine, durant les années 1970 et 1980. Il s'est ensuite fait un relatif silence autour d'elle. Le premier facteur généralement invoqué est la crise historique du socialisme, auquel était lié son projet de rénovation religieuse et théologique. La multiplication des nouveaux mouvements religieux, au détriment du monopole du catholicisme en Amérique latine, est aussi généralement évoquée. En effet, même si elle intégrait des minorités protestantes, la théologie de la libération était représentative de ce monopole. Ses défenseurs n'oublient pas, enfin, de rappeler la répression institutionnelle qui s'abattit sur elle au sein de l'Église catholique.

Toutefois, le changement de contexte historique n'a pas signifié l'éclipse des idées et des dynamiques religieuses et militantes dont elle participa. Les théologies

* Universidad Autónoma del Estado de Hidalgo, Instituto de Ciencias Sociales y Humanas

indigène, afro, féministe et écologiste sont autant de variables de leur recomposition, depuis l'utopie révolutionnaire des débuts à la problématique actuelle des nouveaux mouvements sociaux. En Amérique latine comme en Europe, la théologie de la libération continue en ce sens à alimenter nostalgies et fantasmes. S'est imposé l'imaginaire d'un vaste mouvement de rupture sociale et religieuse, engagé aux côtés des masses pauvres et marginalisées du sous-continent américain. Le pouvoir religieux constitué au sein de l'Église catholique l'aurait combattu au bénéfice de la préservation du *statu quo* social. Cet imaginaire opposa le radicalisme religieux de son option politique pour le changement social à la complicité supposée du Vatican et des secteurs conservateurs du catholicisme actuel avec le capitalisme international. L'option de la théologie de la libération pour les pauvres prenait un sens fondamentalement politique. Elle contenait également la notion d'un glissement pratique sur le terrain socio-pastoral de l'action collective.

On explique de la sorte son conflit avec l'institution : entre, d'un côté, son implication pastorale avec les enjeux concrets de la réalité latino-américaine et, d'un autre côté, le dogmatisme de l'orthodoxie catholique et la rigidité de la structure verticale de pouvoir de l'institution, distants de la réalité latino-américaine. La théologie de la libération est, pour cela, considérée comme une cristallisation majeure de l'invitation du Concile Vatican II à écouter les « signes du temps ». Elle aurait fondamentalement été une expression radicale du progressisme catholique contemporain, en opposition à la réaction conservatrice et anti-conciliaire qui aurait prédominé dans l'Église catholique, à partir du pontificat de Jean-Paul II.

Le référent culminant de son projet ecclésial « alternatif », ce furent les communautés ecclésiales de base, en tant qu'espaces de lecture biblique, de célébration religieuse et de conscientisation sociale et politique des milieux populaires. Ce projet était censé reposer sur les solidarités et articulations dynamiques des intellectuels, militants et clercs, engagés par lui, avec les secteurs sociaux opprimés de l'Amérique latine. Il était, en ce sens, supposé donner la priorité aux expériences de la base, face aux normes de la reproduction institutionnelle et sociale du pouvoir religieux. Il restituait, en quelque sorte, au ministère religieux son esprit « prophétique ».

Or, ce schéma simpliste ne rend pas véritablement compte de la réalité sociologique du phénomène. Le propos de cet article vise précisément à démystifier la valeur progressiste de rupture que s'attribua la théologie de la libération. À partir de la reconstruction de sa généalogie intransigeante au sein du catholicisme contemporain, il met en évidence son rapport ambivalent au pouvoir religieux constitué et à l'idéologie qui le sous-tend.



La généalogie intransigeante de la théologie de la libération

La littérature sur la théologie de la libération a rarement été attentive aux acteurs réels, c'est-à-dire aux véritables porteurs de son discours théologique. Elle préféra se précipiter sur les idées et présupposa l'existence d'un acteur collectif – le peuple ou les pauvres, mythologiquement entendu comme le destinataire et le sujet authentique de ce discours. Si l'on s'en tient aux idées, la théologie de la libération aurait été l'expression théologique du peuple religieux conscientisé. Les intellectuels, militants et clercs – « organiquement » articulés à ce dernier – n'auraient fait que mettre en forme les aspirations populaires à la libération.

Gustavo Gutiérrez le précisa dès 1971 : plus qu'un changement de contenu, la théologie de la libération prétendit incarner « une nouvelle façon de faire la théologie », « comme réflexion critique sur la praxis historique » [Gutiérrez, 1971, p. 33]. Or, une analyse distanciée du phénomène ne peut, au contraire, qu'observer le rapport paradoxal des acteurs au référent populaire construit par eux. L'usage idéologique de la notion marxisante de « praxis », dont ils abusèrent, en fut l'alibi.

Il est juste de rendre compte des dynamiques historiques et des solidarités sociales engagées par le discours de la théologie de la libération. Il faut en effet relever le glissement de son axe théologique de réflexion sur le terrain pratique des luttes politiques et sociales. Cependant, cela ne justifie aucunement la notion univoque et indifférenciée d'un vaste mouvement social. Celui-ci supposait sa stricte articulation avec un sujet populaire. Il occultait, du même coup, le poids des intérêts sociaux particuliers des acteurs réellement impliqués dans les conditions de visibilité de ce discours théologique.

Pour le cas brésilien, André Corten souligna ainsi la contradiction sociologique entre la théologie de la libération, en tant que discours porté par une élite politico-théologique transnationale, et les secteurs populaires « conscientisés ». D'autant que ces derniers, effectivement identifiés au projet d'une « Église des pauvres », n'étaient toutefois pas représentatifs des couches les plus marginales de la population brésilienne [Corten, 1995, p. 15-44]. Plus généralement, l'expression « théologie de la libération » contient une contradiction majeure, qui oblige à interroger le rapport entre « théologie » et « libération ». Cette contradiction fut rendue invisible par l'attention exclusivement centrée sur le terme « libération », au détriment du terme « théologie ». Pourtant, il n'est pas évident que les référents historiques et militants du premier et le contrôle social et institutionnel, connoté par le second, soient conciliables.

La « libération » énonce un projet théologico-ecclésial orienté vers le changement social. Ce dernier valorisa la participation des laïcs et prit un tour œcuménique, en rupture apparente avec le cléricalisme et l'hégémonisme de l'Égli-

se catholique. Le théologien uruguayen Juan Luis Segundo définit, en ce sens, la théologie de la libération comme une « libération de la théologie ». Ce titre de l'un de ses ouvrages indiquait que la théologie de la libération était sortie du cadre doctrinaire et institutionnel étroit de l'orthodoxie catholique pour se généraliser sur le terrain sociopolitique des luttes de libération [Segundo, 1975].

Or, il ne faudrait pas oublier la dominante catholique et cléricale d'une théologie qui n'en fut pas moins structurellement liée aux intérêts de l'Église catholique. Le problème réel consiste donc à établir si les déplacements indiqués par le terme « libération », sur le terrain de l'action collective, signifient réellement une rupture avec le pouvoir religieux défié et avec son idéologie. La piste à suivre est celle du *catholicisme intransigeant* tel que le définit Émile Poulat : un catholicisme d'opposition à la société moderne et sécularisée [Poulat, 1977]. Les réseaux religieux et militants qui se situèrent à la genèse de la théologie de la libération participèrent incontestablement de ce type de catholicisme.

Michaël Löwy, apologiste de la théologie de la libération, reconnut lui-même la pertinence de cette piste. Il affirma que cette théologie était simultanément l'héritière de la méfiance traditionnelle du catholicisme pour la modernité (en référence aux travaux d'Émile Poulat sur le thème) et l'expression du courant le plus moderniste au sein de l'Église catholique [Löwy, 1998, p. 79-98]. Il n'approfondit toutefois pas la piste. Il soutint aussitôt l'hypothèse selon laquelle l'originalité de la théologie de la libération était précisément le résultat d'une synthèse qui dépassait l'opposition classique entre tradition et modernité. Théologie pensée à partir des expériences historiques de l'Amérique latine, elle répondait à un contexte singulier de violence sociale et de dépendance extérieure. Elle devenait de la sorte irréductible à l'hypothèse intransigeante. Elle était censée dépasser, depuis la périphérie, les deux pôles normatifs et « centraux » de la tradition et de la modernité. Au mythe de son identité populaire, se joignait ainsi le corrélat nécessaire d'une conception substantialisée de son identité latino-américaine. Celle-ci était posée dans les termes univoques du reflet immédiat et transparent des réalités de la région : dialectiques, en tant qu'on y objectivait le scandale de la pauvreté et de la domination sociale ; concrètes, en tant qu'on renvoyait aux expériences vécues d'oppression et de libération.

Pourtant, la généalogie intransigeante de la théologie de la libération dans les réseaux transnationaux du tiers-mondisme catholique oblige à dépasser le contenu idéologique pris par l'identification territoriale de la théologie de la libération avec l'Amérique latine. La réalité latino-américaine fut mise en regard depuis les logiques et les enjeux sociaux propres à ces réseaux. Ceci, sans nier la focale lati-



no-américaine de la théologie de la libération, remet en cause son interprétation essentialiste et soulève le problème de ses médiations sociales et institutionnelles.

Comme le montra Émile Poulat, l'intransigeantisme se différencia¹. Une attitude défensive et intégriste de rejet symétrique de la modernité, celle du *Syllabus* de 1864 et du pontificat de Pie IX, refusa de négocier l'intégrité de la totalité catholique à reconstruire. Un catholicisme de mouvement, de type intégraliste, celui de l'encyclique *Rerum Novarum* et du pontificat de Léon XIII, adapta sa propre voie de société aux valeurs modernes de progrès et de liberté. Il ne renonçait pas pour autant à s'opposer à la modernité, mais cherchait ainsi à mieux l'infléchir dans son sens. Pour Poulat, l'intégralisme contenait « l'Action catholique et toutes ses entreprises, le catholicisme social, les syndicats chrétiens et le rameau prolifique de la démocratie chrétienne, comme aussi les contre-courants internes qui se sont opposés à ces développements successifs et à leur évolution. » [Poulat, 1977, p. 103] Pour expliquer les mutations contemporaines du catholicisme, la piste des différenciations internes de l'intransigeantisme catholique lui semblait la plus explicative. Il remettait ainsi en cause le simplisme de l'opposition traditionnellement entendue entre progressisme et conservatisme catholique, dont la notion se formula de façon cyclique dans la trajectoire de ces différenciations. Les mises en réseaux du tiers-mondisme catholique entre l'Europe, l'Amérique du Nord et l'Amérique latine introduisaient déjà un glissement certain vers la volonté de mieux comprendre la réalité sociale du sous-développement en Amérique latine. Les enjeux concrets de l'action pastorale et la réflexion théologique y intégraient déjà le point de vue des sciences humaines.

Cette genèse nous renvoie d'abord aux mouvements internationaux de l'Action catholique. Les mouvements étudiants de la MIEC-JECI (*Mouvement international des étudiants catholiques-Jeunesse étudiante catholique internationale*) y furent les plus influents. Le siège latino-américain de ces derniers, d'abord installé à Montevideo avant de passer à Lima en 1972, fut l'une des bases de la publication des premiers textes de la théologie de la libération [Gutiérrez, 1969 ; Assmann, 1970].

Ces liens transnationaux furent renforcés par les échanges des étudiants latino-américains avec les universités catholiques qui étaient alors à la pointe des mutations de la pensée catholique, en particulier dans le triangle géographique de la Belgique, la France et l'Allemagne. La plupart des futurs théologiens de la libération y étudièrent et le rôle joué par l'université catholique de Louvain y fut particulièrement significatif. Il est notoire que les prêtres péruvien, Gustavo Gutiérrez, et colombien, Camilo Torres, y étudièrent respectivement la psychologie et la

1. Les termes « intransigeantisme » et « intégralisme » sont des néologismes que nous empruntons à Émile Poulat, 1977.

2. Sur les relations entre Belges et Latino-Américains dans les réseaux de la théologie de la libération, il est possible de consulter les actes du colloque de sociologie des religions organisé à l'Université Marc Bloch de Strasbourg en 1999 par Jean-Pierre Bastian [Corten, 2001 ; Sauvage, 2001].

sociologie de 1951 à 1955 et de 1954 à 1958. Mais la liste est longue. En plus de la présence prolongée d'acteurs importants des réseaux religieux et d'activistes de la théologie de la libération, comme le Chilien Gonzalo Arroyo, les Brésiliens José Oscar Beozzo et Clodovis Boff et l'Uruguayen Juan Luis Segundo, il faut prendre en compte les séjours courts, dont témoignent presque tous ces acteurs. Il n'est de ce fait pas surprenant que le seul texte important de la théologie de la libération catholique, produit dans un contexte de validation académique et non strictement militant, fut la thèse doctorale de théologie de Clodovis Boff, soutenue à Louvain en 1978 [Boff, 1978].

En outre, le rôle de l'université catholique de Louvain fut plus ample. Des professeurs de cette université, comme le jésuite Roger Vekemans et les prêtres François Houtart et Joseph Comblin, furent des animateurs de premier plan des milieux intellectuels catholiques en Amérique latine. Le premier, d'abord considéré comme un acteur d'avant-garde du « progressisme » catholique, prit ensuite parti contre la théologie de la libération. Les deux autres s'associèrent à elle. Roger Vekemans fut à la fois le promoteur de l'école de sociologie de l'université catholique de Santiago du Chili et du DESAL (*Centro para el Desarrollo Económico y Social de América Latina*), centre de réflexion sur le développement fondé en 1961 dans la même ville. François Houtart coordonna le réseau FERES (*Fédération des centres de recherche socio-religieuse*), financé par la *Homeland Foundation* des États-Unis, afin de réaliser, entre 1955 et 1962, une vaste recherche statistique sur la situation de l'Église catholique et des sociétés latino-américaines. Ce travail fut ensuite synthétisé afin que les évêques latino-américains participant au Concile Vatican II puissent nourrir leur réflexion. La trajectoire de Joseph Comblin oscilla entre le Brésil et le Chili. Arrivé à l'université de Campinas au Brésil en 1958, il fut ensuite professeur de théologie de l'université catholique de Santiago du Chili entre 1962 et 1965, puis retourna au Brésil, à Recife, en 1965. Expulsé du Brésil en 1972, il séjourna de nouveau au Chili, d'où, expulsé en 1980, il repartit vers le Brésil, à Pessoa, de nouveau dans le Nordeste.

La réflexion sur le développement, alors entendu comme intégral, était largement inspirée par la doctrine sociale de l'Église. Ses ruptures internes, sous l'effet de la radicalisation générationnelle et sociopolitique des années 1960 en Amérique latine dans le contexte de la guerre froide, débouchèrent ensuite sur la théologie de la libération. Cette généalogie annonçait déjà un trait caractéristique de sa réflexion. Elle se situait aux frontières des universités catholiques et d'espaces parallèles d'activisme intellectuel de la théologie et des sciences humaines.

Ses réseaux circulaient également du cœur de la structure épiscopale et diocésaine jusqu'à ses marges religieuses et laïques. D'un côté, il faut observer le rôle décisif joué dans cette genèse par la CELAM (*Conferencia Episcopal*



Latinoamericana). Ses départements et instituts de formation cimentèrent sans aucun doute ces réseaux et la réflexion qui les alimentait. La CELAM compte, en ce sens, avec des relais et des espaces équivalents de réflexion et de formation dans la plupart des conférences épiscopales nationales. D'un autre côté, on relève le poids non moins important des ordres religieux. Le mouvement *Économie et Humanisme* du prêtre dominicain Louis Lebre³ fut particulièrement influent au Brésil et au Chili. Louis Lebre fut l'auteur de l'encyclique *Populorum Progressio* de 1967 sur le développement des peuples, le document le plus significatif du tiers-mondisme catholique. Les CIAS (*Centro de Investigación y Acción Social*), fondés par les jésuites dans la plupart des capitales et des grands centres urbains latino-américains, participèrent de la radicalisation postérieure de la théologie de la libération. Le CIAS de Bogota se convertit ainsi en CINEP (*Centro de Investigación y Educación Popular*) en 1976. Un jésuite, le prêtre français Pierre Bigo, dirigea l'ILADES (*Instituto Latinoamericano de Doctrina y Estudios Sociales*), créé à Santiago du Chili en 1966. Or, de cette organisation surgirent de futurs activistes des *Chrétiens pour le Socialisme*, dont en particulier le jésuite Gonzalo Arroyo. Le CIDOC (*Centro Intercultural de Documentación*) du diocèse de Cuernavaca, au Mexique, fut le lieu de passage obligé des missions religieuses, à partir de 1961⁴. Dominé par la figure du prêtre autrichien, prestigieux et déjà radical intellectuel Ivan Illich, il fut soutenu dans le diocèse par le célèbre évêque Sergio Méndez Arceo et, depuis New York, par le cardinal Spellman.

Face à l'offensive ecclésiale menée contre la théologie de la libération, ces réseaux se déplacèrent ensuite vers des espaces civils et œcuméniques, sans pour autant cesser de compter avec de solides soutiens au sein de l'Église catholique, notamment épiscopaux. Cela expliquait leur rapport ambivalent avec le pouvoir ecclésial constitué. On peut considérer que la systématisation de cette offensive partit du changement de direction de la CELAM, lors de l'assemblée de Sucre en Bolivie, en novembre 1972.

Avant 1968, l'heure n'était toutefois pas encore à la théologie de la libération et au radicalisme de son option pour le socialisme. Ces réseaux balançaient alors entre la recherche politique d'une troisième voie, intermédiaire entre le capitalisme et le socialisme, et la radicalisation révolutionnaire de secteurs de l'Action catholique. Malgré tout, ceux-ci soulignaient la singularité de leur conception chrétienne et communautaire de la formation d'un sujet populaire. L'idée de troi-

3. Voir à propos du mouvement *Économie et Humanisme* : cf. Pelletier [1996]. Pour une vision plus exclusivement centrée sur les milieux catholiques « progressistes » de l'Amérique latine, notamment autour de l'influence de Maritain et l'impact de la Démocratie chrétienne dans la région, voir également : Compagnon [2003].

4. L'ancêtre du CIDOC fut le CIF (*Centro Intercultural de Formación*), dirigé par le Chilien Segundo Galilea, également conseiller de la CELAM et théologien de la libération. Le CIDOC, en tant tel, apparut en 1964.

sième voie, renforcée par le programme réformiste de l'Alliance pour le Progrès de l'administration Kennedy, était chère à la Démocratie chrétienne. Il s'agissait de combattre d'un seul coup l'injustice sociale et le communisme, accusé de s'alimenter de la misère ambiante. À l'autre extrême se trouvaient l'*Ação Popular*, produit d'une scission interne de la JUC (*Jeunesse universitaire catholique*), et son option « marxiste-léniniste ». Issu des mêmes milieux militants, le MEB (*Movimento de Educação de Base*) s'en inspira. Il fut fondé au Brésil avant le coup d'État militaire de 1964 par Paulo Freire, inspirateur du courant d'éducation populaire en Amérique latine.

À partir de 1968, la division entre un courant réformiste et un courant radical se généralisa, notamment au sein de la conférence épiscopale latino-américaine de Medellin [CELAM, 1971]. Cette division provoqua les ruptures internes dont l'apparition de la théologie de la libération singularisa le moment. À la recherche d'une troisième voie, la théologie de la libération opposa son adhésion à la voie révolutionnaire vers le socialisme. Elle s'écarta également de la dimension surtout subjective qu'avait prise la réflexion révolutionnaire antérieure au sein du tiers-mondisme catholique. Ses accents communautaires et religieux ne cessèrent certes pas de singulariser son imaginaire social. Cependant, l'accent était alors mis sur la priorité, objectivée par la théorie de la dépendance, d'une action politique efficace de rupture avec les conditions structurelles du sous-développement et de la domination interne et externe en Amérique latine.

Elle put paraître ainsi rompre avec sa généalogie intransigeante. Les solidarités militantes développées avec l'effervescence révolutionnaire des années 1960 l'éloignaient en effet de la notion d'une voie proprement chrétienne de société vers celle d'une voie plus proprement latino-américaine de modernité. Cette voie joignait les thèmes de l'anti-impérialisme et de l'anti-capitalisme, en rupture avec l'idée de troisième voie. Cette dernière, loin d'être le monopole de la Démocratie chrétienne, avait été auparavant l'axe conducteur des national-populismes latino-américains et de leur refus d'une modernisation imposée depuis l'extérieur⁵. L'arrière-fond nationaliste de sa radicalisation socialiste en conservait la conscience de l'originalité des expériences vécues au sein de la « périphérie » latino-américaine, en opposition aux modèles « centraux » de modernité.

Pourtant, entre continuités et discontinuités, la théologie de la libération s'inscrivait dans la trajectoire de cette généalogie. Elle projeta les éléments de sa genèse intransigeante, en particulier son imaginaire communautariste et intégraliste, sur l'idée d'une modernité alternative. Celle-ci, mise en perspective latino-américaine, était infléchie dans le sens de sa signification pour le christianisme et pour la définition de sa nécessaire mission sociale et politique dans un contexte d'injustice

5. Sur le national-populisme et le modèle latino-américain de développement, il faut renvoyer aux précieux travaux d'Alain Touraine [1988].



sociale. Elle soulignait certes les contradictions propres aux modèles exogènes de modernité et de sécularisation et aux tentatives de modernisation en Amérique latine. Toutefois, on y reconnaissait aussi sans mal l'impact de la méfiance initiale du catholicisme intransigeant pour les aspects instrumentaux et individualisants de la modernité. L'idéalisation de la vie communautaire et de l'identité chrétienne de l'Amérique latine, comme le refus de la privatisation de la foi, engageait ce rejet initial, né en Europe. Le « pauvre » était paradoxalement l'alibi qui servait une conception, plus traditionnelle et socialement élitiste qu'il n'y paraissait, du devenir de l'Amérique latine.

Cela conditionna le rapport ambivalent de la théologie de la libération à la politique et au marxisme. Celui-ci oscilla continuellement entre l'identification et la distanciation. À la fin des années 1980, le théologien brésilien d'origine coréenne Jung Mo Sung fit le bilan de la théologie de la libération. Il observa la difficulté de ce rapport, dont il tenta un diagnostic. De son point de vue, l'identification philosophique avec l'utopie socialiste, soutenue par les textes fondateurs de Gustavo Gutiérrez et Hugo Assmann, était la condition historique et théorique de la possibilité d'une nouvelle conception du christianisme [Gutiérrez, 1971 ; Assmann, 1971]. Or, selon lui, la théologie de la libération glissa ensuite vers la distinction « positiviste » entre l'éthique chrétienne de la libération et l'emprunt de l'instrument scientifique marxiste pour objectiver les causes du sous-développement en Amérique latine [Mo Sung, 1989]. S'y affirmait la continuité des engagements politiques pris, mais à distance de l'identification philosophique initiale. La théologie de la libération ne perdit jamais de vue les enjeux proprement théologiques de sa réflexion. Malgré tout, elle opéra alors un mouvement de recentrage sur la thématique plus subjective et religieuse des communautés ecclésiales de base, dont elle disputa alors le monopole.

Jung Mo Sung, pour sa part, expliqua cette hésitation philosophique comme un problème d'articulation de la réflexion théologique avec les pratiques de libération, comme une difficulté à percevoir et théologiser les défis de ces pratiques. Il nous semble que ce diagnostic – interne aux vues de la théologie de la libération – manqua précisément la dimension mythologique de son articulation « pratique », idéologiquement soutenue, avec un sujet populaire de libération. Les oscillations de son rapport au politique et au marxisme furent plutôt un effet de l'impossibilité de sa rupture avec le déterminisme idéologique de sa généalogie intransigeante.

Il convient donc de réviser, depuis la considération de cette généalogie, la valeur progressiste de rupture que s'attribua la théologie de la libération autour des notions construites de son identité populaire et latino-américaine. Cette révision doit permettre de réinterpréter la nature même du conflit auquel elle participa au sein de l'Église catholique.

Mythes et réalités de l'impossible rupture

La théologie de la libération s'affirma d'autant plus substantiellement latino-américaine qu'elle fut impliquée dans des réseaux transcontinentaux qui contredisaient le simplisme de l'opposition construite par elle entre le « centre » dominateur et la « périphérie » dominée. Elle tirait de l'altérité affirmée (imperméable, insondable) les alibis sociaux de sa justification militante, tout en dépendant moralement et financièrement de la réception positive de son message en Europe et aux États-Unis. Cela conditionna la double nécessité de se distinguer de sa généalogie « progressiste » en Europe et de se légitimer face à elle. Pour cette raison, la relation de la théologie de la libération à l'existence d'un camp « progressiste » au sein du catholicisme contemporain fut d'emblée ambiguë.

Au début des années 1970, Hugo Assmann défendit l'ambition de déplacer le débat de la théologie catholique contemporaine. Il considérait secondaire celui qui opposait le traditionalisme préconciliaire et le réformisme post-conciliaire. Dès lors, il situait principalement la frontière de ce débat entre le réformisme de la théologie européenne et l'option révolutionnaire de la théologie latino-américaine [Assmann, 1973, p. 95]. Comme le rappela ensuite Samuel Silva Gotay, la théologie européenne était accusée d'être restée prisonnière du langage idéaliste de la théologie traditionnelle. Incapable d'incorporer à sa structure de pensée la nécessité d'une rupture concrète avec les conditions de la domination sociale, elle était censée être dépassée par la théologie de la libération, dialectiquement située du côté des opprimés [Silva Gotay, 1981, p. 94-96].

Les mêmes réseaux de la théologie de la libération ne manquèrent toutefois pas de réclamer le soutien qui incombait à leur légitime appropriation du défi de l'actualisation, lancé par le Concile Vatican II. Face à la chasse aux sorcières dont ils furent victimes au sein de l'Église catholique, ils relativisèrent progressivement le radicalisme de l'ambition exprimée par Hugo Assmann. Ils lui associèrent la notion d'un conflit simultané entre un camp progressiste, fidèle au Concile, et un camp conservateur, tenté par la restauration. Ce dernier avait conditionné la réponse négative du Vatican à la théologie de la libération dont les représentants crurent, un temps, pouvoir recevoir le soutien. Ce camp conservateur était, en outre, accusé de complicité objective avec le capitalisme international.

Ces deux positions furent les récits convenus d'une même mythologie, à laquelle répondit celle, inverse, qui réduisit la théologie de la libération à une intrusion du communisme dans le catholicisme latino-américain (sans tenir compte des spécificités de son contexte politique et religieux). Chacune manqua l'essentiel : leur appartenance à une généalogie commune. Les orientations plus ou moins « progressistes » ou « conservatrices » des uns et des autres ne doivent pas non plus faire perdre de vue qu'ils constituaient autant de variations de l'intégralisme catholique et de sa

TEÓLOGOS DE LA LIBERACIÓN
QUIENES SOMOS; QUE PENSAMOS Y QUE HACEMOS

Reflexiones sobre el estado actual de la Teología de la Liberación en Chile y sus posibles aportes a la Psicología Social Comunitaria

Organiza: U-ARCIS VALPARAISO

Patrocina: Coordinadora del Congreso Psicología Social Comunitaria

Auspicia: CASAS DEL BOSQUE

ENTRADA LIBERADA al conocimiento

LOS JUEVES 9 / 16 / 23 / 30 DE AGOSTO Y EL 4 DE SEPTIEMBRE 18:30 HRS.
SALON DE CONFERENCIAS UNIVERSIDAD ARCIS VALPARAISO / BAQUEDANO 8 ESQ. FRANCIA F: 32-2230332 www.uarcisvalpo.cl

Affiche annonçant un séminaire sur la théologie de la libération à Valparaíso (Chili), août 2007

volonté de répondre au défi de l'actualisation. Ainsi, les « conservateurs », assimilés par erreur à des restaurateurs, assumaient leur propre vision de cette actualisation. Ils entraient également en contradiction avec l'intégrisme des nostalgiques de l'esprit préconciliaire. La théologie de la libération constituait une tendance radicale de cette volonté d'actualisation, tant du point de vue de son engagement social que de sa « conversion » à la dimension émancipatrice de la modernité. Elle n'en était pas moins le produit de la même logique d'opposition, qui adaptait ses visions religieuses et théologiques à la recherche d'une modernité alternative.

Le pouvoir centralisé de l'Église catholique s'affronta au défi des dynamiques religieuses, missionnaires et laïques, de réseaux de la théologie de la libération, qui échappaient à son contrôle. Celles-ci contournaient, dans l'espace international et sur leur périphérie, la structure ecclésiale centrale et les hiérarchies établies au niveau des conférences épiscopales nationales. De ce point de vue, l'étendue de ses solidarités œcuméniques, sociales et militantes fut un facteur décisif de décentrement vis-à-vis de la rigidité, dénoncée par elle, des normes institutionnelles et doctrinaires de l'Église catholique. En ce sens, plus encore que l'expression d'une arti-

circulation entre des secteurs catholiques et des mouvements sociaux, elle engagea la circulation et les intérêts propres à ces réseaux transnationaux. Ceux-ci tiraient des référents locaux et nationaux le capital symbolique de leur valeur d'alternative intellectuelle et religieuse. Par ailleurs, ils se positionnaient, selon les opportunités ecclésiales et politiques, aux niveaux national et local.

Ainsi, au Mexique, l'impact de ses idées dans les diocèses de Cuernavaca, d'abord, et de San Cristóbal de las Casas, ensuite, ne s'explique pas uniquement par le contexte social et politique de ces diocèses. Ceux-ci furent aussi des lieux de passages des réseaux missionnaires et religieux qui y trouvèrent un soutien épiscopal. Sergio Méndez Arceo, pour le premier, accueillit le CIDOC ; Samuel Ruiz, pour le second, fut responsable du département des missions de la CELAM entre 1969 et 1974. Dans d'autres contextes nationaux et locaux, dont les conditions sociales et politiques ne justifiaient pas moins une théologie de la libération, sa visibilité fut presque nulle. Cela souligne simultanément et à l'inverse que la théologie de la libération put compter sur de solides soutiens hiérarchiques et cléricaux, même minoritaires, qui indiquent sa proximité avec le pouvoir ecclésial constitué. Elle le déplaça, mais ne le subvertit aucunement.

Malgré l'étendue de ses dynamiques militantes et laïques, elle fut de fait, pour l'essentiel, une théologie de clercs catholiques. Son imaginaire fut dominé par les modèles « prophétiques » de figures épiscopales et sacerdotales. Elle affirmait témoigner des dynamiques autonomes de ses bases laïques, populaires et communautaires. Pourtant, les prêtres et les évêques, qui se déclaraient au service des communautés locales, défendaient farouchement leur intégration à la structure ecclésiale qui les régulait. L'un des principaux événements, lié au moment de son émergence, entre 1968 et 1972, fut précisément l'apparition de mouvements sacerdotaux dans la plupart des pays d'Amérique latine. Ce fut le cas, en 1968, du mouvement ONIS (*Oficina Nacional de Información Sacerdotal*) au Pérou, des Prêtres pour le Tiers Monde en Argentine et du groupe *Golconda* en Colombie. Suivirent de nombreux autres, dont en particulier le groupe des 80, au Chili, qui déboucha en 1971 sur le mouvement des *Chrétiens pour le Socialisme*, et les Prêtres pour le peuple au Mexique en 1972. Ces mouvements rendaient compte de leur option pour la libération, mais prétendaient également en réguler la signification pour l'ensemble des chrétiens.

On comprend donc mieux la difficulté, voire l'impossibilité de la rupture expérimentée par les prêtres et religieux ainsi engagés – agents et victimes du pouvoir ecclésial. Les années 1960 et 1970 se caractérisèrent par la crise des vocations ministérielles et la désertion sacerdotale au sein de l'Église catholique. Il est important de relever que la théologie de la libération, même si elle répondit à sa façon au défi de la sécularisation, se situa à contre-courant de ce processus. Quand on sor-



tait de la prêtrise ou de son ordre religieux, on y revenait. Le Chilien Pablo Richard récupéra son statut de prêtre à son retour en Amérique latine, en 1978, après s'être marié durant son exil français qui dura quatre ans. Le jésuite Fernando Cardenal, ex-ministre de l'Éducation au Nicaragua, réintégra en 1996 l'ordre dont il avait été expulsé en 1984. Quand on en sortait définitivement, c'était après un long combat pour y demeurer. Leonardo Boff abandonna la prêtrise et l'ordre des franciscains en 1992. Il le fit seulement après une persécution prolongée et s'être d'abord soumis au jugement de la congrégation pour la doctrine de la foi en 1984, sous la direction du cardinal Joseph Ratzinger, son ex-directeur de thèse doctorale de théologie en Allemagne. De même, Ivan Illich abandonna sa charge sacerdotale en 1969, suite à l'envoi d'une commission d'enquête de la même congrégation au CIDOC, en 1967. Quand on en sortait, on ne s'éloignait de toute façon pas beaucoup. On rebondissait immédiatement dans les ONG liées aux mêmes réseaux religieux et militants, qui continuaient à compter avec des relais au sein des espaces officiels de l'Église catholique.

Cela rend également plus compréhensibles les subtilités du conflit que provoqua la théologie de la libération dans l'Église catholique. Malgré la violence des débats, il n'en constituait pas moins aussi – par la proximité généalogique de ces acteurs – une dispute de famille. Les ennemis d'aujourd'hui étaient bien souvent les collaborateurs d'hier. Parfois même issus des mêmes rangs du « progressisme » catholique, ils se renvoyèrent ensuite réciproquement à la monstruosité respective du communisme et du marxisme, d'un côté, et du capitalisme et du conservatisme, de l'autre. La violence du conflit, notamment celle, punitive, de l'autorité romaine, fut contrebalancée par la volonté réciproque d'éviter la confrontation et la rupture. Cela aboutit à l'« option préférentielle pour les pauvres », lors de la conférence épiscopale latino-américaine de Puebla, en 1979. Le président de la CELAM Alfonso López Trujillo y avait cherché un démenti aux vues de la théologie de la libération. Les débats se résolurent dans un compromis entre des forces – certes inégales, mais pas autant que le laisse parfois entendre le discours de victimisation de la théologie de la libération –, qui y trouvèrent chacune des motifs de satisfaction et d'inquiétude [CELAM, 1984]. Les réseaux de la théologie de la libération purent compter sur des soutiens épiscopaux (majoritairement brésiliens), qu'ils conseillaient, à partir de commissions parallèles formées à l'extérieur de la conférence, pour peser sur les débats.

La réflexion de la théologie de la libération se développa exactement au carrefour de différents continents, des champs religieux et intellectuels et de la théologie et des sciences humaines. Cela détermina les tensions dont elle fut l'expression : entre l'étendue de ses solidarités sociales et les frontières de son appartenance confessionnelle ; entre son axe religieux de réflexion et la généralisation civile de ses dynamiques militantes ; et entre les enjeux sociopolitiques de sa réflexion théolo-

gique et la désarticulation de cette réflexion – très idéologisée – avec les défis pratiques qu'elle prétendait articuler. Si elle participa en effet à une forme contemporaine de mise en réseaux du religieux, différenciée par ses vues militantes au sein du catholicisme contemporain, elle n'en demeura pas moins dépendante de l'institution⁶. Cela se refléta dans la réaction suscitée dans ses réseaux religieux et militants par l'érosion récente de l'hégémonie du catholicisme en Amérique latine. Après avoir tant critiqué le contrôle social de l'Église catholique, ces réseaux prirent la défense du monopole menacé. Ils réduisirent d'abord les nouvelles concurrences à une stratégie politique de pénétration religieuse de la part de l'impérialisme nord-américain dans la région. À ce propos, les secteurs les plus « conservateurs » et les plus « progressistes » du catholicisme latino-américain semblent bien avoir fait cause commune.

6. Ariel Colonomos consacra un chapitre à la théologie de la libération comme forme de mise en réseau du religieux dans son ouvrage sur la thématique [Colonomos, 2000, p. 59-69]. Les dynamiques de réseaux de la théologie de la libération et des nouveaux mouvements religieux engagèrent respectivement des stratégies transnationales de contournement des institutions et des hiérarchies établies. Il faut toutefois distinguer la théologie de la libération, comme forme de différenciation du catholicisme contemporain, et ces nouvelles concurrences. La théologie de la libération mobilisait le capital institutionnel de l'Église catholique, à la fois contesté et reconverti par elle. La concurrence de ce capital par les nouveaux mouvements impliqua la diversification et la dérégulation du religieux en Amérique latine.



BIBLIOGRAPHIE

- ASSMANN Hugo, *Teología de la liberación. Una evaluación prospectiva*, Montevideo, MIEC-JECI, 1970.
- ASSMANN Hugo, *Liberación-opresión: desafío a los cristianos*, Montevideo, Tierra Nueva, 1971.
- ASSMANN Hugo, *Teología desde la praxis de liberación: ensayo teológico desde la América dependiente*, Salamanca, Sígueme, 1973.
- BOFF Clodovis, *Teología do político e suas mediações*, Petropolis, Vozes, 1978.
- CELAM, *Medellín. Conclusión. Segunda Conferencia General del Episcopado Latinoamericano*, Bogota, Secretariado General de la CELAM, 1971.
- CELAM, *La Evangelización en el presente y en el futuro de América latina. III Conferencia General del Episcopado Latinoamericano*, Mexico, Librería Parroquial de Claveria, 1984.
- COLONNOS Ariel, « Les trajectoires internationales de la libération entre espace régional et dynamique mondiale », in *Églises en réseaux. Trajectoires politiques entre Europe et Amérique*, Paris, Presses de Sciences Po, 2000, p. 59-69.
- COMPAGNON Olivier, *Jacques Maritain et l'Amérique du Sud. Le modèle malgré lui*, Villeneuve d'Ascq, Presses Universitaires du Septentrion, 2003.
- CORTEN André, *Le pentecôtisme au Brésil. Émotion du pauvre et romantisme théologique*, Paris, Karthala, 1995.
- CORTEN André, « Une mise en réseaux de la théologie de la libération », in BASTIAN Jean-Pierre (éd.), *Europe latine-Amérique latine : la modernité religieuse en perspective comparée*, Paris, Karthala, 2001, p. 267-285.
- GUTIÉRREZ Gustavo, *Hacia una teología de la liberación*, Montevideo, MIEC-JECI, 1969.
- GUTIÉRREZ Gustavo, *Teología de la liberación: perspectivas*, Lima, CEP, 1971.
- Löwy Michaël, « Modernité et critique de la modernité dans la théologie de la libération », in *La Guerre des Dieux. Religion et politique en Amérique latine*, Paris, Éditions du Félin, 1998, p. 79-98.
- MO SUNG Jung, *Teología e economía. Repensando a teologia da libertação e utopias*, Petropolis, Vozes, 1989.
- PELLETIER Denis, *Économie et Humanisme : de l'utopie communautaire au combat pour le tiers-monde (1941-1966)*, Paris, Cerf, 1996.
- POULAT Émile, *Église contre bourgeoisie. Introduction au devenir du catholicisme actuel*, Tournai, Casterman, 1977.
- SAUVAGE Pierre, « Relations entre Belges et Latino-Américains à propos de la théologie de la libération (1970-1980) », in BASTIAN Jean-Pierre (éd.), *Europe latine-Amérique latine : la modernité religieuse en perspective comparée*, Paris, Karthala, 2001, p. 287-306.
- SEGUNDO Juan Luis, *Liberación de la teología*, Buenos Aires, Carlos Lohlé, 1975.
- SILVA GOTAY Samuel, *El pensamiento cristiano revolucionario en América Latina y el Caribe: implicaciones de la teología de la liberación para la sociología de las religiones*, Salamanca, Sígueme, 1981.
- TOURAINE Alain, *La parole et le sang. Politique et société en Amérique latine*, Paris, Odile Jacob, 1988.

RÉSUMÉ/RESUMEN/ABSTRACT

La théologie de la libération est actuellement faiblement présente dans le débat théologique. Toutefois, elle continue à alimenter des nostalgies. Celles-ci se fondent sur l'imaginaire persistant qu'elle aurait été l'expression d'un vaste mouvement social, articulé au destin des masses pauvres et marginalisées en Amérique latine. C'est ce qui fit qu'on la considéra comme radicalement progressiste. Or, le propos de cet article vise précisément à déconstruire la valeur progressiste de rupture qu'elle s'attribua. À partir de la reconstruction de sa généalogie intransigente au sein du catholicisme contemporain, il s'agit de mettre en évidence son rapport ambivalent au pouvoir religieux constitué, apparemment contesté par elle, et à l'idéologie qui le sous-tend.

La teología de la liberación es actualmente poco presente en el debate teológico. No obstante, dicha teología sigue suscitando nostalgias. Estas últimas están alimentadas por la idea según la cual la teología de la liberación habría sido la expresión de un amplio movimiento social, articulado con el destino de las masas pobres y marginales en América latina. De ahí se desprendió la visión de su carácter radicalmente

progresista. El propósito de este artículo busca precisamente desconstruir el valor progresista que se le atribuyó. Con base a la reconstrucción de su genealogía intransigente en el seno del catolicismo contemporáneo, se trata de poner en evidencia su relación ambivalente con el poder eclesial constituido, aparentemente contestado por ella, así como con la ideología que lo subyace.

The theology of the liberation is enough at the moment present in the theological debate. However, this theology continues provoking nostalgia. These last ones are fed by the idea according to which theology of the liberation would have been the expression of an ample social movement, articulated with the destiny of the poor and marginal masses in Latin America. The vision was come off its character there radically progressive. The intention of this article indeed looks for to deconstruct the progressive value that was attributed to it. With base to reconstruction of its intransigent genealogy in the contemporary Catholicism, is to put in evidence its ambivalent relation with the ecclesial constituted power, apparently answered by it, as well as with the ideology that sub lies it.

MOTS-CLÉS

- Théologie de la libération
- Christianisme latino-américain
- Intransigeance catholique
- Religion et politique

PALABRAS CLAVES

- Teología de la liberación
- Cristianismo latinoamericano
- Intransigencia católica
- Religión y política

KEYWORDS

- Theology of liberation
- Latin American
- Christianity
- Catholic intransigence
- Religion and politics

Rocio Grediaga Kuri*

Las oportunidades de acceso al mercado académico en Brasil, México y Venezuela.

Una mirada desde la perspectiva de género

Durante la segunda mitad del siglo XX, el avance de los procesos de modernización y el aumento en los niveles educativos de la población latinoamericana tienen efectos paralelos en la esfera política y social. Vale la pena destacar la ampliación de las oportunidades educativas, y hacia el fin del siglo, el declive del autoritarismo y el paulatino ascenso de las democracias. Estos cambios afectan a un amplio espectro de países de la región. Como ejemplo, a fines de la década de 1970, la mayor parte de los países de América Latina cuentan con regímenes autoritarios o semi-democráticos, en cambio al finalizar la década pasada prácticamente todas las naciones presentaban, al menos, algunos rasgos claramente democráticos [Mainwaring, 1999].

En los años ochenta, los países de América Latina viven una profunda crisis: además del estancamiento o recesión económica y el endeudamiento externo, el alza

* Universidad Autónoma Metropolitana – Azcapotzalco (México). Una versión preliminar de este trabajo fue presentada al Seminario Permanente de Género del Centre de Recherche et de Documentation sur l'Amérique latine (CREDAL).

de las tasas de interés internacionales y los problemas para lograr una recaudación fiscal adecuada agravan la insuficiencia de recursos públicos para enfrentar las necesidades y demandas sociales, que en décadas pasadas se habían incrementado notoriamente. Ante esta escasez de recursos surge la reforma del Estado, en la que los gobiernos proceden a limitar sus presupuestos, entre ellos los dedicados al gasto social, con claros efectos negativos en términos de equidad. Por un lado, recortan sus áreas de acción, lo que produce la reducción del Estado, pero también redefinen sus funciones [Kliksberg, 1994]. Esta reforma fue criticada duramente por la izquierda, pero no enfrentó tantos problemas, pues el gobierno se desprendía de áreas consideradas no fundamentales, dejando su ajuste y operación en manos del mercado [Oszlac, 1997]. Lo importante para el análisis de las oportunidades de educación e ingreso al mercado académico es que, junto al recorte de recursos públicos, los gobiernos inician nuevas formas de gestión, fincadas en la influencia indirecta a través de políticas públicas en el desarrollo de las instituciones educativas.

Los procesos anotados marcan la educación terciaria, ya que los requerimientos de personal profesional para la planta productiva y los servicios, el crecimiento de las ciudades o el apoyo financiero de los gobiernos, fueron factores que permitieron la ampliación, descentralización territorial, diferenciación y complejización de los sistemas de educación superior (SES) durante buena parte del siglo pasado [Brunner, 1990].

Los cambios en los años ochenta y noventa suponen un piso distinto para la empresa educativa. En este sentido nuevas demandas (calidad, eficiencia, flexibilidad), ampliación de tareas, rendición de cuentas y financiamiento ligado a evaluación de resultados, más un contexto internacional difuso se suman a los tradicionales focos de atención en la educación superior de producción, transmisión y difusión de conocimiento. Ocurre una inflexión en la relación entre el gobierno y las instituciones de educación superior (IES), que expresa la nueva orientación de las agencias financieras y organismos internacionales y modifica la lógica de asignación de recursos públicos a los sistemas educativos en los distintos países de América Latina.

La nueva forma de regulación gubernamental pretende, mediante programas, reorientar los sistemas educativos nacionales. Se fijan metas, se destinan fondos a quienes cumplan estándares establecidos y se premia o castiga instituciones según logros obtenidos en dirección de los indicadores deseados. Estos mecanismos sugieren que la óptica gubernamental sobre el SES cambia, pasando del control directo sobre las organizaciones vía negociación discrecional del presupuesto, hacia un monitoreo a distancia, donde diseño e instrumentación de políticas públicas ocupan un papel central. En esta nueva visión, la evaluación se convierte en el instrumento privilegiado para inducir cambios en las instituciones y los actores que las integran



[Neave, 1991]. Parecería que la moderna educación superior latinoamericana ingresa en otra etapa de desarrollo, de la cual pueden señalarse los contornos pero no el desenlace, ya que aún está en curso [Rodríguez, 2003].

A pesar de las tendencias globales hacia la descentralización, el incremento de la participación de las IES privadas en la atención a la matrícula, la importancia relativa del postgrado y un mayor espacio en la universidad pública latinoamericana a las fuerzas del mercado en las últimas décadas [Kent, 1997], en la mayoría de los países desde el surgimiento de la universidad, el gobierno tuvo y sigue teniendo un papel relevante en el financiamiento y asignación de recursos que orientan su funcionamiento. Dependiendo del grado de centralismo característico del sistema económico y educativo en cada país, las políticas gubernamentales afectan de manera distinta el desarrollo del SES. Éstas influyen directamente a las IES y académicos contratados en organizaciones financiadas con recursos públicos (sector público), situación que varía entre los países analizados. Sin embargo, por la competencia que existe entre las IES nacionales y por la globalización, la regulación afecta indirectamente también al resto de las organizaciones educativas y por ende a todos los integrantes del grupo ocupacional de los académicos.

Aun en los sistemas sociales o educativos más centralizados y autoritarios, la política pública es sólo el marco de referencia y límite de acción que comparten los sujetos que se relacionan para cumplir los objetivos de las organizaciones universitarias. La redefinición del papel del gobierno en la sociedad y la reducción de su papel como principal agente financiero del SES, presiona a las autoridades de las IES y los académicos, a incrementar su participación como promotores y gestores de los recursos necesarios para el desarrollo institucional y la investigación. Con ello se perfila una función adicional en el rol de académico, la de gestor de recursos y redes necesarios para el desarrollo del conocimiento y su aplicación, que se suma a la docencia e investigación que tradicionalmente se les atribuían.

La exigencia de cuentas sobre los recursos públicos proporcionados a las IES, e incluso a los individuos vía la evaluación del desempeño (bolsas y apoyos a la investigación del CNPQ, evaluación y asignación de recursos a programas de enseñanza según desempeño en Brasil; Programa Integral de Fomento Institucional (PIFI's), SNI, becas, estímulos y otros en México; PPI y CONABA en Venezuela), han modificado las formas de interacción e inducido cambios en el peso relativo de los actores que intervienen en la toma de decisiones y el desarrollo de las actividades académicas [Rodríguez, 2003]. Pero esto no significa que las IES, los grupos o individuos no tengan margen de maniobra y alternativas para responder de diversas formas a las regulaciones establecidas.

Los académicos cultivan un campo de conocimiento y forman parte del personal de una institución de enseñanza superior o investigación. La oferta institu-

cional de posiciones para enseñar, investigar y difundir la cultura, son constitutivas del mercado académico, que es un segmento específico del mercado laboral. En sentido estricto, la profesión académica no es una comunidad identificada alrededor de valores compartidos por todos sus integrantes. Desde la reforma de la universidad en Alemania (fines del siglo XVIII), paralelamente a la diversificación de los campos de conocimiento, se evidencian conflictos y diferencias entre las distintas academias de profesores, derivados tanto de la afiliación disciplinaria, como del énfasis en alguna de las tareas (docencia, investigación, gestión, etc.).

No obstante, la evolución de la universidad lleva a este grupo a compartir ciertos principios asociados con el desempeño de este rol ocupacional, como la defensa de la autonomía universitaria y la libertad académica, que generan las condiciones indispensables, aunque no suficientes, para que el conocimiento avance. Por ello el presente trabajo se refiere a los académicos como “profesión académica”, incluyendo en ella a todos los que participan en este segmento laboral, tanto de tiempo completo, como con otro tipo de contrataciones.

Por las condiciones formativas generales de la población, cambios en la competencia entre segmentos del mercado laboral por los profesionistas disponibles durante la evolución del SES en cada país, las instituciones cambian sus niveles de exigencia para ingresar a los puestos que ofrecen. Incluso en los países latinoamericanos, donde en el pasado las exigencias de acceso como profesor universitario fueron menores que las de países con una tradición universitaria más larga, las oportunidades de participación en el mercado académico están determinadas por el cumplimiento del requisito de al menos haber iniciado estudios universitarios.

Discutir la inequidad de oportunidades de género en el acceso a este segmento del mercado laboral, por tanto, está asociado a las posibilidades que el país ha ofrecido de continuar la trayectoria escolar hasta ingresar al nivel superior, a las características del SES y a la composición de las posiciones disponibles en el mercado académico. Por ello el diseño de una estrategia metodológica implica controlar la influencia simultánea de múltiples factores, pues las dimensiones que definen e influyen el desarrollo de las actividades académicas no sólo son diversas, sino que están entrelazadas¹.

Por esto se inicia con una descripción general del desarrollo del SES, puesta en relación con las medidas que los gobiernos correspondientes han utilizado para orientar su desarrollo en los países en estudio. Para justificar los cortes se hace una

1. Se hizo un esfuerzo por construir unidades de análisis que permitieran observar comparativamente los cambios ocurridos y por otro, se aplicó un cuestionario a una muestra representativa del personal académico de las IES del país para registrar sus procesos formativos, sus condiciones de trabajo e interacción en el desarrollo de sus actividades académicas y los resultados reportados. Con ello se evitó reconstruir por agregación de los rasgos individuales las propiedades de los contextos de referencia de la acción y recuperar simultáneamente la lógica de la acción, las percepciones y la forma en que los académicos aceptan, traducen y legitiman la normatividad presente en sus grupos de referencia.



síntesis de la construcción de los periodos en cada país y una descripción de la composición de cada SES usando los distintos tipos de instituciones (por la importancia que tienen las IES en las condiciones de trabajo de los integrantes de la profesión académica). Para explorar los efectos de las políticas sobre la evolución y composición del SES y el mercado académico se utilizan como indicadores el crecimiento de la matrícula y las plazas académicas, el grado de feminización y la participación del sector privado en la atención de la matrícula y oferta de posiciones académicas².

La periodización y posibilidades de comparación de las políticas

Por la falta de información histórica sobre los académicos, un recurso empleado con relativamente buenos resultados consiste en reconstruir las condiciones de acceso a la vida académica de quienes forman parte de la muestra, controlándolas para su análisis según la fecha de inicio de sus trayectorias. Construir los periodos en función del cambio de los mecanismos de ingreso, promoción y evaluación de los académicos, parece una buena estrategia de aproximarse a posibles variaciones en los perfiles de ingreso de los académicos atribuibles a las políticas. Por ello, para definir los periodos, el criterio no fue establecer fechas comunes sino cortes en cada país que se definen según cambios, con características similares, en el sistema de reconocimiento de la profesión académica en los países estudiados.

Cientos de miles de jóvenes ingresaron a la educación superior en el periodo previo al inicio de la evaluación. La ampliación de oportunidades se debió a múltiples factores, entre los que destacan los procesos de urbanización, la ampliación de la cobertura en los niveles de escolaridad previos, el crecimiento económico, las expectativas de ascenso social que amplios segmentos sociales depositan en la ES y los apoyos gubernamentales a las IES del sector público que, al final del siglo XX en México y Venezuela, continúan absorbiendo el grueso de la demanda estudiantil y en el caso brasileño a casi la mitad de la misma. En lo que Brunner llama etapa de patrocinio benigno [1990], en Brasil la matrícula de licenciatura pasa de

2. El proyecto se orientó a valorar el impacto de las políticas públicas hacia la educación superior sobre la transformación de la profesión académica, controlando simultáneamente la situación de profesores e investigadores en diferentes contextos nacionales, institucionales y disciplinarios. En México se contó con apoyo del CONACYT y UAM-A. No se tuvo el mismo apoyo por parte de las agencias financieras nacionales en Brasil y Venezuela. En México se construyó una muestra nacional aleatoria, Brasil para lograr los recursos necesarios, combinó la aplicación del instrumento para obtener la información con la que requería para la comparación internacional sobre la profesión académica financiada por la Carnegie y coordinada por Albatch. Se dispuso de recursos para aplicar mil encuestas en 20 contextos institucionales y tanto las IES como quienes respondieron fueron seleccionados al azar y se cumple con la exigencia de representatividad del conjunto de los académicos. En Venezuela no se consiguió el financiamiento del CONICYT y el trabajo es exploratorio en cuatro instituciones de la región de Zulia, no seleccionadas en forma aleatoria sino intencional para mostrar la diversidad de condiciones de trabajo, aunque en ellas sí se seleccionó al azar a los encuestados.

CUADRO N° 1: CRITERIOS Y CORTES TEMPORALES SEGÚN LAS POLÍTICAS³

	Brasil	México	Venezuela
Antes de la iniciar la evaluación	Hasta 1982	Hasta 1983	Hasta 1990
Inicio de la evaluación, hasta su generalización al asociarla a diferenciación de ingresos de los profesores	1983-1995	1984-1990	1990-1992
Después del vínculo evaluación-diferenciación de ingresos por productividad	1996-2003	1990-2002	1992-2002

278 295 estudiantes a 1 438 992 (Tasa de Crecimiento Promedio Anual – TCPA – = 27.8 %), en México de de 78 753 a 939 513 (TCPA = 78.07 %) y en Venezuela de 16 975 a 395 143 (TCPA = 71.86 %). Ese crecimiento acelerado del SES está en relación con un cambio social mayor en la región, el tránsito de la sociedad tradicional a la moderna. Por su parte las plazas académicas pasan de 44 706 a 113 779 en Brasil, en México de 10 749 a 77 209 y en Venezuela de 1 700 a 29 160 (cuadro 2 en anexo).

La crisis y disminución de la in versión pública se observa en el hecho de que los incrementos del segundo periodo son más modestos: en Brasil, la TCPA de la matrícula de licenciatura es de 1.86 % en México de 2.8 % y Venezuela presenta una tasa negativa de - 2.63 %. En este lapso disminuye el ritmo de avance de la tasa bruta de escolarización superior, a menos de un punto porcentual en Brasil, menos de dos en México y retrocede en Venezuela (- 1.98 %). La creación de plazas académicas baja también su ritmo de crecimiento respecto al periodo anterior, pero el aumento de estas posiciones continúa siendo importante y si se mide como creación promedio diaria de plazas se presentó un esfuerzo equivalente en Brasil – 7.5 a 7.2 nuevas plazas promedio diariamente (NPPD) – y mayor en los casos de México – de 7.9 a 10.5 NPPD – y Venezuela – de 3.4 a 4.7 NPPD (cuadro 3 en anexo). En el caso mexicano, donde se cuenta con información histórica, puede afirmarse que continúa en ascenso la feminización de la matrícula. Si en 1960 menos de 2/10 estudiantes de ES eran mujeres, al iniciar el segundo periodo eran 3/10, para alcanzar casi igualdad de oportunidades de acceso 4.8/10 a principios del siglo XXI. En Brasil y Venezuela habrá que esperar la descripción de la composición por género de la muestra de académicos.

Finalmente, la matrícula de postgrado tiene una TCPA muy importante en Brasil (70.24 %) y aunque menor, también en México (44.04 %) durante el primer periodo, mantiene su crecimiento aunque a un ritmo menor en el segundo (TCPA = 6.89 % en Brasil y 6.11 % en México) y vuelve a acelerar su crecimiento. La fecha de término del tercer periodo corresponde al término de aplicación de la encuesta en cada país.



to desde que se generaliza en las IES el vínculo de la evaluación a la diferenciación de los ingresos. En Venezuela sólo se tiene información para 1990 y 2001, lapso en que se triplica su matrícula. Lo que sugiere, por las características de ingreso al mercado académico en estos países, que una parte de la demanda obedece a la continuación de procesos formativos de los propios profesores.

La creación de nuevas IES y la ampliación de las existentes es continua, pero se acentúa en los tres países durante el último periodo, con la aparición de 497 nuevos establecimientos en Brasil (35 % de total de los reportados en 2001), 876 en México (70 %) y 42 en Venezuela (27.1 %) [Rodríguez, 2003]. La fundación de nuevas instituciones por el sector privado es una respuesta de diversos grupos sociales ante la incapacidad de absorción y el deterioro de las condiciones en las instituciones públicas.

La mayor participación femenina en la ES refiere a cambios en los patrones culturales del país, que permiten mayor presencia de las mujeres, no sólo en la educación terciaria, sino también en otros ámbitos de la sociedad. Finalmente, el aumento en la matrícula del postgrado se corresponde con la exigencia de mayor capacitación por parte de distintos segmentos del mercado laboral, incluido el académico. Crecientemente los académicos buscan en el postgrado una vía de consolidación y acceso a ingresos adicionales de las IES, reconocimiento y financiamiento para investigación de programas como CNPQ en Brasil, el CONACYT y el SNI en México y el CONICYT y PPI en Venezuela.

Los ejes fundamentales del desarrollo de la profesión académica

Las IES y las áreas disciplinarias de afiliación han sido reiteradamente señaladas en la literatura como los principales ejes de diferenciación en la profesión académica. Los cambios en el tiempo proporcionan acceso a la dimensión histórica del desarrollo del SES y las políticas públicas en los países y permiten diferenciar los contextos del acceso de los individuos a la profesión académica considerando su evolución en cada país.

En la profesión académica existen dinámicas de interacción informales que influyen en la organización y los resultados del trabajo, pero también aspectos culturales asociados con variaciones de contextos institucionales y disciplinarios de los que los académicos forman parte. Esto es importante tanto en los procesos de socialización previos al ingreso a la vida académica o de socialización formativa en programas de habilitación y obtención de grados paralelos a la trayectoria académica, así como en la trayectoria académica de sus integrantes (organizacional y disciplinaria en las instituciones en que están contratados). Por ello, incluso compartiendo un mismo marco normativo institucional, se presentan variaciones en la

composición, resultados y compromiso institucional entre distintos grupos. Los objetivos que persiguen las instituciones y disciplinas y su relación con las características de las oportunidades y trayectorias de los académicos requieren ser precisados.

Para observar y medir el impacto que pudieran tener las condiciones contractuales, de regulación de la carrera académica y de acceso a recursos que tienen quienes trabajan en las distintas IES, se desarrolló una propuesta de organización de la diversidad de los establecimientos. No es suficiente observar la influencia de las condiciones concretas de contratación que tiene cada uno de los académicos entrevistados, hay que analizar la influencia de las condiciones del conjunto de los contratados, para incorporar al análisis de las trayectorias y desempeños individuales las propiedades colectivas que prevalecen en las IES.

Ante la diversidad de IES existentes en cada país, se han desarrollado diversas tipologías para intentar estudios comparativos. Sin embargo, esta tarea ha enfrentado obstáculos difíciles de solventar, entre los que cabe destacar la falta de información confiable y de consenso sobre cuáles serían los indicadores que debieran tomarse como base para la clasificación. Otro problema es la inexistencia de un sistema común de acreditación que delimite el universo de las IES que cumplen con criterios de exigencia y calidad aceptados por todos. Una clasificación sólida requiere producir información más confiable y con criterios homogéneos, que considere no sólo los insumos, sino también los procesos y resultados logrados, que diferencie las finalidades institucionales y el énfasis que hacen en las diversas funciones académicas. Debiera también darse cuenta de las características de profesores y estudiantes que participan en la institución y reflejar los resultados logrados, considerando el acceso y disposición de recursos en cada IES. Grediaga, Padilla, y Huerta [2003] desarrollaron una propuesta de tipología para el conjunto de las IES que reportan datos a SEP y ANUIES, pues una clasificación compartida era indispensable para analizar e interpretar comparativamente la información proporcionada por los académicos en los tres países. La propuesta fue replicada para clasificar al conjunto de las IES en Brasil y Venezuela⁴.

Desafortunadamente no se cuenta con información para todos los aspectos considerados teóricamente como relevantes para medir las dimensiones propuestas, así que la tipología incluyó sólo aquellos indicadores disponibles para los tres países⁵. No pudo lograrse mayor precisión, ni se podrá mientras no se disponga

4. Las dimensiones propuestas como ejes de diferenciación fueron: a) Financiamiento; b) Participación en la atención a la demanda; c) Complejidad institucional (académica y organizacional); d) Características del personal académico (contratación y escolaridad); e) Resultados institucionales. Hubo dificultades para disponer de información particularmente en la última dimensión, que ha sido eterno ausente en las tipologías desarrolladas en la Región [Grediaga, Padilla y Huerta, 2003].
5. Para ver detalles de los indicadores utilizados en cada dimensión, ver Grediaga, Padilla y Huerta [2003].



de información confiable en los aspectos faltantes, por lo que ésta es una tarea pendiente que rebasa las capacidades de los grupos de investigación y requiere de la voluntad e intervención de los encargados de las estadísticas nacionales. Como en la periodización, se presentan los resultados de aplicar la clasificación al comparar los SES en Brasil, México y Venezuela, así como para describir la composición por género de la muestra de académicos de los distintos países, pues el tipo de IES afecta las funciones y condiciones de trabajo de los académicos.

Al hacer el ejercicio de tipificación del conjunto de los establecimientos se observó que la mayoría de ellos son de pequeñas dimensiones, ubicados en el sector privado. El sector privado representa el 80 % de los establecimientos y atiende al 55.4 % de la matrícula en Brasil, las IES privadas en México representan 67.6 %, pero atienden sólo a una tercera parte de la matrícula total y en Venezuela el 52.2 % de los establecimientos son privados, pero las instituciones públicas siguen atendiendo una proporción mayor de la matrícula. Una buena parte de estas nuevas instituciones pueden ser ubicadas en lo que en la literatura se considera como instituciones de mercado. En los países analizados, el número de instituciones pequeñas especializadas en la enseñanza de licenciatura o medianas con alguna participación en la oferta de postgrado (no doctorado), financiadas por el sector privado, es mayor que el de instituciones complejas y de carácter público. La matrícula de postgrado, en todos los países analizados, se concentra principalmente en el sector público (cuadro 4 en anexo).

Las instituciones del sector público se caracterizan además de por su tamaño, por una mayor diversificación de su oferta disciplinaria y por alto nivel de complejidad organizacional (tamaño, niveles de ES que ofrecen y participación en investigación). Los números de plazas son un fenómeno difícil de entender a simple vista, pues a pesar de atender a una proporción de la matrícula tanto de licenciatura como de postgrado y desarrollar actividades de enseñanza e investigación, en los tres países las instituciones complejas y diversificadas la razón entre plazas y matrícula atendida es más o menos equivalente a la de las instituciones pequeñas o medianas. El asunto es que las plazas son engañosas, pues pueden tener distintas temporalidades, lo que explica esta aparente contradicción. Uno de los criterios de la clasificación propuesta fue la composición por tiempo de contrato, pues sabemos que las IES públicas concentran mayor proporción de tiempos completos, mientras que en las del sector privado predominan los contratos de tiempo parcial u hora clase [Grediaga, 2004].

Organizar la diversidad disciplinaria también supone retos importantes, pues esta dimensión analítica también tiene el doble papel de espacio relevante en la socialización formativa y organizacional. Los procesos históricos, los grados de cohesión y los patrones de interacción de los distintos campos de conocimiento

influyen de manera relevante en las condiciones que ofrecen a sus integrantes y el ambiente de trabajo de las IES, así como en las relaciones que los académicos establecen con pares fuera de ellas. Por ejemplo, estas agregaciones sociales son un referente importante en la participación de los académicos en asociaciones científicas o profesionales, la asistencia a eventos periódicos, sus formas de actualización e intercambio de resultados, etc. El prestigio y presencia más allá de la institución en que están contratados se refleja en mayor peso dentro de la institución, ya que permite ventajas en la negociación institucional de las condiciones para su reproducción.

Aún cuando se comparte que la lógica de la investigación no es distinta entre las distintas corrientes teóricas y ramas de la ciencia, se consideró que las dimensiones sociales e históricas implicadas en la evolución de las distintas comunidades disciplinarias tienen impacto sobre las trayectorias y resultados de los académicos, por lo que también había que controlar este aspecto.

Toda clasificación disciplinaria se construye sobre criterios específicos (epistemológicos, psicológicos o sociológicos), por lo que es difícil que alguna capture de manera exhaustiva la complejidad del conocimiento humano. Por tanto, cualquiera tiene cierta dosis de arbitrariedad. Emplear las tipologías comunes en las fuentes que proporcionan las oficinas nacionales o internacionales de estadística tendría ventajas en cuanto a la comparabilidad de los resultados, pero en diversos trabajos se han encontrado problemas al usarlas para analizar las características de la profesión académica [Grediaga, 2003], pues no distinguen diferencias históricas, organizativas y epistemológicas de las comunidades disciplinarias. Para mejorar la observación del posible impacto de las disciplinas se organizó la diversidad considerando las dimensiones que hipotéticamente tienen mayores efectos en términos de las trayectorias, formas de interacción, resultados y grado de compromiso con la profesión académica; y se buscó hacer las equivalencias entre las categorías de la propuesta y otras clasificaciones comúnmente empleadas.

La propuesta se apoya sobre tres ejes o dimensiones: la división a) entre ciencias puras/aplicadas (que contempla distintos tipos de articulación con el mercado laboral en que sus integrantes desarrollan prioritariamente sus actividades profesionales); b) entre ciencias duras/suaves (o blandas); c) según el tipo de objeto de estudio sobre el que trabajan (si las disciplinas estudian a los organismos vivos o no). El primer eje se asocia con el énfasis en las comunidades disciplinarias de los objetivos de generación de conocimiento básico o el desarrollo tecnológico; el segundo con la existencia de un paradigma claramente establecido o paradigmas en competencia dentro de cada disciplina. El tercero retoma la discusión entre el historicismo alemán y el positivismo, que señala que el tipo de objeto estudiado afecta la metodología y el grado de consenso de las comunidades. La combinación de los ejes se concibe como un continuo con fronteras móviles y relativamente difusas.



Por la forma en que se reporta la información sobre los académicos en los países analizados, no se cuenta con la información para describir la composición de género por área de conocimiento para el mercado académico de América latina, por lo que se describirán los resultados de las muestras aleatorias de los países en que se aplicó la encuesta, como una aproximación al tema (cuadro 5 en anexo).

Hay que destacar la baja concentración relativa en América latina tanto en las áreas tecnológicas, como en las disciplinas dedicadas a la investigación básica, con excepción de la que incluye a las ciencias sociales. El caso venezolano debe ser considerado aparte, pues la proporción en estos campos es significativamente menor, pero puede deberse a que se trabajó sólo la región de Zulia, es decir, no se incluye a las IES ubicadas en la ZM de Caracas, lo que podría explicar las diferencias respecto a los otros países y también que las mujeres sean mayoría entre los entrevistados.

La distribución de la matrícula femenina no es uniforme en las distintas disciplinas. Se habla de campos feminizados y campos en los cuales las mujeres parecen no tener cabida. Sin embargo, si se hace el análisis de la distribución del total de los académicos entre las áreas (columna de % vertical por país, cuadro 5) y se compara con la distribución de las académicas en las mismas (% vertical del grupo femenino), las diferencias se matizan considerablemente, por ejemplo las mujeres en el área de la salud no sólo son mayoría dentro de la carrera de enfermería sino que participan paritaria o mayoritariamente en medicina.

En el cuadro 5, es posible observar que si bien en los tres países efectivamente existe mayor presencia femenina que en el conjunto en las disciplinas puras duras que estudian los seres vivos, las puras blandas y especialmente en las aplicadas blandas sobre seres vivos (educación, trabajo social) y una presencia claramente menor en las aplicadas duras inorgánicas (ingeniería civil, mecánica o electrónica y sistemas), la diferencia entre la distribución general y la femenina no resultan radicalmente distintas. Si se atiende a la composición por sexo entre los académicos de los distintos grupos disciplinarios, se observa que en Venezuela no hay ningún área en que se perciba una participación claramente inferior de las mujeres, mientras que en Brasil la participación de las mujeres es inferior a la que tienen en el conjunto de la población en las áreas puras o aplicadas duras inorgánicas (física, matemáticas y las ingenierías). En el caso mexicano sería en las aplicadas duras inorgánicas donde se presenta una proporción significativamente menor a la que tienen en el conjunto de la muestra.

El acceso al mercado académico

La evolución de la profesión está vinculada con la del SES, tanto en su expansión, como en el cambio de condiciones y exigencias de ingreso al mercado que

se derivan de la forma de relación con el gobierno y las políticas. En efecto, mientras la educación superior opera como de elite, pocos optan laboralmente por la vida académica. La vertiginosa incorporación de cientos de miles de estudiantes tiene un efecto directo en la composición de la profesión académica, el sistema coloca a disposición de los profesionistas y pasantes de licenciatura miles de vacantes académicas con el fin de que sus ocupantes atiendan a los grupos escolares que se forman apresuradamente, dando origen a un amplio mercado académico en América Latina [Brunner, 1990].

La generación de las nuevas plazas académicas y la evolución de los tipos de puestos académicos en los distintos periodos permiten una mirada sobre los rasgos estructurales de la profesión académica en los países en estudio. En América Latina este mercado opera inicialmente sin criterios académicos claramente estipulados, debido a la urgente necesidad de atender a los estudiantes, pero entrado el decenio de los noventa parecería orientarse hacia la fijación del mérito académico como criterio central.

Durante esa misma década se modifican los criterios de ingreso a la vida académica y se pasa del requisito de contar con al menos un grado superior al nivel en que se desarrollará la docencia, a plantear una proporción de doctores mínima para acreditar un programa como de excelencia. Dicha proporción varía según el tipo de disciplina o composición de programas de la dependencia y el país de que se trate. Lo anterior hipotéticamente buscaría la profesionalización de la vida académica, sin embargo las tendencias parecen mostrar un destino incierto, por lo menos al nivel agregado de la profesión.

Si para concluir retomamos la pregunta sobre la equidad de oportunidades entre hombres y mujeres en el acceso, no sólo a la educación superior, sino al mercado académico, resulta interesante observar:

- primero, que más de dos quintas partes de los contratados en el último periodo son mujeres y que ellas constituyen mayoría en el conjunto del mercado académico venezolano, aunque conviene recordar que la muestra es regional y no nacional, pues ya representan más de la tercera parte del personal académico tanto en Brasil como en México. Que al igual que el avance señalado en cuanto a la participación femenina en la matrícula, al analizar la composición por sexo de los contratados en los distintos periodos se percibe una tendencia creciente en la participación de las mujeres en los tres países (cuadro 6 en anexo);
- segundo, que al menos en este nivel de análisis general, en Brasil y en México las mujeres tienen una presencia equivalente a la que guarda la distribución del conjunto de la población en las instituciones más complejas y diversificadas, que por construcción son las que ofrecen mejores condiciones de trabajo, como contextos de socialización son más profesionalizados y tienen mayores recursos



para apoyar el desarrollo de las trayectorias de sus académicos. No así en Venezuela, que aún cuando son mayoría en el conjunto de los encuestados en la región de Zulia, participan cuatro puntos porcentuales por arriba de la distribución general en las instituciones medianas con maestría (cuadro 7 en anexo);

- tercero, que ni en Brasil ni en Venezuela parece haber diferencia significativa en la composición de edad de inicio de la vida académica entre los encuestados, mientras que en México las mujeres tienden a incorporarse de manera más temprana al desarrollo de esta profesión que sus colegas masculinos. Menos de la tercera parte de las mujeres de los tres países tienen 50 años o más en 2004, lo que refiere nuevamente a una relativamente más reciente incorporación a las IES que la de sus colegas del otro sexo (cuadro 8 en anexo).
- cuarto, que las mujeres provienen en mayor proporción de hogares cuyos padres han tenido contacto con educación superior, aunque la diferencia mayor respecto a la distribución general de la población se presenta en México. El mayor nivel de escolaridad de los padres de las académicas probablemente nos habla de que la educación es una forma de incorporación a la modernidad, que pudiera estar asociada a su vez con una mayor probabilidad de ruptura de los esquemas de discriminación de género (cuadro 9 en anexo).

A manera de conclusión, este trabajo es una primera exploración que busca describir la estrategia metodológica e iniciar el estudio del cambio en las oportunidades de acceso a un segmento laboral particular, el mercado académico. Falta mucho por explorar para saber si efectivamente no sólo han tenido cabida, sino en qué medida las académicas han contado con condiciones y oportunidades equivalentes a las de sus colegas masculinos para desarrollar sus trayectorias académicas. Pregunta que habría que responder en una siguiente etapa de exploración de la información obtenida. No basta una creciente igualdad en el acceso para considerar que hay un avance en términos de igualación de oportunidades y la justicia en el tratamiento entre los sexos. Para responder habría que explorar con mayor detalle las condiciones de trabajo al ingresar a la vida académica, la medida en que éstas han mejorado a lo largo de sus trayectorias y en qué medida los apoyos y reconocimientos se distribuyen equitativamente.

CUADRO N° 2 : EVOLUCIÓN DE LOS INDICADORES DEL SES
EN LOS DISTINTOS PAÍSES

	Brasil				México				Venezuela			
	1968	1983	1995	2001	1960	1984	1990	2000	1958	1989	1992	2001
Número instituciones	Nd	861	894	1.391	78	246'	374	1,250'	12	103	113	155
Matrícula licenciatura	278 295	1 438 992	1 759 703	3 030 754	78 753	939 513	1 078 191	1 865 816	16 975	395 143	364 011	510 967
Tasa crecimiento matrícula licenciatura en el periodo'		417,07%	22,29	72,23		1092.99%	14.76%	73.05%		2227.79%	-7.88%	40.37%
Tasa crecimiento promedio anual por periodo		27,8%	1,86%	6,02%		78.07%	2.46%	5.62%		71.86%	-2.63%	4.49%
Porcentaje de mujeres en la matrícula de licenciatura	nd	Nd	Nd	Nd	12 %	30 %	40 %	48.45 %	nd	Nd	292 352	377 231
Matrícula de postgrado	2 972	34 285	62 613	87 016	5 953*	32 169	43 965	138 287	nd	13 245	Nd	46 249*
Crecimiento total de la matrícula de postgrado		1 053.6 %	82.63 %	38.97 %		440.38 %	36.67 %	214.54%	nd	Nd	nd	Nd
Tasa promedio crecimiento anual en el periodo		70.24%	6.89%	3.23%		44.04%	6.11%	16.50%	nd	Nd	nd	nd
Total plazas académicas en licenciatura	44 706	113 779	145 290	219 947	10 749	77 209	104 207	182 594	1 700	40 402	45 634	68 873
Tasa bruta de escolaridad superior en el país	3.64%	11.08%	11.89%	18.04%	2.7%	13.6%**	15.0%	20.0%	2.74%	21.29%	19.31%	22.71%
Porcentaje de población mayor de 15 años que estuvo inscrita en ES	nd	Nd	Nd	Nd	1.0%	5.3%**	8.4%	10.0%	nd	Nd	nd	Nd
Población reportada en el censo en la década más próxima al año de corte (millones de habitantes)	89.58	125.19	152.37	160.34	34.9	66.8*	81.3	97.5	7.52	18.10	21.84'	24.63

Fuentes Brasil: Serviço de Estatística da Educação e Cultura; *Anuário estatística do Brasil*, Rio de Janeiro, IBGE.

Fuentes México: *Anuarios ANUIES* distintos años; los datos de matrícula y personal académico corresponden a 2000 y fueron publicados en el anuario electrónico de matrícula de licenciatura de ese año. Los datos oficiales reportan planteles, es decir, cuentan varias veces a las instituciones que tienen planteles en diversas entidades o localidades. Si se resume por nombre de la IES, se reducen a 756. Se puso el dato así, porque no se cuenta con información equivalente a la de 2001 para los años anteriores.

Fuentes Venezuela: República de Venezuela, Consejo Nacional de Universidades, Oficina de Planificación del Sector Universitario, *Boletín Estadístico de Educación Superior*, n° 13, t. IV, 1990, Caracas; República Bolivariana de Venezuela, Consejo Nacional de Universidades, Oficina de



Planificación del Sector Universitario *Boletín Estadístico de Educación Superior*, n° 20, 2003, Caracas; República Bolivariana de Venezuela, Ministerio de Planificación y Desarrollo, Oficina Central de Estadística e Informática, Venezuela, *Estimaciones y Proyecciones de población 1950-2035* y (1981) XI y (1993) XII, Censo General de Población y Vivienda, 2000, Caracas; República de Venezuela, Ministerio de Fomento, Dirección General de Estadísticas y Censos Nacionales, 1973, 1981 y 2003.

* Tasa de crecimiento del año calculada según la fórmula: $((t_2/t_1)-1)*100$.

CUADRO N° 3: INCREMENTO ABSOLUTO Y RELATIVO DE POSICIONES
EN EL MERCADO ACADÉMICO POR PERIODOS

Brasil	Número plazas	Incremento absoluto	Promedio de plazas nuevas diarias
1968-1983	44706-113779	69 073	7.56
1983-1995	113779-145290	31 511	7.19
1995-2001	145290-219947	74 657	34.09
México			
1960-1983	10749-77209	66 460	7.92
1983-1990	77209-104207	26 998	10.57
1990-2003	104207-182594	78 387	16.52
Venezuela			
1958-1989	1700-40402	38 702	3.42
1989-1992	40402-45634	5 232	4.77
1992-2001	45634-68873	23 239	7.08

**CUADRO N° 4: RESUMEN DE LAS CARACTERÍSTICAS DEL SES
POR TIPO DE INSTITUCIÓN EN BRASIL, MÉXICO Y VENEZUELA**

País Tipo de institución	Número de instituciones por tipo	% que representan en el total	% Instituciones del sector público	Participación en la atención a la matrícula de licenciatura	Participación en la atención a la matrícula de posgrado	% del total de plazas académicas en el grupo
Brasil						
IES de licenciatura pequeñas, baja complejidad institucional	467	49.1%	16.49%	11.08%	0.00%	10.03%
IES licenciatura medianas con participación maestría	373	39.2%	19.03%	44.77%	34.51%	37.56%
IES lic-posgrado profesionalizante baja complejidad	71	7.5%	67.61%	31.65%	41.25%	38.70%
IES altamente diversificadas niveles y disciplinas, Investigación, no zona metropolitana	24	2.5%	41.67%	12.50%	24.24%	13.22%
IES altamente diversificadas niveles y disciplinas, investigación. zona metropolitana	17	1.8%	5.88%	0.00%	0.00%	0.49%
Total	952	100.0	21.74%	100.00%	100.00%	100.03%
México						
IES de licenciatura pequeñas, baja complejidad institucional	315	39.57%	24.10%	15.40%	8.62%	15.31%
IES licenciatura medianas con participación maestría	327	41.08%	45.10%	21.98%	19.85%	20.19%
IES lic-posgrado profesionalizante baja complejidad	49	6.16%	3.10%	1.02%	3.34%	1.51%
IES altamente diversificadas niveles y disciplinas, Investigación, no zona metropolitana	40	5.03%	12.10%	38.60%	34.34%	33.01%
IES altamente diversificadas niveles y disciplinas, investigación. zona metropolitana	11	1.38%	54.50%	22.27%	28.87%	27.25%
IES de investigación y posgrado, especializadas	28	3.52%	89.30%	0.66%	4.98%	2.72%
Faltó información para clasificarlas	26	3.27%	34.60%	0.07%	0.00%	0.02%
Total	796	100.0%	32.30%	100.00%	100.00%	100.00%
Venezuela						
IES de licenciatura pequeñas, baja complejidad institucional	85	54.8	44.71%	26.89%	0.00%	22.51%
IES licenciatura medianas con participación maestría	46	29.7	43.48%	23.40%	19.77%	17.40%
IES lic-posgrado profesionalizante baja complejidad	6	3.9	66.67%	0.00%	2.98%	0.09%
IES altamente diversificadas niveles y disciplinas, Investigación, no zona metropolitana	11	7.1	63.64%	28.71%	30.63%	34.67%
IES altamente diversificadas niveles y disciplinas, investigación. zona metropolitana	6	3.9	66.67%	21.00%	45.99%	25.33%
IES de investigación y posgrado, especializadas	1	0.6	100.00%	0.00%	0.63%	0.00%
Total	155	100	47.74%	100.00%	100.00%	100.00%



Nota 1: En Brasil las IES investigación y postgrado, áreas poco diversificadas, no se incluyen en las estadísticas sobre la educación superior. La mayor parte de los centros de investigación están dentro de las universidades públicas complejas.

Nota 2: Para información detallada sobre el SES en México al momento de aplicación ver Grediaga, Padilla y Huerta [2003].

Nota 3: Hay menos información disponible respecto a la distribución de la matrícula entre niveles y por género dentro de las IES venezolanas. La aproximación se hizo en función de las instituciones que proporcionaban información detallada.

CUADRO N° 5: DISTRIBUCIÓN DE LA POBLACIÓN GENERAL Y DE LAS MUJERES POR ÁREAS DE CONOCIMIENTO

	Brasil				México				Venezuela			
	Total población	% vertical	% de mujeres en el área	% vertical de las mujeres	Total población	% vertical	% de mujeres en el área	% vertical de las mujeres	Total población	% vertical	% de mujeres en el área	% vertical de las mujeres
Puras duras inorgánicas	149	14.8	34.20%	12.50%	383	9.9	38.00%	10.20%	21	3.6	45.00%	2.80%
Puras duras seres vivos	48	4.7	64.60%	7.60%	315	8.2	34.90%	7.70%	24	4.1	54.20%	4.00%
Puras blandas inorgánicas	6	.6	83.30%	1.20%	81	2.1	44.40%	2.50%	24	4.1	45.80%	3.40%
Puras blandas seres vivos	156	15.5	46.20%	17.60%	759	19.7	42.90%	22.90%	90	15.3	58.90%	16.50%
Aplicadas duras inorgánicas	126	12.5	23.00%	7.10%	580	15.0	19.80%	8.00%	71	12.1	43.70%	9.60%
Aplicadas duras seres vivos	247	24.5	42.30%	25.40%	475	12.3	35.30%	11.80%	51	8.7	47.10%	7.50%
Aplicadas blandas inorgánicas	9	.9	55.60%	1.20%	165	4.3	33.90%	3.90%	27	4.6	51.90%	4.30%
Aplicadas blandas seres vivos	229	22.7	48.90%	27.40%	1102	28.5	42.60%	32.90%	250	42.5	62.50%	48.10%
Total	970	96.2	42.20%	100.00%	3860	100.0	36.90%	100.00%	558	94.9	55.10%	100.00%

Nota: Valores perdidos Brasil 3.9% ; México 0.03%; Venezuela 5.1%.

**CUADRO N° 6 : PORCENTAJE DE MUJERES CONTRATADAS
EN EL MERCADO ACADÉMICO EN LOS DISTINTOS PERIODOS**

Periodo de ingreso		Brasil		México		Venezuela	
		Total	% Mujeres	Total	% Mujeres	Total	% Mujeres
Antes de la evaluación	Absolutos	273	33.3%	1557	31.5%	246	48.4%
	% Columna	27.2%	21.2%	43.9%	34.5%	42.1%	37.0%
A partir del Inicio procesos evaluación	Absolutos	414	45.4%	753	35.1%	98	58.2%
	% Columna	41.2%	43.8%	20.1%	18.6%	16.8%	17.7%
Evaluación generalizada y asociada a diferenciación de ingresos	Absolutos	315	47.3%	1541	43.3%	230	61.3%
	% Columna	31.4%	34.7%	35.9%	47.0%	39.4%	43.8%
Total	Absolutos	1002	428	3851	1421	574	317

**CUADRO N° 7 : DISTRIBUCIÓN DE LA POBLACIÓN Y DE LAS MUJERES
POR TIPO DE ESTABLECIMIENTO**

Type of institution	Distribución total de la población en estudio						Distribución de total de las mujeres en la población en estudio					
	Brasil		México		Venezuela		Brasil		México		Venezuela	
	Absolutos	% Vertical	Absolutos	% Vertical	Absolutos	% Vertical	Absolutos	% Vertical	Absolutos	% Vertical	Absolutos	% Vertical
IES de licenciatura pequeñas, baja complejidad institucional	47	4.70%	252	6.50%			11	2.60%	85	6.00%		
IES licenciatura medianas con participación maestría	393	39.10%	359	9.30%	205	35.1%	181	42.10%	155	10.90%	127	39.4%
IES lic-posgrado profesionalizante baja complejidad			66	1.70%					31	2.20%		
IES altamente diversificadas niveles y disciplinas, Investigación, no zona metropolitana	416	41.40%	2133	55.40%	379	64.9%	184	42.80%	774	54.40%	195	51.5%
IES altamente diversificadas niveles y disciplinas, investigación, zona metropolitana	150	14.90%	870	22.60%			54	12.60%	303	21.30%		
IES de investigación y posgrado, especializadas			171	4.40%					74	5.20%		
Total	1006	100.00%	3851	100.00%	584	100.0%	430	100.00%	1422	100.00%	322	100.00%

Nota: En incorporación, casos perdidos: Brasil 0.75%; México 0.25%; Venezuela 2.5%.



CUADRO N° 8 : DISTRIBUCIÓN DE LA POBLACIÓN FEMENINA POR RANGOS DE EDAD A LA INCORPORACIÓN Y EN LA APLICACIÓN DE LA ENCUESTA

	Brasil			México			Venezuela		
	% Vertical del total	% Vertical dentro del grupo femenino	% de mujeres en el total	% Vertical del total	% Vertical dentro del grupo femenino	% de mujeres en el total	% Vertical del total	% Vertical dentro del grupo femenino	% de mujeres en el total
En la incorporación									
Menos de 30 años	47.50%	46.50%	41.70%	65.30%	68.00%	38.40%	44.85%	46.90%	58.40%
Entre 30 y 49 años	49.40%	50.70%	43.30%	33.10%	31.00%	34.60%	53.93%	51.90%	53.10%
50 años o más	2.80%	2.90%	42.90%	1.60%	1.00%	22.20%	1.22%	1.20%	42.90%
Total	1006	100.00%	42.70%	3851	100.00%	36.90%	573	100.00%	55.10%
Al momento de aplicación									
Menos de 30 años	2.30%	2.10%	39.10%	2.90%	4.70%	60.40%	0.70%	0.30%	25.00%
Entre 30 y 49 años	60.80%	68.10%	47.90%	60.90%	66.70%	40.49%	64.60%	70.50%	60.20%
50 años o más	36.70%	29.30%	34.10%	36.20%	28.50%	29.08%	34.60%	29.20%	46.50%
Total	1006	100.00%	42.70%	3851	100.00%	36.90%	584	100.00%	55.10%

Nota: Al momento de aplicación, casos perdidos: Brasil 0.4%; México 0.25%; Venezuela 0.9%.

CUADRO N° 9 : NIVEL DE EDUCACIÓN DEL NÚCLEO FAMILIAR DEL TOTAL DE LA POBLACIÓN Y DE LAS MUJERES ACADÉMICAS

	Brasil			México			Venezuela		
	% Vertical del total	% Vertical dentro del grupo femenino	% de mujeres en el total	% Vertical del total	% Vertical dentro del grupo femenino	% de mujeres en el total	% Vertical del total	% Vertical dentro del grupo femenino	% de mujeres en el total
Sin contacto con ES	61.60%	60.47%	41.53%	68.10%	62.10%	33.60%	78.00%	74.80%	52.7%
Al menos uno o ambos con contacto con ES	37.70%	39.53%	44.85%	31.90%	37.90%	43.70%	22.00%	25.20%	63.0%
Total	998	100.00%	42.70%	3720	100.00%	36.90%	579	100.00%	55.10%

Nota: Casos perdidos Brasil 1.0%; México 3.6%; Venezuela 1.8%.

BIBLIOGRAPHIE

- BRUNNER José Joaquín, "Universidad y Estado en los 90", *Nueva Sociedad*, n° 107, mayo-junio 1990, p. 70-76.
- GREDEIAGA Rocío, PADILLA Laura Elena, HUERTA Mireya, *Una propuesta de clasificación de las instituciones de educación superior en México*, México, Colección Documentos, ANUIES, 2003.
- GREDEIAGA Rocío, RODRIGUEZ Raúl, PADILLA Laura Elena, *Políticas públicas y cambios en la profesión académica in la última década*, México, ANUIES-UNAM-CONACYT, 2004
- KENT Rollin, "Los años 90. Expansión privada, evaluación y posgrado", en KENT R. et al. (comp), *Los Temas críticos de la educación superior en América Latina*, México, FCE-FLAC-SO-UAA, 1997.
- KLIKSBERG Bernardo (comp.), *El rediseño del Estado. Una perspectiva internacional*. INAP-FCE, México, 1994.
- MAINWARING Scott, "La durabilidad de la democracia en América Latina. 1940-1998", *Política y Gobierno (México)*, vol. 6, n° 2, 1999, p. 315-363.
- NEAVE Guy, "La educación bajo la evaluación estatal. Tendencias en Europa Occidental, 1986-1988", *Universidad Futura (México)*, UAM, vol. 2, n° 5, 1991.
- OSZLAC Oscar, "Estado y sociedad. ¿Nuevas reglas del juego?", *Revista del CLAD, Reforma y Democracia*, n° 9, oct. 1997.
- RODRIGUEZ Raúl, GREDEIAGA Rocío, PADILLA Laura Elena, "Variaciones de una misma orientación general. Las políticas públicas hacia la educación superior en Argentina, Brasil, Chile, México y Venezuela", *Revista de la Educación Superior*, México, n° 128, oct.-dic. 2003.

RÉSUMÉ/RESUMEN/ABSTRACT

Ce travail veut partager avec la communauté de chercheurs sur l'éducation supérieure comparée la stratégie analytique, les résultats et les conclusions obtenues sur le changement dans l'égalité des opportunités d'accès des hommes et des femmes au marché du travail académique au Brésil, au Mexique et au Venezuela. Les informations de l'enquête appliquée aux membres de la profession académique des trois pays s'étudient en contrôlant analytiquement et de façon parallèle l'impact de leur période d'initiation sur les trajectoires académiques, selon leur affiliation à différents types institutionnels et disciplinaires.

El artículo busca compartir con los interesados en el estudio de la educación superior comparada la estrategia de análisis planteada, los resultados y conclusiones sobre lo ocurrido en cuanto a la igualdad de oportunidades de acceso de los hombres y mujeres al mercado de

trabajo académico en Brasil, México y Venezuela. La información de la encuesta común aplicada en los tres países se analiza controlando los efectos del momento de primer contrato o periodo de inicio de su trayectoria académica, así como la variabilidad que presentan según su adscripción a distintos tipos de instituciones y afiliaciones disciplinarias.

This paper wants to share the comparative analytical strategy and some results and conclusions of analyzing the equality of the opportunities of men and women to become academic in Brazil, Mexico and Venezuela. The information provided by the shared questionnaire applied to members of the academic profession in the three countries is analyzed controlling in parallel the influence of the moment when they arrived to the academic profession, the type of institution where they are working for and the disciplinary affiliation.

MOTS-CLÉS

- **Éducation supérieure**
- **Brésil**
- **Mexique**
- **Venezuela**

PALABRAS CLAVES

- **Educación superior**
- **Brasil**
- **México**
- **Venezuela**

KEYWORDS

- **Higher education**
- **Brasil**
- **Mexico**
- **Venezuela**

INFORMATION SCIENTIFIQUE



Massimo Livi Bacci, *Los estragos de la conquista. Quebranto y declive de los indios de América*, Barcelone, Crítica, 2006, 372 p.¹

Ce livre de Livi Bacci, professeur de démographie à l'Université de Florence, aborde les causes et les mécanismes au travers desquels s'est opérée la catastrophe démographique de la population américaine après l'arrivée des Européens à la fin du XV^e siècle. L'ouvrage est structuré en huit chapitres et inclut de nombreuses illustrations sur la vie quotidienne des Indiens, ainsi qu'une annexe chronologique.

Le premier chapitre fournit une synthèse des estimations proposées par différents auteurs sur la taille de population indienne avant l'arrivée de Christophe Colomb. Ces estimations vont d'un minimum de huit millions (Kroeber, 1939) à un maximum de 101 millions (Dobyns, 1966). L'ultime révision, réalisée par William Denevan en 1992, propose un chiffre de 54 millions d'habitants pour la totalité du continent, mais Livi Bacci affirme qu'« il y a de bonnes raisons pour considérer plausible, à la lumière des nouveaux calculs et d'autres évidences, une population moins nombreuse, située aux alentours de 30 millions » (p. 18). Dans ce premier chapitre, l'auteur remarque également à quel point la « rencontre » américaine a été asymétrique. Les Européens ont trouvé des conditions généralement favorables : climat tempéré, abondance de terres, moindre incidence des patho-

logies épidémiques, etc. Quant aux Indiens, les conditions de survie et de reproduction ont profondément changé avec l'apparition des nouvelles pathologies et la dislocation économique, sociale et territoriale. Pour les Noirs, arrachés de force à l'Afrique et introduits comme esclaves en Amérique, la perte de liberté a eu un impact négatif sur leurs conditions de survie et de reproduction à cause du déséquilibre entre les sexes, des limitations imposées aux unions et du fait « de l'absorption forcée d'une partie des femmes dans le *pool* reproductif européen ».

Le deuxième chapitre analyse les principales causes de la catastrophe démographique. Après avoir présenté les témoignages – notamment d'ecclésiastiques et de fonctionnaires (Motolinía, Las Casas, Guamán Poma de Ayala...) – qui ont alimenté la légende noire, l'auteur précise que ces nombreux documents n'expliquent pas pourquoi la catastrophe démographique a eu lieu, en ne fournissant pas un modèle interprétatif cohérent des différents mécanismes d'extinction des Indiens. Ils suggèrent en revanche que l'impact de la Conquête a été global et qu'il a touché les différentes composantes biologiques et sociales qui concourent au maintien de l'équilibre démographique d'une collectivité. La perte de cet équilibre relève de causes diverses, quelques-unes principales – comme les nouvelles pathologies – et d'autres secondaires, successives et diversement articulées selon les conditions et vicissitudes locales. L'auteur affirme à ce propos qu'il

1. Une version résumée de ce livre a récemment été publiée dans *Population and Development Review*, 32 (2), juin 2006, p. 199-232, sous le titre « The Depopulation of Hispanic America after the Conquest ».

convient d'inverser la démarche : au lieu de proposer un paradigme et de chercher à l'appliquer à des situations locales, il est nécessaire d'étudier les situations locales pour construire le paradigme correspondant (p. 58). Le rôle et le poids de chaque cause doivent être analysés dans le cadre des différentes situations locales et moments historiques successifs. Ainsi, les nouvelles pathologies venues d'Europe ont eu un impact énorme, mais sont intervenues dans les premières phases du contact, c'est-à-dire lorsque les virus se diffusaient dans les populations sans immunité. Les survivants qui avaient acquis l'immunité n'étaient pas susceptibles de contagion dans des épidémies suivantes. En conséquence, l'effet destructif des maladies a diminué de manière graduelle jusqu'à converger vers des niveaux de gravité similaires à ceux que connaissaient les populations européennes.

Par ailleurs, les conséquences des guerres de conquête et des guerres civiles ont été proportionnelles à leur durée et au degré d'implication des populations indiennes au côté des belligérants. Leur impact a été insignifiant dans quelques zones et dévastateur dans d'autres. L'effet destructeur des guerres ne s'est pas limité aux pertes par violence directe, mais s'est également fait sentir par l'abandon des cultures, la famine, la destruction des infrastructures, les migrations et les déplacements forcés. Par ailleurs, la violence a affecté de manière différente les hommes et les femmes et compromis la formation des unions. La quête de l'or a, quant à elle, affecté toutes les composantes du systè-

me démographique, car elle a augmenté la mortalité, dissout ou compromis des unions et favorisé la dépopulation de certaines zones, notamment dans les Antilles. En revanche dans d'autres zones comme au Pérou, les conséquences démographiques de l'exploitation de l'argent et du mercure ont été moins directes. La domination européenne et la subordination personnelle des Indiens ont eu un autre effet démographique très important : « la soustraction plus ou moins forcée des femmes du *pool* reproductif indien » et l'apparition du métissage. Dans une vision large de la démographie américaine, le métissage a compensé la diminution de la population indienne. Mais le déséquilibre généré dans les communautés indiennes a déterminé une chute de la capacité reproductive et affaibli la récupération après les crises démographiques. Les conséquences de la « confiscation » du travail indien et leur influence sur leur capacité de survie ont varié selon l'importance numérique des Européens et du développement économique des différentes zones.

Le troisième chapitre s'intéresse au rôle des épidémies dans la diminution de la population indienne, thème central dans l'historiographie traditionnelle de la Conquête. Après avoir présenté les possibilités d'apparition, de diffusion et d'extinction de l'épidémie de variole à la lumière des modèles épidémiologiques, l'auteur explique que les épidémies n'ont pas été les seules responsables de la catastrophe démographique indienne. L'impact des maladies épidémiques (variole, rougeole, diphtérie, typhus et autres) ne découlait pas uniquement de



la présence ou de l'absence d'immunité parmi les populations concernées ; il dépendait également de la densité de population, de la fréquence des contacts, de la concentration des Indiens, de la dislocation territoriale et économique et de la confiscation du travail.

Le quatrième chapitre analyse les conséquences de la recherche de l'or sur la diminution de la population indienne, notamment aux Antilles. Le modèle destructif rapidement mis en place dans cette région comprend un ensemble d'éléments : la recherche de l'or entraînait le travail forcé d'un plus grand nombre d'Indiens ; les Indiens constituaient une force de travail fragile, peu habituée au travail physique dur et continu ; les Indiens, à l'égal des autres populations adaptées à des climats tropicaux, soumis à des faibles variations thermiques, étaient très sensibles aux changements climatiques, même modérés et les conditions de travail pénibles augmentaient leur vulnérabilité ; l'éloignement des sources d'or par rapport aux villages rendait difficile l'approvisionnement de nourriture ; les changements climatiques, le travail excessif et l'alimentation précaire augmentaient l'impact des maladies endémiques ; l'éloignement des villages pendant une grande partie de l'année, la mortalité élevée des hommes et l'intensification du travail ; la diminution de la main d'œuvre poussait à de nouveaux recrutement d'Indiens, en approfondissant la crise du système ; la cupidité des conquérants, leur brutalité, violence et cynisme ont aggravé la crise ; le recrutement d'Indiens pour la recherche d'or a

fonctionné comme un tourbillon qui a englouti les ressources humaines dans des cercles concentriques, en ravageant les populations des îles et des territoires voisins et ceux, éloignés, de l'Afrique ; l'interaction négative entre l'or et les Indiens a eu des effets destructeurs dans un laps de temps très court, au maximum dans l'espace d'une génération et au minimum dans l'espace d'une décennie (p. 97).

Les quatre derniers chapitres sont consacrés à l'analyse des situations locales : les Caraïbes, le Mexique, la région andine et les missions jésuites des actuels Paraguay et Uruguay. Dans les Caraïbes, l'impact de la Conquête a été violent et dévastateur et a largement inspiré la légende noire. Quand la variole fait son apparition vers 1518, les populations étaient déjà entrées dans un processus d'extinction du fait des guerres, de l'esclavage, du travail forcé, de la recherche de l'or, des destructions de communautés, des déplacements forcés, de la proportion numérique élevée des conquérants et de « la soustraction des femmes en âge fertile au *pool* reproductif indien ». La faible capacité de défense et de réaction de sociétés peu structurées et caractérisées par des économies de survie explique que les populations aient péri par excès de mortalité et défaut de fécondité (p. 275).

Le déclin de la population dans le golfe du Mexique et sur la côte Pacifique a été plus fort que dans les hauts plateaux ou dans la zone andine tempérée et froide. Plusieurs raisons pourraient expliquer ce phénomène. En premier lieu, il est possible que, dans les zones basses et chaudes, les effets des nouvelles pathologies aient été amplifiés à

cause d'une plus forte densité des agents microbiens. Autre raison possible, l'introduction du plasmodium de la malaria dans un habitat favorable, chaud et humide. Enfin, une explication pourrait également se trouver dans la vulnérabilité de l'économie des vallées côtières du Pacifique et dans les effets destructeurs de l'arrivée des Européens, qui se sont appropriés des meilleures terres.

À l'opposé de l'expérience des Caraïbes, on trouve le cas des missions guaranis du Paraguay où, malgré les effets des épidémies successives, les missions jésuites ont permis une récupération démographique des populations indiennes grâce à la sédentarisation et à l'introduction de l'agriculture. Le comportement démographique du Mexique central et de la région andine, les deux zones les plus densément peuplées, comportent de nombreux points communs et quelques divergences : elles sont semblables parce que la forte identité de ces deux sociétés n'a pas été emportée par la Conquête et a permis le déclenchement de mécanismes de récupération ; elles sont divergentes dans la mesure où le poids de la Conquête a été plus violent au Pérou qu'au Mexique (p. 277). Au Pérou, les guerres civiles et les guerres de conquête se sont déroulées pendant un quart de siècle ; la confiscation du travail – pour le service personnel, l'agriculture ou les mines – et l'imposition des populations ont été importantes. Par

ailleurs, le gouvernement de Toledo a imposé un processus radical de relocalisation des populations. Au Mexique, la pacification a été plus rapide, la confiscation du travail moins lourde, le régime du travail relativement libre et l'imposition tribulaire plus légère et flexible. Quant aux épidémies, leur fréquence et leur impact semblent avoir été plus importants au Mexique, où la densité élevée de population de la région centrale aurait favorisé la propagation et la contagion des maladies. Au contraire, au Pérou, la densité de population moins importante et la configuration des voies de communication en forme de « peigne » auraient rendu moins aisée la diffusion de la contagion des maladies. Il faudrait peut être ajouter une moindre densité environnementale des parasites et agents pathogènes en haute altitude. En somme, la transmission des nouvelles pathologies aurait été moins traumatisante au Pérou qu'au Mexique.

Le livre de Livi Bacci constitue par conséquent un apport majeur. La relecture des divers témoignages du XV^e siècle, interprétés à lumière des études sociales, épidémiologiques et environnementales, lui permet de montrer que le déclin de la population indienne « n'a pas été un destin obligé, mais le résultat de l'interaction entre des facteurs naturels et des comportements humains non déterminés à l'avance ».

Valeria López Gareri

(Université Paris X / CERPOS)



Isidro Sepúlveda, *El sueño de la Madre Patria. Hispano-americanismo y nacionalismo*. Madrid, Fundación Carolina / Centro de Estudios Hispánicos e Iberoamericanos / Marcial Pons, 2005, 530 p.

Voilà une étude consistante qui examine les origines de la présence de l'Amérique hispanique en tant que composante effective du nationalisme espagnol. L'intérêt majeur de ce travail est qu'il offre le premier cadre complet pour une analyse de l'hispano-américanisme en tant que nationalisme véritable, pourvoyant ainsi à une demande épistémologique que les études éparées de José Luis Abellán, José Gaos, Antonio Niño ou María Dolores de la Calle Velasco ne permettaient jusqu'alors de satisfaire que de façon fragmentaire. Les quatre grandes sections du volume mènent le lecteur depuis la formation du nationalisme en Espagne jusqu'aux agents de l'hispano-américanisme outre-Atlantique.

Analysant dans un premier temps la construction de l'État libéral au XIX^e siècle et l'apparition consécutive des nationalismes sub-étatiques, l'auteur nous invite ensuite à un examen de l'instrumentalisation du nationalisme espagnol opérée par le franquisme, ainsi qu'à une interrogation sur les limites du nationalisme d'État face aux sub-nationalismes, relevant l'absence de synergie entre les politiques de *Nation building* et celles de *State building*. Très vite, l'élément américain apparaît comme indissociable du nationalisme espagnol : la diversité des questionnements qu'il sus-

cite s'apprécie à travers la perception de l'Amérique selon des optiques aussi diverses que la continuité du rêve impérial, l'opportunité d'une projection commerciale, ou le cadre adéquat pour l'émigration espagnole. L'auteur explique aussi la présence de l'Amérique comme composante essentielle du mouvement par la perte par l'Espagne, en 1898, de son potentiel de dangerosité – suite à la disparition définitive de l'Empire – et par le fait que l'autocritique espagnole face au « désastre » conduisit les intellectuels hispano-américains à identifier leurs propres problématiques à la question péninsulaire. C'est un fait : il est impératif de tenir compte de deux courants d'idées parallèles de chaque côté de l'Atlantique, qui reposaient la question du rôle de l'Espagne et de l'Amérique hispanique l'une vis-à-vis de l'autre. Car l'Amérique latine connaissait simultanément le même phénomène régénérationniste que celui que traversait l'Espagne, ce qui impliquait une préoccupation très sérieuse relative à la psychologie collective des peuples et rendait très présente à la même époque la recherche d'une définition identitaire du bloc latino-américain. Toute une génération de penseurs latino-américains tentaient de rencontrer à nouveau leurs origines hispaniques, notamment dans le but d'affirmer l'existence de deux civilisations bien distinctes sur le continent américain et de s'opposer à une pénétration culturelle des États-Unis.

Dans la deuxième partie, l'auteur présente les deux principaux courants d'opinion que connut le mouvement hispano-américaniste, le panhispanisme et l'hispano-américanisme progressiste, et

consacre un chapitre complémentaire à l'hispanité. Plaidant pour un recouvrement du prestige international de l'Espagne, le panhispanisme promouvait également la résolution des problèmes sociaux au moyen d'un renforcement des valeurs traditionnelles, alors que l'hispano-américanisme progressiste recherchait une construction idéologique et politique destinée à une consommation interne à l'Espagne autant qu'à une projection externe du caractère national, en accordant une attention plus marquée à la politique gouvernementale envers l'Amérique. Quant à l'hispanité, fermement ancrée dans les secteurs les plus réactionnaires du nationalisme conservateur, elle était une forme de philosophie d'État portée par l'idée d'une nouvelle croisade et par une prétention tutélaire, et prônait l'hispanisation culturelle. Isidro Sepúlveda nous renseigne ainsi sur l'extraordinaire adaptabilité de cet américanisme espagnol, démontrant qu'il était modulaire, qu'il révélait des degrés de conscience variables, et qu'il pouvait fusionner avec certaines idéologies ou certains programmes politiques. Dans la troisième partie, l'auteur relève la difficulté rencontrée face à l'exercice d'autoreprésentation de la communauté hispanique, essentiellement fondée sur quatre éléments constitutifs et identificateurs : la *raza* comme force d'intégration sociale et de synthèse culturelle ; la langue comme point d'ancrage de la communauté ; l'histoire comme mémoire d'un passé commun ; la religion comme colonne vertébrale des valeurs partagées. Cette étude de l'interprétation essentialiste de la nation est complétée par l'analyse détaillée de plusieurs autres

facteurs de cette autoreprésentation : la négation d'éléments potentiellement générateurs d'autres communautés, ainsi que la présence distinctive d'une autre grande culture occidentale sur le territoire américain, dont les éléments d'identification constituaient la contrepartie de ceux de l'Amérique hispanophone, leur permettant ainsi d'acquérir une valeur d'altérité. Cela dit, cette altérité trouvait ses limites en cherchant ses ennemis, car si les États-Unis étaient indiscutablement l'ennemi extérieur, les mouvements américains anti-hispanistes (européisme, monroïsme, indigénisme), issus de la communauté elle-même, représentaient autant d'ennemis intérieurs.

Enfin, dans la dernière section du volume, Isidro Sepúlveda analyse les moyens d'action, la singularité individuelle, ainsi que la pensée et les opinions de ceux qui durent concrétiser à travers leurs actions l'idéologie et les programmes de l'hispano-américanisme. Ces agents pouvaient être les diplomates espagnols en Amérique, c'est-à-dire les agents institutionnels chargés d'exécuter sur le sol américain une politique extérieure espagnole qui devait être elle-même sa propre et toute première bénéficiaire ; les intellectuels, qui se fondaient sur l'existence d'une communauté culturelle pour exercer à travers leurs publications ou certaines ambassades culturelles un véritable endoctrinement – voire un authentique apostolat hispano-américaniste ; les émigrants, représentants de première main de l'Espagne face à « l'Américain moyen » et censés promouvoir leur propre réussite au sein des sociétés d'accueil ; les associations américanistes enfin, dont la mission explicite était de contribuer à la



socialisation de l'hispano-américanisme à travers sa promotion, tant à l'intérieur même de la société espagnole qu'au sein de la société américaine.

En 1994, dans un ouvrage intitulé *Comunidad cultural e hispanoamericanismo*, Isidro Sepúlveda avait étudié l'hispano-américanisme dans le cadre d'un travail centré sur les substrats de la communauté hispanique, dont la constitution s'était appuyée sur une culture supposément partagée et préexistante, et porteuse d'une sorte de nationalisme civique et culturel nécessairement solidaire et intégrateur. Mais l'auteur avait marginalisé les paramètres liés au fait qu'à la même époque, sur le continent américain, l'idée de patrie collective se déclinait en une multitude de proclamations unitaristes. C'est ce point qui constitue néanmoins la plus grande valeur de l'ouvrage qui nous intéresse là, car pour la première fois, l'hispano-américanisme est envisagé comme « un mouvement qui constitue la moitié espagnole d'un mouvement plus ample de promotion d'une communauté culturelle, au côté de l'unionisme américain ». La participation active d'agents américains dans la création de l'hispano-américanisme, ainsi que le processus de rétroalimentation – américaniste et nationaliste – ayant existé entre les deux rives de l'Atlantique, font désormais partie de l'analyse. Cela dit, les marques distinctives de l'hispano-américanisme

espagnol du début du XX^e siècle au regard des projets unionistes latino-américains étaient claires : d'une part, il s'agissait d'un américanisme exogène ; d'autre part, il n'était pas simplement supranational comme l'étaient les unionismes latino-américains, mais aussi intercontinental, transatlantique, et inter-hispanique. De ce fait, l'hispano-américanisme était une forme d'imaginaire national² stato-centré, l'un des styles d'imagination de et pour la nation espagnole.

Jamais travaillée en tant qu'objet principal par les historiens français, cette question a récemment été mise à l'honneur : dans sa thèse minutieuse³, David Marilhacy a étudié l'hispano-américanisme tant à travers les pratiques culturelles et les rituels mis en œuvre dans le processus de reconstruction identitaire et mémorielle de l'Espagne que dans sa réception et à travers ses réseaux outre-Atlantique. Ce travail extrêmement fouillé d'histoire culturelle vient à présent compléter l'approche privilégiée par Isidro Sepúlveda, celle de l'histoire d'un nationalisme qui s'est nourri d'un artefact communautaire et dont l'invention tend à prouver que mettre en place un système propre à penser autant qu'à pratiquer la supranationalité suppose toujours quelques bénéfices en retour.

Nathalie Blasco
(Université Bordeaux III
AMERIBER, ERSAL)

2. À plusieurs reprises, l'auteur opère une conjugaison féconde entre l'hispano-américanisme et les célèbres formules de Benedict Anderson et Eric Hobsbawm – « communauté imaginée » et « invention de la tradition » pour souligner le fait que le mouvement participe de ces nationalismes qui créent une identité nationale collective à travers la reconstruction du passé national, et à travers la réinterprétation du présent grâce à la mythification de cette tradition inventée.

3. Thèse de doctorat soutenue le 9 décembre 2006 à l'Université Paris III – Sorbonne nouvelle et intitulée *Une histoire culturelle de l'hispano-américanisme (1910-1930) : l'Espagne à la reconquête d'un continent perdu* (sous la direction de Serge Salaün et Paul Aubert), 1 367 p.

María Estela Spinelli, *Los vencedores vencidos. El antiperonismo y la "revolución libertadora"*, Buenos Aires, Biblos, 2005, 345 p.

El libro de María Estela Spinelli sin dudas se convertirá en referencia obligada de investigadores y del público en general interesado en comprender el complejo juego político enmarcado por el triunfo de la "revolución libertadora" y el ascenso al poder de Arturo Frondizi en 1958. Editado en el particular contexto de las conmemoraciones de los cincuenta años del golpe que derrocó a Perón, intenta historiar un proceso político que aún hoy sigue despertando pasiones. Aquí radica su principal desafío, hacer asequible al conocimiento histórico problemáticas a las que incluso los investigadores han respondido con los argumentos de los protagonistas. Resultado de su tesis doctoral defendida en la Universidad de Córdoba a finales de 1999, el libro analiza los partidos políticos a través de su dirigencia para comprender cuál fue su papel en la construcción de un orden que reemplazara al peronismo.

Hasta la aparición de *Los vencedores vencidos*, los partidos políticos habían ocupado un lugar marginal en las investigaciones sobre el período. Los estudios se habían centrado en los gobiernos de facto surgidos del golpe de estado y en las estrategias del peronismo una vez desalojado del poder. Spinelli salda esta deuda analizando las prácticas e ideas que el heterogéneo conglomerado antiperonista puso en juego en función de la cuestión peronista y la discusión en torno a la reformulación del sistema

político. A partir de un amplio abanico de fuentes, la autora reconstruye las visiones y estrategias que los partidos y grupos antiperonistas crearon frente al peronismo y a la situación política originada por su desplazamiento.

El libro está estructurado de tres partes. En la primera titulada "La 'revolución libertadora': expectativas y fracaso", observa el contexto político y los desafíos que se le presentaron a los principales actores entre 1955 y 1958. A lo largo del primer capítulo, la autora recorre los hechos que condujeron al triunfo del alzamiento cívico-militar de septiembre del 55'. Aquí, el conflicto entre peronismo y antiperonismo es explicado, principalmente, como resultado de la desaparición de la política en la lucha por el poder derivada de la deslegitimación del triunfo del peronismo en 1946, equiparado tempranamente con el nazi-fascismo. En el segundo capítulo, el análisis de Spinelli muestra como, primero el gobierno de Lonardi y luego el de Aramburu, enfrentaron los interrogantes abiertos por la cuestión peronista y la reformulación del sistema político reclamada por algunos de sus aliados civiles. Según su interpretación, el fracaso del gobierno de Lonardi provino de su incapacidad para hacer compatible su idea de pacificación con el proceso desperonizador reclamado por casi todos los partidos antiperonistas. El otro problema analizado es el de la reforma del sistema político que motivó una constante disputa entre los diversos partidos antiperonistas. De un lado, los partidos minoritarios formados en la línea liberal democrática: socialistas, demócratas progresistas, demócratas cristianos y conservadores



reclamaron una reforma que atenuara el presidencialismo y, modificación del sistema electoral mediante, diera mayor espacio a las minorías. Del otro, los radicalismos, defendieron el sistema electoral que había permitido su acceso al poder en 1916.

En la segunda parte titulada “Los partidos antiperonistas”, examina las diferentes vertientes del antiperonismo, diferenciados en función de su visión del proceso político y del sistema deseable de cara al futuro. El tercer capítulo está dedicado al antiperonismo radicalizado. Son incluidos en esta vertiente los socialistas, demócratas progresistas, demócratas cristianos y una parte importante de los demócratas conservadores. Antifascistas y reformistas. Estaban unidos por su común aversión al peronismo como fuerza e identidad política por ser responsable de trastocar los valores políticos y socioculturales de la tradición. Los partidos de esta tendencia fueron los principales defensores de la desperonización a ultranza y la reforma del sistema político. La segunda vertiente del antiperonismo es la optimista, analizada en el cuarto capítulo. La UCRP fue su fiel representante. Al examinar la división del radicalismo, la autora, pone énfasis en el peso de la coyuntura creada por la “revolución libertadora” en la ruptura, siendo la desperonización y la reforma política las claves explicativas. En la explicación de dicha ruptura, Spinelli se aleja de las interpretaciones que habían puesto el acento en la responsabilidad de Frondizi, para proponer una visión según la cual serían unionistas e intransigentes moderados los principales responsables, ya que encontraron

la oportunidad para alcanzar una vinculación más profunda con el gobierno de Aramburu, al que consideraban popular y antiimperialista. El optimismo de los radicales del pueblo residía en una visión del peronismo en la que su popularidad, aunque reconocida, era explicada por el engaño perpetrado por Perón y sus colaboradores. De esta forma, y a diferencia de los antiperonistas radicalizados, no condenaban al peronismo todo, sino solo a sus dirigentes. La masa de seguidores, dado su carácter popular, debía convertirse nuevamente en el motor de la causa radical. Debido a esta interpretación del peronismo apoyaron las desperonización, pero reclamaron medidas económicas y sociales a favor de los sectores populares para lograr su adhesión y se opusieron a la reforma del sistema político al que solo creían necesario depurar de los vestigios del peronismo. En el quinto capítulo observa al heterogéneo frente antiperonista tolerante, integrado por los radicales intransigentes, comunistas, nacionalistas y los sectores intelectuales vinculados a la revista *Qué sucedió en siete días*. Uno de los puntos que unía a este diverso universo ideológico era una común interpretación del peronismo en la que se reconocía que los cambios económicos y sociales que había introducido, sobrevivirían a su caída y darían lugar a una nueva identidad política. Estos grupos formaron un frente electoral que vio en esa identidad la puerta de acceso al gobierno, por lo que se lanzaron a su conquista. Sin embargo, el grado y la forma de acercarse al peronismo pusieron de manifiesto sus tensiones internas.

Finalmente en la tercera parte titulada “Negociación y conflicto: el frustrado desenlace”, analiza las estrategias que los tres antiperonismos desplegaron hacia el final del gobierno de Aramburu, lo que conduce a explicar por que los vencedores fueron finalmente vencidos. La elección para la asamblea constituyente de 1957 y las discusiones surgidas en su interior configuraron el momento decisivo en la elaboración de las estrategias de cada actor con miras a la elección presidencial. Las diferencias en las estrategias condenaron al fracaso las posibilidades de acuerdo entre todos los antiperonistas. Mientras el antiperonismo radicalizado pasaba a la oposición al no poder plasmar su idea de reforma política, los optimistas del radicalismo del pueblo, estrecharon lazos con el gobierno de Aramburu. Frente a ellos, los antiperonistas tolerantes profundizaron su oposición al gobierno atacando sus medidas económicas y la persecución al peronismo. Esta estrategia clausuró definitivamente el endeble consenso surgido en los días de la conspiración antiperonista y les permitió convertirse en la principal alternativa antagónica frente al gobierno y sus apoyos políticos. El libro de Spinelli, explorando las ideas y prácticas de los partidos políticos durante los años de la “libertadora”, logra explicar su papel en la construcción del orden que reemplazó al peronismo. Tal vez su principal mérito radica en la lucidez con que pone de manifiesto las características del sistema político resultante de la confrontación de estrategias puestas en juego por los actores políticos entre 1955 y 1958. Algunas de las características que el sis-

tema político asumió en los años 1960 y 1970 como la exclusión del peronismo, la inestabilidad institucional, el carácter efímero de las reglas de juego democrático, el rol determinante de las FFAA y su papel arbitral compartido con el peronismo, encuentran en las disputas durante “la revolución libertadora” su clave explicativa.

Mariano David Fabris
(Universidad Nacional de
Mar del Plata)

Álvaro García Linera (coord.),
Marxa Chávez León, Patricia
Costas Monje, *Sociología de los*
movimientos sociales en
Bolivia. Estructuras de movili-
zación, repertorios culturales
y acción política, La Paz,
Diakonia / Oxfam, 2004, 688 p.

L'union de ces trois sociologues militants fait la force de cet ouvrage de poids, quantitativement et qualitativement, qui cherche à comprendre les ressorts de la construction d'une culture démocratique bolivienne marquée par l'émergence de nouveaux acteurs et de nouvelles revendications tout au long du XX^e siècle. C'est à la fois une histoire et une sociologie de l'action collective ; c'est aussi un véritable manuel des mouvements sociaux que nous livrent les auteurs à partir du cas bolivien. Comment se construit, se déconstruit et se reconstruit cette capacité de mobilisation maintes fois observée dans l'histoire nationale récente ? Quelles sont les bases de l'action collective, tantôt communautaire, tantôt corporative, tantôt syndicale, tantôt de quartier, tantôt ethnique ? Comment les



comprendre dans leur organisation (structure de mobilisation), dans leur fonctionnement (répertoires culturels) et dans leur pouvoir de transformation sociale (action politique)? L'ouvrage rend compte de cette dynamique en montrant que c'est la très forte politisation de l'espace public qui a permis aux mouvements sociaux de façonner l'État et d'instaurer un dialogue direct avec la prise de décision politique. Avec un souci constant de mise en perspective historique, de contextualisation, de description, d'analyse et d'étude de l'organisation et des formes d'action collective qu'elles ont pu ou non mettre en œuvre, sont ainsi successivement étudiées la *Central Obrera Boliviana* (COB), la *Confederación Sindical Única de Trabajadores Campesinos* (CSUTCB), la *Confederación Sindical de Colonizadores de Bolivia* (CSCB), le *Consejo Nacional de Ayllus y Markas del Qullasuyu* (CONAMAQ), la *Coordinadora de Pueblos Étnicos de Santa Cruz* (CPESC), la *Coordinadora de las Seis Federaciones del Trópico de Cochabamba* (Coca Trópico), le *Consejo de Federaciones Campesinas de los Yungas* (COFECAY), la *Federación Nacional de Mujeres Campesinas de Bolivia "Bartolina Sisa"* (FNMCB-“BS”), le *Movimiento Sin Tierra* (MST), la *Federación de Juntas Vecinales-El Alto* (FEJUVE-El Alto) et la *Coordinadora del Agua y el Gas* et la *Federación Departamental de Regantes de Cochabamba* (FEDECOR), la plus récente.

Le premier et plus long chapitre est ainsi consacré à l'organisation syndicale phare de l'histoire bolivienne depuis la Révolution de 1952, la *Central Obrera*

Boliviana (COB), avec une réflexion sur le moment-clé de son passage d'organisation en syndicat. Elle fait l'objet d'une étude très minutieuse, aussi bien quant à son fonctionnement (statuts, division des pouvoirs, élections, etc.) que quant à ses mécanismes et ses modalités d'organisation lors de manifestations et mobilisations diverses. Les archives utilisées, sources de première main, permettent de suivre l'histoire du syndicat et de ses stratégies de mobilisation depuis les années prérévolutionnaires jusqu'à nos jours.

Un travail similaire est mené en suivant sur la *Confederación Sindical Única de Trabajadores Campesinos* (CSUTCB). Partant des revendications indigènes exprimées au début du XX^e siècle, cette deuxième partie fait un point sur le « pacte militaire-paysan » mis en place à partir de 1952. Elle présente les réformes bien connues (réforme agraire, éducative, extension du droit de vote) comme des acquis durement négociés par le mouvement social plutôt que comme les initiatives d'un parti politique déterminé, et comprend, dans ce contexte, la naissance de la *Confederación Nacional de Trabajadores Campesinos de Bolivia* (CNTCB). Après que les kataristes en prirent les commandes dans les années 1970, l'organisation devint en 1979 la CSUTCB, dont les auteurs suivent l'évolution et les transformations jusqu'aux grèves, manifestations et occupations de routes, lancées depuis 2000. C'est la *Confederación de Pueblos Indígenas del Oriente Boliviano* (CIDOB), dans sa composante géographique, qui est analysée ensuite avec une

réflexion sur la structure de l'organisation, son « répertoire tactique » de mobilisation et les groupes référents par rapport auxquels elle a construit sa raison d'être. Ces collectifs incarnant l'altérité et contre lesquels s'est fait le ralliement de la CIDOB sont notamment les entreprises (entreprises de bois et entreprises agro-industrielles) accusées de profiter des richesses et des ressources des peuples indigènes. A ainsi semblé surgir la nécessité de se regrouper pour lutter contre l'exploitation engagée par ces entreprises, pour lutter contre leurs ambitions expansionnistes et contre la menace qu'elles font peser sur la reproduction culturelle des peuples indigènes. Les opposants sont ici géographiquement proches mais perçus comme aux antipodes économiques et socioethniques des communautés.

La *Confederación Sindical de Colonizadores de Bolivia* (CSCB) présente quant à elle cette spécificité de s'inscrire dans l'histoire de la « colonisation » tantôt spontanée (répondant à l'initiative de familles) tantôt planifiée (familles envoyées suivant un projet financé d'infrastructures à développer etc.) des terres vierges et inexploitées du territoire. Depuis les années 1950, celle-ci a été menée dans la claire perspective du mouvement « développementiste » visant à incorporer les agriculteurs au marché et à « nationaliser » le territoire en peuplant un orient désert et en protégeant le milieu naturel et les populations indigènes présentes. Des divers mécontentements parfaitement contextualisés desdits « colons » naît dans les années 1970 une confédération qui organise des congrès et donne une visibilité à ses

revendications. Depuis 1996, c'est la CSCB qui assume ce rôle syndical fédérateur, organisation dont les auteurs montrent la capacité, malgré son absence de financements, à mener des actions collectives de longue haleine basées sur une logistique communautaire.

Beaucoup plus récent, le *Consejo Nacional de Ayllus y Markas del Qullasuyu* (CONAMAQ) est depuis 1997 une organisation qui regroupe, par opposition à la précédente, des communautés et des *ayllus* aymaras, suivant les principes traditionnels d'organisation et de hiérarchies originaires, largement détaillés dans les pages qui lui sont consacrées. Élaborant des documents et des propositions, négociant des accords avec les institutions gouvernementales et différents organismes, la structure est analysée ici dans ses modalités de fonctionnement, de coordination et de mobilisation.

Articulant les demandes de communautés géographiquement éloignées en Amazonie et dans la région du Chaco notamment, la *Coordinadora de Pueblos Étnicos de Santa Cruz* (CPESC) semble naître comme un contrepoids plus local à la CIDOB. Les spécificités contextuelles de sa formation sont détaillées ainsi que la structuration de son action collective au cours des dernières années, une action collective qui passe par la visibilité d'une identité indigène affirmée comme point de ralliement essentiel, qui a donné lieu à des discours et des modalités d'organisation nouvelles, à un processus nouveau d'autoreprésentation sociale et ethnique. Les politiques d'éradication de la feuille de coca, formulées depuis les années 1960 et appliquées de façon systéma-



tique depuis 1986, expliquent la formation de syndicats professionnels cherchant à résister à l'option « zéro coca ». Réunis depuis 1992 dans la *Coordinadora de las seis federaciones del Trópico de Cochabamba – Coca Trópico* (parmi les fédérations regroupées, Evo Morales dirigeait celle du Trópico), ils menèrent une véritable lutte contre les différents plans et lois d'éradication, conduisant parfois à des affrontements dans le Chapare depuis 2000, et réactivant des « comités d'autodéfense » qui, en bloquant les routes notamment, donnèrent une grande visibilité au mouvement.

La production de coca, très forte dans le Chapare, l'est aussi dans les vallées chaudes, les Yungas, donnant lieu, là aussi, à un mouvement dit *cocalero*, qui a acquis une certaine visibilité notamment grâce aux « marches » jusqu'à La Paz organisées en 1993 et 1994. Cette année-là est ainsi créé le *Consejo de Federaciones Campesinas de los Yungas* (COFECAY) chargé de coordonner les fédérations de cultivateurs de coca et qui participa en 1996 à la célèbre « Marche Nationale pour la Dignité, la Terre et le Territoire ». Sont mis au jour le rôle de l'organisation dans la lutte contre les « éradications compensées » (somme d'argent versée pour compenser l'arrachage d'un hectare de coca) et face à la militarisation des Yungas, ainsi que les luttes de pouvoir et les divisions internes au mouvement, et les spécificités de leurs comités de blocage de routes. C'est ainsi la feuille de coca qui articule l'action collective de ces deux dernières organisations.

Souhaitant tout à la fois appuyer la lutte des paysans et celle des aymaras, des

associations de femmes paysannes des départements de La Paz, Oruro, Cochabamba, décidèrent de s'organiser en constituant la *Federación Nacional de Mujeres Campesinas de Bolivia Bartolina Sisa* (FNMCB-BS) étroitement liée à la CSUTCB. Les réticences de certains secteurs masculins à une telle mobilisation des femmes, ainsi que les obstacles qui surgirent à la croissance d'un tel mouvement ne doivent pas occulter la réalité de l'instrument politique féminin ainsi constitué. Ce militantisme féminin est ici encore analysé dans le long terme, en suivant les décisions des dix congrès organisés entre 1980 et 2003, ses structures de mobilisation, les espaces de décision et de délibérations mis en place, leur répertoire concret de mobilisation et leurs alliances plus récentes.

Dans un contexte un peu différent, répondant au problème structurel de demande de terres de la part des petits producteurs, le premier groupe du *Movimiento Sin Tierra* (MST) est fondé en 2000 lors d'un acte d'occupation de terres. Organisation des paysans migrants présents depuis plusieurs années dans la région du Gran Chaco, mais toujours *peones* ou journaliers, elle s'associa à d'autres dans les Marches précédemment mentionnées. Le mouvement fut durement réprimé en novembre 2001 (massacre de Pananti). Sont étudiées ici les conditions de sa reconstruction, ses moyens de pression, la couverture qu'a pu lui donner la presse nationale. Une particularité de leurs revendications (synthétisées dans le « Terre, liberté et développement ») est qu'elles s'appuient sur la légalité (renvois à la

constitution qui ne reconnaît pas les latifundias, etc.). Leur mobilisation se fait au nom de la loi et de son respect. Mais l'organisation la plus visible de ces dernières années, pour le rôle qu'elle a joué en octobre 2003 dans l'expulsion du président Gonzalo Sánchez de Lozada est sans doute la *Federación de Juntas Vecinales-El Alto* (FEJUVE-El Alto), organisation des habitants d'El Alto, qui occupe depuis dans l'imaginaire national et international la place de ville aymara rebelle. Née en 1979 elle reste longtemps un organe de négociation des habitants d'El Alto avec le gouvernement sur des sujets propres à leur ville et à ses aménagements. Sont étudiées ici les structures formelles et informelles d'organisation d'une structure qui se définit elle-même comme une institution civique, corporative, politiquement indépendante, et participative dans le cadre municipal. Le lecteur peut ainsi comprendre son expansion et sa participation à différentes actions collectives avec un pouvoir de rassemblement croissant jusqu'aux événements de 2003.

Nous terminerons ce tour d'horizon des organisations étudiées par la *Coordinadora del Agua y el Gas* et la *Federación Departamental de Regantes de Cochabamba* (FEDECOR). Mobilisée dans ce qui a été nommé « la guerre de l'eau », contre la privatisation de l'eau à Cochabamba au profit du consortium *Aguas del Tunari* et en particulier suite à l'annonce de l'entreprise d'augmenter les tarifs de l'eau de 35 %, la Coordinadora conduit de décembre 1999 à avril 2000 une série de mobilisations populaires très suivies, qui culminent avec l'expulsion de l'entreprise. Les contrats, leur

annulation, les trois jours de « prise symbolique » de la ville de Cochabamba, donnent lieu à une réflexion sur les répertoires de mobilisation propres à cette structure double, avec l'intégration de la FEDECOR comme centre d'une organisation dont la Coordinadora serait l'espace d'irradiation vers l'extérieur. L'ouvrage se termine par l'étude de cette organisation, qui bien qu'étant la plus récente, est celle qui a gagné en quelques mois sa lutte contre une multinationale, et a pu raviver et renforcer du même coup toutes les autres, précédemment étudiées.

Ce dialogue entre les mouvements sociaux, sous leurs diverses formes, et l'État, analysé par les auteurs à travers l'étude successive des différentes organisations mentionnées, n'est ni permanent ni même régulier, et c'est tout l'intérêt aussi du travail d'en montrer les cycles, les moments forts et ceux, parfois longs, où il est resté en sourdine. Les auteurs nous montrent aussi comment, périodiquement, un pic d'intense activité politique collective, d'adhésion et de mobilisation citoyenne, est venu redéfinir les règles du jeu social. Les mouvements sociaux deviennent, de ce point de vue (et du leur), le moteur structurant du fonctionnement étatique et de ses transformations, de l'acquisition de droits, de la rénovation des institutions et des redéfinitions partisans. Le travail fouille ces modes d'action collective, leurs succès et leurs échecs et les leçons qui à chaque fois peuvent en être tirées. Le militantisme des auteurs réapparaît dès lors que cette énorme besogne de reconstruction et de compréhension du mouvement social débouche sur la



volonté explicite de mieux appréhender la phase d'intense activité des mouvements sociaux lancée depuis 2000, d'étudier ses bases, d'analyser ses discours afin de réfléchir aussi à ses potentialités de redéfinition politique dans les années à venir. Il s'agit, à l'issue de cette recherche ardue, d'y voir plus clair dans des processus de transformation politique et sociale encore en gestation. Sans doute un travail de fond qu'Alvaro García Linera, notamment, a jugé indispensable de mener à terme avant de se lancer lui-même dans la campagne politique qui a fait de lui, depuis janvier 2006, un des principaux acteurs politiques du pays, désormais depuis l'État.

Françoise Martinez
(Université Paris X /
CRIIA, GRECUN)

Rodrigo Contreras Osorio
(coord.), *La gauche au pouvoir en Amérique latine*, Paris, L'Harmattan, 2007, 230 p.

Commençons par quelques morceaux choisis : « l'émancipation de l'Amérique latine dépend d'une reconstruction de l'espace institutionnel qui place l'État (non dans sa dimension administrative, mais éthique et politique) comme agent de régulation et de développement » ; « le fait de distinguer de manière globale la bonne ou la mauvaise gauche paraît être la simple conséquence d'une consigne qui sert la politique nord-américaine » ; ou encore, exposant les principes de Huntington ou de Hayek : « pour réussir la dépolitisation des besoins sociaux, il faut donc les transférer de l'État au marché. L'instrument pour y parvenir est la séparation du politique et

de l'économique et, en conséquence, du social. Ainsi, le politique, en perdant sa capacité d'intervenir dans l'économie, devient un système fonctionnel autocentré. [...] En définitive, la notion de gouvernabilité qu'on a voulu installer en Amérique latine pendant les années 1990 a cherché la subordination de tous les rapports sociaux aux lois du marché, en éliminant tout conflit entre des intérêts matériels opposés, c'est-à-dire en abolissant la politique » ; « ce n'est pas un hasard si le populisme a toujours été l'une des cibles privilégiées des défenseurs du *statu quo* puisque ce qu'ils craignent le plus, c'est la politisation des demandes sociales. Leur idéal serait une sphère publique entièrement dominée par la technocratie ». Cet hommage implicite à Alain Touraine souffle un air alternatif sur les analyses convenues – depuis l'Occident tout du moins – des tendances politiques contemporaines en Amérique latine. Les auteurs insistent sur la caducité des catégories de « droite » et de « gauche » pour distinguer les tendances de gouvernement au pouvoir en Amérique latine et, aux appellations « gauche républicaine » et « gauche tribunitienne » – comprenons bonne et mauvaise gauche –, on voit se substituer des qualifications plus transversales comme « gauche progressiste », dont les limites ne sont pas celles que l'on croit ou que l'on essaie de bâtir depuis les démocraties libérales occidentales.

Le livre procède en deux parties. La première fait état des facteurs qui mènent aux situations politiques actuelles et à la montée des gauches en Amérique latine, tandis que la seconde présente une perspective par pays ou par région de façon

plus monographique. L'examen des facteurs présidant aux situations contemporaines que connaît la gauche en Amérique latine achève de nous convaincre du caractère inopérant de catégories telles que « social-démocratie », « gauche de gouvernement » ou « (néo)populisme », ainsi qu'on les croise trop souvent dans un discours normé laissant finalement peu de place à l'analyse ou à la critique. C'est donc une invitation au décentrement de la pensée que nous propose cette réunion d'articles.

Les constats sont connus : instabilité, inégalité, corruption, difficile respect – ou application – de la législation, fragmentation politique, sociale, territoriale et économique des sociétés. Les explications renvoient pour la plupart à la déstructuration des sociétés latino-américaines due aux programmes d'ajustement structurel des années 1980 et 1990, selon les recettes d'un monétarisme des plus austères. Le virage politique que connaît aujourd'hui le continent est intimement lié aux conditions sociales et matérielles des populations. Ainsi, le défi latino-américain réside dans la restitution du politique à des populations malmenées par des années de mépris discriminant. Intégrer à l'exercice citoyen, inviter à la participation, c'est rendre un pouvoir légitime aux membres du corps social dont certains étaient « oubliés ». La redéfinition des relations entre États et communautés ou mouvements sociaux s'impose. Certains prennent le parti de la refondation institutionnelle, d'autres celui de la réforme sans qu'on y voie pour l'instant de succès plus significatif. Partout, la « transformation sociale » est un objectif de gouver-

nement. Rendre ses galons sociaux, économiques, ethniques et culturels à une démocratie trop exclusivement admise comme seulement politique et libérale reste au cœur du projet des gauches du continent. Contrairement au courant « négriste », l'ensemble des auteurs s'aligne derrière le postulat d'un « État-providence » à inventer, qui défende l'intérêt commun, la dignité et tout ce qui constitue « les valeurs de gauche ».

L'attitude envers la mondialisation, les relations avec les institutions nationales et internationales, les réactions face à l'opposition ou au « peuple » sont autant de critères qui nourrissent de fructueuses comparaisons, de Bachelet à Morales, de Chávez à Kirchner ou Lula. Les défis restent bien à la fois ceux de l'économie globalisée, de la consolidation de la démocratie et des conditions dignes d'existence. Mais chaque pays doit affronter de façon singulière des problèmes similaires : la communauté de condition n'implique pas une uniformité des réponses, mais une unité dans les revendications qui ne présume pas de la complexité des trajectoires. Les expériences ne sont pas généralisables, pas même dans les pays voisins pour bien des cas, mais des tendances se dégagent et deux grands axes sont identifiés : la social-démocratie du Chili et ses dérivées libérales pour une part, la démocratie ethnique bolivienne et sa dérive néo-castriste d'autre part. Entre ces grands devenir de la gauche d'Amérique latine, le poids lourd brésilien est confronté au problème d'une gouvernabilité pesante ; Chávez demeure un objet politique mal appréhendé, mais qui peut se payer le luxe de l'objection ; quant à



Kirchner, il est porté par l'expérience intime des citoyens argentins de ce qu'est la révolte sociale et l'indignation devant l'injustice à la suite de la crise de 2001.

Les voies de la gauche en Amérique latine ne sont donc pas nécessairement orthodoxes. Aucune cependant ne s'envisage sans le « peuple », là où un « déficit démocratique structurel et substantiel » a fabriqué des citoyens prompts à la revendication, à l'exaspération, à la révolte et à l'insoumission. Des conditions similaires se conjuguent à des aventures politiques singulières qui s'inventent et qui déroutent. Le continent n'est pas seulement au carrefour de son devenir politique : il pose aussi un bon nombre d'états d'âme aux autres « gauches » du monde et des défis épistémologiques aux analystes de tout bord. Original et souvent brillant, ce recueil d'article relève le défi d'un exercice délicat par les temps qui courent.

Julien Rebotier
(CREDAL, UMR 7169)

Christian Gros et Marie-Claude Strigler (dir.), *Être indien dans les Amériques. Spoliations et résistance. Mobilisations ethniques et politiques du multiculturalisme*, Paris, Éditions de l'Institut des Amériques, 2006, 314 p.⁴

Cet ouvrage collectif dirigé par Christian Gros et Marie-Claude Strigler est le résultat d'un colloque de l'Institut des Amériques tenu en Sorbonne en 2004. La diversité des contributions est réunie sous la question qui ouvre l'introduction : « quelle est la place des popula-

tions indiennes dans les sociétés passées et présentes des Amériques ? » Les 22 articles qui suivent proposent d'éclairer, chacun à sa façon, la situation de ces Amérindiens souvent saisis dans la dynamique de leurs revendications politiques et identitaires. L'ambition affichée et le premier succès de l'ouvrage consistent en un élargissement géographique : c'est bien l'ensemble des trois Amériques qu'il convient d'embrasser, sans rester cantonné au niveau local. L'ouvrage est construit autour de cinq parties thématiques intitulées « Droit et populations indiennes », « Terres et territoires indigènes », « Enjeux et légitimité des affirmations identitaires », « Quel avenir pour les langues et la littérature amérindiennes ? » et, enfin, « Des nations en question ». Il y aurait certes à redire sur cette organisation, qui crée parfois des liaisons artificielles ou, au contraire, sépare arbitrairement des articles très proches : ainsi l'article de Céline Farchi sur l'occupation indienne des musées aux États-Unis, qu'il est intéressant de mettre en regard avec celui de Marie Mauzé, est rangé dans la rubrique « Territoire » avec celui de Richard Chase-Smith sur les dynamiques territoriales des Amuesha. Mais ce reproche anodin reflète simplement que les grandes thématiques ainsi définies sont presque toujours inextricablement liées, ce que la plupart des auteurs montre à leur façon.

C'est en somme au lecteur qu'il revient de repérer les innombrables effets d'échos et de correspondances entre les articles. Un travail qui permet sans problème de dégager les grandes lignes de

4. Christian Gros est membre du comité de rédaction des *Cahiers des Amériques latines*.

fracture historiques et géographiques des luttes politiques et identitaires qu'ont connues les Amérindiens ces quelque 40 dernières années. Les articles de David Dumoulin, sur l'émergence et l'utilisation du concept de « terre indigène pour la préservation », et d'Yvon Le Bot sur les grandes étapes des arguments politiques des Indiens d'Amérique latine (des revendications sociales et économiques aux revendications ethniques et culturelles), montrent combien ces dynamiques traversent les frontières étatiques. Et, à en croire Irène Bellier et Françoise Morin, elles contribuent pour beaucoup à la visibilité des peuples autochtones à l'ONU – l'Amérique étant le continent le plus favorable à une déclaration sur le droit des peuples autochtones.

Mais la plupart des contributions valent cependant pour la description d'un fait précis, d'ordre ethnographique ou historique, qui prend valeur d'exemplarité – même si certains succombent parfois à la tentation du greffe). Ainsi le procès du sious Crow Dog en 1883 (Marine Le Puloch) annonce la fin de la souveraineté juridique des indiens des États-Unis, alors même que la Cour suprême rend d'abord une décision en faveur de la non-ingérence dans les affaires tribales. Ainsi, aussi, de la visite du chef iroquois Deskaheh à la Société des Nations en 1923 (Joëlle Rostkowski), qui inventa alors une forme d'action politique trouvant des prolongements jusqu'à nos jours (indianité visible, utilisation des médias, tentative de reconnaissance au niveau international pour contrer les oppositions nationales, etc.). Sur les questions très actuelles de légitimité des définitions

ethniques et de revitalisation culturelle, l'article de Florent Kohler offre un exemple remarquable par l'examen du cas Pataxó au Brésil. La figure du professeur, qui objective le savoir traditionnel et le légitime par la formation universitaire, surgit comme une force politique nouvelle au sein des villages. Et la valeur surtout identitaire de cette revitalisation linguistique prend des formes parfois amusantes lorsque, les verbes pataxó dont on a perdu l'usage sont conjugués au portugais.

À la question de l'« être indien » se substitue assez vite, au cours de la lecture, un questionnement implicite, non dénué d'ambiguïtés et de gêne, qui est celui de l'« être chercheur ». Selon les objets et les auteurs, parfois même selon les moments d'un même article, on oscille entre la satisfaction devant la tâche politique accomplie et des mises en garde face à la mise en avant d'une indianité générique et abstraite au niveau régional et réduite au niveau des communautés à un ensemble figé de traits culturels. Le bel article de Marie Mauzé sur le National Museum of the American Indian (Washington) décorative avec assez de justesse comment l'authenticité est *in fine* définie seulement par l'identité – indienne – du locuteur, même lorsqu'il choisit une muséographie directement inspirée des musées occidentaux des années cinquante. Le travail du chercheur est après tout d'analyser les faits sociaux. Et donc, lorsque les discours autochtones tombent dans des ornières que sa discipline à évité depuis longtemps, il lui est difficile de ne pas réagir. À la « tentation essentialiste » signalée par Michèle



Therrien au Nunavut – et qui prend au long de l'ouvrage d'autres noms : repli identitaire, totalité close et artificielle, culture réifiée ou patrimonialisée –, le chercheur ne doit-il pas répondre en en montrant les contradictions et les dangers ? C'est visiblement le choix de quelques contributions très stimulantes de cet ouvrage, celles de Michèle Therrien, Florent Kohler, Aurore Monod-Becquelin, David Dumoulin ou Christian Gros notamment. Le chercheur se doit en même temps de contribuer autant que faire se peut au succès des revendications « autochtones ». Et sur ce point, il est impossible de ne pas se réjouir de voir les Amérindiens longtemps opprimés relever la tête, ou même obtenir une souveraineté presque complète comme les Inuit au Canada. Malheureusement, cette exigence morale et cette exigence scientifique ne sont pas toujours compatibles. L'ethnographie du groupe de travail sur la déclaration des droits des peuples autochtones doit-elle se réduire à pointer les « avancées » ou les « échecs » de la lutte sans en questionner les principes ? Françoise Morin cite pourtant l'idée d'une « culture politique autochtone en formation » et indique qu'« au début de chaque session du GTPA, une invocation est prise en charge par un de leurs leaders spirituels qui s'adresse aux esprits, aux aînés et aux ancêtres pour qu'ils les assistent dans leur travail ». Elle parle également de « manifestations très colorées et festives ». Irène Bellier rappelle quant à elle que, pour l'ONU, la définition de l'au-

tochtonie passe par une « relation spirituelle à la Terre-Mère » qui empêche une « conception [...] mercantile des rapports ». Spiritualité, rituels exotiques et colorés, « Terre-Mère », spontanéité, refus du mercantilisme, on a là une définition dont l'universalité supposée est pour le moins suspecte et qui renseigne surtout en creux sur les complexes de la société dominante. Pourquoi alors cette forme d'action ? Est-elle une posture stratégique ? Si elle est sincère, ne convient-il pas d'en étudier les modalités d'apprentissage et d'émergence ?

Philippe Descola reconnaît en préface à l'ouvrage le mérite d'avoir trouvé le ton juste, « à égale distance de ces deux écueils que sont la démagogie "indolâtre" et l'expertise en surplomb ». Une théorie du juste milieu que Michèle Therrien semble mettre en pratique par une approche nuancée, qui éclaire à la fois les dangers de l'essentialisme et critique en conclusion « certains chercheurs (...) [qui] discréditent par la sévérité de leur jugement l'effort consenti par les Inuit pour repenser de l'intérieur la place de leur culture dans le monde... » Ce livre montre que le curseur de la bonne mesure n'est pas pour tous au même endroit. Il n'est pas même certain que le chercheur puisse échapper à une hiérarchisation de ces deux positions. Mais après tout, ce n'est pas la première fois que la discipline anthropologique se révèle elle aussi multiculturelle.

Emmanuel de Vienne
(EHESS / LAS)

Virginie Diaz Pedregal, Commerce équitable et organisations de producteurs. Le cas des caféiculteurs andins au Pérou, en Équateur et en Bolivie, Paris, L'Harmattan, coll. « Logiques Sociales », 2006, 288 p.

La recherche universitaire française sur le commerce équitable est actuellement très active, avec plus d'une vingtaine de thèses de doctorat soutenues ces deux dernières années ou en cours de réalisation – principalement en sociologie, mais aussi en économie et en gestion – et la tenue d'un colloque international sur le commerce équitable en mai 2008 à Montpellier. Nous noterons aussi la création récente d'une association visant à promouvoir la recherche sur le commerce équitable, FairNESS, présidée par Virginie Diaz Pedregal, l'auteur de l'ouvrage présenté ici.

Issu de son travail de recherche doctorale en sociologie, cet ouvrage se présente comme une approche compréhensive des effets du commerce équitable. Très bien documenté (il fait le tour de la quasi-totalité de la littérature existante sur le commerce équitable en langue française, anglaise et espagnole), cet ouvrage regorge également de témoignages inédits recueillis par l'auteur, qui a réalisé un travail de terrain impressionnant, à la fois dans les trois pays andins étudiés et en France, avec à la clef plus de cent entretiens. Avertissons le lecteur en précisant d'emblée que l'ouvrage de Virginie Diaz Pedregal est dense, très dense ; mais rassurons-le aussi : la lecture se révèle également pal-

pitante, y compris pour les néophytes qui devront peut-être s'y reprendre à plusieurs fois pour assimiler à la fois l'évolution du fonctionnement de la filière café, les contextes locaux dans lesquels s'ancrent les pratiques des organisations de producteurs de café et les répercussions locales liées à leur insertion dans des filières de commerce équitable.

Dans le premier chapitre, consacré au contexte d'implantation du commerce équitable, l'auteur montre que le commerce équitable ne constitue en fait qu'un « épiphénomène » dans l'histoire erratique des coopératives caféières andines. Le second chapitre, cœur de l'ouvrage, est constitué d'un ensemble d'analyses novatrices sur les dynamiques de fonctionnement des organisations de producteurs de café équitable dans les trois pays andins étudiés. L'auteur décortique à la fois les dynamiques internes aux organisations (répartition du travail et gestion des conflits, modes de répartition du bénéfice équitable, modèles de perpétuation de l'activité, mobilisation sociale de la base, contrôle de la qualité, etc.), mais aussi l'évolution de leurs interactions avec les acteurs extérieurs (relations avec les autres organisations de producteurs de café équitable, avec les structures sociales préexistantes comme par exemple les *rondas campesinas* au Pérou, avec les pouvoirs publics, avec l'Église, avec les ONG de développement et les inspecteurs FLO (Fairtrade Labelling Organizations) du commerce équitable. Les témoignages des inspecteurs du commerce équitable sont particulièrement éclairants sur la perception de l'évolution récente du système de contrôle lié à la labellisation de type *Max*



Havelaar (FLO au niveau international). Les effets de la répartition du bénéfice équitable au niveau local sont abordés dans un troisième chapitre, où l'on regrettera peut-être, du moins en tant qu'économiste, l'absence de données chiffrées sur les retombées économiques du commerce équitable pour les douze coopératives enquêtées et leurs membres. Cerise sur le gâteau, Virginie Diaz Pedregal nous propose dans un quatrième chapitre une analyse originale des limites de la « juste répartition » du commerce équitable, qui repose sur un triptyque pour le moins surprenant : la critique néo-libérale, qui voit dans le commerce équitable une « subvention à l'inefficacité » et une concurrence déloyale ; la critique écologiste, fondée sur les idéaux de la croissance qui condamne la consommation de produits exotiques importés ; et la critique néo-structuraliste de la perpétuation de la dépendance.

Cet ouvrage constitue sans l'ombre d'un doute une contribution très importante, qui vient compléter de façon pertinente les analyses de Marie-Christine Renard sur les organisations de producteurs de café au Mexique⁵ et fait écho à un autre ouvrage récent sur le commerce équitable, proposant un point sur les enjeux au Nord et au Sud représentés par les dynamiques récentes de développement du commerce équitable⁶.

Aurélie Carimentrand
(IHEAL / C3ED, UMR 063)

Alain Rouquié, *Le Brésil au XXI^e siècle. Naissance d'un nouveau grand*, Paris, Fayard, 2006, 395 p.

Cet ouvrage d'Alain Rouquié représente une belle synthèse, nourrie d'une grande érudition politique sur ce pays émergent de 180 millions d'habitants. Ce livre restera une référence indispensable, au même titre que les précédents ouvrages que ce fin chercheur sur l'Amérique latine qui fut ambassadeur au Salvador, au Mexique puis au Brésil entre 2000 et 2004.

Une première partie de 150 pages met en place le cadre historique et politique et revient sur la force de la nature, la contrainte de l'immensité, l'esprit de conquête, la société nomade et la nation métisse. La qualification de « citoyenneté bien tempérée » (chapitre 3) insiste sur le caractère plutôt paisible de la vie politique nationale, avec peu de ruptures violentes du fait de « relations horizontales relativement pacifiées entre les groupes dirigeants régionaux ». Cependant, les évolutions liées à l'urbanisation et l'industrialisation vont ébranler la structure de domination locale de type « coronériste » pour faire naître des contrepoids. Comme l'ambivalence est toujours de mise au Brésil, l'Eglise catholique traditionnellement garante du *statu quo* se met à réagir face à l'exclusion et au déni de citoyenneté, radicalise son discours et adapte ses pratiques à partir des années 1960 pour se tourner vers les plus pauvres et dénoncer la violence institutionnalisée. Vingt ans plus tard, elle n'est plus seule et se

5. *Los intersticios de la globalización : un label (Max Havelaar) para los pequeños productores de café*, México, CEMCA, 1999.

6. Laura Reynolds, Douglas Murray et John Wilkinson, *Fair Trade : The challenges of transforming globalization*, London & New York, Routledge, 2007.

trouve rattrapée par la prolifération des églises, tels les évangélistes qui regroupent 26 millions de fidèles et recrutent dans les couches les plus déshéritées.

La deuxième partie analyse l'évolution politique récente en commençant par un chapitre central (le cinquième) intitulé « Mort et résurrection d'une démocratie », qui donne un éclairage sur le « mystère démocratique » brésilien : comment imposer « la révolution de l'égalité » dans une société inégalitaire et fortement hiérarchisée ? Il faut à la fois combattre les inégalités régionales et sociales et mettre en adéquation les institutions. Alain Rouquié retrace le rôle des forces armées à la fois nationalistes et inspirées par le libéralisme, les traits dominants de partis politiques très évolutifs, le rôle des personnalités de la transition démocratique, la nouvelle Constitution anti-autoritaire de 1988. Le tout forme un système parlementaire qui « donne au Congrès beaucoup de pouvoir et bien peu de responsabilités [...], si bien que le Congrès de Brasília est le lieu de mouvements browniens ininterrompus et d'incessantes tractations. La capacité pour le président de mettre en œuvre son programme n'est jamais assurée » (p. 203-204), ce qui n'empêche pas que le rôle du président soit essentiel. Il est ici remarquablement analysé à partir de sources d'informations étendues et diversifiées dont il convient de retenir quelques points.

La première élection présidentielle au suffrage universel de novembre 1989, avec 72 millions d'électeurs, voit émerger un deuxième tour improbable entre le jeune gouverneur populiste de l'État d'Alagoas, Fernando Collor, et le candi-

dat d'une gauche syndicaliste et marxiste, Luiz Inacio Lula da Silva. Le premier l'emportera, mais sera chassé deux ans plus tard pour cause de corruption. C'est alors que la modernisation de la vie politique et un vrai changement social s'opèrent, avec un personnel et des partis politiques tentant de former des majorités (chapitre 6). Une polarisation se dessine entre le PSDB, parti de la social-démocratie brésilienne, centre-gauche moderne, réaliste et pragmatique, et le Parti des Travailleurs (PT) qui vise à des réformes plus radicales et à des changements institutionnels. Le premier a d'ailleurs soutenu le second aux élections présidentielles de 1989, tournant dans la démocratisation du pays, leur « point de vue coïncidant sur la réforme agraire et l'emploi ».

Le président Fernando Henrique Cardoso, à la tête du petit PSDB, transforme profondément le Brésil lors des huit années de ses deux mandats (1994-2002). Après le « miracle économique » des années 1968-1974, le pays connaît le « miracle du Plan Real » qui stabilise enfin la monnaie, ainsi qu'un train de réformes économiques et sociales qui place le pays dans la mondialisation et permet un boom de la consommation. Parallèlement, les élections gagnent en transparence et la vie publique se moralise. Cependant, la politique de lutte contre la violence et l'exclusion est un échec : les polices ne sont pas assez efficaces ; la violence urbaine, sous-produit de la pauvreté, progresse ; le milieu carcéral est gangrené par la grande délinquance. Malgré tout, les efforts des politiques sociales sont tout à fait notables, avec la création d'un fonds de valorisa-



tion de l'enseignement de base, la bourse école (11 millions d'enfants en bénéficiaient en 2001), un accès élargi au système de santé, un programme d'agents communautaires de santé, etc.

Bien que le défi de vaincre les inégalités demeure immense, la démocratie a été apprivoisée et, selon les principes d'une bonne alternance, Luiz Inacio Lula da Silva est élu président en octobre 2002 avec 61 % des voix. Événement considérable, un ouvrier, issu d'une famille pauvre du Nordeste, arrive à la tête de l'État : « le peuple incarne désormais la grandeur du Brésil ». Avec habileté, il forme un gouvernement qui rassemble les différents courants du PT et le dépasse largement, se déportant vers le centre de l'échiquier politique. Il répond favorablement aux institutions internationales, promet d'honorer la dette, encourage une politique agricole exportatrice, élargit et approfondit les dispositifs sociaux. En bref, il rend compatible croissance économique et justice sociale, orthodoxie financière et lutte contre la pauvreté. Si le texte d'Alain Rouquié dresse un bilan assez favorable des trois premières années du gouvernement Lula, il reste toutefois mieux informé sur les ressorts de la politique dans le Sud-est que dans le Nordeste – les positions des gouvernements du Ceara et de la Bahia, notamment, étant un peu caricaturées.

Le neuvième et dernier chapitre présente les relations internationales de ce pays caractérisé par « l'unité, la grandeur et l'avenir » selon les mots du secrétaire général d'Itamaraty. Alain Rouquié insiste particulièrement sur l'utilisation du pacifisme, la capacité à mobiliser ses

voisins latino-américains, à miser sur la libéralisation du commerce des produits agricoles et à agir dans la confrontation cordiale et la concertation. L'ouvrage de cet observateur averti restera une référence sur le Brésil, pays qui présente une incroyable plasticité politique et sociale et constitue un cas d'école pour les démocraties émergentes.

Martine Droulers
(CREDAL, UMR 7169)

Alain Musset (dir.), *Géopolitiques des Amériques*, Paris, Nathan, 2006, 335 p.

Cet ouvrage se compose de quatre grandes parties, elles-mêmes divisées en différents chapitres (21 au total). La gageure du livre – traiter des Amériques multiples dans le cadre d'une approche unique, la géopolitique – est rappelée dans l'introduction et le défi semble relevé au fil d'un développement minutieux et efficace. Au terme de la lecture, on retient quatre messages forts : celui de la diversité des Amériques et non de l'Amérique ; l'idée que « l'hémisphère occidental » s'est construit dans l'ombre des États-Unis qui surent demeurer unis après l'indépendance ; le fait que les Amériques non anglophones ne sont pas pour autant des sujets du « grand frère du Nord » et font preuve de sursauts d'identité qui remettent en question certaines formes de domination ; enfin, l'étroite entremise de ce continent multiple et l'aspect fondamental des facteurs démographiques et culturels, notamment dans le contexte de la gouvernance régionale des Amériques. Produit du travail de spécialistes de plu-

sieurs disciplines – histoire, géographie, science politique –, ce livre présente toutes les facilités d'usage d'un manuel (chronologies, lexiques, cartes, tableaux synthétiques, encarts, chapitres parfaitement structurés, graphiques, etc.). On regrettera néanmoins l'absence d'une bibliographie plus étoffée et d'un index thématique, même si le sommaire très bien renseigné rend bien des services. En outre, du fait d'une actualité très brûlante en ce domaine, on reste dans l'attente de développements concernant l'alternative à un modèle traditionnel présentant la domination polyvalente des États-Unis sur le continent comme inévitable. Si elle se vérifie encore aujourd'hui, elle semble néanmoins contestée par des initiatives toujours plus intenses et dont on a encore bien du mal à évaluer la qualité et la validité.

La première partie géohistorique rend compte des constructions politique, économique et culturelle des territoires américains. Déjà, une réalité s'impose : la multitude, l'hétérogénéité, les disparités – miel de la géographie – et, de là, les rivalités – miel de la géopolitique. Les acteurs spécifiques sont parfois difficiles à identifier, l'analyse se focalisant plutôt sur des « objets » géographiques (centres urbains, périphéries et autres « zones » différemment déclinées) ou sur des successions de cas de contentieux très bien documentés, mais sans systématisation des liens entre acteurs. En plus de l'aspect « thématique », l'aspect « régional » de ce bouquin éclaire par ailleurs bien des interrogations. La diversité des échelles employées (du global au local urbain) permet en effet d'appréhender la diversité des situations à tra-

vers la deuxième partie, articulée autour du couple « centre – périphérie » qui consolide les États-Unis dans le rôle du « grand frère dominant du Nord ». Cet état de fait, sans doute trop vite établi, gagne à être rapproché des deux dernières parties fondamentales. Parce que l'économie est un vecteur toujours plus fort des relations entre acteurs et entre États et parce qu'il n'est pas envisageable de traiter des rapports de force entre États dans les Amériques sans s'attacher à comprendre les États-Unis, la troisième partie est consacrée aux modèles de développement pour un continent faisant figure de laboratoire d'expériences économiques et politiques, berceau de l'élaboration de la théorie de la dépendance et archétype de différentes formes de domination. Le « nerf » qu'est l'économie, orchestrée sur tout le continent selon les principes libéraux à de rares exceptions près, mène inmanquablement vers le voisin du Nord. La dernière partie, qui traite spécifiquement des États-Unis, s'emploie à éclairer certains aspects du pays à la lumière de sa position continentale et mondiale, renforçant d'autant plus l'idée d'hétérogénéité.

Bien que le devenir géopolitique des Amériques ne semble pas aussi acquis à la cause états-unienne qu'il n'y paraît dans le manuel – remarque fort bien soulignée en introduction et différemment nuancée dans le développement –, cette contribution importante aide à mieux comprendre les débats contemporains qui animent les Amériques, qu'il s'agisse des projets d'intégration régionale ou encore des thèses géopolitiques de Huntington sur l'immigration. *Géopolitique des Amériques* a le



mérite d'intégrer l'ensemble de « l'hémisphère occidental » pour lequel les relations très étroites, et pour la plupart asymétriques, entre l'Amérique du Nord anglophone et l'Amérique latine, rendent nécessaire le rapprochement de ces deux espaces dont

l'étude est bien souvent – artificiellement – distinguées et dont les aspects culturels seront certainement parmi les fondamentaux des prochaines recherches.

Julien Rebotier
(CREDAL, UMR 7169)

LES AUTEURS



Carlos AGUDELO a réalisé un doctorat en sociologie à l'IHEAL. Actuellement membre du CEMCA, il est chercheur associé au CREDAL et à l'IRD. Il a été chargé de cours à l'IHEAL (Université Paris III – Sorbonne nouvelle), à l'IEDES (Université Paris I) et à la Fondation Nationale des Sciences Politiques. En plus de nombreux articles, il a notamment publié *Politique et population noires en Colombie : enjeux du multiculturalisme*, Paris, L'Harmattan, 2004. Ses recherches actuelles portent sur les politiques publiques multiculturelles et les mobilisations politiques des mouvements noirs en Amérique latine.

David DUMOULIN est maître de conférences en sociologie à l'IHEAL et membre du CREDAL. Il a consacré sa thèse de doctorat aux politiques de conservation de la nature au Mexique confrontées aux politiques de renouveau indien. Il a notamment publié « Local Knowledge in the Hands of Transnational NGO Networks : a Mexican Viewpoint », *International Journal of Social Sciences*, n°178, décembre 2003, p. 593-605; « Transformations des solidarités transnationales : des réseaux militants aux champs globalisés. Le cas de la défense des peuples autochtones », in Guillaume Devin (dir.) *Les solidarités transnationales*, Paris, L'Harmattan, 2005, p. 103-112.

Marcela P. FERRARI a réalisé un doctorat d'histoire à l'EHESS et est actuellement professeure adjointe dans le département d'histoire de la Faculté des Humanités de l'Université Nationale de Mar del Plata (Argentine), membre du CONICET (catégorie adjointe) et du Centre d'Études Historiques de l'Université de Mar del Plata où elle dirige le groupe de recherche « Acteurs et pouvoir en Argentine, XIX^e et XX^e siècles ». Elle a récemment publié *Política y sociedad en la Argentina del siglo XX. La visión de los mayores* (Université Nationale de Mar del Plata, 2005), ainsi que "Dirigentes políticos cordobeses nos tempos da república verdadeira, 1916-1930. Uma aproximação prosopográfica", in F. Madureira Heinz (coord.) *Por outra história das elites*. Fundação Getulio Vargas, Rio de Janeiro, 2006, p. 143-176.

Jean FOYER termine un doctorat de sociologie à l'IHEAL sur les enjeux et les controverses autour des biotechnologies au Mexique. Il a récemment publié des articles sur la bioprospection et les biotechnologies au Mexique dans *Problèmes d'Amérique latine* (« ONG transnationales et experts dans le débat démocratique : bioprospection et savoir indigène au Mexique », n° 54, automne 2004, co-écrit avec David Dumoulin), la revue *Tiers Monde* (« Développement des biotechnologies et biotechnologies pour le développement au Mexique, l'impossible appropriation », n° 188, octobre-décembre 2006) et la *Revue du Gemdev*.

Franck GAUDICHAUD est docteur en science politique, maître de conférences à l'Université de Grenoble III, membre du CURAPP (Centre Universitaire de Recherches Administratives et Politiques, UMR 6054) et du comité de rédaction de la revue *Dissidences*. Il est l'auteur de plusieurs articles sur l'histoire et l'actualité de l'Amérique latine et de deux ouvrages sur le Chili et le terrorisme d'État dans le

Cône Sud : *Poder popular y Cordones Industriales. Testimonios sobre un movimiento popular urbano. 1970-1973*, Santiago, LOM, 2004 ; *Operación Cóndor. Notas sobre el terrorismo de Estado en el Cono sur*, Madrid, Sepha Ediciones, 2005.

María del Rocio GREDIAGA KURI a réalisé un doctorat en sciences sociales (mention sociologie) au Colegio de México et est enseignante-chercheuse à l'Universidad Autónoma Metropolitana – Unidad Azcapotzalco. Elle est membre de l'Academia Mexicana de la Ciencia, du Consejo Mexicano de Investigación Educativa et du comité éditorial de la *Revista Mexicana de Investigación Educativa*. Elle a notamment publié (avec Raúl Rodríguez Raúl et Laura Elena Padilla) *Políticas públicas y cambios en la profesión académica en la última década*, México, ANUIES-UNAM-CONACYT, 2004.

Marielle PEPIN LEHALLEUR est anthropologue, chargée de recherches au CNRS (CREDAL) et associée à l'UR 107 de l'IRD ainsi qu'au CEMCA. Son terrain de recherche est le Mexique où elle a travaillé sur divers thèmes, surtout liés à la vie rurale : évolution des formes domestiques, familiales et communautaires de l'économie paysanne et indienne, analyse des processus de construction régionale et du rôle des projections collectives des différents groupes sociaux, conceptions et formes de la participation et du pouvoir politique au niveau local, élaborations collectives de l'expérience migratoire, processus d'apprentissage de la ville.

Anne PHILIPPE est docteur en science politique et chercheuse associée au CREDAL. Ses travaux portent sur la violence politique et la démocratisation en Amérique centrale, notamment sur les réseaux transnationaux des mouvements armés.

Jean RIVELOIS est chercheur à l'IRD (UR 029), chercheur associé au CREDAL et enseigne à l'IHEAL. Il travaille sur les connivences entre acteurs criminels et acteurs institutionnels au Mexique et en Amérique andine, en mettant l'accent sur les pratiques de corruption et de violence, la constitution de réseaux territoriaux et sociaux pour le trafic international de drogue et les politiques publiques de lutte contre la corruption. Parmi ses récentes publications : *Droque et pouvoirs (du Mexique aux paradis)*, Paris, L'Harmattan, 1999 ; « Systèmes politiques et solidarités criminelles issues d'une même culture politique » in Jean Rive Lois, Jaime Preciado et Marcos P. Moloeznik (coord.) *Criminalización de los poderes: corrupción y tráfico de drogas*, Universidad de Guadalajara, 2004.

Hélène RIVIÈRE D'ARC est géographe et directrice de recherches au CNRS (CREDAL). Elle tente une approche comparative des politiques de réhabilitation des centres-villes dans leur aspect social et comme possible dimension du développement durable. Elle a récemment dirigé *Nommer les nouveaux territoires urbains*, Paris, Unesco – MSH, 2001 ; *Le pari urbain en Amérique latine, vivre dans le centre des villes* (avec Maurizio Memoli), Paris, Armand Colin, 2006 ; « Requalificar o século xx, projeto para o centro de São Paulo » in Catherine

LES AUTEURS



Bidou-Zachariasen (dir.), *De volta a cidade*, São Paulo, Anna Blume, 2006 ; « São Paulo, des espaces les plus riches aux espaces les plus pauvres, acceptation du dualisme ou utopie de la mixité », *Tiers Monde*, n° 185, mars 2006.

Malik TAHAR CHAOUCH a réalisé un doctorat de sociologie à l'IHEAL intitulé *La théologie de la libération en Amérique latine : champ et paradigme d'une expression historique* (sous la direction de Jean-Pierre Bastian) et enseigne actuellement à l'Universidad Autónoma del Estado de Hidalgo au Mexique. Il a récemment publié « Trajectoires des réseaux œcuméniques de la théologie de la libération en Amérique latine », *Problèmes d'Amérique latine*, n° 64, 2007 et « La théologie de la libération : approche sociologique », *Archives de Sciences Sociales des Religions*, n° 138, 2007.

EL TRIMESTRE ECONOMICO



COMITÉ DICTAMINADOR: Enrique Casares Gil (UAM-A), Gonzalo Castañeda (Colmex), Sara Castellanos (Banco de México), Gerardo Esquivel (Colmex), Lorenza Martínez (ITAM), Juan Carlos Moreno Brid (CEPAL), Antonio Noriega Muro (Universidad de Guanajuato), Martín Puchet Anyul (UNAM), Graciela Teruel (UIA). CONSEJO EDITORIAL: Edmar L. Bacha, Gerardo Bueno, Enrique Cárdenas, Arturo Fernández, Ricardo Ffrench-Davis, Enrique Florescano, Roberto Frenkel, Kevin B. Grier, Ricardo Hausmann, Alejandro Hernández, Albert O. Hirschman, Hugo A. Hopenhayn, David Ibarra, Felipe Larraín, Francisco Lopes, Guillermo Maldonado, Rodolfo Manuelli, José A. Ocampo, Joseph Ramos, Luis Ángel Rojo Duque, Gert Rosenthal, Francisco Sagasti, Jaime José Serra, Jesús Silva Herzog Flores, Osvaldo Sunkel, Carlos Tello, Sweder van Winjberger.

Director: Fausto Hernández Trillo
Secretario de Redacción: Guillermo Escalante A.
Asistente Editorial: Karla López

Vol. LXXIV (4)

México, Octubre-Diciembre de 2007

Núm. 296

PERSPECTIVA ECONÓMICA

Nora Lustig *Salud y desarrollo económico. El caso de México*

ARTÍCULOS

Gabriel González König, Quentin Wodon y Corinne Siaens *¿Por qué es posible que los más pobres no participen en los programas escolares de transferencia condicional?*

Víctor Pavón Villamayor *La convergencia y el principio de la neutralidad tecnológica*

Antonio Noriega y Matías Fontenla *La infraestructura y el crecimiento económico en México*

Franco Parisi, Christian Espinosa y Antonino Parisi *Pruebas de comportamiento caótico en índices bursátiles americanos*

Antonio Minguez Vera *Política de dividendos, riesgo, endeudamiento y estructura de propiedad. Un análisis para el mercado español*

NOTAS Y COMENTARIOS

Joan Ripoll i Alcón *La tendencia a la bipolarización de los regímenes cambiarios*

Alejandro Mungaray, Juan Manuel Ocegueda, David Ledezma, Natanael Ramírez, Martín Ramírez y Carmen Alcalá *Formación por medio del servicio. Un modelo de servicio social universitario en apoyo a microempresas marginadas*

EL TRIMESTRE ECONÓMICO aparece en los meses de enero, abril, julio y octubre. La suscripción en México cuesta \$330.00. Número suelto \$100.00. (A los suscriptores de 2008 se les regalará un número especial conmemorativo.)

Precios para otros países (dólares)

	Suscripciones	Número suelto
Centroamérica y el Caribe	80.00	25.00
Sudamérica y España	100.00	35.00
Canadá, Estados Unidos y resto del mundo	135.00	38.00

Fondo de Cultura Económica, Carretera Picacho Ajusco 227, Col. Bosques del Pedregal, 14738 México, Distrito Federal. Suscripciones y anuncios: tel: 52 27 46 71, fax: 54 49 18 27 / 52 27 46 49, señora Irma Barrón. Correo electrónico: trimestre@fondodeculturaeconomica.com
Página del Fondo de Cultura Económica en Internet: <http://www.fondodeculturaeconomica.com>

Annales

Histoire, Sciences Sociales

Amériques coloniales

La construction de la société

n° 3. 2007

Sommaire

Jacques POLONI-SIMARD – Introduction

Gouverner les hommes

Tamar HERZOG – Terres et déserts, société et sauvagerie. De la communauté en Amérique et en Castille à l'époque moderne

Gilles HAVARD – Le rire des jésuites. Une archéologie du mimétisme dans la rencontre franco-amérindienne (XVII^e-XVIII^e siècle)

Le creuset urbain

Laurent VIDAL – Sous le masque du colonial. Naissances et « décadence » d'une vila dans le Brésil moderne : Vila Boa de Goiás au XVIII^e siècle

Solange ALBERRO – Modèles et modalités : les fêtes vice-royales au Mexique et au Pérou, XVI^e-XVII^e siècle

Intégrer les marges

Silvia HUNOLD LARA – Esclaves en fuite et pouvoir colonial Palmares, Cacaù et les frontières de la liberté au Pernambouc à la fin du XVII^e siècle

Shannon LEE DAWDY – La Nouvelle-Orléans au XVIII^e siècle. Courants d'échange dans le monde caraïbe

Histoires américaines (comptes rendus)

Résumés / Abstracts

Choix des *Annales*

Livres reçus

Rédaction

54 bd Raspail 75006 Paris • Tél.: 01 49 54 23 77 • annaales@ehess.fr

Abonnement

Armand Colin abonnements: 5, rue Laromiguière • 75240 Paris Cedex 05 • Tél.: 0820 065 095 (France) • Tél.: 33 (0)1 40 46 49 89 (international) • Fax: 33 (0)1 40 46 49 93 • infos@armand-colin.com

Vente au numéro

Prix d'un numéro simple: 17 € • Prix d'un numéro double: 25 €

En librairie: diffusion Dif'Pop • 21ter, rue Voltaire • 75011 Paris
Tél.: 33 (0)1 40 24 21 31 • Fax: 33 (0)1 40 24 15 88 • www.difpop.com

Aux Éditions de l'EHESS: vente sur place et par correspondance
Facturation: 33 (0)1 53 10 53 56 • Fax: 33 (0)1 44 07 08 89 • editions-vente@ehess.fr

Achevé d'imprimer : Le Clavier
Dépôt légal n° 8001
janvier 2008